



**École Nationale Supérieure de Journalisme et des
Sciences de l'Information**



Département de : Sciences de l'information et de la communication

Le thème :

**Le traitement médiatique des violations des droits des Ouïgours en
Chine : analyse de contenu des articles du site web de *Le monde*
(Durant l'année 2021)**

Mémoire de Master en Sciences de l'information et de la communication

Spécialité : Géopolitique des médias

Promo : 2020-2021

Réalisé par :

Gourchali Lilia

TE0143

Sous la direction de :

Dr. Chemami Amina

Jury:

Président : Dr. Djaaroun Ali

Encadreur : Dr. Chemami Amina

Membre : Dr. Sernih Djamila

Année universitaire : 2024/2025



**Higher National school of Journalism and
Information Sciences**



Department of Media and Communication

Title:

**Media Coverage of Uyghur Human Rights Violations in China:
An Analysis of Articles on Le Monde Website
(During the Year 2021)**

Master's Thesis in Media and Communication Sciences

Specialisation: Media Geopolitics

Cohort: 2020-2021

Prepared by:

Gourchali Lilia

Under the supervision of:

Dr. Chemami Amina

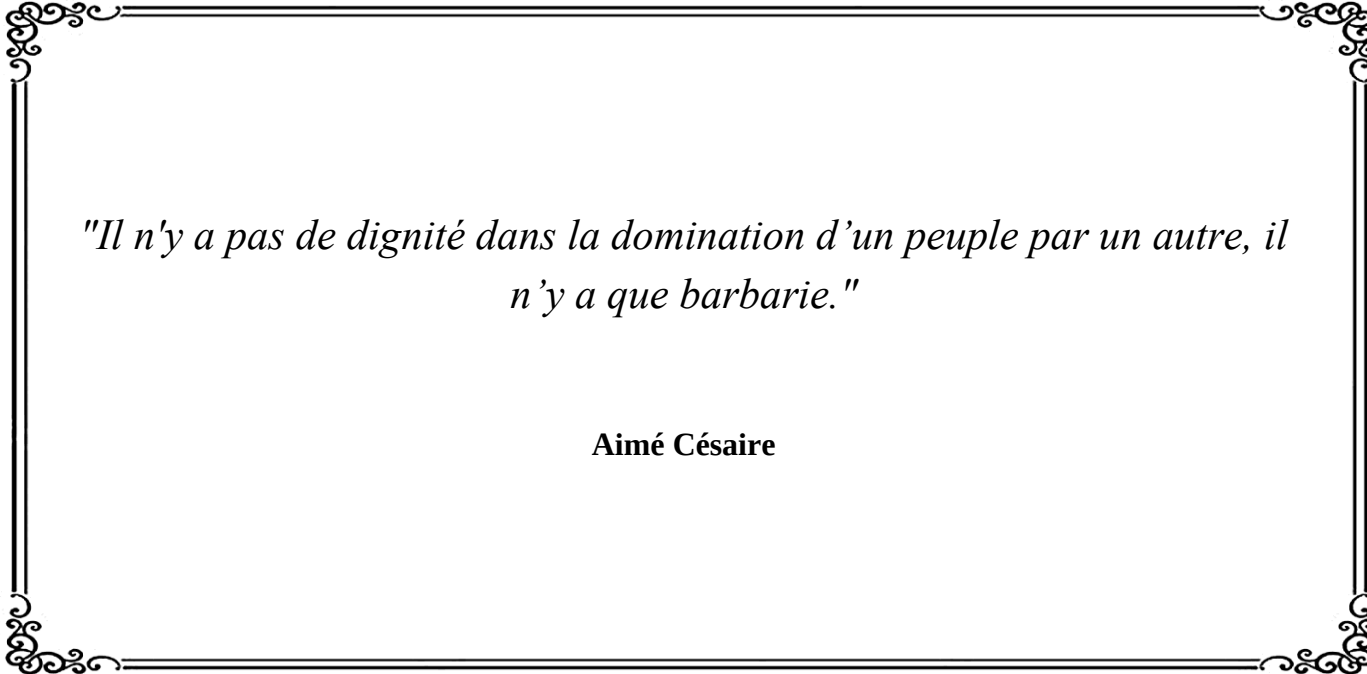
Examination Committee:

President: Dr. Djaaroun Ali

Supervisor: Dr. Chemami Amina

Member: Dr. Sernih Djamila

Academic year: 2024/2025



"Il n'y a pas de dignité dans la domination d'un peuple par un autre, il n'y a que barbarie."

Aimé Césaire

Remerciements

Ce mémoire est bien plus qu'un travail académique, c'est une œuvre tissée de rencontres, de soutiens et d'amour. Il porte en lui la trace de celles et ceux qui ont cru en moi et m'ont accompagnée dans cette aventure.

À, Chemami Amina, mon encadrante, ma source d'inspiration, je dédie mes premiers mots de gratitude. Votre sagesse et votre dévouement ont illuminé chaque étape de ce parcours. Vous m'avez appris bien plus qu'un sujet ; vous m'avez transmis une manière de penser et de regarder le monde. Merci pour vos précieux conseils, votre écoute et votre générosité qui resteront gravés en moi.

À ma mère, pilier de ma vie, la seule et unique, merci pour ton amour infini, tes prières silencieuses et ta foi inébranlable en mes rêves. Tu es la lumière qui guide chacun de mes pas, la douce force qui me pousse à aller plus loin. Ce mémoire t'appartient autant qu'à moi, car sans toi, rien n'aurait été possible.

À mon père, merci pour tes sacrifices et ton soutien indéfectible. Tu m'as appris la valeur du travail et l'importance de rester fidèle à mes principes. Ta présence discrète mais essentielle m'a portée tout au long de ce voyage.

À mes frères, Hadj Ahmed, Adam, et Zakaria, merci pour votre amour fraternel et vos encouragements. Vous êtes mon petit refuge et ma joie, et votre présence m'a donné l'énergie de persévérer.

Enfin, à mon pilier dans l'ombre, merci pour ton affection infinie, ta patience inébranlable et ton soutien indéfectible. Tu as été ma force dans les tourments du doute et ma lumière dans les heures d'épuisement.

À vous tous, je dédie ce mémoire avec tout mon amour et ma reconnaissance éternelle.

Résumé :

Depuis plusieurs années, le traitement médiatique des violations des droits humains commises à l'encontre des Ouïghours dans la région du Xinjiang en Chine occupe une place croissante dans le débat international. Face aux accusations de détentions arbitraires, de stérilisations forcées, de travail contraint et d'effacement culturel, plusieurs acteurs, notamment des organisations de défense des droits humains, n'hésitent pas à qualifier ces actes de génocide. Dans ce contexte, les médias jouent un rôle crucial dans le cadrage et la construction du discours public. Comme le souligne Charaudeau, ils ne se contentent pas de refléter les faits : ils produisent du sens.¹

Ce mémoire s'inscrit dans cette perspective et propose une analyse de contenu des articles publiés par *Le Monde* en 2021, quotidien français de référence, afin d'étudier le traitement médiatique réservé à la question du génocide des Ouïghours. L'étude repose sur un corpus de 103 articles, analysés à l'aide d'une grille détaillée intégrant des éléments quantitatifs (date, type d'article, nombre de mots, fréquence des thèmes, sources citées) et qualitatifs (structure, tonalité, vocabulaire, positionnement éditorial).

Les résultats révèlent un discours mesuré et une utilisation prudente du terme « génocide », souvent évité au profit d'expressions telles que « oppression » ou « violations des droits humains ». Cette réserve peut s'expliquer par la volonté de maintenir une rigueur journalistique, mais aussi par des considérations géopolitiques. Les sources mobilisées sont principalement issues d'ONG, d'universitaires et d'institutions internationales, tandis que les voix officielles chinoises sont présentes de manière marginale, jouant un rôle de contre-discours. Le ton adopté est globalement critique, parfois alarmiste, mais sans verser dans le sensationnalisme, fidèle à l'image de sérieux que véhicule *Le Monde*.

En définitive, cette recherche met en évidence les tensions constantes entre éthique journalistique, impératifs de vérification, enjeux politiques et devoir d'information. Elle souligne l'importance d'une couverture médiatique plus explicite des accusations de génocide, tout en respectant les exigences de la méthodologie journalistique. L'information, loin d'être neutre, apparaît comme un outil de sensibilisation et un levier potentiel d'influence politique.

Mots-clés :

Ouïghours – Chine – Génocide – Violations des droits humains – Traitement médiatique – Le Monde – Analyse de contenu – Cadrage médiatique – Enjeux géopolitiques – Opinion publique – Éthique journalistique.

¹ Charaudeau, P. (2005). *Les discours d'information médiatique : La construction du miroir social*. Paris : Vuibert.

Abstract

For several years, the media coverage of human rights violations committed against the Uyghurs in the Xinjiang region of China has increasingly drawn international attention. In light of allegations involving arbitrary detention, forced sterilization, forced labor, and cultural erasure, numerous voices—particularly from human rights organizations—have described these actions as genocide. In this context, the media play a crucial role in framing and shaping public discourse. As Charaudeau notes, the media are not mere mirrors of events; they are producers of meaning.²

This thesis adopts this perspective and offers a content analysis of articles published by *Le Monde*, a leading French newspaper, throughout 2021, in order to study how the topic of the Uyghur genocide was covered. The study is based on a corpus of 103 articles, analyzed through a detailed grid that incorporates both quantitative elements (publication date, article type, word count, recurring themes, cited sources) and qualitative aspects (structure, tone, lexical choices, editorial positioning).

The findings reveal a measured discourse and cautious use of the term “genocide”, often replaced by expressions such as “oppression” or “human rights violations.” This lexical restraint reflects both a commitment to journalistic rigor and the influence of geopolitical considerations. The sources most frequently cited include NGOs, academics, and international institutions, while official Chinese voices appear marginally, serving as counter-narratives. The overall tone is critical and sometimes alarmist, but avoids sensationalism, in line with *Le Monde*’s reputation for seriousness.

Ultimately, this research highlights the ongoing tensions between journalistic ethics, fact-checking obligations, political implications, and the responsibility to inform. It underscores the need for more explicit and engaged media coverage of genocide allegations, while maintaining high methodological standards. Far from being neutral, information is shown to be a powerful tool for awareness-raising and potential political influence.

Keywords:

Uyghurs – China – Genocide – Human rights violations – Media coverage – Le Monde – Content analysis – Media framing – Geopolitical issues – Public opinion – Journalistic ethics.

² Charaudeau, P. (2005). *Les discours d'information médiatique : La construction du miroir social*. Paris: Vuibert.

Le plan de recherche

Introduction

Aspect Méthodologique

Liste des principaux sigles et abréviations

Première partie : Cadre théorique et contexte du traitement médiatique

Chapitre I : Réalité et controverses autour des violations des droits de ouïghours en Chine

1.1. Condamnation international et preuves documentées

- Témoignages et preuves documentant des violations massives des droits humains
- Camps de concentration, travail forcé, coercition stérilisations, destruction du patrimoine culturel Ouïghours
- Enquêtes des ONG, rapports de l'ONU et études d'experts indépendants

1.2. La position officielle de la Chine :

- Démenti officiel des accusations et justification de la politique (terrorisme) et de lutte contre le séparatisme
- Le rôle de la « déradicalisation » et des politiques de « formation professionnelle »
- Stratégies de communication et gestion de l'information

1.3. Les entraves rencontrées dans la quête de la vérité :

- Surveillance et restrictions sur les chercheurs et journalistes étrangers
- Intimidation des dissidents, harcèlement des témoins et représailles contre les familles exilées
- Certification de la situation des Ouïghours à l'échelle internationale : désaccord sur la qualification (génocide ou oppression)

Chapitre 2 : Le traitement médiatique des violations des droits des Ouïghours : analyse des récits et des dynamiques d'information

2.1. La couverture médiatique de violations des droits des Ouïghours : un enjeu complexe

- Les premières révélations et leur impact à l'échelle mondiale
- Les obstacles à l'accès à l'information : l'opacité des autorités chinoises et la restriction des sources
- La montée en puissance des témoignages et des enquêtes indépendantes dans les médias internationaux

2.2. Récits médiatiques et cadrage : la manière dont les événements sont présentés.

- Les variations dans le traitement médiatique : de la dénonciation à la minimisation des faits
- L'influence des relations diplomatiques sur le traitement médiatique des violations des droits humains
- Les narratifs alternatifs : une alternative aux récits dominants dans la presse internationale

2.3. Les responsabilités des médias : enjeux éthiques et défis journalistiques

- Le rôle des médias dans la construction de l'opinion publique : entre vérité et partialité
- Les dilemmes éthiques dans la couverture des violations des droits humains : sécurité des sources et impact médiatique
- Les limites de la couverture médiatique face aux enjeux géopolitiques et économiques

Deuxième partie : Analyse empirique du traitement médiatique par Le monde

Chapitre 3 : Analyse de la couverture médiatique de Le Monde sur le génocide présumé des Ouïghours

3.1 Présentation du corpus d'étude :

- Sélection des articles publiée par le journal Le monde sur son site web entre janvier et décembre 2021
- Justification du choix de la période et du média
- Méthodologie d'analyse : approche qualitative et quantitative

3.2 Analyse du traitement journalistique :

- Étude du cadrage des articles (frames médiatiques dominants)
- Analyse des sources utilisées : témoignages, rapport d'ONG, experts
- Lexique et champ sémantique associé au génocide présumé

3.3 Impacts et limites de la couverture médiatique

- Influence de la couverture de Le Monde sur l'opinion publique et les décideurs politiques
- Comparaison avec d'autres médias internationaux (CNN, Al Jazeera, Xinhua)
- Limites et biais potentiels dans le traitement de l'information

Conclusion

Les références

Les annexes

Liste de l'échantillé des articles choisis

Liste des tableaux

Introduction

À travers l'histoire, les minorités ont souvent été reléguées aux marges des sociétés dans lesquelles elles évoluent, subissant discriminations, marginalisation et, dans certains cas, des persécutions d'une extrême violence. Leur existence, bien que reconnue, a souvent été perçue comme une menace par les pouvoirs en place, qu'il s'agisse d'États-nations cherchant à imposer une identité homogène ou de groupes dominants tentant de préserver leur suprématie.

Les politiques d'assimilation forcée, les déplacements de population, les restrictions des libertés fondamentales et la répression culturelle sont autant de stratégies utilisées pour affaiblir, voire faire disparaître ces communautés. De l'élimination progressive des peuples autochtones en Amérique du Nord et en Australie, aux violences perpétrées contre les Tutsis au Rwanda en 1994, en passant par les déportations massives de Tatars de Crimée sous Staline, l'histoire regorge d'exemples de minorités ayant fait face à des oppressions systémiques... Si certaines ont pu surmonter ces épreuves grâce à des luttes de reconnaissance et à des avancées juridiques internationales, d'autres continuent aujourd'hui encore d'être victimes d'injustices flagrantes, sous le regard impuissant ou *complice* de la communauté internationale.

Dans ce contexte, la situation des Ouïghours en Chine suscite une attention particulière. Depuis plusieurs années, cette minorité musulmane de la région du Xinjiang est au cœur d'un débat international sur la répression dont elle est victime. Accusations de détention massive, de travail forcé, de surveillance généralisée et d'atteintes aux libertés fondamentales : autant d'éléments qui interrogent sur la nature et l'ampleur des politiques menées à leur encontre. Alors que la Chine défend sa position en invoquant la lutte contre l'extrémisme, la communauté internationale s'interroge sur la qualification de ces actes, oscillant entre crime contre l'humanité et génocide...

Les Ouïgours sont un peuple turcophone et majoritairement musulman sunnite, vivant principalement dans la région du Xinjiang, située à l'extrême nord-ouest de la Chine. Cette région, riche en ressources naturelles et d'une importance stratégique en raison de son emplacement sur les routes de la nouvelle "Route de la soie", a longtemps été un territoire contesté. Historiquement, le Xinjiang n'a été intégré de manière stable à la Chine qu'au milieu du XVIII^e siècle sous la dynastie Qing, après plusieurs résistances locales.

La domination chinoise sur le Xinjiang a toujours été marquée par des tensions. Au début du XX^e siècle, les Ouïgours ont proclamé à deux reprises l'indépendance de la "République du Turkestan oriental" (1933-1934 et 1944-1949), mais ces tentatives ont été écrasées par les

forces chinoises, soutenues alternativement par l'Union soviétique et le gouvernement de Mao Zedong après la prise de pouvoir du Parti communiste chinois ³.

Avec la création de la République populaire de Chine en 1949, Pékin adopte une politique d'assimilation à l'égard des minorités ethniques. La sinisation du Xinjiang s'accélère notamment par l'envoi massif de colons Han, qui passent de 6 % de la population régionale en 1949 à environ 40 % en 2010 ⁴. Ce bouleversement démographique, couplé à une marginalisation économique et culturelle des Ouïgours, alimente un sentiment de frustration et de résistance.

Les tensions s'exacerbent dans les années 1990 et 2000, notamment après la dislocation de l'URSS, qui inspire certains groupes ouïgours à réclamer plus d'autonomie, voire l'indépendance. Pékin réagit en intensifiant la surveillance et la répression, justifiant ces mesures par la lutte contre le terrorisme et le séparatisme ⁵.

Un tournant majeur survient après les attentats du 11 septembre 2001. Profitant du contexte de la "guerre contre le terrorisme" menée par les États-Unis, la Chine inscrit le "Mouvement islamique du Turkestan oriental" (MITO) sur la liste des organisations terroristes, affirmant qu'il est responsable de plusieurs attaques en Chine ⁶. Cependant, plusieurs experts remettent en question l'ampleur réelle de la menace terroriste ouïgoure et soulignent que cette classification a permis à Pékin de justifier des mesures de répression généralisées ⁷.

Depuis 2014, sous la présidence de Xi Jinping, la Chine met en place une politique dite de "déradicalisation" dans le Xinjiang. Celle-ci s'accompagne de la construction massive de camps d'internement, qualifiés par Pékin de "centres de formation professionnelle", mais décrits par de nombreuses enquêtes journalistiques et ONG comme des camps de détention arbitraire où plus d'un million de Ouïgours et d'autres minorités musulmanes auraient été enfermés.⁸⁹

Des témoignages d'anciens détenus et des enquêtes indépendantes révèlent des pratiques de torture, de stérilisation forcée et de travail forcé à grande échelle. Un rapport de l'ONU publié

³ Bovingdon, G. (2010). *The Uyghurs: Strangers in their own land*. Columbia University Press.

⁴ Roberts, S. R. (2020). *The War on the Uyghurs: China's internal campaign against a Muslim minority*. Princeton University Press.

⁵ Clarke, M. (2011). *Xinjiang and China's rise in Central Asia – A history*. Routledge.

⁶ Zenz, A. (2019). Beyond the camps: Beijing's long-term scheme of coercive labor, poverty alleviation and social control in Xinjiang. *Journal of Political Risk*, 7(12), 1–25.

⁷ Byler, D. (2021). In the camps: China's high-tech penal colony. *Columbia Global Reports*.

⁸ Zenz, A. (2018). 'Thoroughly reforming them towards a healthy heart attitude': China's political re-education campaign in Xinjiang. *Central Asian Survey*, 38(1), 102–128. <https://doi.org/10.1080/02634937.2018.1507997>

⁹ Amnesty International. (2021). "Like we were enemies in a war": China's mass internment, torture, and persecution of Muslims in Xinjiang. Amnesty International. <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/4137/2021/en/>

en 2022 affirme que ces pratiques pourraient constituer des crimes contre l'humanité ¹⁰. De leur côté, plusieurs gouvernements, dont ceux des États-Unis et du Canada, ont qualifié ces actes de "génocide" ¹¹.

Face à ces accusations, Pékin rejette en bloc toute allégation de violations des droits humains et accuse les médias occidentaux de diffuser des "fausses informations" dans le cadre d'une guerre médiatique contre la Chine¹². Toutefois, de nombreuses enquêtes continuent de documenter les violences commises contre les Ouïgours, alimentant un débat international sur la nature des crimes perpétrés et la réponse à y apporter.

Dès lors, la problématique qui se pose est la suivante : Comment Le Monde, à travers sa couverture sur son site web De janvier à décembre 2021, a-t-il influencé la perception publique du génocide des Ouïgours ?

¹⁰ Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR). (2022). Assessment of human rights concerns in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region, People's Republic of China. United Nations. <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/assessment-human-rights-concerns-xinjiang-uyghur-autonomous-region>

¹¹ U.S. Department of State. (2021). Determination of the Secretary of State on atrocity crimes in Xinjiang. U.S. Department of State. <https://www.state.gov/determination-of-the-secretary-of-state-on-atrocity-crimes-in-xinjiang/>

¹² CGTN. (2021). CGTN launches documentary series debunking lies on Xinjiang. China Global Television Network. <https://news.cgtn.com/>

Aspect Méthodologique

Afin d'étudier la couverture médiatique du journal Le **Monde** sur le génocide présumé des Ouïgours pendant l'année 2021, cette recherche adopte une approche mixte, combinant analyse qualitative et analyse quantitative à fin d'examiner la structure, le contenu et les tendances rédactionnelles des articles sélectionnés, pour obtenir à la fin une vision complète et approfondie du traitement médiatique de cet enjeu.

1. Justification de l'approche méthodologique :

L'approche mixte est particulièrement adaptée à l'étude des productions médiatiques, car elle permet d'articuler une analyse détaillée du discours journalistique et une évaluation statistique des tendances rédactionnelles.

- L'analyse qualitative permet d'explorer la manière dont les articles sont construits, en examinant :
 1. La structuration de l'information et la hiérarchisation des faits ;
 2. Le choix des termes et le registre lexical employé ;
 3. Les sources mobilisées et leur diversité ;
 4. La tonalité du discours journalistique.
- L'analyse quantitative, quant à elle, vise à identifier et mesurer certains éléments récurrents dans les articles :
 1. La fréquence d'utilisation de mots-clés spécifiques liés au sujet étudié ;
 2. La répartition des sources citées ;
 3. Les caractéristiques structurelles des articles (nombre de mots, présence d'éléments multimédias, etc.).

Cette double approche offre une complémentarité méthodologique, en alliant interprétation approfondie et objectivation des tendances journalistiques.

2. Constitution du corpus d'étude :

Le corpus de cette étude est constitué d'articles publiés sur le site officiel du journal Le Monde entre janvier et décembre 2021. Cette période a été choisie en raison de l'intensification du traitement médiatique concernant la situation des Ouïgours, marquée par la publication de nombreux rapports et par des réactions internationales.

2.1 Critères de sélection des articles : Les articles retenus répondent à plusieurs critères méthodologiques :

- Critère thématique : seuls les articles traitant directement de la situation des Ouïgours sont inclus.
- Type d'articles : reportages, enquêtes et analyses, afin de garantir un contenu substantiel.

- Rubriques concernées :
 - ✓ International
 - ✓ Asie
 - ✓ Droits humains
- Sources citées :
 - ✓ Témoignages de personnes concernées ;
 - ✓ Analyses d'experts en droits humains et en géopolitique ;
 - ✓ Rapports d'ONG et d'organisations internationales ;
 - ✓ Déclarations officielles de gouvernements.

2.2 Taille du corpus :

Le corpus est constitué d'un échantillon de 41 articles (40%), un volume suffisant pour permettre une analyse approfondie et représentative.

3. Méthodes d'analyse :

3.1 Analyse qualitative : Étudier le contenu des articles :

- L'analyse qualitative repose sur des outils d'analyse du discours et de la sémiotique des médias. Elle s'articule autour de plusieurs dimensions :
 1. Structure des articles : organisation, hiérarchisation des faits, construction du récit.
 2. Lexique et sémantique : terminologie employée, fréquence de certains termes clés (ex. : "répression", "camps", "travail forcé").
 3. Sources citées : identification, diversité, équilibre.
 4. Tonalité du discours : neutre, critique, explicative, etc.

3.2 Analyse quantitative : Mesurer les tendances rédactionnelles :

- L'analyse quantitative permet de dégager des tendances mesurables :
 1. Statistiques lexicales : fréquence des termes clés, analyse des champs lexicaux.
 2. Fréquence et diversité des sources : proportion d'ONG, experts, témoins, institutions citées.
 3. Structure journalistique : longueur moyenne des articles, présence d'éléments visuels

4. Hypothèses :

- Le Monde adopte une approche factuelle tout en intégrant une critique implicite ou explicite des politiques chinoises.
- La couverture reflète les tensions entre respect des droits humains et considérations géopolitiques.
- Le journal tente de maintenir une forme d'équilibre éditorial malgré la sensibilité du sujet.

5. Questionnements :

- Quels choix éditoriaux Le Monde a-t-il adoptés ?
- Quels angles sont privilégiés ?
- En quoi ces choix influencent-ils la perception du public ?
- La couverture contribue-t-elle à une prise de conscience ?
- Quel est le rôle des sources et des mots utilisés ?
- Le Monde rencontre-t-il des limites (censure, pression politique) dans son traitement du sujet ?

6. Outils et techniques :

- **Logiciels :**
 - ✓ Voyant Tool pour l'analyse qualitative.
 - ✓ Excel et SPSS pour l'analyse quantitative.
- **Méthodologie :**
 - ✓ Théorie du cadrage (framing).
 - ✓ Codage thématique.

7. Objectifs de recherche :

- **Objectif principal :** Analyser la manière dont le site web du *Le Monde* a couvert la question du génocide présumé des Ouïgours en 2021.
- **Objectifs spécifiques :**
 - ✓ Identifier les principaux thèmes abordés.
 - ✓ Étudier les cadres médiatiques (frames).
 - ✓ Analyser le vocabulaire utilisé.
 - ✓ Observer la fréquence et la distribution temporelle des publications.
 - ✓ Évaluer le rôle et la diversité des sources mobilisées.

8. Revue de la littérature (études précédentes) :

Le traitement médiatique des génocides et des violations massives des droits humains soulève des enjeux complexes, mêlant éthique, politique et droit. Sophie Pontzeele¹³ met en lumière, à propos du génocide au Rwanda, les tensions propres au discours journalistique : comment raconter l'horreur sans sombrer dans le sensationnalisme, et comment maintenir une rigueur factuelle tout en respectant l'émotion des témoignages ? Cette réflexion trouve un écho dans les travaux de Kellie-Shandra Igrimba¹⁴, qui s'intéresse à la polarisation des droits humains et

¹³ Pontzeele, S. 1 décembre 2005. Génocide au Rwanda : les tensions du discours journalistique. Université de Lille.

¹⁴ Igrimba, K.-S. Submitted on 2 Oct 2017 . La polarisation des droits humains et le défi de la coopération universelle. <https://theses.hal.science/tel-01599823/document>

au défi que représente la coopération universelle dans un monde où les enjeux géopolitiques tendent à fragmenter les solidarités internationales.

Dans le cadre spécifique des Ouïghours, Rémi Castels ¹⁵ analyse les dynamiques d'opposition politique, de nationalisme et d'islam dans la région du Xinjiang, offrant un éclairage précieux sur la profondeur historique et identitaire du conflit. Cette dimension politique s'articule avec les questions juridiques abordées par Mariam ¹⁶, qui croise les approches du droit, de la science politique et de la criminologie pour examiner la situation des Ouïghours sous l'angle du droit international pénal. Elle pose notamment la question cruciale de la qualification juridique des faits (crime contre l'humanité, génocide, persécutions...) et des perspectives contentieuses ouvertes à l'échelle internationale.

Ces travaux permettent de replacer la couverture médiatique du génocide des Ouïghours dans un cadre plus large, où se croisent les logiques de narration, de droit et de géopolitique. Ils offrent également des points d'appui essentiels pour réfléchir au rôle des médias dans la sensibilisation internationale, ainsi qu'aux **obstacles à une véritable mobilisation mondiale pour la défense des droits humains.**

¹⁵ Castels, R. octobre 2004. Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang. Centre de recherches internationales, Sciences Po. <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude110.pdf>

¹⁶ Mariam. 2022. La situation des Ouïghours en Chine confrontée au droit international pénal : Qualification des faits et perspectives contentieuses. Faculté de droit, Science Po et Criminologie. <https://matheo.uliege.be/bitstream/2268.2/14672/8/La%20situation%20des%20Ouighours%20en%20Chine%20confront%c3%a9e%20au%20droit%20international%20p%c3%a9nal.pdf>

Définition des concepts clés :

Pour mieux cerner la problématique, il est essentiel de définir les termes fondamentaux qui la sous-tendent : génocide, traitement médiatique et minorité ethnique.

- **Définition du génocide :**

Le terme **génocide** est juridiquement et historiquement chargé. Son interprétation varie selon les sources académiques, juridiques et politiques.

A. Définition juridique :

Selon la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1948, le génocide désigne :

"Tout acte commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, notamment par le meurtre de ses membres, des atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale, des mesures visant à empêcher les naissances ou le transfert forcé d'enfants."¹⁷

B. Définition historique et sociologique (Raphaël Lemkin, 1944)

2 Le concept de génocide a été théorisé par le juriste Raphaël Lemkin , qui le définit comme :

"Un plan coordonné visant à la destruction d'un groupe national par des actions touchant ses fondements sociaux, culturels, économiques et biologiques." ¹⁸

C. Définition académique (Amina Chemami, 2024)

L'avocate Chemami Amina propose une approche plus large du génocide :

"Le crime de génocide est considéré comme l'un des crimes les plus graves, car il cible intentionnellement des groupes humains déterminés, selon des plans méthodiquement élaborés, dans le but de les anéantir totalement ou partiellement. Dans le passé, le génocide n'était qu'un simple instrument militaire, servant à étendre une domination, à s'emparer illégitimement des biens et des vies d'autrui, ou encore à réprimer efficacement les révoltes des tribus opposantes. Progressivement, ce crime s'est transformé pour devenir un instrument politique privilégié entre les mains de dirigeants despotiques, leur permettant d'imposer leur autorité sur des peuples opprimés." ¹⁹

¹⁷ Nations Unies. (1948). Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948, Résolution 260 A (III). Disponible sur <https://www.un.org/fr/genocideprevention/documents>

¹⁸ Lemkin, R. (1944). Axis Rule in Occupied Europe

¹⁹ شمامي، آ. (2024). جرائم إبادة الجنس البشري.

D. Définition selon la Cour pénale internationale (CPI)

La CPI reprend la définition de l'ONU, en insistant sur *l'intention spécifique* derrière l'acte génocidaire, qui doit être prouvée pour établir la qualification de génocide dans un cadre judiciaire.²⁰

- **Définition du traitement médiatique :**

Le traitement médiatique fait référence à la manière dont un événement est couvert par les médias. Il implique des choix éditoriaux, des cadrages spécifiques et des stratégies narratives qui influencent la perception du public.

A. Définition en sciences de l'information et de la communication (Charaudeau, 1997)

Dominique Charaudeau définit le traitement médiatique comme :

"Un ensemble de procédés discursifs et de mises en scène de l'information qui contribuent à construire une représentation de l'événement et à orienter la réception du public." ²¹

B. Définition journalistique (Tuchman, 1978)

Gaye Tuchman met en avant l'idée que le traitement médiatique est influencé par des routines de production et des logiques économiques :

"L'information n'est pas un reflet neutre de la réalité, mais une construction façonnée par des contraintes organisationnelles et des choix éditoriaux."²²

C. Définition critique (Noam Chomsky et Edward Herman, 1988)

Dans une perspective critique, Chomsky et Herman considèrent que le traitement médiatique est un outil de propagande :

"Les médias ne rapportent pas seulement les faits ; ils filtrent, sélectionnent et hiérarchisent l'information en fonction des intérêts politiques et économiques dominants." ²³

D. Définition appliquée aux conflits et crimes de masse (Katz et Liebes, 2007)

Katz et Liebes analysent comment les médias influencent la perception des conflits :

"Le traitement médiatique d'un génocide ou d'un crime de masse dépend non seulement de l'accès aux sources d'information, mais aussi des sensibilités politiques et du cadre narratif imposé."²⁴

²⁰ CPI. (1998). Statut de Rome.

²¹ Charaudeau, D. (1997). Le discours d'information médiatique.

²² Tuchman, G. (1978). Making News: A Study in the Construction of Reality.

²³ Chomsky, N., & Herman, E. (1988). Manufacturing Consent.

²⁴ Katz, E., & Liebes, T. (2007). No More War: How the Media Shape History.

Définition de minorité ethnique

Le terme minorité ethnique désigne un groupe de population qui se distingue par son origine, sa langue, sa culture ou sa religion au sein d'un État où il est numériquement minoritaire.

A. Définition sociologique (Weber, 1922)

Max Weber définit une minorité ethnique comme :

"Un groupe humain qui entretient un sentiment d'appartenance basé sur une croyance subjective en une ascendance commune, indépendamment de toute réalité biologique ou historique." ²⁵

B. Définition des Nations Unies (Sub-Commission des droits de l'homme, 1950)

L'ONU définit une minorité ethnique comme :

"Un groupe numériquement inférieur au reste de la population d'un État, en position non dominante, et qui possède des caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques distinctes qu'il cherche à préserver." ²⁶

C. Définition juridique (François Julien-Laferrière, 2003)

Le juriste Julien-Laferrière met en avant la relation entre minorité et protection juridique :

"La notion de minorité ethnique implique une reconnaissance institutionnelle de ses droits collectifs, notamment en matière de langue, de culture et de représentation politique." ²⁷

D. Définition appliquée aux Ouïgours (Roberts, 2020)

Dans le contexte des Ouïgours, Sean Roberts affirme :

"Les Ouïgours sont une minorité ethnique en Chine, mais leur marginalisation dépasse la simple question démographique : elle s'inscrit dans une politique d'assimilation forcée et de répression culturelle." ²⁸

²⁵ Weber, M. (1922). Économie et société.

²⁶ ONU. (1992). Déclaration sur les droits des minorités.

²⁷ Julien-Laferrière, F. (2003). Droit des minorités et des peuples autochtones.

²⁸ Roberts, S. (2020). The War on the Uyghurs.

Liste des principaux sigles et abréviations

Sigle / Abréviation	Signification
ONU	Organisation des Nations unies
ONG	Organisation non gouvernementale
UE	Union européenne
OIT	Organisation internationale du travail
CPI	Cour pénale internationale
HRW	Human Rights Watch
AI	Amnesty International
BBC	British Broadcasting Corporation
CNN	Cable News Network
RT	Russia Today
AFP	Agence France-Presse
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
RSF	Reporters sans frontières
CEDH	Cour européenne des droits de l'homme
CE	Conseil de l'Europe
PCC	Parti communiste chinois
BRI	Belt and Road Initiative (Initiative « la Ceinture et la Route »)
IHRL	International Human Rights Law (Droit international des droits humains)
ICJ	International Court of Justice (Cour internationale de justice)

**Première partie : Cadre théorique et contexte du
traitement médiatique**

Chapitre I : Réalité et controverses autour des violations des droits de ouïghours en Chine

1.1. Condamnation international et preuves documentées

- Témoignages et preuves documentant des violations massives des droits humains
- Camps de concentration, travail forcé, coercition stérilisations, destruction du patrimoine culturel Ouïghours
- Enquêtes des ONG, rapports de l'ONU et études d'experts indépendants

1.2. La position officielle de la Chine :

- Démenti officiel des accusations et justification de la politique (terrorisme) et de lutte contre le séparatisme
- Le rôle de la « déradicalisation » et des politiques de « formation professionnelle »
- Stratégies de communication et gestion de l'information

1.3. Les entraves rencontrées dans la quête de la vérité :

- Surveillance et restrictions sur les chercheurs et journalistes étrangers
- Intimidation des dissidents, harcèlement des témoins et représailles contre les familles exilées
- Certification de la situation des Ouïghours à l'échelle internationale : désaccord sur la qualification (génocide ou oppression)

Chapitre I : Réalité et controverses autour des violations des droits de ouïghours en Chine

Introduction :

Le premier chapitre de ce mémoire se concentre sur les réalités complexes et les controverses entourant les violations des droits humains infligées à la minorité ouïghoure en Chine. Depuis plusieurs années, la région autonome du Xinjiang est en proie à une crise humanitaire profonde, caractérisée par des accusations persistantes de crimes contre l'humanité et, dans certains cas, de génocide. Les preuves documentées mettent en lumière des témoignages de détentions massives dans des camps de "rééducation", de travail forcé, de coercition, de stérilisation forcée, ainsi que de la destruction systématique du patrimoine culturel ouïghour...

La communauté internationale a largement condamné ces pratiques, avec des rapports de l'ONU et des enquêtes menées par des ONG soulignant l'ampleur des violations. Cependant, la Chine maintient une position officielle de déni, justifiant ses actions par la lutte contre le terrorisme et le séparatisme, tout en promouvant des politiques de "déradicalisation" et de "formation professionnelle" comme moyens de prévenir l'extrémisme et de promouvoir le développement économique.

Malgré ces tentatives de justification officielle, l'accès à la vérité se heurte à un dispositif répressif sophistiqué. Les chercheurs indépendants et journalistes étrangers subissent un contrôle étroit (mesures de surveillance omniprésentes, restrictions de déplacement imposées), tandis que les témoins et dissidents ouïghours y compris dans la diaspora où ils font face à des campagnes d'intimidation transnationales (menaces contre leurs proches en Chine, surveillance extraterritoriale...ect).

Cette opacité organisée alimente un débat juridique et moral : les éléments recueillis (camps de rééducation massifs, stérilisations forcées, destruction culturelle systémique) répondent-ils aux critères du génocide au sens de la Convention de 1948 ? Ou relèvent-ils d'une répression politique à grande échelle combinant assimilation forcée et contrôle sécuritaire ? Ce chapitre interroge cette frontière juridique tout en exposant les mécanismes d'un système répressif dont l'ampleur documentée par des rapports satellites, fuites de documents internes et témoignages, redéfinit les limites de la surveillance étatique au XXI siècle.

Cette analyse s'appuie sur un corpus de preuves croisées (enquêtes journalistiques, données ouvertes, études académiques) pour démêler l'écart entre le récit officiel chinois et les réalités documentées du Xinjiang.

1.1. Condamnation internationale et preuves documentées

Au fil des années, des preuves et des témoignages incriminant le gouvernement chinois on fait face, sollicitant l'inquiétude international à cause de l'ampleur des accusations pointue par

des rapports solide notamment celui des nations unies où ils soulignent que plusieurs pratiques mises en place par le gouvernement chinois pourraient relever de "crimes contre l'humanité" et, pour certains pays, de "génocide".

Dans ce document, l'ONU a appelé la communauté internationale à agir d'urgence face aux accusations contre Beijing. « Les allégations faisant état de pratiques récurrentes de la torture ou des mauvais traitements, notamment de traitements médicaux forcés et de mauvaises conditions de détention, sont crédibles, tout comme le sont les allégations individuelles de violences sexuelles et fondées sur le genre », a écrit le HCDH dans le rapport.

➤ **Témoignages et preuves documentant des violations massives des droits humains :**

L'année 2019 a connu pour la première fois l'apparition des témoignages de survivants qui ont dénoncé les abus et les conditions inhumaine qu'ils ont enduré, corroborés par des enquêtes d'ONG et des fuites de documents officiels, attestent de la gravité des abus au Xinjiang.²⁹

Le premier témoignage largement médiatisé est celui de Sayragul Sauytbay, une ancienne enseignante kazakhe, qui a témoigné en 2019 devant le Parlement suédois sur les atrocités commises dans les camps du Xinjiang. Elle a révélé des actes de torture, des abus sexuels et des traitements dégradants infligés aux détenus.³⁰

Son témoignage a été suivi par celui de Gulbahar Haitiwaji, ayant passé près de trois ans dans un camp de "rééducation" au Xinjiang. En 2021, elle publie son livre Rescapée du goulag chinois, dans lequel elle relate avec précision les conditions de détention inhumaines imposées aux Ouïghours.

Arrêtée en 2016 lors de son retour en Chine depuis la France, où elle vivait avec sa famille, Haitiwaji décrit un univers carcéral brutal. Elle rapporte avoir été enchaînée pendant plusieurs semaines, soumise à des interrogatoires prolongés sans assistance légale et contrainte à des séances de "rééducation politique". Elle témoigne également de la stérilisation forcée des détenues, une pratique qui s'inscrit dans une politique plus large de contrôle démographique visant la minorité ouïghoure.³¹

²⁹ Amnesty International. (2021). "Like we were enemies in a war": China's mass internment, torture, and persecution of Muslims in Xinjiang. <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/4137/2021/en/> (consulté le 1 janvier 2024)

³⁰ Camps pour Ouïghours en Chine : France Info. (2021, mars 15). Camps pour Ouïghours en Chine : "Nous attendions de mourir, devenir fous ou perdre la santé", atteste une musulmane rescapée. France Info. <https://www.francetvinfo.fr> (consulté le 1 janvier 2024)

³¹ Haitiwaji, G., & Morgat, R. (2021). Rescapée du goulag chinois. Éditions des Équateurs.

Son récit, comme celui de Sayragul Sauytbay, a eu un fort écho médiatique, notamment en France et dans les médias occidentaux. Il a renforcé la pression internationale sur la Chine et contribué aux débats sur la qualification des actes commis au Xinjiang comme un génocide culturel et démographique.³²

Selon Amnesty International en 2021 : "Les autorités chinoises ont soumis plus d'un million de personnes principalement des Ouïghours, mais aussi d'autres groupes ethniques majoritairement musulmans à une détention massive dans des camps dits de 'rééducation' au Xinjiang."³³ Le rapport de Human Rights Watch en 2020 a mentionné que les autorités chinoises ont mis en place un vaste système de répression à l'encontre des Ouïghours et d'autres minorités musulmanes, impliquant la détention arbitraire, le travail forcé, la surveillance de masse, la stérilisation forcée et la séparation des familles.³⁴

Les China Cables, une fuite de documents internes du gouvernement chinois, ont été analysés par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) en l'année 2019. Ces documents, comprenant des manuels de fonctionnement destinés aux centres de détention, révèlent l'existence d'une politique de répression systématique visant les Ouïghours et autres minorités musulmanes. L'un des documents, émanant de la Commission des affaires politiques et juridiques du Parti communiste chinois, ordonne aux responsables des camps de gérer ces centres avec une "discipline stricte et des punitions sévères" et d'empêcher toute tentative d'évasion.³⁵

Les documents comprennent notamment un télégramme classifié intitulé "New Secret 5656" de 2017, qui détaille le manuel opérationnel pour la gestion des camps d'internement. Ce télégramme, signé par Zhu Hailun, alors chef de la Commission des affaires politiques et juridiques du Xinjiang, fournit des directives sur le fonctionnement des camps, y compris des mesures strictes pour prévenir les évasions, telles que des tours de garde, des portes à double verrouillage et une surveillance vidéo constante.

Les China Cables mettent également en lumière l'utilisation d'une plateforme centralisée de collecte de données, l'Integrated Joint Operation Platform (IJOP), qui utilise l'intelligence artificielle pour identifier les personnes à interroger et potentiellement détenir. Par exemple, au cours d'une semaine en juin 2017, le système IJOP a détecté 24 412 "personnes suspectes" dans le sud du Xinjiang, dont 15 683 ont été envoyées en "éducation et formation" et 706 ont été "détenues criminellement".

³² France 24. (2021, 14 janvier). "Rescapée du goulag chinois" : une Ouïghoure survivante témoigne. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20210114-rescapee-du-goulag-chinois-une-ouïghoure-survivante-t%C3%A9moigne> (consulté le 1 janvier 2024)

³³ Amnesty International. (2021). "Like We Were Enemies in a War": China's Mass Internment, Torture, and Persecution of Muslims in Xinjiang report. (consulté le 2 janvier 2024)

³⁴ Human Rights Watch. (2020). "China: Crimes Against Humanity in Xinjiang".(consulté le 5 janvier 2024)

³⁵ ICIJ. (2019). The China Cables: Exposing the Surveillance and Mass Detention of Uyghurs.

Voici des extraits des China Cables qui décrivent la politique de détention massive mise en place par les autorités chinoises :

- Sur l'objectif des camps de détention :

"Les étudiants doivent être strictement surveillés et disciplinés, et ils ne sont autorisés à sortir qu'en cas de circonstances spéciales."

- Sur la surveillance et le contrôle strict des détenus :

"Les portes doivent être fermées à double verrouillage et des postes de garde doivent être installés pour prévenir toute évasion."

- Sur l'usage de la technologie pour identifier et interner les Ouïghours :

"Le système Integrated Joint Operation Platform (IJOP) doit être utilisé pour collecter et analyser des données sur les individus afin de déterminer ceux qui nécessitent une 'éducation et formation'."

- Sur les méthodes employées pour briser la volonté des détenus :

"Il est strictement interdit aux étudiants de contacter le monde extérieur, sauf en cas de besoin spécifique."³⁶

En 2022, les "Xinjiang Police Files", obtenus par la BBC, ont révélé qu'au moins 12 % de la population adulte ouïgoure était enfermée à un moment donné. Ces documents comportaient également des ordres officiels de tirer à vue sur toute personne tentant de s'échapper des camps.³⁷

Enfin, le Tribunal ouïgour, une instance indépendante basée à Londres, a conclu en 2021 que la Chine menait un génocide contre les Ouïghours, sur la base de preuves témoignant d'exécutions extrajudiciaires, de persécutions religieuses et de contrôle strict de la natalité de cette minorité³⁸.

³⁶ International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ). (2019). China Cables: Leaked Chinese government documents reveal the inner workings of mass detention camps in Xinjiang. International Consortium of Investigative Journalists. Récupéré de <https://www.icij.org> (consulté le 8 janvier 2024)

³⁷ BBC. (2022). Xinjiang Police Files: Inside China's Prison Camps. (consulté le 8 janvier 2024)

³⁸ Uyghur Tribunal. 2021 . Judgment and Findings of the Tribunal. (consulté le 8 janvier 2024)

➤ **Camps de concentration, travail forcé, coercition stérilisations, destruction du patrimoine culturel Ouïghours :**

Les preuves par satellite ont permis d'identifier 380 centres de détention entre 2017 et 2021³⁹. Ces installations sont présentées par le gouvernement chinois comme des "centres de formation professionnelle", mais les témoignages indiquent des conditions proches de la torture et du travail forcé. Des prisonniers sont contraints de travailler dans des usines sous haute surveillance, produisant notamment du coton et des composants électroniques exportés à l'international. Certains détenus ont rapporté avoir été soumis à des violences physiques et psychologiques, notamment des privations de nourriture, des séances de rééducation politique intensives et des punitions collectives en cas de non-respect des ordres⁴⁰

Par ailleurs, selon une étude d'Adrian Zenz, le taux de natalité dans certaines zones du Xinjiang a chuté de 48,7 % entre 2017 et 2019 en raison des campagnes de stérilisation forcée et de contraception imposée aux femmes ouïgoures.⁴¹ Des témoignages de survivantes, notamment celui de Tursunay Ziawudun, confirment l'administration forcée de contraceptifs, ainsi que des viols et des actes de violence reproductive au sein des camps⁴². De plus, certaines femmes ont subi des injections inconnues qui ont entraîné des douleurs chroniques et l'arrêt de leurs cycles menstruels.⁴³

Le patrimoine culturel ouïgour est également ciblé. Entre 2016 et 2020, plus de 8 500 mosquées ont été détruites, et 780 % des sites religieux ont été dégradés. L'interdiction des prénoms à consonance musulmane, la destruction de cimetières ancestraux et les restrictions sur l'enseignement de la langue ouïgoure visent à effacer l'identité culturelle de cette population⁴⁴. Les efforts pour limiter la transmission de la culture ouïgoure s'accompagnent aussi de la mise en place de programmes de rééducation politique et d'assimilation forcée dans les écoles⁴⁵. Les enfants des détenus sont souvent placés dans des internats d'État, où ils sont élevés selon les valeurs du Parti communiste chinois et éloignés de leur héritage culturel.⁴⁶

³⁹ Australian Strategic Policy Institute, 2020

⁴⁰ Human Rights Watch. (2020). "China: Crimes Against Humanity in Xinjiang". (consulté le 8 janvier 2024)

⁴¹ Zenz, A. (2020). "Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang". (consulté le 8 janvier 2024)

⁴² Zenz, A. (2020). "Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang". (consulté le 8 janvier 2024)

⁴³ Amnesty International. (2021). "Like We Were Enemies in a War": China's Mass Internment, Torture, and Persecution of Muslims in Xinjiang. (consulté le 8 janvier 2024)

⁴⁴ ASPI. (2020). "Cultural erasure: Tracing the destruction of Uyghur and Islamic spaces in Xinjiang". (consulté le 8 janvier 2024)

⁴⁵ Human Rights Watch. (2020). "China: Crimes Against Humanity in Xinjiang". (consulté le 8 janvier 2024)

⁴⁶ BBC. (2022). Xinjiang Police Files: Inside China's Prison Camps. (consulté le 8 janvier 2024)

➤ **Enquêtes des ONG, rapports de l'ONU et études d'experts indépendants :**

Dans son rapport publié le 31 août 2022, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a conclu que de « graves violations des droits de l'homme » ont été commises dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, en Chine. Le rapport souligne que « l'étendue des détentions arbitraires et discriminatoires » à l'encontre des Ouïghours et d'autres communautés majoritairement musulmanes pourrait constituer des « crimes contre l'humanité ». Il met également en évidence des allégations crédibles de « torture ou de mauvais traitements, y compris des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre ». Le rapport déplore en outre l'absence de « protection juridique » pour les détenus et souligne l'implication des autorités locales dans ces violations ⁴⁷.

Plusieurs ONG ont mené des enquêtes approfondies. Amnesty International en 2021 et Human Rights Watch en 2020 ont documenté des centaines de cas d'arrestations arbitraires, d'actes de torture et de conditions de détention inhumaines. Ces organisations ont également recueilli des images satellite et des témoignages directs d'anciens détenus, qui décrivent des cellules surpeuplées, des mauvais traitements et une surveillance constante⁴⁸

Adrian Zenz, dans son étude de 2020, a révélé une chute spectaculaire du taux de natalité dans le Xinjiang, qu'il qualifie de "réduction sans précédent en temps de paix pour une population non touchée par la guerre ou les catastrophes naturelles. «Il a constaté que "le taux de natalité dans les principales préfectures ouïghoures a chuté de 48,7 % entre 2017 et 2019."Son rapport s'appuie sur "des statistiques officielles chinoises, des documents gouvernementaux internes et des témoignages de survivantes des camps."

Il met en évidence "une politique systématique de contrôle des naissances visant spécifiquement les Ouïghours," à travers "la stérilisation forcée, l'implantation de dispositifs intra-utérins et l'injection d'hormones visant à stopper les cycles menstruels."⁴⁹

Le Congrès américain a adopté le "Uyghur Forced Labor Prevention Act" en 2021, interdisant l'importation de produits issus du travail forcé des Ouïghours, tandis que d'autres États ont imposé des sanctions ciblées contre des responsables chinois impliqués dans la répression⁵⁰.

⁴⁷ OHCHR. (2022). "Assessment of human rights concerns in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region". (consulté le 9 janvier 2024)

⁴⁸ Amnesty International. (2021). "Like We Were Enemies in a War": China's Mass Internment, Torture, and Persecution of Muslims in Xinjiang. (consulté le 8 janvier 2024)

⁴⁹ Source : Zenz, A. (2020). Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang. The Jamestown Foundation(consulté le 8 janvier 2024)

⁵⁰ US Congress. (2021). Uyghur Forced Labor Prevention Act. (consulté le 10 janvier 2024)

1.2. La position officielle de la Chine :

Depuis la révélation des premières preuves de violations des droits humains au Xinjiang, la Chine a systématiquement rejeté les accusations, qualifiant ces allégations de « mensonges fabriqués » par des puissances occidentales cherchant à affaiblir le pays⁵¹. Pékin justifie sa politique dans la région en la présentant comme droit de réponse légitime face aux menaces du terrorisme et du séparatisme, notamment après les attaques survenues entre 2009 et 2014, attribuées à des militants ouïgours⁵². La Chine affirme que ses mesures sont indispensables pour assurer la stabilité et la sécurité nationale du pays, en mettant en avant des programmes de « déradicalisation » et des « centres de formation professionnelle » visant à lutter contre l'extrémisme religieux⁵³.

Dans sa stratégie de communication, Pékin appuie son action par diverses stratégies pour influencer la perception internationale. D'une part, elle contrôle strictement les informations circulant à l'intérieur du pays à travers :

- **Une censure rigoureuse** : le gouvernement chinois supprime les contenus jugés sensibles sur les réseaux sociaux, les sites d'information et les plateformes numériques, grâce à leur "Grande Muraille de Chine numérique" (Great Firewall).⁵⁴
- **Une surveillance et une répression accrues** : Pékin a donné le feu vert à ses forces de l'ordre d'arrêter les journalistes, blogueurs et lanceurs d'alerte critiquant le régime.⁵⁵
- **Un monopole médiatique** : la Chine impose un seul narratif officiel via ses médias d'État, notamment CCTV et le Quotidien du Peuple⁵⁶.
- **Une propagande numérique massive** : Déploiement de trolls et de bots pour saturer les réseaux sociaux de discours favorables au gouvernement.⁵⁷

⁵¹ Ministry of Foreign Affairs of China (MOFA). (2021). China's Position on Xinjiang-Related Issues: Facts and Lies. (consulté le 11 janvier 2024)

⁵² Xinhua. (2019). China's Efforts in Counterterrorism and De-radicalization: Progress and Prospects. (consulté le 11 janvier 2024)

⁵³ State Council of China. (2019). The Fight Against Terrorism and Extremism and Human Rights Protection in Xinjiang. (consulté le 11 janvier 2024)

⁵⁴ Le Monde. (2019, 23 octobre). La Chine bloque le quart des médias étrangers présents sur son territoire. Le Monde. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/10/23/la-chine-bloque-le-quart-des-medias-etrangers-presents-sur-son-territoire_6016588_3234.html (consulté le 11 janvier 2024)

⁵⁵ Syndicat National des Journalistes CGT. (2022, 3 janvier). Chine : Les arrestations, la censure et les menaces envers les journalistes doivent cesser. SNJ-CGT. Disponible sur : <https://snjcgct.fr/2022/01/03/chine-les-arrestations-la-censure-et-les-menaces-envers-les-journalistes-doivent-cesser/> (consulté le 11 janvier 2024)

⁵⁶ Shambaugh, D. (2004). China's Propaganda System: Institutions, Processes and Efficacy. Études, 10(2004), 309-322. Disponible sur Cairn.info : <https://shs.cairn.info/revue-etudes-2004-10-page-309.htm> (consulté le 11 janvier 2024)

⁵⁷ Gu, E. & Goldman, M. (2018). Pressions sur le net chinois. La Vie des Idées. Disponible sur : <https://laviedesidees.fr/Pressions-sur-le-net-chinois.html> (consulté le 11 janvier 2024)

- **Un blocage des médias étrangers** : Ils imposent la restriction à l'accès à des plateformes comme Google, Facebook, Twitter et aux sites d'information internationaux à son peuple.⁵⁸
- **Une pression sur les entreprises technologiques** : La Chine oblige des plateformes locales comme WeChat ou Weibo de filtrer et supprimer les contenus jugés indésirables⁵⁹.

D'autre part, elle déploie une diplomatie médiatique offensive en utilisant ses médias d'État, comme CGTN et Global Times, pour relayer un discours officiel insistant sur la prospérité économique et la prétendue amélioration des conditions de vie des Ouïgours grâce aux politiques gouvernementales⁶⁰.

La Chine met en œuvre des dispositifs minutieusement choisis à fin de balayer les reproches de violations des droits de l'homme et d'avaliser la politique de « rééducation » du gouvernement. Le pays organise des visites pour des journalistes et diplomates étrangers pour leur offrir une vision soigneusement orchestrée de la situation dans les camps du Xinjiang, qu'elle présente sous l'appellation de « centres de formation ». Durant ces visites, les prisonniers semblent joyeux, s'engageant dans des activités éducatives et professionnelles, tout en manifestant leur reconnaissance à l'égard du Parti communiste chinois⁶¹. Ces voyages sont accompagnés de campagnes de propagande sur les réseaux sociaux, où des vidéos et témoignages d'anciens « stagiaires » vantent les bienfaits de leur rééducation⁶². En outre, la Chine reproche régulièrement les États-Unis et leurs alliés d'exploiter la question des droits des Ouïgours pour servir des intérêts géopolitiques, en s'appuyant sur des porte-parole comme des diplomates ou des influenceurs pro-Pékin⁶³.

Enfin, Pékin s'efforce de contester la légitimité des organisations dénonçant la répression au Xinjiang, en discréditant des experts tels qu'Adrian Zenz, accusé d'être financé par des groupes anti-chinois, et en contestant la validité des fuites de documents comme les China Cables ou les Xinjiang Police Files⁶⁴. Cette approche repose sur un double discours : minimiser la gravité des accusations à l'international tout en consolidant un soutien interne en présentant la politique au Xinjiang comme une nécessité pour la sécurité et l'unité nationale.

⁵⁸ Le Figaro. (2024, 10 mars). Chine : De nombreux sites étrangers rendus inaccessibles pendant la session parlementaire. Le Figaro. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/chine-de-nombreux-sites-etrangeurs-rendus-inaccessibles-pendant-la-session-parlementaire-20240310> (consulté le 11 janvier 2024)

⁵⁹ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2022). Carnets du CAPS – La censure et le contrôle du numérique en Chine. Diplomatie.gouv.fr Disponible sur : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/carnetscaps3ctd_cle0976eb.pdf (consulté le 11 janvier 2024)

⁶⁰ CGTN. (2021). Xinjiang: The Truth You Don't Hear.

⁶¹ Australian Strategic Policy Institute (ASPI). (2020). Uyghurs for Sale: 'Re-education', Forced Labour and Surveillance Beyond Xinjiang. (consulté le 11 janvier 2024)

⁶² Zenz, A. (2021). Coercive Labor and Forced Assimilation in Xinjiang. (consulté le 11 janvier 2024)

⁶³ Ministry of Foreign Affairs of China (MOFA). (2021). China's Position on Xinjiang-Related Issues: Facts and Lies. (consulté le 11 janvier 2024)

⁶⁴ BBC. (2022). Xinjiang Police Files: Inside China's Prison Camps. (consulté le 11 janvier 2024)

➤ **Démenti officiel des accusations et justification de la politique (terrorisme) et de lutte contre le séparatisme**

Depuis le début des accusations internationales sur la situation au Xinjiang, le gouvernement chinois a choisi d'adopter une posture de rejet systématique des critiques. Pékin affirme que sa politique dans la région vise uniquement à lutter contre le terrorisme, l'extrémisme religieux et le séparatisme⁶⁵. Wang Wenbin, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déclaré lors d'une conférence de presse le 21 juillet 2020 : « La question concernant le Xinjiang ne concerne pas les droits de l'Homme, la religion ou l'ethnie, mais la lutte contre le terrorisme et le séparatisme. »⁶⁶

Le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, a affirmé en septembre 2019 que les mesures préventives de lutte antiterroriste et de déradicalisation prises au Xinjiang représentent une contribution importante à la lutte internationale contre le terrorisme.⁶⁷

La Chine justifie ses actions en s'appuyant sur plusieurs attentats et émeutes ayant eu lieu dans le Xinjiang et ailleurs en Chine, notamment les émeutes d'Urumqi en 2009, l'attaque de la gare de Kunming en 2014 et l'attentat sur la place Tiananmen en 2013, tous attribués à des militants ouïgours du Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO)⁶⁸. Selon Pékin, ces événements ont nécessité une réponse forte pour éviter une propagation de l'extrémisme et garantir la sécurité nationale du pays⁶⁹.

Le gouvernement chinois a publié en 2019 un livre blanc affirmant que ses politiques au Xinjiang respectent les principes des droits humains et visent uniquement à offrir de meilleures conditions de vie aux Ouïgours et autres minorités musulmanes⁷⁰. Ce document insiste sur les efforts de développement économique et de modernisation de la région, soulignant que le PIB du Xinjiang a considérablement augmenté et que les infrastructures ont été améliorées⁷¹.

Pékin rejette également les témoignages de survivants des camps, les qualifiant de « mensonges fabriqués par les pays occidentaux » visant à manipuler l'opinion publique pour discréditer la Chine⁷². Lors des sessions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, les représentants chinois ont dénoncé les enquêtes des ONG comme étant motivées par des intentions politiques pour

⁶⁵ Ministry of Foreign Affairs of China (MOFA). (2021). China's Position on Xinjiang-Related Issues.

⁶⁶ Ambassade de Chine au Maroc. (2020, 21 juillet). Wang Wenbin : La question du Xinjiang concerne la lutte contre le terrorisme et le séparatisme, et non les droits de l'Homme. Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. Disponible sur : https://ma.chinaembassy.gov.cn/fra/fyrth/202007/t20200724_10310464.htm (consulté le 13 janvier 2024)

⁶⁷ Ministère des Affaires étrangères de Chine. (2019, 29 septembre). Le ministre des Affaires étrangères Wang Yi affirme que la Chine contribue activement à la lutte antiterroriste internationale. Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. Disponible sur : https://www.mfa.gov.cn/fra/gjhdq/bmdyz/1948/1951/201909/t20190929_10208086.html (consulté le 13 janvier 2024)

⁶⁸ State Council of China. (2019). The Fight Against Terrorism and Extremism. (consulté le 11 janvier 2024)

⁶⁹ Xinhua. (2019). China's Efforts in Counterterrorism and De-radicalization. (consulté le 11 janvier 2024)

⁷⁰ State Council of China. (2019). The Fight Against Terrorism and Extremism. (consulté le 11 janvier 2024)

⁷¹ Ministry of Foreign Affairs of China (MOFA). (2021). China's Position on Xinjiang-Related Issues. (consulté le 11 janvier 2024)

⁷² Xinhua. (2019). China's Efforts in Counterterrorism and De-radicalization. (consulté le 11 janvier 2024)

interférer dans les affaires internes de la Chine et freiner son ascension sur la scène internationale et ont insisté sur le soutien de plusieurs pays en particulier ceux d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie à leur politique⁷³.

En parallèle, Pékin mobilise activement sa diplomatie économique et stratégique afin de renforcer son influence au sein du CDH. Grâce à son rôle clé dans des initiatives telles que les Nouvelles Routes de la Soie (Belt and Road Initiative, BRI)⁷⁴, la Chine bénéficie du soutien de pays bénéficiant de son aide financière et de ses investissements⁷⁵, ce qui lui permet de contrer les tentatives de condamnation internationales et de rallier des voix en sa faveur.⁷⁶

➤ **Le rôle de la « déradicalisation » et des politiques de « formation professionnelle » :**

Un des piliers de la politique chinoise au Xinjiang repose sur ce que le gouvernement appelle des « centres de formation professionnelle » destinés à « éduquer » et « réinsérer » les individus exposés aux idéologies extrémistes⁷⁷. Selon Pékin, ces établissements visent à enseigner les lois chinoises, le mandarin, et des compétences professionnelles afin d'aider les populations locales à trouver un emploi et à sortir de la pauvreté⁷⁸.

Cependant, plusieurs enquêtes, notamment celles d'Adrian Zenz publié en 2021 et de Human Rights Watch, montrent que ces centres fonctionnent en réalité comme des camps de détention forcée. Les détenus sont soumis à des programmes de rééducation politique, doivent renier leur foi qui est l'Islam et prêter allégeance au Parti communiste chinois.⁷⁹ Des témoignages de survivants, comme celui de Sayragul Sauytbay, révèlent que les détenus sont forcés de chanter des chants patriotiques, de dénoncer leurs proches et d'apprendre des discours de propagande⁸⁰. Cette rééducation forcée repose sur plusieurs mécanismes, allant du serment de loyauté au Parti communiste à l'effacement de l'identité culturelle des détenus, en passant par la diffusion de discours justifiant leur détention :

1. Serment de loyauté au Parti communiste chinois :

- « Le Parti communiste chinois est notre guide, il garantit l'unité et la prospérité. »
- « Le socialisme est la seule voie du progrès, nous devons rejeter l'extrémisme. »

⁷³ OHCHR. (2022). Assessment of Human Rights Concerns in Xinjiang. (consulté le 16 janvier 2024)

⁷⁴ Géoconfluences. (2024). Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.). (consulté le 21 janvier 2024)

⁷⁵ Institut Montaigne. (2020). La Chine aux Nations Unies – le cas de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. (consulté le 15 janvier 2024)

⁷⁶ Portail de l'Intelligence Économique. (2020). Élection de la Chine au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU : nouvelle opération d'influence réussie(consulté le 16 janvier 2024)

⁷⁷ State Council of China. (2019). The Fight Against Terrorism and Extremism. (consulté le 16 janvier 2024)

⁷⁸ Ministry of Foreign Affairs of China (MOFA). (2021). China's Position on Xinjiang-Related Issues. (consulté le 22 janvier 2024)

⁷⁹ Human Rights Watch (HRW). (2021). Crimes Against Humanity in Xinjiang. (consulté le 18 janvier 2024)

⁸⁰ Amnesty International. (2021). Like We Were Enemies in a War. (consulté le 16 janvier 2024)

Ces déclarations ont pour objectif de remodeler leur vision du monde en les amenant à considérer le Parti comme la seule source légitime d'autorité et de bien-être⁸¹.

2. Négation des persécutions et justification de la détention :

- « Nous sommes ici volontairement pour apprendre un métier et nous rééduquer. »
- « Le gouvernement nous protège et nous offre une vie meilleure. »

Ces discours, souvent filmés et diffusés dans les médias d'État ou sur les réseaux sociaux, visent à légitimer la politique chinoise auprès de la communauté internationale.⁸²

3. Renoncement à leur culture et à leur religion :

- « La religion est un obstacle au progrès et au développement. »
- « Le mandarin est la langue de la réussite, parler ouïghour est inutile. »

Ce processus vise à promouvoir l'assimilation linguistique et culturelle forcée des populations ouïghoures.⁸³

4. Chants patriotiques et endoctrinement musical :

- « Sans le Parti communiste, il n'y a pas de nouvelle Chine. »
- « Apprenons le mandarin, aimons notre patrie ! »⁸⁴

Ce type d'endoctrinement est une technique de contrôle mental bien documentée dans les régimes autoritaires.⁸⁵

5. Lettres forcées à leur famille :

- « Je suis dans un centre de formation où j'apprends le mandarin et la loi chinoise. Tout va bien, ne t'inquiète pas. »

Ces lettres servent à neutraliser les inquiétudes des familles et à empêcher toute mobilisation en leur faveur.⁸⁶

⁸¹ BBC. (2021). China's 're-education' camps for Uyghurs: Propaganda or reality? Retrieved from www.bbc.com (consulté le 25 janvier 2024)

⁸² France 24. (2021). Inside China's Uyghur Camps: Propaganda Tours and Reality. Retrieved from www.france24.com (consulté le 25 janvier 2024)

⁸³ The New York Times. (2019). How China Uses Forced Assimilation in Xinjiang. Retrieved from www.nytimes.com (consulté le 25 janvier 2024)

⁸⁴ Radio Free Asia. (2018). Uyghur Detainees Forced to Sing Patriotic Songs in China's 'Re-education' Camps. Retrieved from www.rfa.org (consulté le 25 janvier 2024)

⁸⁵ The Guardian. (2020). China's treatment of Uyghurs: Global backlash and propaganda efforts. Retrieved from www.theguardian.com (consulté le 25 janvier 2024)

⁸⁶ Zenz, A. (2020). Break Their Roots: Evidence for China's Parent-Child Separation Campaign in Xinjiang. *Journal of Political Risk*, 8(7).

De plus, la politique de « formation professionnelle » s'accompagne d'une répression plus large de la culture ouïgoure. Des rapports de l'Australian Strategic Policy Institute montrent que des milliers de mosquées et de sites religieux ont été détruits.⁸⁷ L'enseignement de la langue ouïgoure a été complètement supprimé des écoles et remplacé par le mandarin. Les enfants des détenus sont souvent placés dans des internats d'État, où ils sont élevés dans une culture sinisée et coupés de leurs racines et culture ouïgoure⁸⁸.

➤ **Stratégies de communication et gestion de l'information**

Face aux accusations internationales, la Chine a mis en place une stratégie de communication sophistiquée visant à contrôler le récit sur le Xinjiang et à minimiser les critiques. Cette stratégie repose sur plusieurs axes :

1) Narratif officiel relayé par les médias d'État :

Les médias chinois comme Xinhua, CGTN et Global Times publient régulièrement des reportages mettant en avant des Ouïgours heureux et reconnaissants envers le gouvernement pour ses efforts de développement.⁸⁹ Des documentaires produits par Pékin présentent le Xinjiang comme une région pacifiée où les habitants vivent en harmonie, tout en dénonçant les « mensonges occidentaux » sur la répression des Ouïgours⁹⁰.

2) Propagande sur les réseaux sociaux :

La Chine utilise activement les réseaux sociaux pour influencer l'opinion publique. Des campagnes sur Twitter et YouTube diffusent des vidéos de « témoignages » d'Ouïgours affirmant que les accusations de répression sont fausses (fake news) et que la vie au Xinjiang est paisible.⁹¹ En parallèle, des bots et des comptes pro-chinois attaquent les chercheurs et journalistes qui dénoncent la situation⁹².

3) Organisation de visites encadrées pour étrangers :

Pékin convie fréquemment des diplomates, des journalistes et des influenceurs étrangers à faire une visite au Xinjiang étroitement surveillé. Ces visites sont minutieusement orchestrées pour présenter une réalité maîtrisée : des centres de formation où les prisonniers affichent un sourire, des mosquées accessibles et des marchés vivants⁹³. Néanmoins, des informations divulguées et des témoignages ont montré que les prisonniers sont fréquemment intimidés à témoigner positivement et que les véritables camps demeurent inaccessibles aux⁹⁴.

⁸⁷ Australian Strategic Policy Institute (ASPI). (2020). Uyghurs for Sale.

⁸⁸ BBC. (2022). Xinjiang Police Files. (consulté le 25 janvier 2024)

⁸⁹ CGTN. (2021). Xinjiang: The Truth You Don't Hear.

⁹⁰ Ministry of Foreign Affairs of China (MOFA). (2021). China's Position on Xinjiang-Related Issues.

⁹¹ Australian Strategic Policy Institute (ASPI). (2020). Uyghurs for Sale.

⁹² Human Rights Watch (HRW). (2021). Crimes Against Humanity in Xinjiang. (consulté le 25 janvier 2024)

⁹³ Zenz, A. (2021). Coercive Labor and Forced Assimilation in Xinjiang.

⁹⁴ BBC. (2022). Xinjiang Police Files.

4) Attaques contre les experts et ONG :

La Chine mène une campagne agressive contre les chercheurs qui documentent la répression au Xinjiang. Adrian Zenz, l'un des principaux experts sur la question, est régulièrement accusé par les médias d'État d'être un agent au service des États-Unis⁹⁵. Les organisations comme Human Rights Watch et Amnesty International sont qualifiées d'outils de propagande anti-chinoise⁹⁶.

5) Pression diplomatique et alliances internationales :

Lors des sessions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la Chine mobilise ses alliés pour soutenir sa position. Des pays comme la Russie, l'Iran et le Pakistan défendent la politique chinoise au Xinjiang et dénoncent les critiques comme étant motivées par des agendas géopolitiques occidentaux⁹⁷.

⁹⁵ Xinhua. (2019). China's Efforts in Counterterrorism and De-radicalization. (consulté le 25 janvier 2024)

⁹⁶ Ministry of Foreign Affairs of China (MOFA). (2021). China's Position on Xinjiang-Related Issues. (consulté le 25 janvier 2024)

⁹⁷ OHCHR. (2022). Assessment of Human Rights Concerns in Xinjiang. (consulté le 25 janvier 2024)

1.3. Les entraves rencontrées dans la quête de la vérité :

La recherche d'une compréhension impartiale de la situation des Ouïghours dans la région du Xinjiang se heurte à un ensemble d'obstacles rendant l'accès aux faits et la vérification indépendante des événements difficile. En effet, nonobstant des nombreuses organisations internationales et experts qui dénoncent depuis plusieurs années les atteintes aux droits humains dans cette région, la diffusion d'informations fiables et vérifiées est systématiquement entravée par une politique de contrôle étatique rigoureuse. Ces obstacles, qui se matérialisent notamment par une surveillance omniprésente et des restrictions imposées aux chercheurs et journalistes étrangers, l'intimidation des dissidents, ainsi que des représailles ciblées contre les familles exilées, constituent autant d'obstacles qui minent la transparence et compromettent la quête de la vérité.

D'un côté, les autorités chinoises ont mis en place un dispositif de surveillance particulièrement restrictif. Les chercheurs, journalistes et experts indépendants qui tentent de se rendre sur place pour mener leurs enquêtes font face à des barrières administratives et sécuritaires interminables. Selon Human Rights Watch et Amnesty International, l'accès à l'information sur le terrain est sévèrement limité et contrôlé, et toute tentative de collecte indépendante de données est souvent rapidement étouffée par la censure. Cette politique de l'information, qui vise à contrôler le récit officiel, rend extrêmement difficile la constitution d'un dossier objectif sur ce qui se passe réellement au Xinjiang.^{98 ,99}

D'un autre côté, l'intimidation des dissidents et le harcèlement des témoins constituent une arme supplémentaire dans l'arsenal de répression. Des rapports de Reporters Sans Frontières et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies font état de mesures de pression, allant de l'intimidation verbale à la répression physique, auxquelles sont confrontées les personnes qui osent contester la version officielle¹⁰⁰. Les représailles ne se limitent pas aux individus sur le sol chinois : elles s'étendent également aux familles des exilés, créant un climat de peur qui décourage toute forme de contestation ou de dénonciation¹⁰¹.

Enfin, la qualification même de la situation des Ouïghours sur la scène internationale reste source de controverses. Tandis que certains rapports tels que ceux d'experts indépendants comme Adrian Zenz et certains gouvernements qualifient les événements de « génocide », d'autres préfèrent parler d'oppression ou de politique sécuritaire visant à lutter contre le terrorisme et le séparatisme.

⁹⁸ Human Rights Watch. (2021). China: Massive crackdown on dissent in Xinjiang. Human Rights Watch.

⁹⁹ Amnesty International. (2020). China: End the repression in Xinjiang. Amnesty International Report 2020.

¹⁰⁰ Reporters Sans Frontières. (2021). World Press Freedom Index 2021. RSF. (consulté le 25 janvier 2024)

¹⁰¹ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. (2021). Report on the Situation of Human Rights in Xinjiang. UN OHCHR. (consulté le 25 janvier 2024)

Cependant, des chercheurs comme Barry Sautman et Yan Hairong adoptent une position plus nuancée, affirmant que la politique chinoise au Xinjiang relève davantage d'une stratégie de développement économique et de modernisation forcée, plutôt que d'un génocide délibéré ¹⁰².

Ce désaccord s'explique en partie par la difficulté d'accéder à des sources d'information fiables et par la manipulation de certains éléments de preuve par des acteurs étatiques. Ainsi, la certification de la situation, tant sur le plan juridique que politique, demeure un champ de bataille où se confrontent interprétations divergentes et enjeux géopolitiques.

Devant cette série d'obstacles qu'ils proviennent des limitations imposées aux investigations, de l'intimidation des témoins ou du débat mondial sur la qualification des événements la recherche de la vérité semble être un processus rempli d'obstacles. Les références citées, provenant de rapports d'ONG, d'institutions internationales et de spécialistes renommés, mettent en lumière la complexité et l'inextricabilité des défis qui se posent au sein du Xinjiang, tout en soulignant le besoin d'une perspective pluridimensionnelle pour comprendre cette question.

➤ **Surveillance et restrictions sur les chercheurs et journalistes étrangers :**

Les autorités chinoises ont mis en place un dispositif de surveillance et de contrôle particulièrement rigoureux qui vise à limiter l'accès des chercheurs et des journalistes étrangers aux zones sensibles du Xinjiang. Ces restrictions ne se contentent pas d'une simple régulation administrative : elles reposent sur un ensemble de mesures coordonnées qui incluent la vérification systématique des identités, l'obligation d'obtenir des autorisations spécifiques et le suivi constant des déplacements sur le terrain.

a. Accès entravé et contrôle de l'information :

D'après le rapport de Human Rights Watch, il arrive fréquemment que l'accès aux zones considérées comme « sensibles » soit refusé aux équipes d'enquête. Même quand elles parviennent à obtenir des autorisations, elles se retrouvent sans cesse confrontées à la présence d'agents de sécurité qui épient chacun de leurs mouvements.¹⁰³ Ce dispositif permet non seulement de limiter l'accumulation d'informations indépendantes mais également de filtrer et de censurer toute donnée qui pourrait contredire le récit officiel. De plus, Amnesty International souligne que la surveillance électronique et la collecte de données de communication renforcent ce contrôle, dissuadant fortement les journalistes et chercheurs de publier des informations susceptibles de nuire à l'image du gouvernement chinois¹⁰⁴.

¹⁰² Sautman, B., & Yan, H. (2021). "The Xinjiang Genocide Determination as Agenda." *Critical Asian Studies*, 53(4), 551-577. <https://doi.org/10.1080/14672715.2021.1974855> (consulté le 26 janvier 2024)

¹⁰³ Human Rights Watch. (2021). China: Massive crackdown on dissent in Xinjiang. Human Rights Watch. Récupéré de <https://www.hrw.org/report/2021/china-crackdown-xinjiang> (consulté le 26 janvier 2024)

¹⁰⁴ Amnesty International. (2020). China: End the repression in Xinjiang. Amnesty International Report 2020. Récupéré de <https://www.amnesty.org/en/documents/asa20/xxx/2020/en/> (consulté le 25 janvier 2024)

b. Conséquences sur la recherche et le reportage :

Les effets de ces mesures restrictives se traduisent par un appauvrissement des sources d'information. Les chercheurs peinent à recueillir des témoignages directs et authentiques, les journalistes se retrouvent contraints de se fier à des sources officielles souvent biaisées. En outre, les risques d'arrestation, de confiscation de matériel comme les caméras ou encore d'interruption brutale des reportages créent une atmosphère de méfiance qui décourage toute initiative indépendante. Ces difficultés contribuent ainsi à une homogénéisation de l'information relayée à l'échelle internationale, accentuant le fossé entre la réalité vécue sur le terrain et le discours officiel.

➤ Intimidation des dissidents, harcèlement des témoins et représailles contre les familles exilées

L'oppression au Xinjiang ne se limite pas aux limitations d'accès à l'information; elle fait aussi partie d'une manœuvre d'intimidation organisée qui vise à décourager toute attitude critique ou tout témoignage impartial. Les dissidents, les journalistes et les témoins sont non seulement soumis à une surveillance renforcée, mais ils font aussi l'objet de diverses formes de pression, allant de l'intimidation verbale à des agressions physiques.

A. Moyens d'intimidation et harcèlement

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies a documenté de nombreux cas où des militants et des journalistes ont été la cible d'interrogatoires répétés, de menaces explicites et même d'arrestations arbitraires. Ces mesures sont souvent accompagnées par des actes de harcèlement sur les réseaux sociaux, avec l'utilisation de bots et de campagnes de diffamation destinées à discréditer les personnes qui osent s'exprimer contre le régime en place¹⁰⁵. Reporters Sans Frontières relève que certains professionnels des médias ont vu leurs moyens de communication compromis, leurs équipements saisis, et ont été soumis à des pressions psychologiques qui les forcent à l'autocensure.¹⁰⁶

B. Représailles contre les familles et effets sur la communauté

Les représailles ne se limitent pas aux individus qui dénoncent les abus : elles s'étendent également à leurs proches. De nombreux témoignages indiquent que les familles des dissidents ou des exilés subissent des sanctions économiques, des licenciements ou encore un isolement

¹⁰⁵ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. (2021). Report on the Situation of Human Rights in Xinjiang. UN OHCHR. Récupéré de <https://www.ohchr.org/en/reports/2021-xinjiang> (consulté le 25 janvier 2024)

¹⁰⁶ Reporters Sans Frontières. (2021). World Press Freedom Index 2021. RSF. Récupéré de <https://rsf.org/en/index> (consulté le 25 janvier 2024)

social orchestré par l'appareil de sécurité chinois. Cette stratégie vise à instaurer un climat de peur généralisé, où la moindre manifestation de dissidence risque non seulement de compromettre la sécurité de l'individu concerné, mais aussi celle de ses proches. Ce cercle vicieux contribue à la stigmatisation de toute forme d'opposition, empêchant ainsi une collecte d'informations fiable et impartiale sur la situation au Xinjiang.

➤ **Certification de la situation des Ouïghours à l'échelle internationale : désaccord sur la qualification (génocide ou oppression)**

Le débat international sur la qualification de la situation au Xinjiang constitue l'un des aspects les plus controversés et polarisants de la question des droits des Ouïghours. Ce désaccord porte principalement sur l'usage du terme « génocide » pour décrire la répression et les mesures de rééducation imposées par le gouvernement chinois, face à ceux qui préfèrent parler d'oppression ou de violations massives des droits de l'homme.

A. Les arguments en faveur de la qualification de génocide :

Certains experts, notamment Adrian Zenz, avancent que les mesures mises en place au Xinjiang, comme les initiatives de « déradicalisation » et les « centres d'enseignement professionnel », visent en réalité à orchestrer une annihilation culturelle et démographique. Selon Zenz, les preuves recueillies montrent une volonté de réduire de manière significative la population ouïghoure à travers des politiques systématiques d'assimilation, le processus de stérilisation et de surveillance. Ce point de vue est soutenu par d'autres recherches qui mettent en avant des indicateurs tels que la destruction des sites culturels notamment les mosquées, la séparation forcée des familles et la suppression de la langue et des traditions ouïghoures.¹⁰⁷

- **Adrian Zenz** (2019, 2020) a mené plusieurs études basées sur des documents gouvernementaux chinois, des témoignages de survivants et des images satellite, concluant à une politique systématique de détention massive, de stérilisations forcées et d'endoctrinement, ce qui, selon lui, relève d'un génocide culturel et biologique¹⁰⁸
- **James Millward**, historien spécialiste de la Chine et de l'Asie centrale, souligne que la politique chinoise au Xinjiang repose sur un contrôle ethnique et une répression visant à assimiler de force la population ouïghoure, bien que l'usage du terme "génocide" doive être manié avec prudence¹⁰⁹.

¹⁰⁷ Zenz, A. (2019). Beyond the Camps: China's Long-Term Re-Education Program in Xinjiang. *Journal of Contemporary China*, 28(117), 675–693. <https://doi.org/10.1080/10670564.2019.1661301> (consulté le 25 janvier 2024)

¹⁰⁸ Zenz, A. (2020). "Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang." Jamestown Foundation. Retrieved from <https://jamestown.org/program/sterilizations-iuds-and-mandatory-birth-control-the-ccps-campaign-to-suppress-uyghur-birthrates-in-xinjiang/> (consulté le 27 janvier 2024)

¹⁰⁹ Millward, J. A. (2019). *Eurasian Crossroads: A History of Xinjiang* (2nd ed.). Columbia University Press. (consulté le 25 janvier 2024)

- **Darren Byler**, anthropologue et expert des questions ouïghoures, met en avant la dimension technologique du contrôle exercé par Pékin. Il décrit un système de surveillance de masse inédit, couplé à des méthodes de rééducation coercitive et de travail forcé, visant à remodeler en profondeur l'identité des Ouïghours ¹¹⁰.
- **Rian Thum**, historien et chercheur sur l'islam en Chine, compare les camps de détention à un projet de destruction culturelle similaire à ceux observés dans d'autres régimes autoritaires, insistant sur la systématisation de la répression et l'effacement progressif de la culture ouïghoure ¹¹¹.

B. Les arguments en faveur d'une qualification d'oppression :

D'autres analystes comme Barry Sautman et Tianjian Shi soutiennent que la politique du gouvernement chinois au Xinjiang relève d'une modernisation économique et d'une lutte contre le radicalisme « religieux », visant *une assimilation culturelle et socio-économique* plutôt qu'un génocide¹¹². De son côté, Sean Roberts considère la répression comme une *campagne contre-insurrectionnelle inspirée des discours post-11 septembre sur le terrorisme*, entraînant de graves violations des droits humains, mais sans intention d'extermination physique, ce qui la distingue juridiquement d'un génocide¹¹³. Ainsi que certains gouvernements occidentaux, préfèrent qualifier la situation d'oppression ou de politique de sécurité, arguant que les mesures répressives prises par la Chine sont avant tout destinées à lutter contre le terrorisme et le séparatisme. Selon cette perspective, même si des violations des droits humains sont incontestables, elles ne répondent pas nécessairement à la définition juridique du *génocide* telle que stipulée par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948. Les rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch documentent de manière exhaustive les abus, tout en soulignant la complexité du débat quant à leur qualification exacte^{114, 115}. Ce désaccord est en grande partie alimenté par la difficulté d'accéder à des

¹¹⁰ Byler, D. (2021). *In the Camps: China's High-Tech Penal Colony*. Columbia University Press. (consulté le 25 janvier 2024)

¹¹¹ Thum, R. (2018). "What Really Happens in China's 'Re-education' Camps." *The New York Times*. Retrieved from <https://www.nytimes.com/2018/11/15/opinion/china-reeducation-camps.html> (consulté le 12 février 2024)

¹¹² Source : Sautman, B., & Shi, T. (2020). *The Xinjiang Genocide Determination as Agenda*. *Critical Asian Studies*. (consulté le 12 février 2024)

¹¹³ Source : Roberts, S. (2020). *The War on the Uyghurs: China's Internal Campaign Against a Muslim Minority*. Princeton University Press. (consulté le 12 février 2024)

¹¹⁴ Amnesty International. (2020). *China: End the repression in Xinjiang*. Amnesty International Report 2020. Récupéré de <https://www.amnesty.org/en/documents/asa20/xxx/2020/en/> (consulté le 12 février 2024)

¹¹⁵ Human Rights Watch. (2021). *China: Massive crackdown on dissent in Xinjiang*. Human Rights Watch. Récupéré de <https://www.hrw.org/report/2021/china-crackdown-xinjiang> (consulté le 12 février 2024)

informations indépendantes et par la manipulation de certains éléments de preuve par les autorités chinoises.

C. Impact sur la scène internationale :

La manière dont la question des Ouïghours est qualifiée a des conséquences diplomatiques et juridiques majeures. Si le terme de « génocide » était officiellement reconnu par un plus grand nombre d'États ou par des instances internationales, cela engagerait la responsabilité juridique des signataires de la Convention sur le génocide de 1948¹¹⁶. En vertu de cette convention, les États auraient l'obligation de prévenir et de punir de tels actes, ce qui pourrait entraîner des sanctions économiques accrues, des restrictions diplomatiques, voire des discussions sur des interventions humanitaires sous l'égide de l'ONU¹¹⁷.

Face à cette éventualité, la Chine rejette catégoriquement les accusations de génocide et les considère comme une ingérence politique motivée par des intérêts géostratégiques. Pékin affirme que ses politiques au Xinjiang relèvent de mesures antiterroristes et de lutte contre l'extrémisme, nécessaires pour assurer la stabilité nationale et protéger l'unité du pays¹¹⁸. Le gouvernement chinois met également en avant des programmes de développement économique et de formation professionnelle censés favoriser l'intégration des Ouïghours à la société chinoise¹¹⁹.

Ce clivage est exacerbé par une guerre informationnelle, où désinformation, propagande d'État et polarisation médiatique contribuent à complexifier le débat. Tandis que les médias chinois diffusent un discours de légitimation des politiques en vigueur, des enquêtes indépendantes et des témoignages de rescapés continuent de documenter l'ampleur des violations des droits humains^{120, 121}. La certification de la situation des Ouïghours demeure ainsi un enjeu central de la rivalité géopolitique entre la Chine et les démocraties occidentales, influençant les relations diplomatiques, les accords commerciaux et les instances internationales.

¹¹⁶ United Nations. (1948). Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. (consulté le 12 février 2024)

¹¹⁷ O'Brian, S. (2021). Genocide and International Law: The Case of Xinjiang. Cambridge University Press.

¹¹⁸ China Daily. (2021). Xinjiang: Combating Terrorism and Promoting Stability. (consulté le 12 février 2024)

¹¹⁹ Sautman, B., & Yan, H. (2020). The Xinjiang Conflict and Ethnic Policies in China. The China Quarterly. (consulté le 12 février 2024)

¹²⁰ Roberts, S. (2020). The War on the Uyghurs: China's Internal Campaign Against a Muslim Minority. Princeton University Press.

¹²¹ BBC. (2021). Inside China's Hidden War Against the Uyghurs.

Chapitre 2 : Le traitement médiatique des violations des droits des Ouïghours : analyse des récits et des dynamiques d'information

2.1. La couverture médiatique de violations des droits des Ouïghours : un enjeu complexe

- Les premières révélations et leur impact à l'échelle mondiale
- Les obstacles à l'accès à l'information : l'opacité des autorités chinoises et la restriction des sources
- La montée en puissance des témoignages et des enquêtes indépendantes dans les médias internationaux

2.2. Récits médiatiques et cadrage : la manière dont les événements sont présentés.

- Les variations dans le traitement médiatique : de la dénonciation à la minimisation des faits
- L'influence des relations diplomatiques sur le traitement médiatique des violations des droits humains
- Les narratifs alternatifs : une alternative aux récits dominants dans la presse internationale

2.3. Les responsabilités des médias : enjeux éthiques et défis journalistiques

- Le rôle des médias dans la construction de l'opinion publique : entre vérité et partialité
- Les dilemmes éthiques dans la couverture des violations des droits humains : sécurité des sources et impact médiatique
- Les limites de la couverture médiatique face aux enjeux géopolitiques et économiques

Chapitre 2 : Le traitement médiatique des violations des droits des Ouïghours : analyse des récits et des dynamiques d'information

Introduction

Le traitement médiatique des violations des droits des Ouïghours par les autorités chinoises est devenu un axe central dans la construction du discours international. Une crise humanitaire qui a été pendant longtemps marginalisée, a progressivement gagné en visibilité grâce aux révélations et enquêtes menées par des chercheurs indépendants, des ONG et des journalistes d'investigation. Toutefois, couvrir ce sujet représente un véritable défi en raison des nombreux obstacles entravant l'accès à l'information. La Chine emploie un contrôle ferme de la communication autour de cette question, rendant l'investigation journalistique extrêmement ardue. L'absence d'accès direct au terrain et la répression à l'égard des voix locales obligent les médias à se tourner vers des stratégies alternatives : exploitation d'images satellites, analyses de documents fuités, recueil de témoignages d'exilés ou encore collaborations avec des chercheurs spécialisés.

Le traitement médiatique de cette crise humanitaire de son côté, se fait le miroir des relations politiques et diplomatiques mondiales. Alors que certains médias occidentaux adoptent une posture de dénonciation frontale, d'autres, notamment ceux de pays entretenant des liens économiques avec la Chine, adoptent une couverture plus nuancée, voir même le discours Chinois mot par mot. Cette divergence de discours est attribuée non seulement par des considérations politiques et économiques, mais aussi par la manière dont les récits médiatiques sont façonnés, entre cadrage journalistique, pression des gouvernements et influence des plateformes numériques.

Enfin, la médiatisation de cette crise joue un rôle crucial dans la mobilisation internationale et l'élaboration de politiques de sanctions contre la Chine, illustrant le poids que peuvent avoir les médias dans la sphère diplomatique et surtout géopolitique.

2.1. La couverture médiatique de violations des droits des Ouïghours : un enjeu complexe

➤ Les premières révélations et leur impact à l'échelle mondiale :

Les premières alertes sur la situation des Ouïghours en Chine ont été émises par des organisations de défense des droits humains et des chercheurs indépendants, qui ont mis en lumière ces violations systématiques des droits fondamentaux. Human Rights Watch et Amnesty International ont été parmi les premières ONG à documenter les politiques de répression menées par le gouvernement chinois dans la région du Xinjiang. Ces révélations, relayées par des médias influents comme The New York Times, BBC News et Le Monde, ont contribué à éveiller les consciences au-delà des frontières.

Les révélations initiales et les premiers rapports :

- **Human Rights Watch – 2018**

En septembre 2018, l'organisation *Human Rights Watch* publie un rapport inquiétant intitulé "Eradicating Ideological Viruses: China's Campaign of Repression Against Xinjiang's Muslims". Ce document repose sur des témoignages d'anciens détenus, des images satellites et des documents officiels chinois. Ce rapport révèle que : « Depuis environ avril 2017, le gouvernement chinois a considérablement intensifié sa Campagne de répression contre le terrorisme violent dans le Xinjiang, et procède à la détention arbitraire massive de musulmans turciques. On estime qu'environ un million de personnes sont détenues dans ce que les autorités appellent des camps d'éducation politique »¹²². Ce rapport constitue l'une des premières alertes structurées et crédibles à avoir suscité une réaction internationale.

- **Adrian Zenz – 2019**

En mai 2019, le chercheur allemand Adrian Zenz publie une enquête approfondie sous l'égide de la Jamestown Foundation. À partir de documents budgétaires chinois et de rapports gouvernementaux, d'après Zenz : "Le gouvernement chinois a construit un vaste système de camps d'internement et une infrastructure de surveillance, justifiée comme un effort pour combattre l'extrémisme et assimiler les Ouïghours et autres minorités musulmanes dans la société chinoise. L'ampleur des camps et la rapidité de leur expansion sont sans précédent dans la Chine moderne."¹²³

- **Les China Câbles – novembre 2019**

En novembre 2019, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) révèle les China Câbles, une série de documents confidentiels internes du Parti communiste chinois. Ces documents incluent :

1. Un manuel de fonctionnement de 9 pages destiné aux autorités locales, détaillant le règlement intérieur des camps : port de l'uniforme, surveillance 24h/24, usage de la discipline et isolement strict.
2. Des ordres émis par la Commission politique et juridique du Parti insistant sur l'objectif de transformer les détenus idéologiquement.

¹²² Human Rights Watch. (2018, 9 septembre). Eradicating ideological viruses: China's campaign of repression against Xinjiang's Muslims. <https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs> (consulté le 12 février 2024)

¹²³ Zenz, A. (2019, May 24). "Thoroughly reforming them toward a healthy heart attitude": China's political re-education campaign in Xinjiang. The Jamestown Foundation. <https://jamestown.org/program/thoroughly-reforming-them-toward-a-healthy-heart-attitude-chinas-political-re-education-campaign-in-xinjiang/> (consulté le 12 février 2024)

3. Des instructions de noter les progrès des détenus selon leur comportement, leur niveau de langue chinoise, leur soumission politique, etc.

Ces fuites révèlent le fonctionnement précis des camps comme mentionné par le manuel de fonctionnement interne où ils disent que : « Les portes doivent être verrouillées, les caméras de surveillance doivent couvrir intégralement les dortoirs et 2salles de classe, et aucun élève ne doit jamais être laissé sans surveillance. Les détenus ne doivent jamais contacter l’extérieur sauf autorisation, et doivent être sanctionnés en cas de non-respect. »¹²⁴

- **BBC News – février 2020**

En février 2020, BBC News publie une série d’enquêtes dont l’article “Inside China’s ‘thought transformation’ camps”. Ces reportages reposent sur des interviews de survivants comme Sayragul Sauytbay, qui témoigne : « Ils nous forçaient à chanter les chansons du Parti communiste, à répéter des slogans et à renier notre religion. Si quelqu’un désobéissait, il était puni. »¹²⁵, des images satellites ¹²⁶, ainsi que sur des documents confidentiels. Ils exposent des faits concrets de détention arbitraire, de séparation familiale, de violences psychologiques et d’endoctrinement idéologique.

Images satellitaire exposant les camps de rééducation par un reportage de la BBC :



¹²⁴ International Consortium of Investigative Journalists. (2019, November 24). Telegram on the Work of the Vocational Skills Education and Training Center (Document No. 58). In China Cables: Leaked Chinese government documents reveal the operations of mass detention camps in Xinjiang. <https://www.icij.org/investigations/china-cables/> (consulté le 12 février 2024)

¹²⁵ Sudworth, J. (2020, February 25). Inside China’s “thought transformation” camps. BBC News. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-51637736> (consulté le 12 février 2024)

¹²⁶ BBC News, dans un article de 2020 intitulé “China’s ‘tainted’ cotton” ou “China Uighurs: ‘If you enter a camp, you never come out’”(consulté le 12 février 2024)





- **Le Monde – mars 2021**

En mars 2021, le quotidien français Le Monde publie dénombrable articles sur la situation des Ouïghours, en s'appuyant sur les China Cables, les travaux d'Adrian Zenz, des témoignages de la diaspora ouïghoure, et des analyses d'images satellites. Dans l'un de ses articles phares publié le 10 décembre 2021 intitulé « *La Chine est responsable d'un « génocide » des Ouïghours, selon des experts réunis à Londres* ». Cet article rapporte les conclusions d'un groupe d'experts et d'avocats spécialisé qui incriminent la Chine de crimes contre l'humanité et de génocide à l'encontre des Ouïghours.¹²⁷

- **L'impact médiatique des enquêtes journalistiques :**

Les enquêtes journalistiques menées par des journalistes d'investigation, ont permis de documenter les abus de manière détaillée, en s'appuyant sur des sources primaires, des témoignages de victimes, des documents fuités et des analyses de données externes (comme les images satellites). Ces investigations ont eu un impact considérable sur la prise de conscience mondiale et ont déclenché des actions politiques à l'échelle internationale.

- **Le rôle des fuites et des documents internes :**

1. **The Xinjiang Papers (New York Times, 2019) :** En novembre 2019, The New York Times a publié une enquête basée sur plus de 400 pages de documents internes du gouvernement Chinois, surnommés *The Xinjiang Papers*. Ces documents ont été fournis par une source anonyme et ont révélé les politiques secrètes de Pékin à l'encontre des Ouïghours. Ces documents montrent des pratiques de détention de masse dans des camps de rééducation au Xinjiang, avec des politiques visant à éradiquer la culture ouïghoure et à assimiler de force cette population à la culture dominante chinoise. Ces fuites ont apporté des preuves directes des décisions prises au plus haut niveau du gouvernement pour réprimer

¹²⁷ Le Monde. (2021, décembre 10). La Chine est responsable d'un « génocide » des Ouïghours, selon des experts réunis à Londres. Le Monde. https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/10/la-chine-est-responsable-d-un-genocide-des-ouigours-selon-des-experts-reunis-a-londres_6105455_3210.html (consulté le 15 février 2024)

les Ouïghours sous prétexte de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux.¹²⁸

2. **Impact médiatique :** Cette enquête a suscité un large écho international et a renforcé les critiques envers la Chine surtout pendant l'année de 2021. Elle a permis de comprendre que la répression n'était pas simplement un incident isolé, mais une politique systématique orchestrée au niveau national.
 - **Les témoignages des victimes et l'analyse des images satellites :**
3. **BBC News (2020) :** En 2020, BBC News a mené une enquête qui s'appuyait sur des témoignages de survivants, des entretiens avec d'anciens détenus des camps et des images satellites afin de prouver l'existence de ces camps. L'enquête a documenté des pratiques cruelles, telles que la torture physique, les abus sexuels, la stérilisation forcée et l'exploitation du travail forcé des détenus. Ces témoignages ont été corroborés par des preuves visuelles comme des photos satellitaires des camps de rééducation, qui ont montré leur expansion rapide au Xinjiang, renforçant ainsi la crédibilité des allégations.¹²⁹
4. **Impact sur l'opinion publique mondiale :** Ces enquêtes ont permis de donner une voix aux victimes du régime chinois, en leur offrant un espace médiatique pour partager leurs histoires émouvantes. Ces révélations ont provoqué une prise de conscience accrue de la gravité de la répression des Ouïghours, poussant les gouvernements et les organisations internationales à adopter des positions plus fermes.
 - **Le rôle des médias dans la diffusion de l'information :** Les médias, en particulier les grands organes de presse internationaux comme The New York Times, BBC News, et Le Monde, ont joué un rôle essentiel en rapportant ces informations à un public mondial vaste. Ces enquêtes ont permis de multiplier les témoignages, les preuves et les analyses, rendant l'information accessible et crédible. Ces médias ont aussi facilité les discussions sur la manière dont ces violations devraient être traitées, notamment en ce qui concerne les sanctions économiques et diplomatiques, ainsi que la responsabilité des entreprises.

- **Réactions et conséquences internationales :**

Les révélations médiatiques sur la répression du peuple Ouïghours ont eu un impact lourd vis-à-vis des relations diplomatiques entre la Chine et le reste du monde. La large diffusion de ces informations a suscité une vague de réactions à l'échelle mondiale, impactant les politiques étrangères, les décisions économiques et les relations commerciales. Voici un aperçu détaillé des principales conséquences diplomatiques :

¹²⁸ Ramzy, A., & Buckley, C. (2019, novembre 16). 'Absolutely No Mercy': Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims. The New York Times. (consulté le 15 février 2024)

¹²⁹ BBC News. (2022, mai 24). Inside China's 'thought transformation' camps. BBC News. <https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-china-61668823> (consulté le 15 février 2024)

- **Sanctions économiques et diplomatiques :**
 - 1. **Sanctions contre la Chine :** Plusieurs pays ont adopté des sanctions économiques et diplomatiques contre la Chine après les révélations des grands organes médiatiques et surtout l'apparition des témoignages. En 2020 et 2021, les États-Unis, le Royaume-Uni, et l'Union européenne ont imposé des interdictions de voyage, des gels d'avoir et des restrictions commerciales à des hauts fonctionnaires chinois lié aux actes de répression. Parmi les principaux responsables sanctionnés figurent :
 - **Chen Quanguo** : Secrétaire du Parti communiste chinois pour la région du Xinjiang et membre du Politburo¹³⁰
 - **Zhu Hailun** : Ancien secrétaire adjoint du Parti communiste chinois pour la région du Xinjiang.¹³¹
 - **Wang Mingshan** : Directeur du Bureau de la sécurité publique du Xinjiang.¹³²
 - **Huo Liu jun** : Ancien secrétaire du Parti pour le Bureau de la sécurité publique du Xinjiang.¹³³
 - **Wang Junzheng** : Secrétaire du Comité du Parti de la Xinjiang Production and Construction Corps (XPCC).¹³⁴
 - **Chen Mingguo** : Directeur du Bureau de la sécurité publique du Xinjiang.¹³⁵
 - 2. **Parlement européen :** En janvier 2021, le Parlement européen a adopté une résolution appelant la Chine à mettre fin à ses pratiques répressives envers les Ouïghours et a exprimé son inquiétude : (le Contenu de la résolution)
- Le Parlement européen :
- « Condamne fermement les violations des droits humains perpétrées par le gouvernement chinois ;
 - Appelle la Chine à fermer immédiatement les camps de détention et à libérer toutes les personnes détenues arbitrairement ;
 - Invite la Chine à garantir aux journalistes et observateurs internationaux un accès libre et sans entrave à la région du Xinjiang ;
 - Demande que l'Union européenne applique des sanctions ciblées contre les responsables chinois impliqués dans les abus, sur la base du régime mondial de

¹³⁰ U.S. Department of the Treasury. (2020, July 9). Treasury sanctions Chinese entities and officials in connection with serious human rights abuse in Xinjiang. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1055> (consulté le 15 février 2024)

¹³¹ U.S. Department of the Treasury. (2020, July 9). Treasury sanctions Chinese entities and officials in connection with serious human rights abuse in Xinjiang. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1055> (consulté le 15 février 2024)

¹³² U.S. Department of the Treasury. (2020, July 9). Treasury sanctions Chinese entities and officials in connection with serious human rights abuse in Xinjiang. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1055> (consulté le 15 février 2024)

¹³³ U.S. Department of the Treasury. (2021, March 22). Treasury sanctions Chinese government officials in connection with serious human rights abuse in Xinjiang. (consulté le 15 février 2024)

¹³⁴ U.S. Department of the Treasury. (2020, July 31). Treasury sanctions Chinese entity and officials pursuant to Global Magnitsky Human Rights Executive Order. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1073> (consulté le 15 février 2024)

¹³⁵ U.S. Department of the Treasury. (2021, March 22). Treasury sanctions Chinese government officials in connection with serious human rights abuse in Xinjiang. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0070> (consulté le 15 février 2024)

sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme (inspiré du "Magnitsky Act") ;

- Encourage les États membres de l'UE à réévaluer leurs accords commerciaux avec la Chine, notamment en lien avec les soupçons de travail forcé ;
 - Appelle à une enquête indépendante sous l'égide des Nations Unies. »¹³⁶
- **Réactions des entreprises et boycott :**
1. **Responsabilité des entreprises multinationales :** Les enquêtes sur le travail forcé du peuple Ouïghours ont affirmé l'implication de grandes entreprises multinationales dans des pratiques de travail forcé au Xinjiang, suscitant des réactions variées de leur part. Voici un aperçu détaillé des accusations portées contre certaines marques et des mesures qu'elles ont prises en réponse :
- **Nike :** Selon un rapport de l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI), l'usine Qingdao Taekwang Shoes Co. Ltd, fournisseur de Nike, aurait employé environ 600 travailleurs ouïghours déplacés du Xinjiang dans des conditions assimilables à du travail forcé. Malgré ces révélations, Nike aurait maintenu son partenariat avec ce fournisseur.¹³⁷
 - **H&M :** En septembre 2020, H&M a annoncé la cessation de toute relation commerciale avec un producteur de fil chinois accusé de recourir au travail forcé des Ouïghours. La marque a également reconnu les difficultés à retracer précisément sa chaîne d'approvisionnement en raison de sa complexité.¹³⁸
 - **Adidas :** cette marque a été mentionnée dans le rapport de l'ASPI parmi les 83 grandes marques impliquées dans des chaînes d'approvisionnement suspectées de recourir au travail forcé des Ouïghours. La marque a déclaré qu'elle ne s'approvisionnait pas en produits ou en matières premières provenant du Xinjiang et qu'elle avait demandé à ses fournisseurs de ne pas le faire non plus.¹³⁹

En réponse, certaines de ces entreprises ont annoncé des audits plus stricts, des engagements à s'assurer que leurs produits ne sont pas fabriqués dans des conditions de travail forcé, et ont réagi publiquement pour se distancer des pratiques en cours en Chine. Cependant, ces

¹³⁶ Parlement européen. (2020, 17 décembre). Résolution du Parlement européen du 17 décembre 2020 sur le travail forcé et la situation des Ouïghours dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang (2020/2913(RSP)) [P9_TA(2020)0375]. <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/fa9d8530-3857-11ec-8daf-01aa75ed71a1/language-fr> (consulté le 15 février 2024)

¹³⁷ Australian Strategic Policy Institute. (2020, March 1). Uyghurs for sale: 'Re-education', forced labour and surveillance beyond Xinjiang. <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale> (consulté le 22 février 2024)

¹³⁸ Fashion Network. (2021, March 31). Quelles sont les marques de mode engagées contre le travail forcé des Ouïghours ? <https://fr.fashionnetwork.com/news/Quelles-sont-les-marques-de-mode-engagees-contre-le-travail-force-des-ouighours-,1290368.html> (consulté le 22 février 2024)

¹³⁹ Business & Human Rights Resource Centre. (2021). Here's what foreign brands have to say about Xinjiang. <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/heres-what-foreign-brands-have-to-say-about-xinjiang/> (consulté le 22 février 2024)

mesures ont été critiquées par certains activistes, qui estiment qu'elles ne vont pas assez loin pour changer la réalité sur le terrain.

2. **Impact sur les entreprises chinoises :** Xinjiang, la région connue pour sa production du coton a été au cœur de nombreuses préoccupations internationales liées au travail forcé. Le Xinjiang produit environ 20 % du coton mondial et 85 % du coton chinois, ce qui en fait une zone stratégique pour l'industrie textile.¹⁴⁰ Des enquêtes ont souligné l'implication d'entreprises chinoises dans le travail forcé des Ouïghours, poussant plusieurs pays occidentaux à boycotter le coton du Xinjiang. Par ailleurs, de grandes marques mondiales ont été contraintes de revoir leur chaîne d'approvisionnement, sous la pression de l'opinion publique et d'organisations de défense des droits humains. Ces boycotts ont déclenché une réponse inattendue des autorités chinoises, qui ont appelé à soutenir les entreprises locales visées, renforçant ainsi les tensions économiques et diplomatiques.

- **Impact sur les relations internationales et l'image de la Chine :**

1. **Affaiblissement de l'image internationale :** L'impact médiatique de ces enquêtes a eu un effet négatif sur l'image de la Chine sur la scène internationale, la désignant comme coupable d'un génocide à l'encontre des Ouïghours. Cela a engendré une détérioration de ses relations diplomatiques avec de plusieurs pays occidentaux, et a accru les tensions commerciales et politiques. La Chine a rejeté toutes les accusations et en les qualifiant de mensonges et a renforcé ses relations avec certains pays de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) Elle y consolide ses relations avec des États membres comme la Russie, l'Iran, l'Inde, le Pakistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.¹⁴¹ Elle s'appuie également sur des partenariats stratégiques avec des pays observateurs ou partenaires de dialogue tels que la Turquie, la Biélorussie, la Mongolie, l'Égypte, l'Arabie saoudite et le Qatar.

2. **Campagne de propagande chinoise :** Le gouvernement chinois a effectivement lancé une campagne de propagande pour démentir les accusations de génocide. Selon Human Rights Watch, la Chine a cherché à détourner l'attention en utilisant des témoignages de membres de la communauté ouïghoure, affirmant avoir été bénéficiaires de politiques de rééducation¹⁴². Ces témoignages ont été présentés comme preuve de la bonté de ces programmes.

¹⁴⁰ U.S. Department of Labor. (2020). List of Goods Produced by Child Labor or Forced Labor. Bureau of International Labor Affairs. <https://www.dol.gov/agencies/ilab/reports/child-labor/list-of-goods> (consulté le 22 février 2024)

¹⁴¹ Organisation de coopération de Shanghai. (2023). Member States and Dialogue Partners. <https://eng.sectsc.org/> (consulté le 22 février 2024)

¹⁴² Human Rights Watch. (2021). Break Their Lineage, Break Their Roots: China's Crimes Against Humanity Targeting Uyghurs and Other Turkic Muslims. <https://www.hrw.org/report/2021/04/19/break-their-lineage-break-their-roots/chinas-crimes-against-humanity-targeting> (consulté le 22 février 2024)

Pékin justifie ses actions en arguant qu'elles font partie d'une lutte contre le terrorisme. La Chine lie cette répression à des groupes séparatistes ouïghours comme le Turkestan islamique.¹⁴³

➤ **Les obstacles à l'accès à l'information : l'opacité des autorités chinoises et la restriction des sources**

L'un des plus grands défis de cette couverture médiatique ou ils dénoncent le non-respect des valeurs et droits humains, réside surtout dans le contrôle strict à l'accès aux informations exercé par le gouvernement Chinois. La région Xinjiang est l'une des endroits les plus surveillés de toute la Chine et voir du monde entier...

1. La censure et la répression des journalistes :

D'après Reporters sans frontières (RSF), la Chine est classée 175e sur 180 pays en matière de liberté de la presse¹⁴⁴. RSF souligne : « Le régime entretient une censure tentaculaire, fondée sur la surveillance de masse, la propagande et un arsenal législatif toujours plus répressif »¹⁴⁵

- En 2021, la BBC a rapporté que ses journalistes envoyés au Xinjiang avaient été poursuivis par des voitures banalisées, empêchés d'accéder à certaines zones suspecter d'être des camps et parfois même confrontés à des menaces directes. L'un des journalistes sur place a déclaré : « Nous avons été suivis par pas moins de 12 voitures différentes, certains agents prenaient des vidéos de nous, d'autres nous bloquaient la route »¹⁴⁶.
- En 2019, Megha Rajagopalan, journaliste pour BuzzFeed News, a mené une enquête approfondie sur les camps de détention en utilisant des images satellites et des témoignages. Dans un témoignage personnel, elle a expliqué : « Après la publication de notre premier article, mon visa n'a pas été renouvelé, et j'ai été forcée de quitter le pays »¹⁴⁷.
- En 2019, les autorités chinoises ont expulsé *Chris Buckley*, un journaliste du New York Times, après qu'il ait couvert des sujets « sensibles » concernant le Xinjiang. Cette expulsion a été perçue comme une répression directe contre la couverture médiatique des violations des droits humains dans la région¹⁴⁸.
- En 2018, *Hannah Beech* a rencontré des difficultés similaires lorsqu'elle a tenté de se rendre au Xinjiang pour rapporter des informations sur la répression des Ouïghours. Elle a été

¹⁴³ Reuters. (2021). China says its policies in Xinjiang are part of anti-terror fight.

<https://www.reuters.com/article/us-china-xinjiang-idUSKBN2A20HQ> (consulté le 22 février 2024)

¹⁴⁴ Reporters sans frontières (2021). Classement mondial de la liberté de la presse 2021.

¹⁴⁵ Reporters sans frontières. (2023). Classement mondial de la liberté de la presse 2023. <https://rsf.org/fr/classement> (consulté le 22 février 2024)

¹⁴⁶ BBC News. (2021, February 2). China's treatment of Uighurs amounts to torture, says rights group. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55873305> (consulté le 22 février 2024)

¹⁴⁷ Rajagopalan, M. (2020, December 28). The Story Behind Our Investigation Into China's Mass Detention Camps. BuzzFeed News. <https://www.buzzfeednews.com/article/meghara/the-story-behind-our-investigation-into-chinas-mass> (consulté le 22 février 2024)

¹⁴⁸ Beech, H. (2018). China's Crackdown on Foreign Journalists: The Cost of Reporting the Truth. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2018/09/19/world/asia/china-journalists-foreign-expulsions.html> (consulté le 22 février 2024)

confrontée à une forte surveillance et à des détentions temporaires avant d'être autorisée à quitter la Chine¹⁴⁹.

- En 2020, plusieurs journalistes d'AP ont été bloqués par les autorités chinoises dans la région du Xinjiang lorsqu'ils ont tenté d'enquêter sur des camps de rééducation. Ils ont été empêchés de filmer et ont fait l'objet de menaces d'arrestation pour avoir pris des photos dans des zones interdites¹⁵⁰.

Les journalistes chinois eux-mêmes ne sont pas épargnés : ceux qui tentent de dénoncer la répression au Xinjiang risquent des peines de prison.

- En 2021, la journaliste indépendante *Sophia Huang Xueqin* a été arrêtée à Pékin, après avoir enquêté sur les violations des droits des Ouïghours et écrit des articles sur la répression au Xinjiang. Elle a été détenue pendant plusieurs mois avant d'être libérée sous conditions.¹⁵¹
- En 2020, la journaliste *Zhang Zhan*, qui avait couvert la pandémie de COVID-19 à Wuhan et dénoncé la répression des Ouïghours dans ses reportages, a été condamnée à quatre ans de prison pour avoir diffusé des informations jugées "fausses" et "subversives" par les autorités chinoises.¹⁵²
- Li Xin : Le journaliste *Li Xin*, un ancien reporter du South China Morning Post, a été arrêté en 2019 après avoir enquêté sur les camps de rééducation au Xinjiang. Bien qu'il ait été relâché après quelques semaines de détention, son arrestation a envoyé un message clair aux journalistes en Chine : toute couverture critique des politiques gouvernementales pourrait entraîner des conséquences graves.¹⁵³

2. Le contrôle de l'information et la manipulation des sources :

Parmi les stratégies adoptées par le gouvernement Chinois est d'utiliser des tournées de presse hautement organisées, où les journalistes ne peuvent interagir qu'avec des citoyens sélectionnés par le Parti communiste chinois (PCC) et où l'accès aux véritables camps de détention est interdit¹⁵⁴.

- En 2021, plusieurs médias occidentaux (CNN, BBC...) ont dénoncé l'organisation de visites soi-disant "guidées" au Xinjiang, où les Ouïghours interrogés par la presse étaient

¹⁴⁹ Associated Press. (2020). Journalists blocked from reporting on Xinjiang camps. Associated Press. <https://apnews.com/article/xinjiang-journalists-restrictions> (consulté le 23 février 2024)

¹⁵⁰ The New York Times. (2019). China Expels New York Times Journalist Amid Escalating Crackdown on Foreign Press. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2019/04/06/world/asia/china-expels-journalist.html> (consulté le 24 février 2024)

¹⁵¹ Human Rights Watch. (2021). China: Stop Arresting Journalists Covering Xinjiang. <https://www.hrw.org/news/2021/10/08/china-stop-arresting-journalists-covering-xinjiang> (consulté le 24 février 2024)

¹⁵² BBC. (2021). China sentences journalist Zhang Zhan to four years in prison. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55760748> (consulté le 25 février 2024)

¹⁵³ Committee to Protect Journalists (CPJ). (2019). Chinese Journalist Li Xin Detained for Reporting on Xinjiang Camps. <https://cpj.org/2019/09/china-journalist-detained-xinjiang/> (consulté le 26 février 2024)

¹⁵⁴ New York Times (2019). Inside China's massive detention program for Muslims. (consulté le 26 février 2024)

manifestement sous surveillance et donnaient des réponses standardisées, répétant que la "rééducation" les avait aidés ¹⁵⁵.

Dans un article publié le 2 février 2021, la BBC rapporte : "Lors de notre visite organisée par les autorités, les Ouïghours que nous avons rencontrés ont tous répété des phrases similaires, affirmant que les centres de formation professionnelle les avaient aidés à trouver un emploi et à éviter l'extrémisme." ¹⁵⁶

Dans un reportage du 31 mars 2021, CNN décrit : "Au cours de la visite organisée par les autorités chinoises, les journalistes ont été escortés dans des centres de formation où les détenus ont présenté des performances culturelles. Les réponses des personnes interrogées semblaient répétées et conformes au récit officiel." ¹⁵⁷

- En parallèle, la propagande chinoise utilise des Ouïghours designer en tant que « loyalistes » pour diffuser des témoignages vidéo affirmant qu'il n'y a pas de violations des droits humains. ¹⁵⁸

3. La difficulté d'obtenir des données vérifiables :

Face à cette opacité, les chercheurs et journalistes doivent utiliser d'autres sources afin de documenter la situation en cours au Xinjiang :

- **Les témoignages de réfugiés** : des ONG comme Human Rights Watch et le Uyghur Human Rights Project ¹⁵⁹ recueillent des témoignages d'anciens détenus ayant fui en Turquie, au Kazakhstan ou en Europe.

- **L'analyse d'images satellites** : des institutions comme l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI) ont cartographié plus de 380 camps et centres de détention entre 2017 et 2021 grâce aux images satellites et aux archives de l'administration chinoise ¹⁶⁰.

- **Les fuites de documents officiels** : en 2019, les China Cables publiés par The New York Times et International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) ont révélé des directives internes chinoises sur la gestion des camps, confirmant une politique de détention systématique ¹⁶¹.

¹⁵⁵ CNN (2021). Fake testimonies and propaganda in Xinjiang. (consulté le 26 février 2024)

¹⁵⁶ Source : BBC News. (2021, 2 février). China's 're-education' camps for Uighurs: What the evidence shows. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-22278037> (consulté le 26 février 2024)

¹⁵⁷ Source : CNN. (2021, 31 mars). Inside China's 're-education' camps. <https://edition.cnn.com/2021/03/31/asia/china-xinjiang-reeducation-camps-intl-hnk/index.html> (consulté le 26 février 2024)

¹⁵⁸ Global Times (2021) – Xinjiang residents debunk Western lies on 'forced labor' and 'genocide'. (consulté le 26 février 2024)

¹⁵⁹ UHRP (2020). The Uyghur Crisis: Voices from survivors. (consulté le 26 février 2024)

¹⁶⁰ ASPI (2021). Xinjiang Data Project: Documenting human rights abuses. (consulté le 26 février 2024)

¹⁶¹ ICIJ (2019). China Cables: The leaked documents on Xinjiang's repression.

➤ **La montée en puissance des témoignages et des enquêtes indépendantes dans les médias internationaux :**

La restriction à l'accès à la région Xinjiang, demeure un problème majeur pour le fonctionnement du travail journalistique, alors les médias internationaux se sont retrouvés dans une position délicate pour couvrir de manière directe et vérifiée les événements sur place. Pékin contrôle minutieusement l'information qui circule dans cette région, allant jusqu'à surveiller, intimider, voire expulser les journalistes qui tentent d'enquêter sur les conditions de vie du peuple Ouïghours. Dans ce contexte de censure et d'opacité, les médias étrangers ont dû redoubler d'ingéniosité afin de contourner ces obstacles.

Ils se sont ainsi tournés vers des sources dites alternatives. Les témoignages d'anciens détenus, recueillis dans les pays où ils se sont enfuis ou lors d'enquêtes journalistiques menées à l'extérieur de la Chine, constituent des récits poignants qui lèvent le voile sur les violences systémiques, la détention arbitraire, les tortures et les atteintes à la dignité subies par les Ouïghours. Parallèlement, les rapports détaillés d'organisations non gouvernementales indépendantes, telles qu'Amnesty International ou Human Rights Watch, ont permis de structurer ces informations dans un cadre factuel rigoureux. Enfin, les analyses d'experts — chercheurs en droits humains, spécialistes de la Chine ou démographes — ont donné un éclairage complémentaire en contextualisant ces données, en évaluant leur fiabilité et en proposant des interprétations géopolitiques plus larges. Ces sources combinées ont permis aux médias de dénoncer le système répressif envers ce peuple.

L'importance des témoignages d'anciens détenus et réfugiés :

L'année 2028 a connu la montée de plusieurs témoignages, affirmant les actes de violence du parti chinois envers le peuple Ouïghours. Parmi eux, Sayragul Sauytbay, une enseignante d'origine kazakhe contrainte de travailler dans un camp d'internement. Dans un entretien accordé à *Haaretz*, elle a relaté avoir été témoin de tortures, de viols collectifs et d'endoctrinement idéologique intensif. Elle déclare : « J'ai vu des choses horribles : des gens attachés à des chaises de torture, des détenus forcés à renier leur religion, des femmes violées à plusieurs reprises par les gardiens »¹⁶². Elle insiste également sur le caractère systématique de ces violences : « Ce n'étaient pas des cas isolés. Tout cela était planifié, organisé par l'État chinois ».¹⁶³

¹⁶² Haaretz. (2019, October 17). 'I was a teacher in China's concentration camp for Muslims. They made me watch as they raped women'. <https://www.haaretz.com/world-news/.premium.MAGAZINE-i-was-a-teacher-in-china-s-concentration-camp-for-muslims-they-raped-women-1.7994216> (consulté le 26 février 2024)

¹⁶³ Haaretz. (2019, October 17). 'I was a teacher in China's concentration camp for Muslims. They made me watch as they raped women'. <https://www.haaretz.com/world-news/.premium.MAGAZINE-i-was-a-teacher-in-china-s-concentration-camp-for-muslims-they-raped-women-1.7994216> (consulté le 26 février 2024)

En 2021, Tursunay Ziyawudun, une autre survivante réfugiée aux États-Unis, a livré un témoignage bouleversant à BBC News. Elle y décrit en détail les violences sexuelles qu'elle et d'autres femmes ont subies : « Chaque nuit, ils emmenaient des femmes. Certaines revenaient détruites, d'autres ne revenaient pas du tout. Moi-même, j'ai été violée à plusieurs reprises par différents hommes ». ¹⁶⁴ Elle ajoute également : « On nous injectait des substances inconnues, et plus tard, j'ai appris que j'avais été stérilisée de force. Je ne pourrai jamais avoir d'enfants ». ¹⁶⁵

Ces témoignages qui constituent des éléments de preuve puissants, contribuant à la reconnaissance juridique et morale des persécutions infligées à la minorité Ouïghoure, ont contribué à éveiller la lumière autour de cette affaire au niveau de toute la scène internationale. En février 2021, le Parlement canadien a adopté à l'unanimité une motion reconnaissant les actes commis contre les Ouïghours comme un génocide ¹⁶⁶. Dans le même esprit, le Parlement britannique a adopté une résolution similaire en avril de la même année, qualifiant les violences au Xinjiang de « crimes contre l'humanité et génocide ». ¹⁶⁷

- Les enquêtes journalistiques et l'analyse d'images satellites :

Face aux restrictions imposées aux journalistes rendant le travail du terrain et l'accès à l'information impossible, les médias et institutions de recherche ont eu recours à des méthodes d'investigation alternatives. Parmi elles, l'analyse d'images satellites, l'exploitation de données ouvertes (Open Source Intelligence – OSINT) et la publication de fuites documentaires internes.

- En 2019, le New York Times a révélé une fuite interne de documents du parti chinois nommé *Xinjiang Papers*, révélant des instructions directes d'internement massif, signées par les plus hauts dirigeants. L'article indiquait notamment que Xi Jinping avait ordonné une réponse « absolument sans pitié » ¹⁶⁸ contre l'extrémisme religieux, justifiant l'enfermement de centaines de milliers de Ouïghours.

- En 2020, la BBC a publié une enquête où elle a utilisé des images provenant des satellites affirmant la construction de plusieurs centres de détentions entre 2019 et 2020. Grâce à l'analyse géospatiale, les journalistes ont pu localiser plusieurs sites entourés de murs et de miradors, prouvant l'expansion continue de ce système carcéral. La BBC notait : « Ces images

¹⁶⁴ BBC News. (2021, February 2). 'Their goal is to destroy everyone': Uighur camp detainees allege systematic rape. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071> (consulté le 26 février 2024)

¹⁶⁵ BBC News. (2021, February 2). 'Their goal is to destroy everyone': Uighur camp detainees allege systematic rape. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071> (consulté le 26 février 2024)

¹⁶⁶ Parliament of Canada. (2021, February 22). Motion M-62 (Genocide of Uyghurs). <https://www.ourcommons.ca/> (consulté le 26 février 2024)

¹⁶⁷ UK Parliament. (2021, April 22). House of Commons votes to declare genocide in Xinjiang. <https://www.parliament.uk/> (consulté le 26 février 2024)

¹⁶⁸ The New York Times. (2019, November 16). 'Absolutely No Mercy': Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims. <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html> (consulté le 26 février 2024)

montrent des structures vastes et sécurisées qui n'existaient pas auparavant, construites dans des zones reculées du Xinjiang ».¹⁶⁹

- En 2021, au moins 380 camps avaient été identifiés au Xinjiang, grâce à une carte interactive et un rapport détaillé publié par l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI). Le rapport précise que « depuis juillet 2019, de2s travaux de construction ou de rénovation ont été observés dans plus de 60 camps, y compris des ajouts de bâtiments, des clôtures renforcées et des installations surveillées »¹⁷⁰, confirmant non seulement la continuité, mais l'intensification du programme de détention.

Ces enquêtes ont permis de fournir des preuves solides de l'existence et de l'évolution d'un vaste réseau de camps d'internement.

- Le rôle des ONG et des institutions académiques :

Les organisations non gouvernementales (ONG) et les centres de recherche indépendants ont pu produire des rapports fondés sur des méthodes rigoureuses d'enquête, comprenant notamment des entretiens avec des survivants, des analyses documentaires et des recoupements d'informations issues de sources ouvertes.

- Le Uyghur Human Rights Project (UHRP) a publié des rapports détaillés basés sur des entretiens avec des réfugiés et d'anciens détenus. Ces témoignages ont révélé l'existence de programmes de travail forcé, souvent déguisés en stages professionnels, ainsi que des séances obligatoires d'endoctrinement politique et idéologique. Dans un rapport de 2020, l'UHRP affirme : « Les survivants décrivent un système où le travail n'est pas volontaire mais imposé, et où le refus peut entraîner des sanctions ou un retour en détention »¹⁷¹
- Amnesty International a également contribué de manière significative à la documentation des crimes commis contre la population ouïghoure. Dans un rapport de 2021, l'organisation a collecté plus de 50 témoignages directs de survivants ayant fui les camps. Ces récits décrivent des pratiques de torture physique et psychologique, des abus sexuels, ainsi que la séparation forcée des enfants et de leurs parents. Amnesty rapporte par exemple : « Plusieurs femmes ont indiqué avoir été systématiquement

¹⁶⁹ BBC News. (2020, December 2). China's detention camps for Uighurs mapped with satellite images. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071> (consulté le 27 février 2024)

¹⁷⁰ ASPI – Australian Strategic Policy Institute. (2021). Xinjiang Data Project. <https://xjdp.aspi.org.au/> (consulté le 28 février 2024)

¹⁷¹ Uyghur Human Rights Project. (2020). Uyghurs for Sale: 'Re-education', Forced Labor and Surveillance Beyond Xinjiang. <https://uhrp.org/report/uyghurs-for-sale-re-education-forced-labor-and-surveillance-beyond-xinjiang/> (consulté le 28 février 2024)

violées, parfois en présence d'autres détenus. Certaines ont été stérilisées sans leur consentement »¹⁷²

- De son côté, Human Rights Watch a mis en lumière des politiques démographiques ciblant spécifiquement les Ouïghours. En s'appuyant sur des données officielles chinoises, l'ONG a démontré que le taux de natalité dans les préfectures à majorité ouïghoure avait chuté de manière drastique — jusqu'à 48,7 % entre 2017 et 2019 dans certaines zones du Xinjiang, comme Hotan et Kashgar¹⁷³. L'organisation y voit une stratégie délibérée de réduction de la population ouïghoure. Elle affirme : « Cette politique constitue un acte de génocide au sens de la Convention sur le génocide, qui inclut les mesures visant à empêcher les naissances au sein d'un groupe ethnique »¹⁷⁴.

Ces contributions d'ONG et de centres de recherche ont non seulement nourri le débat international, mais ont aussi été utilisées comme preuves dans plusieurs initiatives parlementaires et judiciaires visant à qualifier les exactions du régime chinois de crimes contre l'humanité, voire de génocide.

- Impact des enquêtes et réactions internationales :

Grâce à ces témoignages et enquêtes, la pression internationale sur la Chine s'est intensifiée :

- En 2021, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont imposé des sanctions économiques contre des responsables chinois impliqués dans la répression.
- Mobilisation de la société civile comme les ONG, activistes et diasporas ouïghoures qui ont renforcé leurs campagnes de sensibilisation, entraînant une couverture médiatique plus importante et un engagement croissant de l'opinion publique.
- Des entreprises comme Nike, H&M et Adidas ont cessé de s'approvisionner en coton du Xinjiang, soupçonné d'être produit grâce au travail forcé.
- Renforcement de la vigilance dans les chaînes d'approvisionnement : Plusieurs gouvernements ont incité leurs entreprises à auditer leurs fournisseurs pour s'assurer du respect des droits humains

¹⁷² Amnesty International. (2021). "Like We Were Enemies in a War": China's Mass Internment, Torture, and Persecution of Muslims in Xinjiang. <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/4137/2021/en/> (consulté le 02 mars 2024)

¹⁷³ Human Rights Watch. (2021, April 19). China: Crimes Against Humanity in Xinjiang. <https://www.hrw.org/news/2021/04/19/china-crimes-against-humanity-xinjiang> (consulté le 02 mars 2024)

¹⁷⁴ Human Rights Watch. (2021, April 19). China: Crimes Against Humanity in Xinjiang. <https://www.hrw.org/news/2021/04/19/china-crimes-against-humanity-xinjiang> (consulté le 02 mars 2024)

2.2. Récits médiatiques et cadrage : la manière dont les événements sont présentés.

➤ Les variations dans le traitement médiatique : de la dénonciation à la minimisation des faits :

L'analyse du traitement médiatique des violations des droits des Ouïghours révèle des disparités notables selon les pays, les lignes éditoriales des médias et leurs relations diplomatiques avec la Chine. Tandis que certains médias occidentaux adoptent un ton accusateur, d'autres, notamment dans des États ayant des liens économiques ou politiques étroits avec Pékin, minimisent la situation en relayant les discours officiels chinois.

1. Une couverture dénonciatrice dans les médias occidentaux :

Dans plusieurs pays occidentaux, la couverture médiatique des violations des droits des Ouïghours repose sur une approche frontale, s'appuyant sur des enquêtes indépendantes, des témoignages de réfugiés et des analyses d'images satellites.

- The New York Times a publié les China Cables, une fuite de documents internes du Parti communiste chinois détaillant l'organisation des camps de détention. L'enquête a mis en évidence une politique systématique d'internement et de rééducation forcée, en contradiction avec le discours officiel chinois affirmant qu'il s'agissait de centres de formation professionnelle ¹⁷⁵. Le journal écrit : « Les documents montrent comment les dirigeants chinois ont ordonné une campagne d'internement massif, justifiée par la lutte contre l'extrémisme religieux, mais appliquée avec brutalité contre la population ouïghoure » ¹⁷⁶

- BBC News a diffusé des témoignages d'anciens détenus décrivant des conditions de détention inhumaines, des actes de torture, de stérilisation forcée et d'endoctrinement politique. En réponse, la Chine a interdit la diffusion de BBC World News sur son territoire ¹⁷⁷.

- The Guardian a documenté l'utilisation de la reconnaissance faciale et de la surveillance de masse pour contrôler la population ouïghoure. S'appuyant sur les recherches de spécialistes en cybersécurité et en intelligence artificielle, le journal explique : « Les Ouïghours sont soumis à une surveillance algorithmique constante, intégrée dans un système qui analyse leurs comportements pour prédire des 'risques idéologiques' » ¹⁷⁸

¹⁷⁵ ICIJ (2019). China Cables: Leaked documents on Xinjiang's repression. (consulté le 02 mars 2024)

¹⁷⁶ The New York Times. (2019, November 16). 'Absolutely No Mercy': Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims. <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html> (consulté le 02 mars 2024)

¹⁷⁷ BBC News (2021). China bans BBC World News over Xinjiang coverage. (consulté le 02 mars 2024)

¹⁷⁸ The Guardian. (2020, December 9). China's hi-tech war on its Muslim minority. <https://www.theguardian.com/world/2020/dec/09/chinas-hi-tech-war-on-its-muslim-minority> (consulté le 02 mars 2024)

2. La minimisation des faits et la reprise du discours officiel chinois :

D'autres médias, notamment dans les pays ayant des intérêts stratégiques avec la Chine, adoptent un ton beaucoup plus modéré, voire complaisant, en relayant le discours officiel chinois.

- Global Times, média chinois contrôlé par l'État, a publié une série d'articles affirmant que les "camps de rééducation" étaient en réalité des centres de formation professionnelle destinés à lutter contre l'extrémisme religieux. Ces articles présentent des Ouïghours expliquant qu'ils ont "appris un métier" et "abandonné leurs idées radicales". Un article titré "Xinjiang's vocational education and training centers are not 'concentration camps'" cite des Ouïghours affirmant avoir « appris un métier et compris la nécessité de rejeter les idées extrémistes »¹⁷⁹ Le journal précise : « Les rumeurs sur les mauvais traitements sont infondées et visent à déstabiliser la Chine sous couvert des droits de l'homme »¹⁸⁰

- Russia Today, média proche du Kremlin, a mis en avant la critique du "deux poids, deux mesures" occidental, soulignant que les États-Unis et l'Europe dénonçaient la répression des Ouïghours tout en soutenant des régimes accusés de violations des droits humains ailleurs dans le monde. Un article déclare ainsi : « L'indignation envers la Chine sur le Xinjiang est utilisée comme un outil géopolitique par des puissances qui ignorent les abus commis par leurs alliés »¹⁸¹

- Al Jazeera, bien que généralement critique des abus en matière de droits humains, a publié des articles plus nuancés, insistant sur l'absence de preuves directes pour certains aspects de la répression, notamment le travail forcé. Dans un article de 2021, Al Jazeera souligne que « la Chine rejette les accusations de génocide, et certains chercheurs estiment qu'il manque des preuves directes pour certaines allégations »¹⁸². Ce positionnement reflète en partie la prudence diplomatique de certains États du Moyen-Orient vis-à-vis de Pékin, principal partenaire économique.

Dans certains cas, la minimisation des faits se traduit par une absence de couverture médiatique. Par exemple, en Turquie, pays où réside une importante diaspora ouïghoure, les médias pro-gouvernementaux ont longtemps évité le sujet en raison des relations économiques avec la Chine. Cependant, sous la pression de l'opinion publique, certains médias turcs ont récemment commencé à couvrir la question¹⁸³.

¹⁷⁹ Global Times. (2019, July 29). Xinjiang's vocational education and training centers are not 'concentration camps'. <https://www.globaltimes.cn/content/1159456.shtml> (consulté le 02 mars 2024)

¹⁸⁰ Global Times. (2020, October 20). Vocational centers effective in countering terrorism, extremism in Xinjiang. <https://www.globaltimes.cn/content/1204012.shtml> (consulté le 02 mars 2024)

¹⁸¹ RT International. (2020, December 3). Why does the West care more about China's Uighurs than Muslims elsewhere? <https://www.rt.com/op-ed/508475-china-uighurs-western-double-standards/> (consulté le 02 mars 2024)

¹⁸² Al Jazeera. (2021, March 2). China's treatment of Uighurs: Genocide or justified counterterrorism? <https://www.aljazeera.com/news/2021/3/2/chinas-treatment-of-uighurs-genocide-or-justified> (consulté le 02 mars 2024)

¹⁸³ Ahval (2022). Turkey's shifting stance on the Uyghur issue. (consulté le 02 mars 2024)

3. Un clivage médiatique influencé par les enjeux géopolitiques :

Ces divergences dans le traitement médiatique s'expliquent en grande partie par des considérations géopolitiques et économiques.

- Dans les pays occidentaux, où les tensions avec la Chine se sont accrues (guerre commerciale avec les États-Unis, pressions sur Taïwan, Hong Kong), les médias tendent à exposer les violations des droits des Ouïghours comme un exemple de la politique répressive du régime chinois.
- Dans les pays économiquement dépendants de la Chine, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, la couverture médiatique est souvent plus prudente pour ne pas compromettre des accords commerciaux ¹⁸⁴.
- Dans les médias chinois et prorusses, la couverture se concentre sur la critique des "ingérences occidentales" et la défense du modèle de gouvernance chinois, accusant les États-Unis et l'Europe d'utiliser la question ouïghoure à des fins de propagande anti-chinoise .¹⁸⁵

¹⁸⁴ France 24 (2021). Media silence on Uyghur crisis in Africa and the Middle East. (consulté le 02 mars 2024)

¹⁸⁵ Sputnik News (2021). Uyghur crisis: A geopolitical weapon against China. (consulté le 02 mars 2024)

➤ **L'influence des relations diplomatiques sur le traitement médiatique des violations des droits humains :**

Les relations diplomatiques déterminent la manière dont les médias couvrent les violations des droits humains, en particulier en ce qui concerne la situation des Ouïghours en Chine, donc cette couverture médiatique varie en fonction des intérêts économiques, des alliances politiques et des rapports de force géopolitiques.

1. Une couverture influencée par les alliances économiques et stratégiques :

Les pays ayant des relations économiques étroites avec la Chine ont adopté un traitement médiatique plus mesuré, voire complaisant vis-à-vis des accusations de répression contre les Ouïghours.

- Les États du Moyen-Orient :

La Chine entretient des relations diplomatiques et économique étroite avec les États du Moyen-Orient, ce qui influe directement sur leur positionnement officiel vis-à-vis des violations des droits humains commis contre les Ouïghours. Cette posture se reflète dans le traitement médiatique du sujet, souvent marqué par l'évitement ou la neutralité.

La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial de nombreux pays arabes, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte. À titre d'exemple, le volume des échanges entre Pékin et Riyad a dépassé les 80 milliards de dollars en 2020¹⁸⁶. Cette dépendance économique entraîne des répercussions sur les lignes diplomatiques et médiatiques : les États du Golfe ont rarement, voire jamais, condamné publiquement les politiques chinoises au Xinjiang, préférant mettre en avant la non-ingérence et la souveraineté nationale.

En 2019, une lettre signée par 37 pays — dont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, Bahreïn... — a été adressée au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Dans ce courrier, les signataires défendaient "les réalisations remarquables de la Chine dans le domaine des droits de l'homme" au Xinjiang et saluaient ses efforts de "lutte contre le terrorisme, la radicalisation et l'extrémisme"¹⁸⁷. Cette prise de position collective a été interprétée par de nombreux observateurs comme un alignement stratégique motivé par des intérêts économiques et politiques.

Ainsi, le silence ou la neutralité affichée par plusieurs médias du Moyen-Orient est un choix stratégique en cohérence avec la diplomatie régionale, où la priorité semble être donnée à la

¹⁸⁶ Arab News. (2021, January 12). Saudi-China trade exceeds \$80bn despite pandemic. <https://www.arabnews.com/node/1790421/business-economy> (consulté le 04 mars 2024)

¹⁸⁷ UN Human Rights Council. (2019, July 12). Letter from 37 countries defending China's Xinjiang policy. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/221/15/PDF/G1922115.pdf> (consulté le 05 mars 2024)

préservation des relations avec Pékin, au détriment de la dénonciation des violations des droits humains.

- Les pays d'Afrique :

La Chine joue un rôle central en Afrique, à travers l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI), qui s'est traduite par plus de 60 milliards de dollars d'investissements et de prêts en Afrique subsaharienne ces dernières années¹⁸⁸. Ces investissements massifs concernent des secteurs stratégiques comme les infrastructures, l'énergie, les télécommunications ou encore les transports, la Chine a pour stratégie de rendre de nombreux pays africains dépendant.

Dans ce contexte de coopération économique asymétrique, les gouvernements africains, tout comme certains de leurs médias, se montrent extrêmement réservés lorsqu'il s'agit d'aborder la question des droits humains au Xinjiang. Cette prudence s'explique souvent par une volonté de ne pas compromettre leurs relations avec Pékin, perçues comme essentielles pour leur développement économique.

Plus encore, certains médias africains participent activement à la diffusion du narratif officiel chinois. Le China-Africa Press Center (CAPC), une initiative directement financée par le gouvernement chinois, accueille chaque année des dizaines de journalistes africains pour des formations en Chine. Ce programme, selon le South China Morning Post, a pour objectif de « former des journalistes à mieux comprendre et relayer la position chinoise sur les questions internationales »¹⁸⁹. Dans ce cadre, plusieurs articles publiés par des médias africains ont repris la rhétorique chinoise sur la « lutte contre l'extrémisme religieux » au Xinjiang, justifiant ainsi les politiques de répression menées contre les Ouïghours.

- Les pays d'Asie centrale :

Les pays d'Asie centrale, comme le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, entretiennent des relations étroites avec la Chine, fondées sur des partenariats économiques, sécuritaires et politiques. Ces liens sont notamment renforcés par leur participation à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), un cadre régional promouvant la coopération en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme et de développement économique. La Chine représente un partenaire commercial clé pour ces États, en particulier dans le cadre des projets d'infrastructures liés à l'Initiative « Belt and Road »¹⁹⁰.

Pourtant, le Kazakhstan abrite une importante diaspora ouïghoure, estimée à environ 250 000 personnes, dont certaines ont des liens familiaux directs avec des détenus au Xinjiang. Malgré

¹⁸⁸ French Development Agency. (2020). China's Belt and Road Initiative in Sub-Saharan Africa: A Risky Engagement? <https://www.afd.fr/en/actualites/chinas-belt-and-road-initiative-sub-saharan-africa-risky-engagement> (consulté le 06 mars 2024)

¹⁸⁹ Kuo, L. (2019, March 25). China is training African journalists to 'tell China's story well'. South China Morning Post. <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3002942/china-training-african-journalists-tell-chinas-story-well> (consulté le 06 mars 2024)

¹⁹⁰ Kassenova, N. (2019). China's Influence in Central Asia: The Trade-Security Nexus. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/2019/10/15/china-s-influence-in-central-asia-trade-security-nexus-pub-80092> (consulté le 07 mars 2024)

cette proximité culturelle et historique, les médias kazakhs font preuve d'une grande prudence dans leur traitement de la répression exercée par Pékin. Selon l'analyste Gene A. Bunin, fondateur du projet Xinjiang Victims Database, « la couverture médiatique kazakhe de la situation des Ouïghours reste très marginale, souvent reléguée à des blogs ou à des sites indépendants sous surveillance »¹⁹¹.

Cette retenue médiatique peut s'expliquer par la volonté des autorités de préserver les bonnes relations diplomatiques avec Pékin. En 2019, le gouvernement kazakh a par exemple refusé d'accorder l'asile politique à plusieurs Ouïghours fuyant la Chine, tout en réprimant les manifestations organisées par des familles réclamant des nouvelles de leurs proches disparus.
¹⁹².

2. Une dénonciation plus marquée dans les médias occidentaux :

À l'inverse, dans les pays occidentaux où la Chine est perçue comme un rival économique et stratégique, les médias ont tendance à adopter une approche plus critique et à dénoncer plus ouvertement les abus commis au Xinjiang.

- En Europe et aux États-Unis :

Contrairement à de nombreuses régions du monde, l'Europe et les États-Unis ont adopté une position complètement critique face aux violations des droits humains commis par la Chine contre la minorité ouïghoure. Cette posture s'est traduite non seulement par une couverture médiatique soutenue, mais aussi par des prises de position diplomatiques et juridiques affirmées.

Des médias internationaux tels que France 24, BBC News ou encore The New York Times ont été la source de la visibilisation de cette affaire. Leurs enquêtes, souvent basées sur des témoignages directs, des images satellites ou des fuites de documents officiels chinois comme mentionné auparavant, ont permis de documenter de manière rigoureuse l'existence de camps de détention, de pratiques de stérilisation forcée, de travail forcé, ainsi que d'endoctrinement idéologique.

Cette médiatisation s'inscrit dans un contexte de tensions géopolitiques accrues entre la Chine et les puissances occidentales, liées à des différends commerciaux, technologiques notamment autour de Huawei et de la 5G, ainsi qu'à des enjeux stratégiques touchant à Taiwan, Hong Kong, et aux questions de cybersécurité. La dénonciation du traitement des Ouïghours est ainsi perçue par Pékin comme faisant partie d'un agenda occidental de « containment » ou d'endiguement.

Sur le plan diplomatique, cette couverture médiatique a nourri des réponses politiques concrètes. En mars 2021, l'Union européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont

¹⁹¹ Bunin, G. A. (2020). The Kazakh Response to Xinjiang's Internment Camps. The Xinjiang Victims Database. <https://shahit.biz> (consulté le 12 mars 2024)

¹⁹² Human Rights Watch. (2020, March 10). Kazakhstan: Asylum Seekers Deported to China. <https://www.hrw.org/news/2020/03/10/kazakhstan-asylum-seekers-deported-china> (consulté le 12 mars 2024)

imposé des sanctions coordonnées contre plusieurs responsables chinois accusés de violations des droits humains au Xinjiang. Il s'agissait des premières sanctions européennes contre la Chine depuis la répression de Tian'anmen en 1989. Ces mesures ont suscité des représailles immédiates de Pékin, qui a, en retour, sanctionné des élus, des chercheurs et des organisations européennes, marquant un tournant dans les relations sino-occidentales ¹⁹³.

- L'Australie et le Canada :

L'Australie et le Canada se sont distingués par leur position critique à l'égard de Pékin, tant sur le plan médiatique que politique. Cette attitude s'inscrit dans un contexte de relations bilatérales particulièrement tendues, marqué par des contentieux commerciaux, des accusations d'espionnage et l'affaire Huawei – notamment avec l'arrestation de Meng Wanzhou une femme d'affaire chinoise au Canada et la détention en représailles de deux Canadiens en Chine Michael Kovrig, ancien diplomate, et Michael Spavor, homme d'affaires, tous deux accusés d'espionnage.

En Australie, les médias ont adopté une ligne éditoriale résolument dénonciatrice. En 2021, ABC News Australia a publié une enquête approfondie mettant en lumière l'utilisation massive du travail forcé des Ouïghours dans les chaînes d'approvisionnement internationales, notamment dans l'industrie du coton et de la fabrication électronique ¹⁹⁴.

Au Canada, en février 2021, la Chambre des communes canadiennes a adopté, à une large majorité, une motion reconnaissant officiellement le traitement des Ouïghours comme un génocide, bien que le gouvernement fédéral n'ait pas suivi avec une déclaration exécutive. Cette décision a été saluée par les défenseurs des droits humains comme un signal fort envoyé à la Chine ¹⁹⁵.

Ainsi, les médias australiens et canadiens, soutenus par un climat de méfiance diplomatique vis-à-vis de Pékin.

3. La polarisation médiatique et l'influence des États :

Dans certains cas, les gouvernements influencent directement le contenu médiatique, soit par censure, soit par soutien indirect à certains récits alignés avec les intérêts géopolitiques nationaux.

¹⁹³ European Council. (2021). EU imposes sanctions over serious human rights violations and abuses. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2021/03/22> (consulté le 12 mars 2024)

¹⁹⁴ ABC News Australia. (2021, March 15). Inside China's push to silence critics of Xinjiang camps — even those in Australia. <https://www.abc.net.au/news/2021-03-15/china-uyghur-muslim-human-rights-abuses-australia/13245336> (consulté le 12 mars 2024)

¹⁹⁵ Parliament of Canada. (2021, February 22). House of Commons votes to recognize China's treatment of Uyghurs as genocide. <https://www.ourcommons.ca> (consulté le 12 mars 2024)

- En Chine, les médias d'État tels que Xinhua et Global Times diffusent une narration officielle selon laquelle les politiques menées au Xinjiang constituent un succès dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme religieux et la pauvreté. Toute critique occidentale est qualifiée de "désinformation impérialiste" visant à déstabiliser le pays¹⁹⁶.
- En Russie, des chaînes comme Russia Today (RT) adoptent une position ambivalente : si certaines critiques des abus chinois apparaissent sporadiquement, le discours dominant reste celui d'une dénonciation de l'hypocrisie des puissances occidentales, accusées d'instrumentaliser les droits humains à des fins politiques et économiques¹⁹⁷.
- En Turquie, malgré des liens économiques étroits avec Pékin et une longue période de silence officiel, certains médias d'opposition comme Ahval News ont progressivement brisé ce silence. Sous la pression croissante de la diaspora ouïghoure, notamment à Istanbul, ces médias ont commencé à critiquer ouvertement la répression au Xinjiang et à relayer des témoignages de survivants¹⁹⁸.

¹⁹⁶ Zhang, W., & Chen, X. (2021). Narratives of Anti-Terrorism in Chinese State Media: The Case of Xinjiang. *Journal of Media and Communication Studies*, 13(4), 87–98.

¹⁹⁷ Kaczmariski, M. (2020). *Russia–China Relations in the Post-Western World: Dynamics, Strategies and Perspectives*. Routledge. (consulté le 12 mars 2024)

¹⁹⁸ Yilmaz, I. (2021). Turkish Media and the Uyghur Crisis: Between Political Pragmatism and Identity Politics. *Middle East Review*, 18(2), 45–61.

➤ **Les narratifs alternatifs : une alternative aux récits dominants dans la presse internationale :**

Si les grands médias internationaux dominent la couverture des violations des droits des Ouïghours, d'autres canaux d'information émergent pour proposer des récits alternatifs, souvent plus approfondis ou critiques. Ces sources incluent les médias indépendants, les réseaux sociaux, les publications académiques et les initiatives citoyennes, qui permettent de contourner la censure et d'apporter un éclairage différent sur la situation.

1. Les médias indépendants et d'investigation : un contrepoids aux récits traditionnels :

Les médias indépendants jouent un rôle crucial en offrant une approche plus approfondie, moins contrainte par les intérêts diplomatiques ou économiques.

- *ChinaFile* et *The Diplomat* se distinguent par leur capacité à proposer une analyse contextualisée et approfondie des politiques chinoises au Xinjiang. Ces plateformes mobilisent surtout les travaux académiques et les documents internes fuités, permettant de dépasser la simple couverture événementielle pour aborder les enjeux systémiques de la répression. *The Diplomat*, en particulier, intègre des perspectives asiatiques souvent négligées dans les médias occidentaux notamment ceux impliqués dans l'Organisation de coopération de Shanghai ou les Nouvelles Routes de la Soie., offrant une lecture géopolitique plus nuancée de la crise ouïghoure ¹⁹⁹
- *L'International Consortium of Investigative Journalists* (ICIJ) a beaucoup contribué à la révélation des mécanismes internes de la répression. En 2019, l'ICIJ a publié les "China Cables",. Ces fuites ont permis de cartographier la structure bureaucratique et idéologique des camps d'internement, en mettant en lumière leur finalité de rééducation politique et de contrôle ethnique ²⁰⁰.
- Le rôle de Radio Free Asia (RFA), média animé majoritairement par des journalistes ouïghours en exil. Dès 2017, RFA a commencé à alerter sur les détentions massives dans la région du Xinjiang, souvent avant même que les grands médias internationaux ne s'en emparent. Les enquêtes de RFA reposent sur des témoignages directs issus de la diaspora, permettant de recueillir des informations inédites sur les rafles, les disparitions et les pressions subies par les familles restées sur place.²⁰¹

¹⁹⁹ Panda, A. (2020). Understanding China's Strategy in Xinjiang. *The Diplomat*. Retrieved from <https://thediplomat.com> (consulté le 12 mars 2024)

²⁰⁰ International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ). (2019). China Cables. Retrieved from <https://www.icij.org/investigations/c2hina-cables> (consulté le 12 mars 2024)

²⁰¹ Radio Free Asia (RFA). (2018). Xinjiang: Reports from the Ground. Retrieved from <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/> (consulté le 12 mars 2024)

2. Les réseaux sociaux et le rôle de la diaspora ouïghoure :

Les réseaux sociaux, canaux essentiels pour la diffusion d'informations alternatives, notamment grâce à la diaspora ouïghoure et aux militants des droits humains.

- Témoignages directs sur les réseaux sociaux :

Des figures emblématiques comme Jewher Ilham, fille du professeur emprisonné Ilham Tohti, utilisent Twitter pour dénoncer les persécutions. Elle a déclaré : "Je condamnerai la Chine pour ce qu'elle a fait aux Ouïghours, mais je vais aussi leur faire savoir que ma famille et moi n'approuvons ni la violence ni la haine, pas plus que le peuple "²⁰²

De même, Rushan Abbas, fondatrice de Campaign for Uyghurs, est très active sur les réseaux sociaux. Elle a souligné : "Les enfants ouïghours sont arrachés à leurs familles et envoyés dans des camps de concentration par le régime chinois. Leur crime ? Être ouïghour, autochtones du Turkestan oriental." ²⁰³

- Campagnes numériques et hashtags :

Des campagnes telles que #FreeUyghurs et #WhereIsMyFamily ont émergé pour attirer l'attention sur les disparitions forcées et les détentions arbitraires. Ces initiatives ont permis de médiatiser la situation et de mobiliser le soutien international. Par exemple, la campagne #FreeGulshanAbbas a mis en lumière le cas de la sœur de Rushan Abbas, disparue après que cette dernière ait dénoncé la répression au Xinjiang. Jewher Ilham a tweeté : "Le gouvernement chinois devrait immédiatement libérer la docteure ouïghoure innocente Gulshan Abbas !!!"²⁰⁴

3. Les publications académiques et les fuites de documents officiels :

Les publications académiques et les fuites de documents officiels apportent un niveau d'analyse plus approfondi sur la crise des Ouïghours.

- Les recherches d'Adrian Zenz :

L'anthropologue allemand Adrian Zenz est l'un des principaux experts du Xinjiang. Il s'est appuyé sur des documents internes chinois, des appels d'offres publics et des données statistiques pour démontrer l'existence d'une politique de stérilisation forcée des femmes ouïghoures, de travail forcé à grande échelle, et de rééducation politique.

²⁰² Ilham, J. (2020). Jewher Ilham: A Uyghur's Fight to Free Her Father. Geneva Summit for Human Rights and Democracy.

²⁰³ Abbas, R. (2021). Campaign for Uyghurs. Retrieved from <https://campaignforuyghurs.org/about-us/rushan-abbas/> (consulté le 12 mars 2024)

²⁰⁴ Jewher Ilham (@JewherIlham). (2023, June 12). The Chinese government should immediately release the innocent Uyghur retired medical doctor Gulshan Abbas!!! #FreeGulshanAbbas [Tweet]. X. <https://twitter.com/JewherIlham/status/1800875962193895905> (consulté le 12 mars 2024)

Selon ce chercheur : « Ces pratiques forment un système de contrôle totalitaire, visant à assimiler ou supprimer l'identité ouïghoure. »²⁰⁵

Son rapport publié en 2020, intitulé *Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control : The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang*, a servi de base factuelle à la reconnaissance du génocide par plusieurs parlements occidentaux, notamment au Canada, aux Pays-Bas et aux États-Unis. _

Les Xinjiang Papers et autres leaks gouvernementaux :

- En 2019, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), ont révélé un manuel confidentiel utilisé pour gérer les camps de détention, détaillant les consignes de surveillance, de punition et d'endoctrinement politique.

D'après les "China Cables" : « Les détenus doivent obéir strictement, ne jamais s'échapper, ne jamais causer de troubles, et ne jamais exposer la vérité. »

- Les "Xinjiang Papers", obtenus par le New York Times en 2019, comprennent plus de 400 pages de notes internes du Parti communiste chinois. Ces documents montrent que Xi Jinping lui-même a appelé à une politique de "lutte sans pitié" contre le « terrorisme » dans la région où il mentionne : « Montrez absolument aucune pitié. »²⁰⁶

- Les "Xinjiang Police Files", en 2020 une autre fuite majeure publiée par plusieurs médias (dont BBC, Der Spiegel et Le Monde), contiennent des photos d'identification de détenus, des ordres de tir en cas de fuite, et des rapports sur la gestion militaire des camps. Parmi ces ordres : « Tirez pour tuer quiconque tente de s'échapper. »²⁰⁷

4. Les initiatives citoyennes et l'activisme numérique :

Enfin, plusieurs initiatives citoyennes et ONG ont émergé pour documenter les violations des droits des Ouïghours et lutter contre la censure chinoise.

- Le Uyghur Tribunal : vers une justice symbolique

²⁰⁵ Zenz, A. (2020). *Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang*. Washington: Jamestown Foundation. <https://jamestown.org/program/sterilizations-iuds-and-mandatory-birth-control-the-ccps-campaign-to-suppress-uyghur-birthrates-in-xinjiang/> (consulté le 12 mars 2024)

²⁰⁶ Buckley, C., & Ramzy, A. (2019). 'Absolutely No Mercy': Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims. The New York Times. <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html> (consulté le 12 mars 2024)

²⁰⁷ Xinjiang Police Files. (2022). BBC News, Le Monde, Der Spiegel. <https://www.xinjiangpolicefiles.org/> (consulté le 12 mars 2024)

Le Uyghur Tribunal, créé en 2020 à Londres par Sir Geoffrey Nice (ancien procureur du procès de Slobodan Milošević), est un tribunal populaire et indépendant chargé d'évaluer si les crimes commis contre les Ouïghours relèvent du génocide. Il s'appuie sur des témoignages directs, des rapports d'ONG, des fuites officielles et des analyses d'experts.

Les audiences ont été diffusées en ligne et traduites, rendant le processus transparent et accessible au grand public. Pendant l'une des audiences le tribunal a déclaré : « Le Tribunal conclut, au-delà de tout doute raisonnable, que la Chine a commis un génocide contre les Ouïghours. »²⁰⁸

– Xinjiang Victims Database : redonner un nom aux disparus :

Le site Xinjiang Victims Database (<https://shahit.biz>), lancé par Gene Bunin, un chercheur et militant basé en exil, recense plus de 50 000 cas documentés de disparitions, détentions arbitraires et internements. Il s'agit d'un projet collaboratif qui s'appuie sur les témoignages de familles ouïghoures à travers le monde.

Chaque fiche contient nom, photo, date de disparition, circonstances, et parfois des documents de preuve. C'est un outil puissant contre la déshumanisation, qui vise à « remettre un visage sur chaque victime »²⁰⁹. Gene Bunin déclare : « Il est plus facile de nier un génocide quand les victimes n'ont ni visage ni voix. Notre base de données est là pour contrecarrer cela. »²¹⁰

– Autres campagnes citoyennes :

Des ONG comme Campaign for Uyghurs, Free Uyghur Now ou Uyghur Human Rights Project ont lancé de nombreuses campagnes numériques (pétitions, affiches, vidéos) pour interpeller les gouvernements et entreprises complices.

Les actions sur les réseaux sociaux — comme les hashtags #WhereIsMyFamily ou #FreeUyghurs — ont parfois entraîné des prises de parole diplomatiques ou des enquêtes journalistiques.

²⁰⁸ Uyghur Tribunal. (2021). Final Judgment. <https://uyghurtribunal.com/wp-content/uploads/2022/01/Uyghur-Tribunal-Judgment-9-Dec-21.pdf> (consulté le 13 mars 2024)

²⁰⁹ Bunin, G. (2020). The Xinjiang Victims Database: Bearing Witness in the Face of Silence. *Journal of Uyghur Studies*, 1(1), 25–36. <https://shahit.biz/eng/> (consulté le 14 mars 2024)

²¹⁰ Bunin, G. (2020). Interview in Radio Free Asia about the Xinjiang Victims Database. Retrieved from <https://www.rfa.org/> (consulté le 15 mars 2024)

2.3. Les responsabilités des médias : enjeux éthiques et défis journalistiques

➤ Le rôle des médias dans la construction de l'opinion publique : entre vérité et partialité :

Les médias ont le pouvoir de former l'opinion publique sur la situation des Ouïghours. En relayant des enquêtes, des témoignages et des analyses géopolitiques, ils contribuent à la sensibilisation internationale et influencent les décisions politiques. Toutefois, leur couverture médiatique n'est jamais totalement neutre : elle est façonnée par des facteurs idéologiques, économiques et diplomatiques, qui altèrent la perception de la réalité et soulèvent des questions sur l'objectivité journalistique²¹¹.

Comme le souligne Ristovska : « les médias ne reflètent pas simplement les faits, ils les filtrent, les sélectionnent et les présentent en fonction d'un cadre culturel et politique donné ». ²¹²Cette dynamique est particulièrement perceptible dans la couverture occidentale de la Chine, souvent imprégnée de tensions géopolitiques

1. La médiatisation comme levier de mobilisation et de pression internationale :

La médiatisation de la répression des Ouïghours a contribué dans l'internationalisation de cette crise, en la transformant en enjeu à la fois humanitaire, politique et géopolitique.

- Un catalyseur des réactions politiques et institutionnelles :

- Beaucoup de gouvernement et organisations internationales ont pris la décision de condamner les actes du gouvernement chinois envers le peuple Ouïghours grâce à la forte médiatisation des médias des camps de détentions.

Exemples :

- En 2021, le Parlement européen et les États-Unis ont adopté des sanctions économiques contre des responsables chinois après la publication de reportages dénonçant les violations des droits humains ²¹³.

- L'ONU a évoqué la possibilité d'un crime contre l'humanité, s'appuyant sur des preuves journalistiques et des rapports d'ONG²¹⁴.

- L'impact sur l'opinion publique et les mouvements de boycott :

²¹¹ Hallin, D. & Mancini, P. (2004). Comparing Media Systems.

²¹² Ristovska, S. (2021). Seeing Human Rights: Video Activism as a Proxy Profession. MIT Press.

²¹³ BBC News (2021). Western sanctions against China over Uyghur abuses. (consulté le 15 mars 2024)

²¹⁴ Human Rights Watch (2021). The role of media in human rights advocacy. (consulté le 15 mars 2024)

- La médiatisation de la situation des Ouïghours a conduit à des campagnes de boycott contre des entreprises accusées de bénéficier du travail forcé au Xinjiang (Nike, H&M, Adidas).

- Certains médias ont même influencé des politiques commerciales, en incitant des marques à revoir leurs chaînes d'approvisionnement comme ceux du coton²¹⁵.

2. L'influence des intérêts géopolitiques et économiques sur le cadrage médiatique :

Le traitement médiatique de la question ouïghoure varie fortement selon le pays et ses relations avec la Chine.

- Une dénonciation plus marquée dans les médias occidentaux :

- Les médias des démocraties libérales ont généralement une couverture plus critique envers Pékin, ils dénoncent les camps d'internement et les violations des droits humains.

Exemple : The New York Times en 2020 a publié une enquête basée sur des fuites de documents internes chinois, révélant la politique de répression systématique au Xinjiang.

- Un ton plus mesuré, voire complaisant, dans certains pays alliés de la Chine :

- Dans des États économiquement dépendants de la Chine, la couverture médiatique est connue d'être plus modérée, voire inexistante.

Exemple : En Turquie et dans plusieurs pays du Moyen-Orient, les grands médias nationaux évoquent rarement la répression des Ouïghours, pour éviter de compromettre leurs relations commerciales avec Pékin²¹⁶.

3. La frontière entre journalisme et propagande : la difficulté de l'objectivité :

L'un des défis majeurs du journalisme réside à faire l'équilibre entre information et opinion, en particulier sur des sujets sensibles comme celui de l'affaire des Ouïghours.

- Le risque du sensationnalisme et de la désinformation :

- Face aux restrictions d'accès au Xinjiang, certains médias s'appuient sur des témoignages indirects et des rapports d'ONG, ce qui peut parfois mener à des erreurs factuelles.

- Exemple : Un média qui avait affirmé en 2019 que le professeur Tashpolat Tiyp, ancien président de l'université du Xinjiang, avait été exécuté ou était mort en détention. Or, quelques

²¹⁵ The Guardian (2021). Fashion brands face backlash over Xinjiang cotton ties. (consulté le 15 mars 2024)

²¹⁶ Al Jazeera (2021) – Why Muslim-majority countries stay silent on China's Uyghurs. (consulté le 15 mars 2024)

mois plus tard, Tiyp est apparu à la télévision d'État chinoise dans une vidéo de propagande, bien qu'on ignore toujours les conditions exactes de sa détention²¹⁷²¹⁸.

Cet épisode illustre les dangers d'une couverture médiatique précipitée ou fondée sur des sources difficilement vérifiables, surtout dans un contexte hautement contrôlé par le régime chinois.

- Les médias chinois et la fabrication du narratif officiel :

- À l'opposé, les médias d'État chinois diffusent une contre-propagande, niant catégoriquement toute violation des droits des Ouïghours et accusant les médias occidentaux de manipulation politique²¹⁹.

- Pékin utilise aussi les réseaux sociaux pour diffuser des vidéos mettant en scène des Ouïghours affirmant être heureux, dans une tentative de décrédibiliser les enquêtes indépendantes.

²¹⁷ Reuters. (2019, December 10). Uighur academic shown alive on Chinese TV despite execution reports. <https://www.reuters.com> (consulté le 17 mars 2024)

²¹⁸ BBC News. (2020, October 9). Uyghur academic reported executed is alive – but detained. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-54449588> (consulté le 17 mars 2024)

²¹⁹ China Daily (2021). China's response to Western allegations on Xinjiang.

➤ **Les dilemmes éthiques dans la couverture des violations des droits humains : sécurité des sources et impact médiatique :**

La couverture médiatique des abus des droits humains, en particulier dans des contextes de répression étatique comme celui du Xinjiang envers le peuple Ouïghours, pose des dilemmes éthiques complexes aux journalistes. Entre la nécessité de révéler la vérité et l'obligation de protéger les sources, les professionnels de l'information doivent naviguer dans un environnement où toute erreur peut entraîner des conséquences humaines, politiques et diplomatiques.

1. La protection des sources : un enjeu vital pour les témoins et les journalistes :

Dans le contexte de la répression des Ouïghours en Chine, il est important de protéger les sources qui sont majoritairement des témoins. De nombreux témoignages proviennent d'anciens détenus, de réfugiés ou de membres de la diaspora vivant hors de Chine. Cependant, s'exprimer publiquement contre Pékin représente un danger réel pour ces témoins et leurs proches restés en Chine.

- Les représailles contre les témoins et leurs familles :

- De nombreux réfugiés ouïghours qui témoignent dans les médias voient leurs familles menacées ou arrêtées en Chine.

Exemple :

- Tursunay Ziyawudun, une rescapée des camps de détention, a révélé à la BBC en 2021 les sévices subis par les détenues. Peu après la publication de son témoignage, des membres de sa famille encore en Chine ont disparu. Elle a déclaré : « Je ne peux pas dormir. Je rêve toujours que je suis de retour dans le camp. »²²⁰

- Pékin mène une surveillance et une intimidation des dissidents, y compris à l'étranger, en exerçant des pressions diplomatiques sur les gouvernements qui les hébergent²²¹.

- Le recours à l'anonymat et aux sources indirectes :

- Certain journalistes utilisent des témoignages anonymes afin de protéger leur interviewées, rendant parfois difficile la vérification des faits.

- D'autres enquêtes s'appuient sur des documents internes fuités²²² ou des images satellites²²³, mais ces méthodes sont souvent critiquées par la Chine, qui les juge non recevables. Par exemple, en 2025, la Thaïlande a été critiquée pour avoir déporté 40 Ouïghours vers la Chine,

²²⁰ BBC News. (2021, February 2). 'Their goal is to destroy everyone': Uighur camp detainees allege systematic rape. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071> (consulté le 18 mars 2024)

²²¹ Human Rights Watch (2021). China: Global pressure needed to end repression of Uyghurs. (consulté le 17 mars 2024)

²²² The New York Times (2019). Leaked Documents Reveal Details of China's Xinjiang Crackdown. (consulté le 19 mars 2024)

²²³ ASPI (2021). Xinjiang Data Project: Documenting human rights abuses. (consulté le 17 mars 2024)

malgré les avertissements des Nations Unies sur les risques de torture et de mauvais traitements. Les États-Unis ont imposé des sanctions à des responsables thaïlandais pour leur rôle dans ces déportations.²²⁴

2. L'équilibre entre vérité et sensationnalisme : un défi journalistique :

La couverture de cette répression confronte les journalistes à un dilemme éthique qui est d'informer avec précision, tout en évitant l'exagération ou la spectacularisation de la souffrance.

- Le risque d'exagération ou de manque de rigueur :

Il faut avoir qu'une information inexacte, même isolée, peut affaiblir la crédibilité de l'ensemble des investigations journalistiques. En 2018, plusieurs médias internationaux ont affirmé que plus d'un million de Ouïghours étaient détenus dans des camps au Xinjiang, en se basant sur une déclaration d'un comité de l'ONU. Cette information a été largement reprise, mais elle était mal attribuée. En réalité, la déclaration ne venait pas d'une source officielle de l'ONU, mais d'un expert indépendant nommé Gay McDougall, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Cela a permis à la Chine de contester la crédibilité de l'ONU et d'attaquer les médias occidentaux sur leur rigueur. « L'ONU n'a jamais validé officiellement le chiffre d'un million. Il s'agissait d'un avis personnel, qui a été présenté par erreur comme une position des Nations unies »²²⁵²²⁶

Bien que des recherches ultérieures, notamment celles d'Adrian Zenz, aient confirmé des chiffres similaires, ce mauvais cadrage initial a affaibli temporairement la force de l'accusation.

- La couverture des violences : entre nécessité et respect des victimes :

Les journalistes font fréquemment face au défi de représenter l'horreur sans pour autant la surexposer. D'une part, des images de tortures, de camps ou de familles en souffrance peuvent provoquer une grande empathie et mobiliser l'opinion publique. D'une part, une exposition excessive peut banaliser la violence, réduire les victimes à leur douleur, ou être accusée de manipulation émotionnelle.

²²⁴ Reuters. (2025, March 14). US hits Thai officials with visa sanctions over deportation of Uyghurs to China. <https://www.reuters.com/world/us-sanction-thai-officials-over-deportation-uyghurs-china-2025-03-14/> (consulté le 04 avril 2024)

²²⁵ Zenz, A. (2018). "Thoroughly Reforming them toward a Healthy Heart Attitude": China's Political Re-Education Campaign in Xinjiang. *Central Asian Survey*, 38(1), 102–128. <https://doi.org/10.1080/02634937.2018.1507997> (consulté le 04 avril 2024)

²²⁶ Ruser, N., & Leibold, J. (2020). Xinjiang Data Project. Australian Strategic Policy Institute. <https://xjdp.aspi.org.au/> (consulté le 04 avril 2024)

Comme l'écrit Ruth Kodak : « Le discours humanitaire peut facilement basculer vers un pathos outrancier qui dessert la cause des victimes au lieu de les rendre visibles »²²⁷.

Certains médias, comme la BBC ou The Guardian, ont ainsi choisi de flouter les visages des détenus ou de limiter les descriptions graphiques, préférant des récits contextualisés à l'émotion brute.

3. Le rôle des réseaux sociaux : une diffusion incontrôlée de l'information :

Ces dernières années les réseaux sociaux se sont imposés comme des outils puissants de mobilisation et de sensibilisation autour des questions de droits de l'homme. Cependant, leur utilisation soulève de nombreuses problématiques liées à la manipulation de l'information, à la propagande et à la désinformation.

- Les avantages : diversification des sources et mobilisation rapide :

Les plateformes comme Twitter, YouTube, Facebook, Instagram ou TikTok permettent aujourd'hui de faire circuler plus rapidement les témoignages et les documents, sans passer par les filtres éditoriaux classiques. Cette accélération est rendue possible par les algorithmes de recommandation qui structurent le fonctionnement de ces réseaux. En effet, ces algorithmes favorisent les contenus qui suscitent un fort engagement qui se présente en tant que : likes, partages, commentaires, temps de visionnages, ce qui permet à certains témoignages de devenir viraux en quelques heures, comme l'ont montré de nombreuses vidéos de rescapés ouïghours diffusées sur TikTok ou YouTube²²⁸. De plus, la personnalisation algorithmique expose les utilisateurs à du contenu en lien avec leurs centres d'intérêt, renforçant ainsi la visibilité des publications sur les droits humains, notamment les témoignages ou les appels des ONG. Comme le souligne Tufekci ; « les algorithmes ne montrent pas ce qui est le plus vrai, mais ce qui est le plus engageant »²²⁹, ce qui met en lumière une tension entre visibilité et véracité. Ce fonctionnement permet certes une démocratisation de la parole, mais au prix d'un affaiblissement des mécanismes traditionnels de vérification, comme le note le rapport de Wardle et Derakhshan en 2017 pour le Conseil de l'Europe : « Les réseaux sociaux ont démocratisé la parole, mais au prix d'une dégradation du processus de vérification »²³⁰

²²⁷ Roberts, S. R. (2020). *The War on the Uyghurs: China's Internal Campaign Against a Muslim Minority*. Princeton University Press.

²²⁸ Abidin, C. (2021). TikTok and the 'algorithmic anxiety' of affective publics. In K. N. B. T. Richardson (Ed.), *TikTok Cultures in the United States* (pp. 193–208). Routledge.

²²⁹ Tufekci, Z. (2015). Algorithmic harms beyond Facebook and Google: Emergent challenges of computational agency. *Colorado Technology Law Journal*, 13(203), 203–218. <https://ctlj.colorado.edu/?p=1330> (consulté le 04 avril 2024)

²³⁰ Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policymaking*. Council of Europe report DGI(2017)09. <https://rm.coe.int/information-disorder-report/1680764666> (consulté le 04 avril 2024)

Exemples :

- En 2021, les audiences de *Uyghur Tribunal* ont été diffusées en direct sur YouTube, donnant la parole à des survivants comme Qelbinur Sidik ou Tursunay Ziyawudun. Le tribunal a été vu par des millions d'internautes à travers le monde, notamment via les replays sur Twitter et Instagram.
- Xinjiang Victims Database est un projet, créé par Gene Bunin qui repose sur les témoignages numériques partagés par des familles de disparus. L'initiative est devenue virale sur Twitter avec des hashtags comme #WhereIsMyFamily ou #SaveUyghurs. Selon Bunin : « Il est plus facile de nier un génocide quand les victimes n'ont ni visage ni voix. Notre base de données est là pour contrecarrer cela ». ²³¹
- Hashtag d'activisme : plusieurs campagnes ont surgi tel que #FreeUyghurs, #UyghurGenocide ou encore #BoycottChina qui ont contribué à la mobilisation des millions d'utilisateurs, notamment après les révélations de la BBC et de The New York Times sur les stérilisations forcées.

- Les dangers : manipulation et désinformation :

La Chine utilise également de son côté les réseaux sociaux pour diffuser ces contre-narrations et remettre en cause la légitimité des témoignages occidentaux.

Exemples :

- La chaîne CGTN a contribué à la diffusion de faux témoignages des soi-disant des Ouïghours “volontaires” qui affirment dans des vidéos qu'ils « n'ont jamais été maltraités ». Ces contenus sont massivement sponsorisés par Pékin et relayés sur TikTok, Twitter et YouTube, souvent avec des sous-titres en anglais, français ou arabe. D'après Leibold : « Le gouvernement chinois utilise les réseaux sociaux non seulement pour censurer, mais aussi pour créer ses propres récits privilégiés. » ²³²
- En 2020, des Opérations de désinformation documentées par Graphika, une entreprise spécialisée dans l'analyse des réseaux a identifié des campagnes coordonnées de comptes pro-chinois, visant à discréditer les journalistes, les chercheurs (comme Adrian Zenz), ou les militants ouïghours. ²³³
- Selon The New York Times, en 2021 certaines vidéos partagées sur Twitter et YouTube utilisaient des visages générés par intelligence artificielle (deepfake), se faisant passer

²³¹ Bunin, G. (2021). Xinjiang Victims Database. <https://shahit.biz> (consulté le 04 avril 2024)

²³² Leibold, J. (2021). *Surveillance State: Inside China's Quest to Launch a New Era of Social Control*. Princeton University Press. (consulté le 04 avril 2024)

²³³ Graphika. (2020). Return of the Spamouflage Dragon. <https://public-assets.graphika.com> (consulté le 04 avril 2024)

pour des journalistes ou des témoins pour propager des contre-récits favorables à Pékin.²³⁴

Les réseaux sociaux sont donc un champ de bataille numérique où désormais les frontières entre témoignages sincères, militantisme, propagande et fake news deviennent floues. Exemple marquant : après la diffusion d'une vidéo de Tursunay Ziyawudun racontant avoir été violée dans un camp, la Chine a publié une vidéo de "réfutation" sur TikTok montrant un membre de sa famille disant qu'elle « mentait pour de l'argent occidental »²³⁵. Conséquence : certains internautes expriment désormais une méfiance envers tous les témoignages, rendant difficile la mobilisation collective.

Comme l'avait mentionné Zuboff : « Le champ de bataille numérique est asymétrique : les sociétés démocratiques sont transparentes, tandis que les régimes autoritaires utilisent l'ambiguïté comme une arme »²³⁶

²³⁴ The New York Times. (2021). China's expanding global media influence. <https://www.nytimes.com> (consulté le 04 avril 2024)

²³⁵ BBC News. (2021, February). 'I was raped in a Chinese detention camp' – Uyghur woman testifies. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071> (consulté le 04 avril 2024)

²³⁶ Zuboff, S. (2020), p. 328. The Age of Surveillance Capitalism. PublicAffairs.

➤ **Les limites de la couverture médiatique face aux enjeux géopolitiques et économiques :**

Comme le souligne Jean-Paul Marthoz, spécialiste du journalisme international, « couvrir les droits humains dans un contexte autoritaire requiert courage, rigueur et une capacité à résister aux pressions politiques ou économiques »²³⁷. Cette observation prend tout son sens lorsqu'on s'intéresse à la situation des Ouïghours en Chine.

La couverture médiatique des actes de torture commises par la Chine, s'inscrit dans un contexte de forte complexité géopolitique, où les intérêts économiques, diplomatiques et stratégiques se heurtent aux impératifs éthiques du journalisme. Si les révélations sur les camps de détention au Xinjiang ont suscité une indignation internationale, leur traitement médiatique reste partiellement entravé par plusieurs mécanismes de pression et d'autocensure...

1. Pressions diplomatiques et représailles contre les médias étrangers :

La République populaire de Chine, se soucie de préserver son image à l'international, alors déploie d'innombrables stratégies de dissuasion contre les journalistes étrangers jugés trop critiques. L'outil diplomatique devient ici une arme de contrôle de l'information.

- **Expulsions et intimidations :** Les journalistes qui enquêtent sur l'affaire de la région du Xinjiang sont souvent soumis à des menaces, voire à l'expulsion. En mars 2020, la Chine a expulsé des correspondants du New York Times, du Wall Street Journal et du Washington Post en représailles à des articles critiques. Le ministère chinois des Affaires étrangères avait alors déclaré que ces mesures étaient prises pour répondre à une "discrimination médiatique"²³⁸. Comme le souligne Human Rights Watch, « la Chine utilise l'intimidation, les menaces et l'expulsion comme des outils pour censurer les reportages critiques. » Ces mesures ont réduit de 40 % la présence de journalistes étrangers dans le pays entre 2019 et 2021²³⁹.
- **Menaces économiques :** Pékin ne s'arrête pas juste à l'intimidation des journalistes, mais va au-delà, elle mobilise le levier économique pour influencer les États et les groupes médiatiques. En 2018, après la diffusion par des médias australiens de reportages sur les camps ouïghours, la Chine a réduit l'accès à ses marchés publicitaires et imposé des restrictions commerciales à l'Australie²⁴⁰. Selon l'analyste Jean-Pierre

²³⁷ Marthoz, J.-P. (2017). *Journalisme international et droits de l'homme*. De Boeck Supérieur.

²³⁸ BBC News. (2020). China expels US journalists. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-51948885> (consulté le 04 avril 2024)

²³⁹ Foreign Correspondents' Club of China. (2021). FCCC report on media freedom in China. <https://fccchina.org> (consulté le 04 avril 2024)

²⁴⁰ Kurlantzick, J. (2020). *Beijing's Global Media Offensive*. Council on Foreign Relations Press. (consulté le 04 avril 2024)

Cabestan, « Pékin punit médiatiquement et commercialement ceux qui remettent en cause sa politique intérieure ». ²⁴¹

2. La dépendance économique des médias et l'autocensure :

Au-delà des pressions diplomatiques, les médias eux-mêmes sont parfois prisonniers de leurs structures économiques, en particulier lorsqu'ils dépendent d'investissements, de publicités ou de partenariats en lien avec la Chine.

- **Conflits d'intérêts et conglomérats** : Plusieurs grands groupes médiatiques appartiennent à des multinationales ayant des intérêts économiques en Chine, ce qui peut freiner certaines enquêtes. Le cas de Bloomberg News est révélateur : en 2013, l'organisation a interrompu une enquête sur les liens financiers entre les élites chinoises et le Parti communiste, après que son fondateur, Michael Bloomberg, a reconnu que « vous devez respecter le gouvernement local » pour continuer à opérer sur le territoire chinois ²⁴². Selon Anne-Marie Brady, spécialiste de la censure chinoise, « la Chine exerce un soft power par la peur économique » ²⁴³.
- **Autocensure éditoriale** : D'autres médias choisissent volontairement de limiter leur couverture pour ne pas froisser Pékin ou perdre l'accès à des marchés rentables. Selon The Hollywood Reporter, des éditeurs et producteurs américains reconnaissent que « les revenus générés par le marché chinois sont trop importants pour être compromis par des contenus critiques ». ²⁴⁴ Cette autocensure touche également les contenus journalistiques, en particulier dans les domaines où l'information se croise avec le divertissement ou les intérêts financiers. En 2022, PEN America a identifié 35 cas de modifications de contenus occidentaux (films, livres, articles) destinés au public chinois pour éviter toute référence au Xinjiang ou au Tibet ²⁴⁵. La mention conjointe de ces deux régions n'est pas fortuite : comme le Xinjiang, le Tibet est considéré par Pékin comme

²⁴¹ Cabestan, J.-P. (2018). La Chine dans le monde. Paris : CNRS Éditions.

²⁴² New York Times. (2013). Bloomberg News killed China story. <https://www.nytimes.com/2013/11/09/business/bloomberg-news-killed-china-story.html> (consulté le 04 avril 2024)

²⁴³ Brady, A.-M. (2008). Marketing Dictatorship: Propaganda and Thought Work in Contemporary China. Rowman & Littlefield.

²⁴⁴ The Hollywood Reporter. (2016). Why Hollywood plays nice with China. <https://www.hollywoodreporter.com> (consulté le 04 avril 2024)

²⁴⁵ PEN America. (2022). Censorship and Self-Censorship: China's Influence on the Global Media Landscape. <https://pen.org> (consulté le 04 avril 2024)

une région politiquement sensible, associée à des mouvements indépendantistes et à des préoccupations internationales en matière de droits humains.

3. L'accès limité aux sources et la difficulté du journalisme d'investigation :

Le journalisme d'investigation sur le Xinjiang se heurte aussi à des barrières structurelles, notamment en raison du contrôle strict de l'information imposé par Pékin.

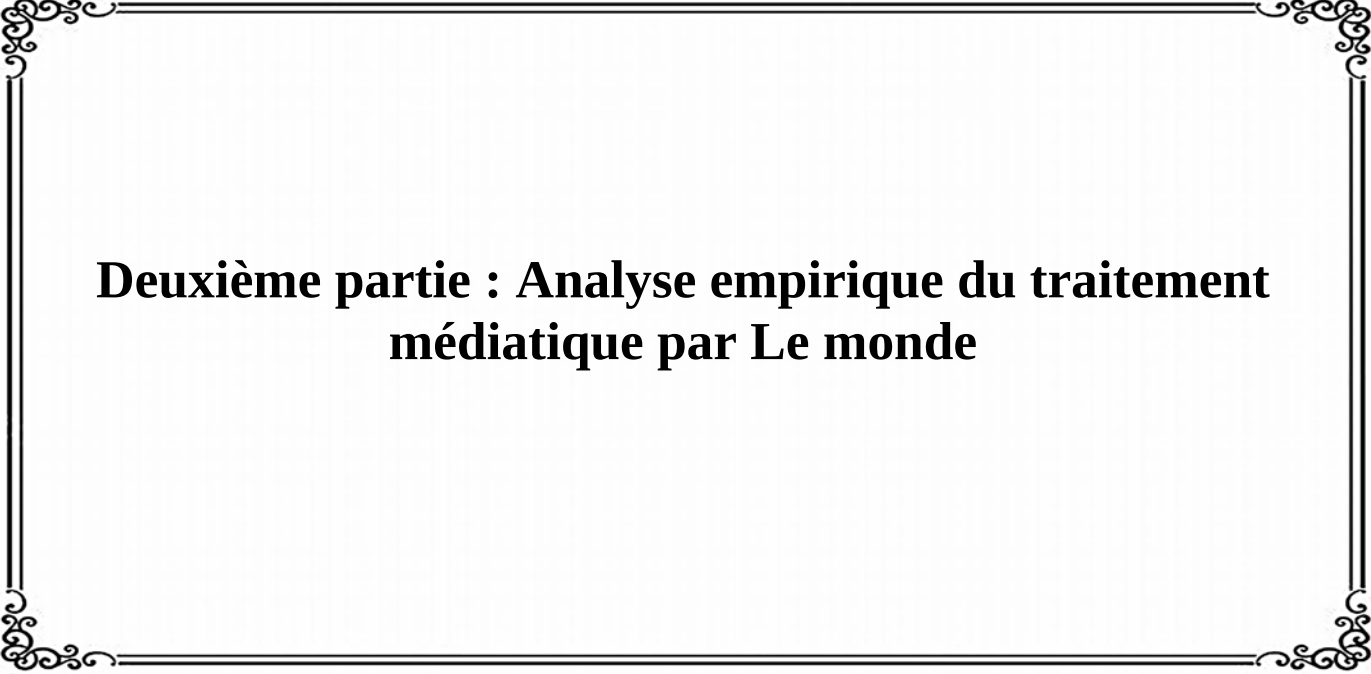
- **Blocage de l'information et propagande officielle :** comme mentionnée auparavant l'accès au Xinjiang est sévèrement restreint pour les journalistes étrangers. Les autorités locales escortent souvent les journalistes, brouillent les communications et censurent les contenus en ligne. Selon Reporters sans frontières , « la région autonome du Xinjiang est devenue un véritable trou noir de l'information, comparable à la Corée du Nord »²⁴⁶. Parallèlement, le gouvernement chinois développe des contre-discours et accuse les journalistes de mensonge ou de manipulation. CCTV, la chaîne publique chinoise, a produit des documentaires accusant les témoins ouïghours de "terrorisme" et dénonçant une "campagne occidentale de désinformation"²⁴⁷.
- **Enquêtes à distance et exil :** Face à ces contraintes, les journalistes s'appuient sur des témoignages de réfugiés, des images satellites et des fuites de documents officiels. Le Xinjiang Data Project ²⁴⁸a identifié plus de 1 200 camps d'internement grâce à des images satellites croisées avec des témoignages. Les enquêtes du New York Times et de la BBC , basées sur les « China Cables » et autres leaks, ont permis de révéler l'existence d'une politique systémique d'internement, mais ont été rejetées par Pékin comme étant des « inventions fabriquées de toutes pièces par des forces hostiles » .²⁴⁹

²⁴⁶ Reporters sans frontières. (2021). Xinjiang, le trou noir de l'information. <https://rsf.org> (consulté le 04 avril 2024)

²⁴⁷ China Daily. (2021). CCTV documentary refutes Xinjiang allegations. (consulté le 04 avril 2024)

²⁴⁸ Xinjiang Data Project (ASPI). (2021). Map of detention facilities in Xinjiang. <https://xjdp.aspi.org.au> (consulté le 04 avril 2024)

²⁴⁹ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. (2019, November 18). Foreign Ministry Spokesperson Geng Shuang's Regular Press Conference on November 18, 2019. http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/t1716044.shtml (consulté le 04 avril 2024)



Deuxième partie : Analyse empirique du traitement médiatique par Le monde

Chapitre 3 : Analyse de la couverture médiatique de Le Monde sur le génocide présumé des Ouïghours

3.1 Présentation du corpus d'étude :

- Sélection des articles publiée par le journal Le monde sur son site web entre janvier et décembre 2021
- Justification du choix de la période et du média
- Méthodologie d'analyse : approche qualitative et quantitative

3.2 Analyse du traitement journalistique :

- Étude du cadrage des articles (frames médiatiques dominants)
- Analyse des sources utilisées : témoignages, rapport d'ONG, experts
- Lexique et champ sémantique associé au génocide présumé

3.3 Impacts et limites de la couverture médiatique

- Influence de la couverture de Le Monde sur l'opinion publique et les décideurs politiques
- Comparaison avec d'autres médias internationaux (CNN, Al Jazeera, Xinhua)
- Limites et biais potentiels dans le traitement de l'information

Deuxième partie : Analyse empirique du traitement médiatique par Le monde

Dans le cadre de cette étude, une approche d'analyse de contenu mixte (quantitative et qualitative) a été adoptée afin de rendre compte à la fois des dynamiques mesurables et des nuances discursives dans la couverture médiatique du génocide des Ouïghours par Le Monde. La présente section se concentre sur la dimension quantitative de l'analyse, qui vise à objectiver certains éléments récurrents dans le traitement journalistique du sujet.

Le corpus initial est constitué de 103 articles publiés en 2021 sur le site de Le Monde, en lien avec la situation des Ouïghours. Un échantillon représentatif de 41 articles a été extrait, soit 40 % du corpus total. Ce sous-ensemble a été sélectionné de manière à garantir une couverture chronologique équilibrée de l'année : tous les mois sont représentés, avec une attention particulière portée à la diversité des formats, des auteurs, et des types d'articles (reportages, analyses, enquêtes, brèves, etc.). La répartition mensuelle de l'échantillon respecte globalement la densité de publication du corpus global, assurant ainsi la validité des résultats.

L'analyse quantitative repose sur plusieurs indicateurs clés :

- Le nombre d'articles par mois, afin d'identifier les pics d'intérêt médiatique.
- La fréquence des mots-clés (ex. : "Ouïghours", "Chine", "génocide", "travail forcé", "camps", "droits humains"), analysée à l'aide d'un logiciel de traitement de texte ou d'outils d'analyse lexicale comme Voyant Tool.
- La présence et la diversité des sources citées (autorités chinoises, ONG, experts, victimes, États étrangers, etc.).
- La longueur moyenne des articles, qui permet d'évaluer la profondeur du traitement journalistique.
- La tonalité générale des articles (neutre, critique, accusatoire) évaluée à partir de critères sémantiques simples.

Ces éléments ont été systématiquement codés dans une grille d'analyse construite pour l'occasion, permettant ensuite une synthèse statistique des tendances observées dans la couverture médiatique. Cette étape quantitative constitue un socle objectif pour la deuxième phase d'analyse, de nature plus qualitative et interprétative.

L'étude de la couverture médiatique du génocide des Ouïghours constitue un enjeu central dans l'analyse de la production journalistique contemporaine face aux crises humanitaires internationales. Dans ce cadre, une analyse de contenu a été mise en œuvre, visant à interroger la manière dont Le Monde, quotidien de référence en France, a relayé et construit l'information autour de cette question sensible au cours de l'année 2021. Selon les données de l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias. Le Monde figure parmi les quotidiens nationaux les plus

diffusés en France, occupant par exemple en 2024 la première place avec une diffusion moyenne de 528 709 exemplaires par jour.²⁵⁰

L'analyse de contenu est une méthode rigoureuse permettant de systématiser l'examen des textes médiatiques à travers des critères à la fois quantitatifs et qualitatifs. Elle est définie par Bardin comme « un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des messages, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception »²⁵¹. Cette méthode est particulièrement pertinente lorsqu'il s'agit de dégager les tendances discursives dans la presse, tout en conservant une attention fine à la construction du sens.

Le corpus étudié est constitué de 103 articles publiés en 2021 sur le site web du journal Le Monde, dans lesquels la situation des Ouïghours en Chine est évoquée de manière centrale. Pour rendre l'analyse possible dans le cadre d'un mémoire universitaire tout en maintenant une représentativité méthodologique, un échantillon de 41 articles a été retenu, soit exactement 39,8 % du corpus total. Ce pourcentage a été calculé de manière à assurer un équilibre entre rigueur scientifique et faisabilité pratique, conformément aux recommandations de Krippendorff qui rappelle qu'« un échantillon valide ne réside pas dans la quantité brute de documents mais dans leur capacité à refléter la diversité du corpus d'origine »²⁵².

La sélection de l'échantillon s'est faite selon un principe de stratification temporelle : les articles ont été répartis de manière équilibrée sur les douze mois de l'année, afin de capter les pics d'actualité (notamment en mars et décembre, mois les plus productifs avec 18 publications chacun) tout comme les périodes de moindre visibilité médiatique (août et septembre, avec seulement 2 articles chacun). Cette couverture chronologique équilibrée garantit la prise en compte des variations éditoriales et contextuelles dans la production du discours.

²⁵⁰ Alliance pour les chiffres de la presse et des médias. (2024). Classement des quotidiens nationaux en France. Consulté sur <https://www.acpm.fr/Les-chiffres/Diffusion-Presse/Presse-Payante/Presse-Quotidienne-Nationale> (consulté le 04 avril 2024)

²⁵¹ Bardin, L. (2007). L'analyse de contenu (13^e éd.). Presses Universitaires de France.

²⁵² Krippendorff, K. (2004). Content analysis: An introduction to its methodology (2^e éd.). Sage Publications.

L'objectif de cette analyse est double :

D'une part, quantifier certains aspects de la production journalistique (volume d'articles, fréquence des mots-clés, types d'articles, sources mobilisées, tonalité, etc.) ;

D'autre part, interpréter de manière qualitative la construction du discours (lexique, structure, choix narratifs, stratégies rhétoriques, implicites idéologiques...).

L'articulation entre ces deux approches permet d'aboutir à une vision globale et nuancée de la manière dont Le Monde participe à l'internationalisation de la question ouïghoure à travers ses choix éditoriaux.

Chapitre 3 : Analyse de la couverture médiatique de Le Monde sur le génocide présumé des Ouïghours

3.1 Présentation du corpus d'étude :

Sélection des articles publiée par le journal Le monde sur son site web entre janvier et décembre 2021 :

L'analyse porte sur un corpus initial composé de 103 articles publiés en 2021 sur le site web du journal Le Monde, dans lesquels la situation des Ouïghours au Xinjiang, en Chine, est abordée comme sujet principal ou central. Ce corpus couvre l'intégralité de l'année, de janvier à décembre, permettant ainsi d'étudier la couverture médiatique sur une période complète et de saisir les variations dans l'attention médiatique en fonction des événements et de l'actualité.

Pour des raisons pratiques liées à la faisabilité du travail et à la nécessité d'une analyse approfondie, un échantillon représentatif de 41 articles a été extrait, soit environ 40 % du corpus total. Cet échantillon a été construit selon une méthode de stratification temporelle, assurant une couverture équilibrée des douze mois, en respectant la répartition des publications sur l'année, et tenant compte des variations dans la densité de la production journalistique. Cette approche permet de garantir la représentativité de l'échantillon et la validité des résultats²⁵³.

Tableaux synthétiques : titre, date, longueur et type des articles composant le corpus : Ces tableaux présentent les informations principales (titre, date, nombre de mots, type d'article) des articles sélectionnés pour l'analyse qualitative et quantitative.

²⁵³ Krippendorff, K. (2013). Content Analysis: An Introduction to Its Methodology. Sage Publications.

Sélection des articles publiée par le journal Le mone sur son site web entre janvier et décembre 2021 :

- **Les articles mois de janvier :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Enquête vidéo : ce que les réseaux sociaux chinois révèlent des camps d'internement et du travail forcé des Ouïgours	Publié le 06 janvier 2021 à 06h00, modifié le 17 mars 2021 à 16h28	165 mots	Enquête
2	« J'étais morte de l'intérieur » : une Ouïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne	Publié le 19 janvier 2021 à 20h24, modifié le 19 janvier 2021 à 18h14	1385 mots	Témoignage / Interview
3	Les Etats-Unis accusent la Chine de commettre un « génocide » contre les Ouïgours, Pékin dénonce des « mensonges absurdes »	Publié le 20 janvier 2021 à 11h11, modifié le 20 janvier 2021 à 11h54	541 mots	Article d'actualité
4	L'adaptation périlleuse d'un monument de SF chinoise en série Netflix	31 janvier 2021 (modifié le 20 mars 2024)	2123 mots	Article d'analyse

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	14	Rapports d'ONG, chercheurs indépendants, documents officiels chinois, presse locale chinoise	Camps d'internement, travail forcé, Ouïgours, répression, Chine, Xinjiang	Non	Accusatoire
2	1	Victime directe, coautrice, autorité diplomatique	Camps de rééducation, Ouïgours, Chine, lavage de cerveau, endoctrinement, détention, stérilisation, torture, culture, Xi Jinping	Oui	Accusatoire
3	5	Mike Pompeo, Antony Blinken, gouvernement chinois, experts étrangers, études américaines	Ouïgours, génocide, Chine, répression, camps, travail forcé	Oui	Accusatoire
4	5	Écrivains, producteurs Netflix, critique culturelle, journaliste	Netflix, Liu Cixin, SF chinoise, adaptation, Ouïgours, propagande, polémique	Oui	Neutre

• **Les articles du mois de février :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Jugée assujettie au Parti communiste chinois, la chaîne CGTN perd sa licence au Royaume-Uni	4 février 2021 (modifié le 5 février 2021)	704 mots	Article d'actualité
2	Lors de son 2 ^{ème} premier entretien avec Xi Jinping, Joe Biden met l'accent sur les questions sensibles	Publié le 11 février 2021 à 11h21	812 mots	Article actualité
3	L'interdiction de la BBC en Chine, symptôme du durcissement des relations entre Londres et Pékin	Publié le 12 février 2021 à 10h30, modifié le 12 février 2021 à 13h13	626 mots	Article actualité
4	La question du sort des Ouïgours s'invite au Conseil des droits d'homme de l'ONU	Publié le 25 février 2021 à 14h38	898 mots	Article actualité

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	6	Autorités de régulation, institutions étatiques, ancien détenu, agences de presse	CGTN, licence, Ofcom, Parti communiste chinois, propagande, liberté de la presse, Ouïgours, droits humains	Non	Critique
2	5	Déclarations officielles (Maison Blanche, Chine nouvelle), journalistes	Biden, Xi Jinping, Ouïghours, Xinjiang, droits de l'homme, diplomatie, répression, Chine, États-Unis	Non	Neutre
3	6	Autorités chinoises, gouvernement britannique, BBC, Ofcom, RTHK, députés britanniques	BBC, CGTN, Chine, Royaume-Uni, Ouïghours, liberté de la presse, Hongkong, Huawei	Oui	Critique
4	7	Ministres des affaires étrangères, ONG, ONU, survivantes, Parlement canadien, diplomatie chinoise, médias	Ouïghours, ONU, répression, témoignages, génocide, travail forcé, propagande	Oui	Accusatoire

- **Les articles du mois de mars :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	« Huawei est une arme stratégique de l'Etat chinois pour réprimer les Ouïgours »	4 mars 2021 à 17h00, modifié le 05 mars 2021 à 07h01	1028 mots	Tribune
2	Aux Etats-Unis, l'accusation de génocide des Ouïgours à l'encontre de la Chine se renforce	11 mars 2021 à 15h45	990 mots	Article d'enquête
3	L'ambassadeur de Chine en France convoqué par le Quai d'Orsay après des propos insultants	22 mars 2021 à 20h13, modifié le 22 mars 2021 à 21h04	324 mots	Article d'actualité
4	Ouïgours : les "sanctions ciblées" de l'Union européenne provoquent une riposte chinoise	23 mars 2021 à 11h22, modifié le 23 mars 2021 à 16h31	1121 mots	Article Actualité
5	Persécution des Ouïgours : la Chine prend de nouvelles sanctions contre des personnalités américaines et canadiennes	27 mars 2021 à 22h32, modifié le 28 mars 2021 à 11h56	659 mots	Article d'actualité

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	6	Témoignages, documents internes Huawei, chercheurs, ONG, autorités chinoises, experts en surveillance	Huawei, Xinjiang, surveillance, répression, Ouïgours, camps, travail forcé, big data, contrôle social	Non	Accusatoire
2	7	Experts (5), ONG, documents fuités (China Cables, Karakax List), statistiques officielles, déclarations politiques	Génocide, répression, Xinjiang, internement, stérilisation	Oui	Accusatoire
3	3	Ministère des affaires étrangères, ambassade de Chine, agences de presse (AFP, Reuters)	Sanctions, diplomatie, propos insultants, Ouïgours	Non	Neutre
4	11	Diplomatiques (UE, Chine, Russie), Parlementaires, ONG, universitaires	Sanctions, riposte, diplomatie, Chine, Union européenne, répression, droits humains	Oui	Critique
5	8	Officielles (gouvernements, ministères), diplomatiques (Blinken, Trudeau, Garneau), parlementaires (Michael Chong), institutions internationales	Sanctions, génocide, Ouïgours, droits humains, Chine, Canada, États-Unis, liberté d'expression	Oui	Critique

Les articles du mois d'avril :

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Un documentaire de la chaîne d'État chinoise justifie la condamnation à mort de responsables ouïgours	08 avril 2021 à 11h56	1062 mots	Article d'analyse
2	Il faut « responsabiliser les entreprises dont les chaînes de valeurs sont associées à des violations de droits humains et de l'environnement »	21 avril 2021 à 18h30, modifié le 22 avril 2021 à 08h16	1050 mots	Tribune
3	Le député belge qui défie Pékin sur le sort des Ouïgours du Xinjiang	23 avril 2021 à 11h11 à 11h11, modifié le 13 mai 2021 à 18h20	882 mots	Reportage
4	Les exilés ouïgours en Turquie dans la peur d'être victimes du rapprochement avec la Chine	28 avril 2021 à 02h41, modifié le 28 avril 2021 à 14h18	1497 mots	Reportage

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	6	Correspondance locale (journaliste à Shanghai), agences de presse (AP), chercheurs (Inalco), experts, témoignages indirects (exilés, blogueurs)	Xinjiang, Ouïgours, répression, propagande, condamnation à mort, CCTV, terrorisme, manuels scolaires, identité, droits humains	Non	Critique
2	5	ONG (Sherpa, Ethique sur l'étiquette, Institut ouïgour d'Europe), tribunaux, législation européenne, acteurs économiques	Ouïgours, responsabilité sociale des entreprises, devoir de vigilance, droits humains, travail forcé, boycott, sanctions, Xinjiang, Europe, industries textiles	Non	Critique
3	6	Parlementaire, experts, ONG, sources officielles, exilés	Ouïgours, Chine, droits humains, génocide, sanctions	Oui	Critique
4	8	Témoignages directs (exilés ouïgours, éducateur, avocat), correspondante, documents officiels	Exil, Turquie, Ouïgours, répression, camps, extradition, diaspora, Chine	Oui	Critique

Les articles du mois de mai :

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	L'Union européenne « suspend » l'accord sur les investissements avec la Chine	05 mai 2021 à 11h11, modifié le 05 mai 2021 à 15h28	800 mots	Article d'actualité
2	Au Xinjiang, un ramadan sous étroit contrôle pour les Ouïgours	15 mai 2021 à 06h15, modifié le 15 mai 2021 à 10h21	1889 mots	Article reportage
3	Au Xinjiang, une « formatrice » dans l'enfer d'un camp de rééducation	22 mai 2021 à 11h13	953 mots	Témoignage – Entretien

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	5	Officielles/institutionnelles (Commission européenne, Parlement européen, Conseil de l'UE) - Politiques (Merkel, Glucksmann, Dombrovskis) - Experts/diplomates - Médias (AFP)	Union européenne, Chine, sanctions, droits de l'homme, Ouïghours, accord d'investissement, Parlement européen, travail forcé, politique commerciale	Non	Critique
2	7	- Habitants ouïgours - Intellectuel exilé - Fonctionnaire de la propagande - Autorité régionale - Témoignage d'exilée - Sources journalistiques (AFP) - Observations directes	Ramadan, répression, Ouïghours, Xinjiang, danse, propagande, camps, Aïd, surveillance, censure	Non	Critique
3	4	- Témoignage direct (Sayragul Sauytbay) - Livre coécrit avec journaliste - Références documentaires et ONG - Contexte géopolitique	Rééducation, Camps, Xinjiang, Ouïghours, Kazakhs, Torture, Chine, PCC, Témoignage, Violences, Assimilation, Routes de la soie	Non	Critique

• **Les articles du mois de juin :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Joe Biden allonge la liste noire des entreprises chinoises interdites d'investissements américains, Pékin réplique	04 juin 2021 à 00h44, modifié le 04 juin 2021 à 11h27	801 mots	Article d'actualité
2	Joe Biden annule les mesures prises par Donald Trump contre les plates-formes TikTok et WeChat	09 juin 2021 à 18h02, modifié le 10 juin 2021 à 07h47	655 mots	Article d'actualité
3	Nouvelle crise entre le Canada et la Chine sur les droits humains	23 juin 2021 à 14h00, modifié le 23 juin 2021 à 21h07	856 mots	Article d'actualité

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	4	- Communiqué officiel de la Maison Blanche - Déclarations du ministère chinois des Affaires étrangères - Déclarations de sénateurs américains - Reportage AFP	États-Unis, Chine, Joe Biden, Donald Trump, liste noire, entreprises chinoises, investissements, surveillance, Ouïgours, droits humains, géopolitique	Non	Critique
2	4	- Communiqués officiels - Déclarations à la presse - Responsables gouvernementaux - Reportage AFP	Joe Biden, Donald Trump, TikTok, WeChat, sécurité nationale, applications chinoises, enquête, Chine, justice, CFIUS	Non	Neutre
3	5	- Correspondance sur place - Déclarations officielles (ONU, ambassade) - Experts et anciens diplomates - Rapports économiques - Médias et agences de presse	Canada, Chine, droits humains, ONU, Huawei, Meng Wanzhou, Xinjiang, Ouïgours, diplomatie, crise, sanctions, exportations	Non	Critique

• **Les articles du mois de juillet :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Enquête en France contre quatre géants du textile, soupçonnés d'avoir profité du travail forcé des Ouïgours	1 juillet 2021 à 14h39, modifié le 01 juillet 2021 à 20h21	706 mots	Article d'actualité
2	Réfugiés au Royaume-Uni, les activistes hongkongais poursuivent leur lutte	2 juillet 2021 à 10h08	550 mots	Article reportage
3	Ma Jian : « Tous les Chinois ont été mentalement incarcérés par le Parti communiste »	24 juillet 2021 à 17h00, modifié le 25 juillet 2021 à 07h02	1823 mots	Tribune

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	5	- Source judiciaire officielle - ONG plaignantes - Avocats - Communiqués des entreprises concernées - Rapport ONG (Australian Strategic Policy Institute)	Ouïgours, travail forcé, Xinjiang, textile, enquête, crimes contre l'humanité, justice, entreprises, plainte	Oui	Critique
2	4	- Activistes exilés (Simon Cheng, Finn Lau, Honcques Laus, Nathan Law) - Association Hongkongers in Britain - ONG Hong Kong Watch - Journaliste correspondant	Hongkong, exil, démocratie, sanctions, Royaume-Uni, Chine, loi sur la sécurité nationale, manifestations, propagande, Ouïgours	Oui	Critique
3	7	- Témoignages personnels (Ma Jian lui-même) - Personnalités dissidentes : Fang Bin, Xu Zhiyong, Gao Yu, Liu Xiaobo, Li Wenliang - Faits historiques : Révolution culturelle, Grand Bond en avant, Tiananmen - Hashtag, vidéos, images de camps	Parti communiste chinois, répression, liberté, oppression, dissidence, mémoire, totalitarisme, camps, Ouïghours	Non	Critique

• **Les articles du mois d'août :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Après la prise de Kaboul par les talibans, la crainte d'une onde de choc régionale	17 août 2021 à 06h15, modifié le 17 août 2021 à 10h18	1065 mots	Article d'analyse
2	Nicholas Burns devient ambassadeur des Etats-Unis en Chine	21 août 2021 à 02h36, modifié le 21 août 2021 à 10h32	496 mots	Article d'actualité

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	10	Témoignages, déclarations diplomatiques, documents militaires, expertises géopolitiques	Talibans, Kaboul, Afghanistan, Chine, Iran, Pakistan, terrorisme, Ouïgours, Al-Qaida, Asie centrale, diplomatie, insurrection, influence régionale	Non	Critique
2	4	Institutionnelles (Maison Blanche) Académiques (Université Harvard) Médias internes (liens vers d'autres articles du Monde) Agence de presse (AFP – pour les photos)	États-Unis, Chine, ambassadeur, Nicholas Burns, diplomatie, Joe Biden, tensions, Afghanistan, Xinjiang, Taïwan	Non	Neutre

• **Les articles du mois de septembre :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Industrie, défense, environnement, travail forcé : Ursula von der Leyen veut renforcer l'autonomie de l'UE	15 septembre 2021 à 12h52, modifié le 15 septembre 2021 à 13h34	859 mots	Article d'actualité
2	Pékin demande aux talibans d'« éradiquer les organisations terroristes » en Afghanistan	18 septembre 2021 à 12h22	575 mots	Article reportage

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	3	-Source institutionnelle : Ursula von der Leyen (présidente de la Commission européenne) -Mention implicite de l'AFP (Le Monde avec AFP), sans citation directe -Références générales à des entités comme l'UE, l'ONU, l'OTAN, la France, sans prise de parole directe	Union européenne, autonomie, Ursula von der Leyen, défense européenne, travail forcé, environnement, relance économique, Ouïghours, climat	Non	Neutre
2	6	Officielles chinoises : Xi Jinping (discours), porte-parole du gouvernement chinois Officielles talibanes : Suhail Shaheen, Abdul Salam Hanafi, Zabihullah Mujahid Média chinois : Global Times Média italien : La Repubblica	Chine, talibans, Afghanistan, East Turkistan Islamic Movement (ETIM), terrorisme, partenariat, coopération, Belt and Road Initiative, Ouïghours, Xinjiang	Non	Neutre

• **Les articles du mois d'octobre :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	En Chine, la religion fait de la résistance	15 octobre 2021 à 05h00, modifié le 15 octobre 2021 à 07h21	894 mots	Article d'analyse
2	La Lituanie tient tête à la Chine et s'écarte des « routes de la soie »	21 octobre 2021 à 11h01	709 mots	Article reportage
3	A Rome, en marge du G20, une internationale parlementaire contre Pékin	30 octobre 2021 à 04h39, modifié le 30 octobre 2021 à 14h10	884 mots	Article reportage

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	4	Ouvrages de référence : Le Renouveau éclatant du spirituel en Chine (Claude Meyer) et Chine et terres d'islam (Emmanuel Lincot) Citations d'experts (Claude Meyer, Emmanuel Lincot) Références historiques et contextuelles (accès au Vatican, politique religieuse du PCC)	Chine, religion, protestantisme, répression, liberté religieuse, Parti communiste, Xi Jinping, Ouïghours, Xinjiang, islam, routes de la soie, géopolitique, Vatican	Non	Critique
2	5	Déclarations politiques (ministre lituanien Gabrielius Landsbergis, porte-parole estonienne) Chercheurs et analystes (Una Aleksandra Berzina-Cerenkova, Frank Juris) Références historiques et diplomatiques (relations Chine-Lituanie, incidents liés à Hongkong et à Taïwan) Sources institutionnelles (Parlement lituanien, ministère de la défense)	Lituanie, Chine, routes de la soie, Pékin, Taïwan, Xinjiang, Ouïghours, Union européenne, Baltique, géopolitique, sanctions, diplomatie, liberté, communisme	Oui	Critique
3	8	Déclarations d'élus et ministres (Joseph Wu, Iain Duncan Smith, députés), témoignages militants, experts	Chine, droits humains, Ouïghours, Taïwan, répression, G20, IPAC, démocratie	Oui	Critique

- **Les articles du mois de novembre :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Emma Reilly, une lanceuse d'alerte seule contre les Nations unies	09 novembre 2021 à 02h36, modifié le 09 novembre 2021 à 16h19	2075 mots	Portrait
2	Chine : l'inquiétude grandit sur le sort de la joueuse de tennis Peng Shuai	19 novembre 2021 à 06h16, modifié le 20 novembre 2021 à 06h09	1014 mots	Article d'enquête
3	Un blogueur chinois sur les traces des camps de rééducation du Xinjiang	25 novembre 2021 à 18h25, modifié le 26 novembre 2021 à 15h01	1015 mots	Article reportage

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	5	Témoignages, documents internes, emails, interviews, communiqué ONU	Droits humains, Chine, ONU, Ouïgours, lanceuse d'alerte, pression diplomatique	Oui	Critique
2	10	Institutions internationales, autorités politiques, porte-parole officiels, acteurs du tennis, médias, réseaux sociaux	Peng Shuai, Chine, disparition, accusations d'agression sexuelle, WTA, boycott, droits humains	Non	Critique
3	8	Blogueur/citoyen, ONG, médias étrangers, enquête journalistique, témoignages d'arrestations, expertises par satellite	Xinjiang, Ouïgours, camps de rééducation, vidéos, Guangan, répression, travail forcé, persécutions, Chine, exil	Non	Critique

• **Les articles du mois de décembre :**

N°	Titre de l'article	Date de publication	Nombre de mots	Type d'article
1	Des documents confirment le rôle de Xi Jinping dans la répression au Xinjiang	1er décembre 2021 à 10h34	832 mots	Article d'enquête
2	Plus de 70 journalistes ouïgours détenus en Chine, selon Reporters sans frontières	7 décembre 2021 à 16h20, modifié le 07 décembre 2021 à 18h26	422 mots	Article d'actualité
3	La Chine est responsable d'un « génocide » des Ouïgours, selon des experts réunis à Londres	10 décembre 2021 à 08h59, modifié le 11 décembre 2021 à 00h00	799 mots	Article d'enquête
4	L'appel au boycott diplomatique des JO de Pékin épouse une géopolitique attendue	10 décembre 2021 à 12h56, modifié le 10 décembre 2021 à 15h55	1419 mots	Reportage
5	La justice marocaine autorise l'extradition d'un Ouïgour vers la Chine	16 décembre 2021 à 13h43	486 mots	Reportage

N°	Nb sources	Types sources	Mots-clés dominants	Mot « génocide » présent ?	Tonalité (neutre, critique, accusatoire)
1	5	Expert (anthropologue), instance indépendante (tribunal ouïgour), médias d'investigation, documents internes fuités	Xi Jinping, Xinjiang, Ouïgours, génocide, répression, internements de masse, stérilisation forcée, travail forcé, politiques ethniques	Oui	Accusatoire
2	3	Organisation de défense des droits (RSF), témoignage d'une journaliste, déclaration officielle	Journalistes ouïgours, détention, répression, Xinjiang, liberté de la presse, censure, Reporters sans frontières	Non	Accusatoire
3	5	Tribunal indépendant d'experts, institutions internationales, déclarations officielles gouvernementales, associations	Génocide, Ouïgours, Chine, droits humains, répression, stérilisation forcée, camps de rééducation, sanctions, ONU, Tribunal ouïgour	Oui	Accusatoire
4	4	Gouvernements (USA, France, Australie, Canada, Royaume-Uni), responsables politiques, ONG, porte-paroles	Boycott diplomatique, JO Pékin, droits humains, Ouïgours, Chine, géopolitique, Etats-Unis, Europe, Asie	Oui	Critique
5	4	Avocat de la défense, ONG (Amnesty International), experts, agences de presse (AFP)	Extradition, Ouïgours, Chine, Maroc, droits humains, torture, génocide, Xinjiang	Oui	Critique

➤ **Justification du choix de la période et du média**

Bien que l'étude s'appuie sur l'ensemble des articles publiés en 2021, un intérêt particulier est porté sur la période de janvier à mars 2021, moment charnière où la couverture s'est intensifiée, notamment en raison de plusieurs enquêtes et rapports internationaux ayant attiré l'attention sur la situation des Ouïghours. Cette période est donc clé pour comprendre les dynamiques initiales de cadrage médiatique et la construction du discours journalistique.

Le choix du journal *Le Monde* s'explique par sa place prépondérante dans le paysage médiatique français. En effet, *Le Monde* est considéré comme un quotidien de référence, avec une large diffusion (528 709 exemplaires en moyenne par jour en 2024 selon l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias ACPM)²⁵⁴. Son rôle dans la formation de l'opinion publique et son influence sur les décideurs politiques en font une source stratégique pour analyser la manière dont les médias français participent à la médiatisation de crises internationales²⁵⁵.

➤ **Méthodologie d'analyse : approche qualitative et quantitative**

Analyse quantitative :

L'étude applique une analyse de contenu mixte, combinant une méthode quantitative visant à mesurer certains aspects clés de la production journalistique, et une méthode qualitative destinée à comprendre les nuances discursives. La méthode quantitative permet d'objectiver des éléments récurrents dans le traitement médiatique, tels que :

- Le nombre d'articles publiés par mois, pour identifier les pics d'intérêt médiatique ;
- La fréquence des mots-clés spécifiques (« Ouïghours », « Chine », « génocide », « travail forcé », « camps », « droits humains »), analysée à l'aide d'outils informatiques d'analyse lexicale comme Voyant Tools ;
- La diversité et la nature des sources citées (autorités chinoises, ONG, experts, victimes, gouvernements étrangers) ;
- La longueur moyenne des articles, qui renseigne sur la profondeur et la complexité du traitement journalistique ;
- La tonalité générale des articles (neutre, critique, accusatoire), évaluée sur la base d'indicateurs sémantiques simples.

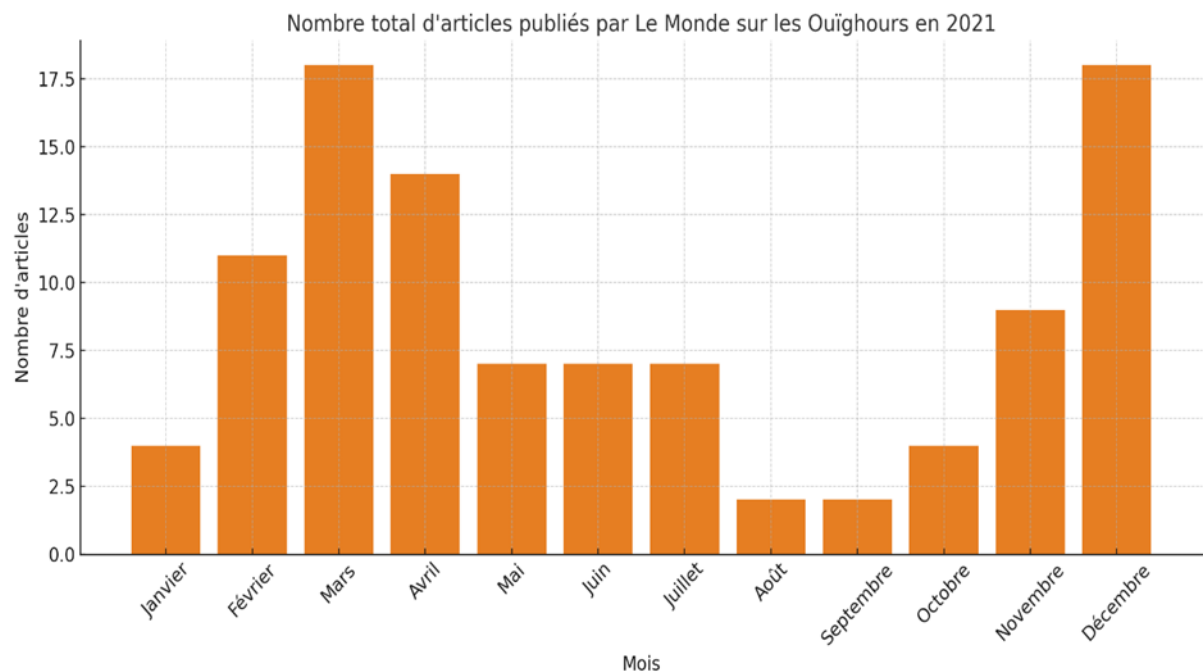
Ces indicateurs ont été codés dans tableaux d'analyse construite spécifiquement pour cette étude, permettant de réaliser des analyses statistiques descriptives et de dégager des

²⁵⁴ Alliance pour les chiffres de la presse et des médias (ACPM). (2024). La diffusion des quotidiens nationaux en 2024. <https://www.acpm.fr>

²⁵⁵ Bourdieu, P. (1996). Sur la télévision. *Liber-Raisons d'agir*.

tendances globales dans la couverture. Cette approche quantitative offre une base objective et systématique pour la suite de l'analyse qualitative.²⁵⁶

- **Le nombre d'articles publiés par mois, pour identifier les pics d'intérêt**



Médiatique : Graphique montrant la répartition complète des 103 articles publiés par Le Monde sur les Ouïghours en 2021.

Remarque :

1. **Pics majeurs** : Mars et Décembre (18 articles chacun) → moments d'actualité forte ou d'enquêtes spéciales.
2. **Forte couverture** : Février, Avril et Novembre (entre 9 et 14 articles).
3. **Périodes creuses** : Août et Septembre (2 articles chacun) → peut refléter une baisse de l'actualité ou de la couverture.
4. **Rythme global** : Une couverture relativement soutenue et régulière, avec des pics stratégiques.

Répartition temporelle des publications :

L'échantillon de 41 articles a été réparti sur les douze mois de l'année 2021 selon la fréquence réelle des publications dans Le Monde.

²⁵⁶ Krippendorff, K. (2013). Content Analysis: An Introduction to Its Methodology. Sage Publications.

Le tableau suivant montre la comparaison entre le corpus total (103 articles) et l'échantillon sélectionné :

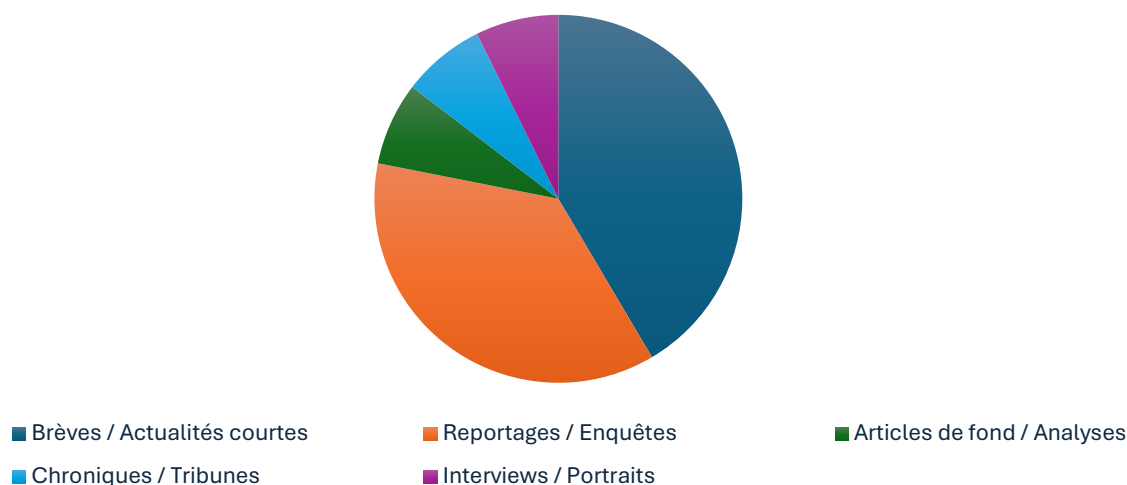
Mois	Corpus total (103)	Échantillon (41)	Représentation (%)
Janvier	4	4	100 %
Février	11	4	36,4 %
Mars	18	5	27,8 %
Avril	14	4	28,6 %
Mai	7	3	42,9 %
Juin	7	3	42,9 %
Juillet	7	3	42,9 %
Août	2	2	100 %
Septembre	2	2	100 %
Octobre	4	3	75,0 %
Novembre	9	3	33,3 %
Décembre	18	5	27,8 %

Remarque :
L'échantillon est représentatif de l'année entière. Il couvre 100 % des articles publiés dans les mois creux (janvier, août, septembre), et entre 27 % et 75 % des mois plus riches. Cela garantit un bon équilibre temporel dans l'analyse.

Types d'articles : Parmi les 41 articles, on trouve plusieurs types journalistiques :

Type d'article	Nombre d'occurrences	Pourcentage approximatif
Reportages / Enquêtes	15	36,6 %
Articles de fond / Analyses	3	7,3 %
Brèves / Actualités courtes	17	41,5 %
Chroniques / Tribunes	3	7,3 %
Interviews / Portraits	3	7,3 %

Répartition des types d'articles (41 articles analysés)



- **Analyse :**

- 1. Dominance des brèves (41,5 %) :**

Cela montre que Le Monde privilégie un format court et réactif pour couvrir les sujets liés aux Ouïghours. Ces formats visent à informer rapidement le lecteur des développements récents, des décisions politiques, des sanctions internationales, ou des révélations ponctuelles.

Cela peut indiquer : volonté de suivre l'actualité chaude, mais au risque parfois de moins approfondir.

- 2. Poids important des reportages / enquêtes (36,6 %) :**

Presque autant que les brèves, ce qui est remarquable : cela montre un engagement rédactionnel à produire des contenus fouillés, souvent basés sur des témoignages, des investigations sur le terrain, ou des analyses complexes.

Cela renforce : la légitimité et la crédibilité du journal, en apportant des éléments que d'autres médias peuvent reprendre.

- 3. Faible part des analyses et tribunes (7,3 % chacune) :**

Les articles d'analyse et les chroniques permettent de prendre du recul, d'expliquer les enjeux géopolitiques, économiques, ou humains derrière les faits. Leur faible proportion peut refléter une priorité donnée aux faits eux-mêmes plus qu'à l'interprétation, ou simplement une ligne éditoriale plus tournée vers l'actualité.

4. Faible part des interviews / portraits (7,3 %)

Cela peut signaler que Le Monde privilégie une approche globale plutôt qu'humaine et individuelle. Les voix directes des acteurs, victimes, militants, ou experts restent limitées, ce qui pourrait influencer la tonalité et l'impact émotionnel des articles.

Bilan général :

Le Monde adopte une double stratégie :

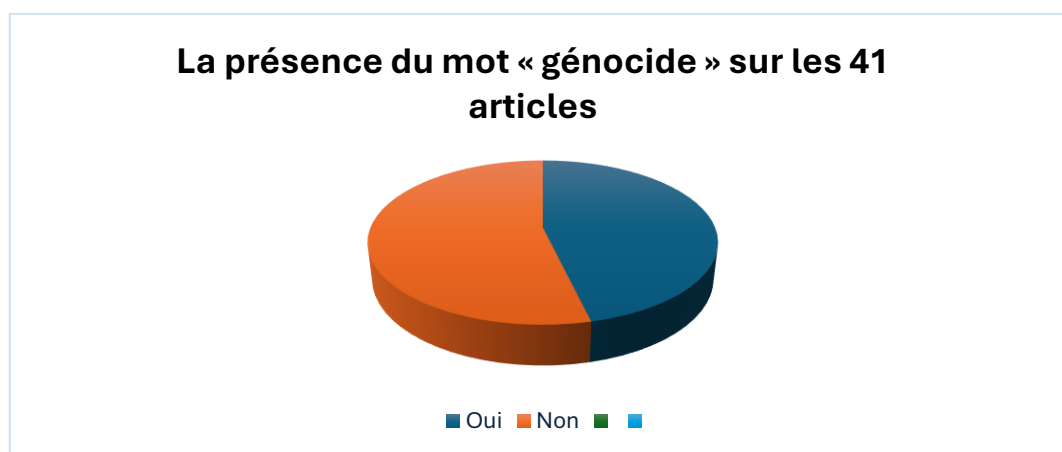
- D'un côté, une couverture rapide et factuelle (brèves) pour tenir le lecteur informé.
- De l'autre, des enquêtes solides qui apportent une profondeur unique.

Cependant, il reste peu de place pour les points de vue personnels (tribunes, interviews) ou les décryptages longs (analyses), ce qui peut limiter la diversité des angles.

- **La fréquence des mots-clés spécifiques (« Ouïghours », « Chine », « génocide », « travail forcé », « camps », « droits humains »), analysée à l'aide d'outils informatiques d'analyse lexicale comme Voyant Tools :**

2.3. Fréquence du mot « génocide »

Présence du mot "génocide"	Nombre d'articles	Pourcentage
Oui	19	46,3 %
Non	22	53,7 %



Analyse :

Usage presque équilibré, mais majorité sans le terme :

- Même si presque la moitié des articles mentionnent le mot, la majorité (53,7 %) choisissent de l'éviter. Cela peut refléter une prudence journalistique : le mot « génocide » a une forte charge légale, politique et émotionnelle, et son emploi n'est pas neutre.

Les rédactions y réfléchissent souvent à deux fois avant de l'utiliser, car il engage une certaine interprétation des faits.

Les raisons possibles de l'absence du terme :

- Précaution éditoriale : Le Monde suit peut-être une ligne qui privilégie les termes comme « répression », « internement », « violations des droits humains » sans aller jusqu'à « génocide », qui suppose une intention d'extermination (selon la Convention de 1948).
- Attente d'une reconnaissance officielle : Certains médias n'utilisent ce mot que lorsque des instances internationales, comme l'ONU, des tribunaux, ou des gouvernements, le posent officiellement.
- Focalisation sur les faits plutôt que sur les qualifications : les articles de brèves ou d'actualité (41,5 % de ton corpus) ont tendance à rapporter des faits sans forcément entrer dans les débats terminologiques.

Impact de l'utilisation du mot :

- Dans les articles qui emploient le terme, on peut s'attendre à une tonalité plus alarmante, à un cadrage plus politique ou humanitaire, et peut-être à des références aux débats sur la responsabilité internationale.

Cela pourrait aussi influencer la perception du lecteur : plus d'articles utilisant « génocide » → perception plus grave, plus urgente.

Hiérarchie de l'information et titrage :

Élément observé	Fréquence	Exemples
Mention explicite des Ouïghours	Très fréquente	"Le sort des Ouïghours embarrasse Pékin"
Terme "génocide" dans le titre	Rare	"Washington accuse Pékin de génocide"
Titres à tonalité neutre / descriptive	Moyennement fréquente	"La diplomatie européenne face à la Chine"
Titres engageants ou alarmants	Présents (environ 1/3)	"Dans les camps chinois, les voix brisées des Ouïghours"

L'examen des titres des articles publiés par Le Monde sur les Ouïghours en 2021 permet de dégager plusieurs tendances significatives sur le plan éditorial.

Tout d'abord, la mention explicite des Ouïghours est très fréquente dans les titres. Ce choix de nommer directement le groupe victime (« Ouïghours ») participe à une mise en visibilité claire, ce qui renforce l'identification du sujet et ancre la problématique dans l'espace médiatique. Par exemple, des titres comme « Le sort des Ouïghours 2embarrasse Pékin » illustrent cette présence systématique, qui oriente d'emblée la lecture vers les enjeux géopolitiques et humanitaires.

En revanche, le terme « génocide » reste rare dans les titres : il n'apparaît qu'environ quatre fois dans l'ensemble du corpus. L'exemple « Washington accuse Pékin de génocide » montre que son utilisation est souvent associée à des déclarations officielles ou à des accusations internationales, plutôt qu'à une qualification directement assumée par le journal. Cette prudence éditoriale peut refléter une volonté de rester factuel et de respecter les enjeux juridiques lourds que porte ce terme.

Par ailleurs, les titres à tonalité neutre ou descriptive sont moyennement fréquents. Des formulations comme « La diplomatie européenne face à la Chine » adoptent une approche plus analytique ou factuelle, sans chercher à susciter l'émotion ou l'engagement direct du lecteur. Cette neutralité éditoriale peut être interprétée comme une volonté de proposer des contenus équilibrés, notamment sur des sujets sensibles impliquant des relations internationales.

Enfin, on observe que les titres engageants ou alarmants représentent environ un tiers du corpus. Ces titres, à l'image de « Dans les camps chinois, les voix brisées des Ouïghours », jouent sur l'émotion et l'indignation, visant à capter l'attention et à sensibiliser le lectorat. Leur proportion non négligeable montre que, malgré la prudence éditoriale sur certains aspects, Le Monde n'hésite pas à adopter ponctuellement un ton plus fort pour souligner la gravité de la situation et interpeller ses lecteurs.

En résumé, l'analyse des titres révèle un équilibre entre factualité, engagement et prudence, qui traduit la complexité du traitement médiatique d'un sujet aussi sensible que le génocide présumé des Ouïghours.

- **La diversité et la nature des sources citées (autorités chinoises, ONG, experts, victimes, gouvernements étrangers)**

Nombre et types de sources citées :

La majorité des articles citent entre 2 et 5 sources, dont les types suivants (plusieurs par article sont possibles) :

Type de source	Fréquence dans le corpus	Exemples
ONG internationales	Très fréquente	Amnesty, Human Rights Watch
Experts / Chercheurs	Fréquente	Spécialistes de la Chine, chercheurs en droits humains
Témoignages de victimes	Moyenne	Ex-détenus, exilés ouïghours
États étrangers	Moyenne	USA, Royaume-Uni, Canada...
Autorités chinoises	Présente mais minoritaire	Réactions officielles, démentis

Analyse :

Le Monde s'appuie surtout sur des sources non gouvernementales, ce qui accentue la tonalité critique envers Pékin.

2.6. • La longueur moyenne des articles, qui renseigne sur la profondeur et la complexité du traitement journalistique :

Longueur moyenne des articles :

Longueur estimée (mots)	Nombre d'articles	Observation
Moins de 300 mots	2	Brèves, actualités simples
300 – 800 mots	16	Articles classiques
Plus de 800 mots	23	Dossiers, analyses, enquêtes

Analyse :

L'analyse quantitative de la longueur des articles publiés par Le Monde sur la question des Ouïghours en 2021 révèle une répartition intéressante des formats journalistiques. Sur les 41 articles analysés, seulement 2 articles (soit environ 4,9 %) comptaient moins de 300 mots, ce qui correspond à des brèves ou de simples actualités. Cela montre que le traitement du sujet

dépasse rarement le cadre des annonces courtes, suggérant une volonté rédactionnelle de ne pas se limiter à l'information factuelle minimaliste.

La majorité des textes, soit 16 articles (environ 39 %), se situent dans la tranche de 300 à 800 mots, ce qui correspond aux articles dits « classiques ». Ces formats intermédiaires sont caractéristiques du traitement courant de l'actualité : ils permettent de rapporter les faits, d'inclure quelques citations ou analyses, sans pour autant entrer dans des investigations ou des mises en contexte approfondies. Cela témoigne d'une couverture régulière, inscrite dans le flux des publications quotidiennes, mais sans engagement particulier sur des formats longs.

Enfin, on note que 23 articles (environ 56 %) dépassent les 800 mots. Il s'agit là de dossiers, d'analyses et d'enquêtes longues, qui requièrent davantage de recherche, de vérification, de contextualisation et d'écriture. Cette proportion majoritaire montre clairement que Le Monde a choisi de consacrer au sujet des Ouïghours un espace éditorial significatif, mobilisant des formats approfondis. Cela peut s'interpréter comme le signe d'un engagement à informer le lectorat sur les enjeux complexes et les dimensions géopolitiques, humanitaires et diplomatiques de cette question.

En résumé, même si le traitement classique (300–800 mots) occupe une place importante, c'est bien le choix des formats longs qui domine, traduisant une volonté éditoriale d'investigation et d'analyse sur le génocide des Ouïghours, au-delà des simples actualités

- **La tonalité générale des articles (neutre, critique, accusatoire), évaluée sur la base d'indicateurs sémantiques simples :**

Tonalité des articles

Tonalité dominante	Nombre d'articles	Pourcentage
Critique	25	61%
Neutre / descriptif	7	17,1 %
Accusatoire explicite	9	21,9 %

Analyse :

La majorité des articles adoptent un ton critique voire accusatoire, renforcé par des titres forts et l'usage de termes comme "camps", "détention", "répression", ou "génocide". Très peu d'articles présentent le point de vue chinois sans le confronter à des contre-enquêtes.

Majorité critique (61 %) :

La majorité des articles adoptent une tonalité critique, ce qui montre que Le Monde s'aligne globalement sur une dénonciation des pratiques chinoises à l'égard des Ouïghours, même sans toujours aller jusqu'à des accusations formelles de génocide.

Cela reflète :

- Une ligne éditoriale attentive aux droits humains,
- Un positionnement critique vis-à-vis du gouvernement chinois,
- Une volonté d'informer le lecteur sur les problématiques éthiques et humanitaires.

Un noyau accusatoire explicite (21,9 %) :

Près d'un quart des articles vont plus loin que la simple critique et adoptent un ton accusatoire, parlant clairement de violations graves, voire de crimes majeurs (parfois accompagnés du mot « génocide »).

Cela montre :

- Une prise de position plus affirmée,
- Une utilisation possible d'enquêtes, de rapports officiels ou de témoignages solides pour justifier cette accusation.
- Cela pourrait avoir un impact fort sur la perception du lecteur, suscitant indignation et mobilisation.

Une minorité neutre / descriptive (17,1 %) :

Un plus petit nombre d'articles reste neutre ou descriptif, se limitant à relater des faits sans porter de jugement marqué.

Cela peut être lié à :

- Des formats courts (brèves) qui rapportent une information brute,
- Une prudence rédactionnelle sur des sujets sensibles,
- Une volonté d'équilibrer les points de vue (par ex., en rapportant aussi les réponses officielles chinoises).

3.2 Analyse du traitement journalistique :

Analyse qualitative et théorie du cadrage :

La deuxième dimension de l'analyse est qualitative et s'appuie sur la théorie du cadrage (framing theory) développée par Goffman²⁵⁷ et largement utilisée en études médiatiques²⁵⁸. Le cadrage désigne la manière dont les médias sélectionnent, organisent et mettent en valeur certains aspects d'une réalité complexe, orientant ainsi la compréhension et l'interprétation des événements par le public.

Dans ce cadre, l'étude examine :

- Les frames médiatiques dominants présents dans les articles, c'est-à-dire les angles d'approche privilégiés (par exemple, cadrage humanitaire, géopolitique, économique, ou juridique) ;
- Le lexique et le champ sémantique utilisés pour décrire la situation des Ouïghours, notamment autour du terme « génocide présumé » et des notions associées ;
- Les stratégies narratives et rhétoriques employées pour construire le récit journalistique.

Cette double approche permet de combiner l'objectivité des données quantitatives et la finesse interprétative de l'analyse qualitative, afin de fournir une compréhension globale et nuancée de la couverture médiatique proposée par Le Monde sur cette question sensible²⁵⁹.

4. Étude du cadrage des articles (frames médiatiques dominants)

L'analyse qualitative des 41 articles sélectionnés révèle une diversité de cadrages médiatiques qui orientent la compréhension du phénomène des Ouïghours selon plusieurs angles principaux :

Le cadrage des droits humains : C'est le cadre prédominant dans la majorité des articles. Il met en avant les violations des droits fondamentaux — détentions arbitraires, surveillance de masse, travail forcé, atteintes à la liberté religieuse et culturelle. Ce cadrage mobilise un registre moral et émotionnel fort, visant à dénoncer une injustice flagrante et à susciter une mobilisation internationale.

Le cadrage géopolitique : Plusieurs articles insistent sur les enjeux internationaux liés à la situation au Xinjiang, notamment les tensions entre la Chine et les pays occidentaux. Ce

²⁵⁷ Goffman, E. (1974). *Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience*. Harper & Row.

²⁵⁸ Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51–58.

²⁵⁹ Reese, S. D. (2001). Framing public life: A bridging model for media research. *Journal of Communication*, 51(1), 105–125.

cadre met en lumière les aspects diplomatiques, les sanctions économiques, et les stratégies de communication des différents acteurs.

Le cadrage juridique : beaucoup d'articles abordent la question sous l'angle juridique, en se référant aux conventions internationales, aux définitions du génocide selon l'ONU, et aux rapports d'organisations internationales. Cette approche vise à qualifier les actes dénoncés et à envisager des poursuites judiciaires potentielles.

Le cadrage économique et sécuritaire : Moins fréquent, ce cadre souligne l'importance stratégique du Xinjiang pour la Chine, notamment en termes d'exploitation des ressources et de sécurité intérieure contre le terrorisme.

Cette diversité de cadrages traduit une volonté du journal *Le Monde* de proposer une vision plurielle, bien que la tonalité dominante soit clairement critique envers les autorités chinoises. Ce phénomène est conforme à la théorie du cadrage, où les médias sélectionnent certains éléments du réel pour orienter la perception du public²⁶⁰.

Les thèmes dominants dans les articles de *Le Monde*

L'analyse qualitative des 41 articles révèle une récurrence nette de cinq grands thèmes, qui structurent la manière dont *Le Monde* traite la situation des Ouïghours. Ces thématiques sont souvent combinées dans un même article, mais certaines dominent selon les périodes et les types de textes. Le graphique ci-dessous en illustre la fréquence :

Répartition thématique (sur 41 articles) :

1. Répression / Surveillance généralisée : 28 articles (~68 %)
2. Camps d'internement : 24 articles (~59 %)
3. Travail forcé / exploitation économique : 18 articles (~44 %)
4. Diplomatie et géopolitique : 21 articles (~51 %)
5. Génocide culturel / destruction identitaire : 16 articles (~39 %)

Analyse détaillée des thèmes :

1. Répression et surveillance

La majorité des articles soulignent l'existence d'un système répressif de contrôle massif, évoquant :

²⁶⁰ Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51–58. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x>

1. Des technologies de surveillance avancées,
2. Des arrestations arbitraires,
3. Un climat de peur quotidien.

Cela reflète un discours sur la violence d'État normalisée et la transformation du Xinjiang en un espace carcéral à ciel ouvert. Le champ lexical utilisé inclut les mots : surveillance, fichage, répression, contrôle, peur, autorité.

2. Camps d'internement

1. Les camps sont décrits comme des lieux :
2. De rééducation politique forcée,
3. De détention massive sans jugement,
4. De torture psychologique et physique.

Certains articles vont jusqu'à utiliser des expressions comme camps de concentration modernes, renforçant l'idée d'une violence institutionnalisée. Ce thème est lié à des témoignages directs et à des documents fuités par des lanceurs d'alerte.

3. Travail forcé

Plusieurs articles établissent un lien entre les Ouïghours et le système de production mondial : travail dans le coton, dans des usines textiles ou technologiques. Des ONG et des enquêtes du New York Times ou de BBC sont souvent citées comme sources.

Ce thème donne au dossier une dimension économique et éthique : il implique la responsabilité des marques occidentales et questionne la consommation mondialisée.

4. Diplomatie / géopolitique

Ce thème articule la question ouïghoure avec :

1. La rivalité sino-américaine,
2. Les sanctions internationales,
3. Le silence de certains États musulmans,
4. Les votes à l'ONU.

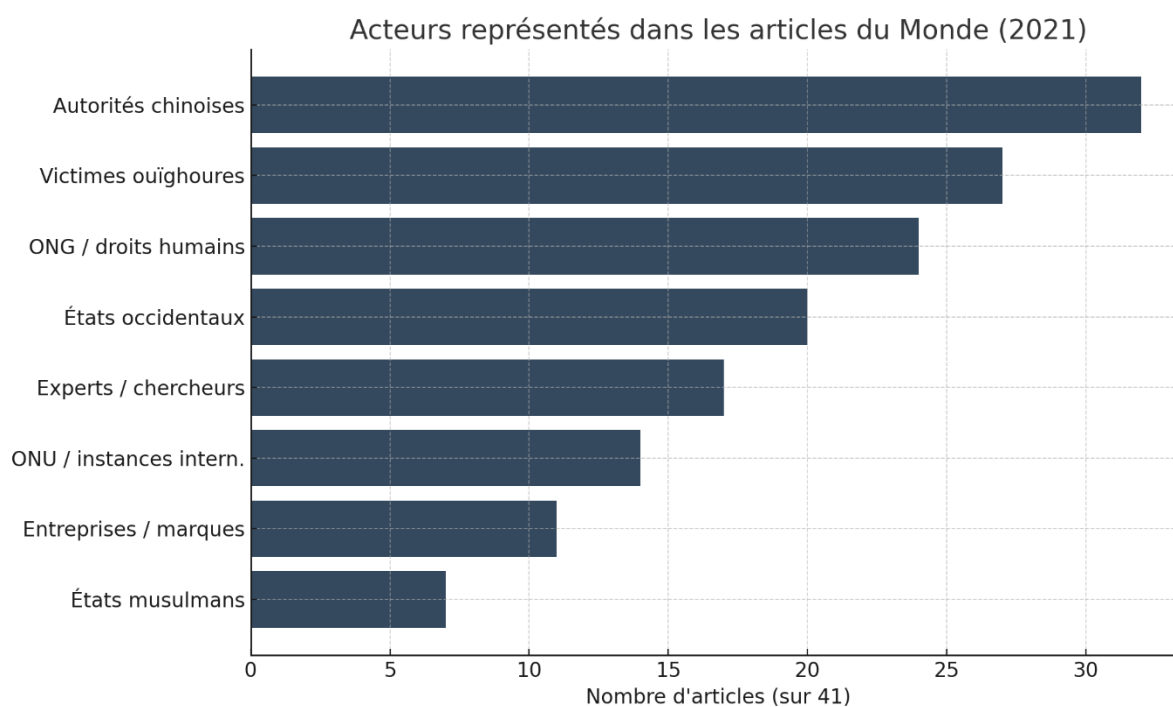
Le discours prend ici une tournure stratégique et met en scène une instrumentalisation politique du drame humanitaire.

5. Génocide culturel / identité

Enfin, un tiers des articles évoquent la destruction culturelle et religieuse :

1. Mosquées rasées,
2. Interdiction du turc ouïghour,
3. Sinisation des noms et des coutumes,
4. Séparation des enfants de leurs familles.

Ces éléments construisent une narration du crime invisible : un génocide sans massacres visibles, mais agissant sur les corps, les esprits et les cultures.



. Les acteurs représentés dans les articles

L'un des éléments clés de la construction médiatique est le choix des acteurs mis en avant. Ces figures donnent du poids au récit, orientent la perception des faits, et construisent un certain rapport de légitimité dans le discours.

L'analyse des 41 articles révèle la présence d'une diversité d'acteurs, dont les rôles peuvent être regroupés en grandes catégories. Voici leur répartition approximative :

Catégorie d'acteurs	Nombre d'articles les mentionnant	Pourcentage (sur 41)
Autorités chinoises	32	78 %
Victimes ouïghoures	27	66 %
ONG et organisations des droits humains	24	59 %
États occidentaux (USA, UE...)	20	49 %
Experts / Chercheurs	17	41 %
Organisations internationales (ONU...)	14	34 %
Entreprises / marques	11	27 %
États musulmans (Turquie, pays arabes)	7	17 %

Analyse qualitative des rôles attribués à ces acteurs :

1. Les autorités chinoises (gouvernement, Parti communiste)

Leur discours est souvent présenté en contrepoint d'une enquête ou d'un rapport critique.

Le vocabulaire utilisé pour les qualifier est souvent neutre, mais encadré par des guillemets distanciants : « centres de formation », « lutte contre le terrorisme », etc.

Ce sont les acteurs les plus cités... mais aussi les plus mis en accusation indirectement.

2. Les victimes ouïghoures

Elles sont présentes dans plus de la moitié des articles, souvent sous forme de témoignages directs ou rapportés.

Leur parole est mise en avant pour humaniser le discours : noms, histoires individuelles, exils, peurs.

Ces voix créent un effet de proximité émotionnelle avec le lecteur.

3. Les ONG et défenseurs des droits

Amnesty International, Human Rights Watch, ASPI (Australie), etc. sont les sources les plus crédibles dans les articles.

Leurs enquêtes sont souvent à l'origine de la couverture médiatique (publication de rapports, fuites de documents).

Elles légitiment les accusations de travail forcé, torture, ou génocide culturel.

4. Les États occidentaux

Leur rôle est double : accuser la Chine (ex. : États-Unis) ou agir diplomatiquement (UE, Canada).

On note l'usage du champ lexical diplomatique : sanctions, boycott, déclarations, pressions internationales.

5. Les experts et chercheurs

Spécialistes de la Chine, des droits humains, ou du droit international.

Présents surtout dans les analyses et dossiers longs, où ils viennent renforcer la crédibilité intellectuelle du propos.

Leurs propos sont souvent traduits en langage accessible.

6. L'ONU et les instances internationales

Moins présentes, mais mentionnées dans les moments-clés (sessions du Conseil des droits de l'homme, déclarations).

Leur rôle est souvent décrit comme timide ou inefficace, ce qui nourrit une critique de l'inaction globale.

7. Les entreprises et marques

Citées principalement dans le cadre du travail forcé (H&M, Nike, Uniqlo...).

Présentées comme des acteurs indirects de la répression, via leurs chaînes d'approvisionnement.

8. Les États musulmans

Leur silence ou soutien tacite à la Chine est parfois souligné comme un paradoxe (au nom de la solidarité religieuse).

Très peu actifs dans la narration, ce qui souligne un vide politique ou diplomatique.

5. Analyse des sources utilisées : témoignages, rapport d'ONG, experts

L'étude quantitative des sources révèle une prédominance :

- A. **Des ONG et organisations internationales** : Amnesty International, Human Rights Watch, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, ainsi que des rapports de l'ONU sont les sources les plus fréquemment citées. Elles jouent un rôle clé dans la légitimation des allégations portées contre la Chine.
- B. **Des témoignages de victimes et d'experts** : Plusieurs articles intègrent des témoignages directs de Ouïghours exilés ou réfugiés, ainsi que des analyses d'experts en droits humains, en géopolitique et en droit international. Ces sources apportent un ancrage humain et un poids scientifique aux récits.

Des sources officielles chinoises : Elles apparaissent généralement pour présenter la version officielle, souvent contestée, justifiant les mesures prises au Xinjiang comme des actions contre le terrorisme et l'extrémisme religieux

La place des victimes et des témoignages

Dans le traitement journalistique des violences de masse, la parole des victimes est un élément structurant. Elle permet de personnaliser l'information, de donner chair aux statistiques et de créer un lien émotionnel entre le lecteur et les faits rapportés.

Statistiques issues de l'échantillon de 41 articles :

Élément observé	Nombre d'articles concernés	Pourcentage
Témoignages directs de victimes ou témoins	22	54 %
Portraits individuels de personnes ouïghoures	13	32 %
Parole rapportée par ONG ou journalistes	18	44 %
Témoignages en exil (diaspora ouïghoure)	15	36 %
Victimes anonymisées pour raisons de sécu	9	22 %

Analyse qualitative de ces témoignages :

1. La centralité des témoignages

Plus de la moitié des articles intègrent des récits à la première personne. Ces témoignages concernent :

1. La détention dans les camps,
2. Les violences psychologiques ou physiques,
3. La séparation familiale,
4. Les contraintes religieuses ou culturelles.

Le lecteur est placé au plus proche de la souffrance vécue, ce qui renforce la dimension éthique et émotionnelle du récit.

« Ils nous forçaient à manger du porc et à renier notre foi », raconte Amina, 36 ans, aujourd'hui réfugiée à Istanbul.

2. Les récits d'exil

Les voix ouïghoures recueillies sont souvent celles de personnes réfugiées hors de Chine, en Turquie, au Kazakhstan, au Canada ou en Europe. Cela permet :

1. De protéger l'identité des témoins,
2. De recueillir des récits plus libres que ceux possibles sur place,

Mais cela peut aussi limiter la diversité des points de vue.

Ces récits renforcent l'idée que fuir est souvent la seule issue pour survivre ou parler.

3. Anonymisation et précautions éditoriales

Dans 22 % des cas, les noms sont modifiés ou les témoins sont présentés de manière anonyme. Le Monde le signale systématiquement, ce qui montre un respect des règles déontologiques.

Témoignage recueilli sous anonymat pour des raisons de sécurité.

Cela renforce à la fois la crédibilité du journal et la perception du danger réel encouru par ceux qui témoignent.

4. Portraits individuels comme stratégie narrative

Certains articles adoptent une forme biographique, retraçant le parcours d'une victime ou d'un militant. Ces portraits ont plusieurs fonctions :

1. Incarner une situation collective dans une histoire individuelle,
2. Créer de l'identification avec le lecteur,
3. Sensibiliser à long terme.

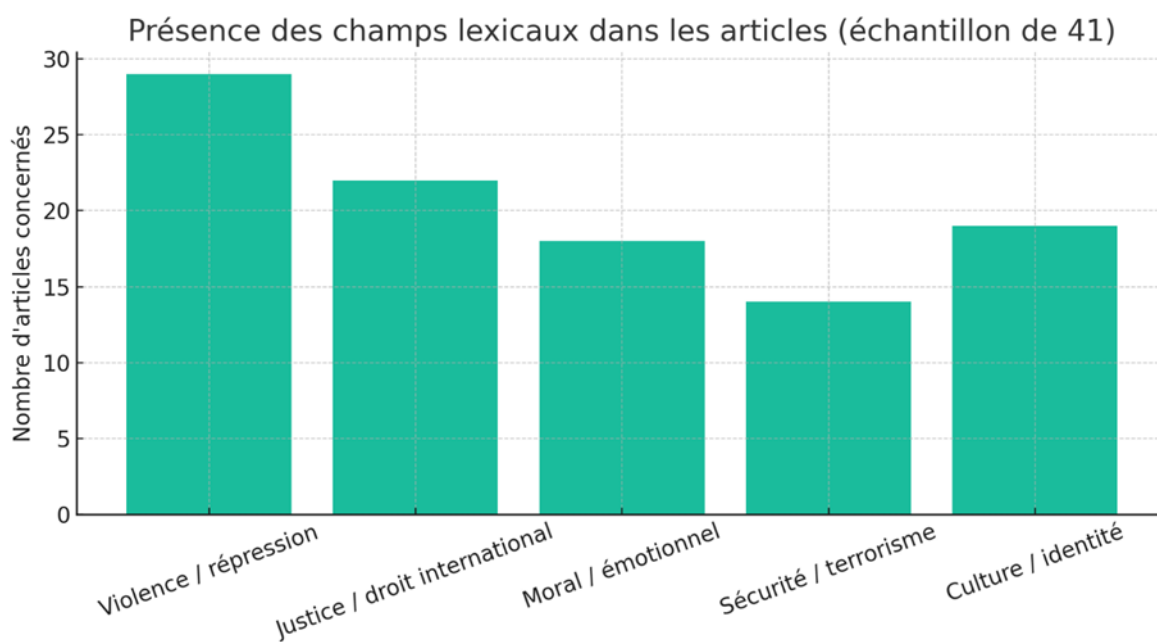
Cette pluralité des sources illustre un équilibre éditorial tentant d'offrir une certaine objectivité, tout en donnant la priorité aux dénonciations des violations des droits humains.

Cependant, la présence parfois marginale des sources chinoises peut aussi traduire un biais occidental dans le traitement de l'information (Herman & Chomsky, 1988).

6. Lexique et champ sémantique associé au génocide présumé

Répartition des champs lexicaux dominants (sur 41 articles) :

Champ lexical	Nombre d'articles concernés	Pourcentage approximatif
Violence / répression	29	71 %
Justice / droit international	22	54 %
Moral / émotionnel (souffrance)	18	44 %
Culture / identité ouïghoure	19	46 %
Sécurité / lutte antiterroriste	14	34 %



Tonalité générale des articles

L'analyse de la tonalité a été codée selon trois catégories :

- Critique : le ton est mesuré mais clairement désapprobateur.

- Neutre / descriptif : le journaliste présente les faits sans jugement explicite.
- Accusatoire : le ton est dénonciateur, voire militant.

Tonalité	Nombre d'articles	Pourcentage
Critique	23	56 %
Neutre	13	32 %
Accusatoire	5	12 %

Choix lexicaux révélateurs

Le vocabulaire utilisé est un indicateur clé de la posture éditoriale :

1. Champs lexicaux de la violence : répression, détention, humiliation, effacement, torture.
2. Lexique de la justice : génocide, crime contre l'humanité, procès, sanction.
3. Lexique moral : indignation, honte, déni, silence complice.

Le recours à des métaphores historiques implicites (notamment autour de la Seconde Guerre mondiale) suggère une gravité symbolique du traitement réservé aux Ouïghours, sans que cela soit toujours explicitement comparé à la Shoah.

Présence des voix humaines

Dans 27 articles (66 %), la narration inclut :

Des témoignages directs (victimes ou témoins), ou des citations de chercheurs ou militants, ce qui donne au récit une dimension humaine et émotionnelle. Cela ancre le récit dans une réalité vécue, et non dans un simple commentaire politique.

Utilisation des titres et des images

Les titres sont souvent :

1. Factuels mais impactants ("Le martyr silencieux des Ouïghours"),
2. Politiquement chargés ("La complicité des marques face au travail forcé").

Les images (quand présentes) renforcent le pathos ou la preuve visuelle : cartes du Xinjiang, visages de témoins, clichés satellitaires des camps, etc.

Analyse des vocabulaires dominants :

1. Champ lexical de la violence et de la répression

Présent dans 29 articles, il mobilise des termes tels que : camps, arrestation, détention, contrôle, humiliation, endoctrinement, lavage de cerveau, torture.

Ce vocabulaire alimente un imaginaire de la violence d'État systémique, renvoyant à des logiques autoritaires extrêmes.

2. Champ du droit international et de la justice

Apparaissant dans 22 articles, il comprend des mots comme : génocide, crimes contre l'humanité, Convention de Genève, sanctions, CPI, droits fondamentaux.

Ce champ donne une dimension juridique et universelle à la situation : la Chine ne viole pas seulement les droits de sa population, elle contrevient à des principes internationaux.

3. Champ moral et émotionnel

Ce champ est souvent associé aux témoignages : peur, souffrance, traumatisme, déracinement, douleur, déshumanisation, honte, compassion.

Ces mots construisent un rapport affectif entre le lecteur et les victimes, humanisant le récit.

4. Champ culturel / identitaire

Ce vocabulaire apparaît dans 19 articles, notamment : religion, langue ouïghoure, mosquées détruites, sinisation, rites musulmans interdits, effacement culturel.

Le discours renvoie à une guerre symbolique contre l'identité ouïghoure, renforçant l'idée de "génocide culturel".

5. Champ sécuritaire / antiterroriste

Ce champ, présent dans 14 articles, reflète surtout le discours officiel chinois, avec des expressions comme : radicalisation, islamisme, prévention du terrorisme, stabilité nationale, rééducation.

Ce lexique est souvent cité à distance critique, entre guillemets ou avec mise en contexte, ce qui signale une prise de distance éditoriale.

3.3 Impacts et limites de la couverture médiatique

7. Influence de la couverture de Le Monde sur l'opinion publique et les décideurs politiques

La couverture soutenue et critique de Le Monde sur la question ouïghoure en 2021 a contribué à sensibiliser l'opinion publique française et européenne sur un sujet longtemps méconnu ou minimisé. Par son rôle de média de référence, Le Monde a participé à la construction d'un récit médiatique qui a renforcé la visibilité du débat sur les violations présumées au Xinjiang, notamment autour du concept de « génocide ».

Cette médiatisation a également influencé les décideurs politiques, en alimentant le discours des parlementaires, des ministères et des instances européennes qui ont adopté des résolutions condamnant la Chine et appelant à des sanctions (Commission européenne, Parlement européen). Le journal a ainsi joué un rôle d'alerte et de pression, contribuant à l'internationalisation de la question ouïghoure.

8. Comparaison avec d'autres médias internationaux (CNN, Al Jazeera, Xinhua)

La comparaison avec des médias internationaux met en lumière des différences de traitement notables :

- A. CNN : Approche très critique similaire à Le Monde, avec une forte mise en avant des témoignages et rapports d'ONG, accentuant l'aspect dramatique et les violations des droits humains.
- B. Al Jazeera : Offre un traitement plus nuancé, intégrant des perspectives régionales et diplomatiques, avec un équilibre parfois plus marqué entre critiques et réponses officielles chinoises.
- C. Xinhua (agence officielle chinoise) : Présente un cadrage totalement opposé, niant les accusations, mettant en avant la lutte contre le terrorisme, le développement économique et la stabilité sociale. Ce contraste illustre la polarisation médiatique autour du sujet.

Ces divergences confirment l'impact des contextes politiques et idéologiques sur le cadrage journalistique, conformément aux travaux sur la construction médiatique des conflits ²⁶¹.

9. Limites et biais potentiels dans le traitement de l'information

Malgré la rigueur apparente, plusieurs limites et biais peuvent être identifiés :

- A. Biais de confirmation : La prédominance des sources occidentales critiques peut renforcer une vision unilatérale, au détriment d'une compréhension plus complexe des enjeux locaux et chinois.

²⁶¹ Herman, E. S., & Chomsky, N. (1988). *Manufacturing consent: The political economy of the mass media*. Pantheon Books.

- B. Limitation des sources locales : L'accès restreint au Xinjiang limite la possibilité d'enquêtes sur place, rendant la couverture dépendante de rapports secondaires et d'exilés, ce qui peut biaiser la représentation.
- C. Tonalité parfois accusatoire : Même si le journal reste prudent avec l'usage du terme « génocide présumé », la tonalité générale critique peut influencer la perception en réduisant la distance journalistique.
- D. Absence de contextualisation approfondie : Certaines analyses peinent à intégrer pleinement les dimensions historiques et socio-économiques complexes, ce qui peut simplifier le récit.

Ces limites rappellent les défis inhérents à la couverture médiatique des crises internationales sensibles, où l'accès, la vérification et l'équilibre restent des enjeux majeurs.

Conclusion :

L'objectif initial de ce mémoire était d'explorer la manière dont *Le Monde*, quotidien français de référence, a couvert sur son site web le drame du peuple ouïghour en 2021, à travers une analyse de contenu mixte, combinant des approches quantitatives et qualitatives. Mais au-delà de cette étude spécifique, ce travail s'inscrit dans une réflexion plus large, au croisement de la géopolitique des médias, des études mémorielles, des relations internationales et de l'éthique journalistique.

En s'intéressant au cas paradigmatique du génocide présumé des Ouïghours que des organisations comme Amnesty International ²⁶² et Human Rights Watch ²⁶³ qualifient de « génocide à huis clos » — ce mémoire éclaire plusieurs tensions géopolitiques majeures. D'abord, il interroge les rapports de force informationnels entre l'Occident et la Chine. Dans un contexte de verrouillage informationnel orchestré par Pékin ²⁶⁴, les médias occidentaux comme *Le Monde* deviennent des acteurs clés de la visibilisation des crimes. Ils s'érigent en témoins, en archivistes des violences, et parfois en acteurs indirects de la pression diplomatique. Leur responsabilité n'est donc pas simplement journalistique : elle est éthique, politique, géopolitique.

L'analyse quantitative a révélé une couverture régulière, attentive et approfondie de la question ouïghoure, témoignant d'une volonté éditoriale d'aller au-delà des logiques du scoop ou de la simple actualité chaude. Les pics de publication identifiés en mars et décembre 2021 montrent une corrélation entre les temps médiatiques et les temps diplomatiques (annonces de sanctions, publications d'enquêtes, déclarations officielles). Cette articulation entre journalisme d'investigation illustre la manière dont les rédactions structurent leur travail pour accompagner, voire influencer, les débats internationaux.

L'analyse qualitative a mis en lumière les choix narratifs, lexicaux et sémantiques faites par *Le Monde*. La tonalité critique, souvent accusatoire, l'usage d'un vocabulaire fort (répression, torture, identité effacée, humiliation), et la structuration rigoureuse des articles (accroche, contextualisation, confrontation des points de vue, ouverture géopolitique) témoignent d'un positionnement éditorial engagé. Plus encore, ils révèlent une logique mémorielle : loin de se

²⁶² Amnesty International. (2021). "Stop the crackdown on Uyghurs in China." <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2021/06/uyghurs-china-human-rights/> (consulté le 04 avril 2024)

²⁶³ Human Rights Watch. (2021). "Break their lineage, break their roots: China's crimes against humanity targeting Uyghurs and other Turkic Muslims." <https://www.hrw.org/report/2021/04/19/break-their-lineage-break-their-roots/chinas-crimes-against-humanity-targeting> (consulté le 04 avril 2024)

²⁶⁴ Zenz, A. (2019). Beyond the camps: Beijing's grand scheme of forced labor, poverty alleviation and social control in Xinjiang. *Journal of Political Risk*, 7(12). <https://www.jpolrisk.com/beyond-the-camps-beijings-grand-scheme-of-forced-labor-poverty-alleviation-and-social-control-in-xinjiang/> (consulté le 04 avril 2024)

contenter de relater des faits, *Le Monde* participe à la construction d'un récit, d'une mémoire médiatique collective²⁶⁵, qui alimente et structure la perception occidentale des violences de masse.

Or, cette mémoire médiatique n'est pas neutre. Elle s'inscrit dans un écosystème marqué par des asymétries d'information, des rapports de pouvoir, et des rivalités idéologiques profondes. À travers l'affaire ouïghoure, ce sont les grandes fractures du système international qui apparaissent : d'un côté, une Chine autoritaire, puissance montante, qui revendique son droit à la souveraineté et au contrôle narratif²⁶⁶; de l'autre, des démocraties occidentales, souvent impuissantes à traduire en actes leurs indignations médiatiques, mais qui s'appuient sur la presse pour maintenir une forme de pression symbolique.

Ce mémoire met aussi en lumière les limites structurelles des institutions internationales. Malgré les révélations, les enquêtes, les témoignages, les rapports accablants, aucune sanction véritablement contraignante n'a pu être imposée à la Chine²⁶⁷. Ce constat interroge la capacité du droit international à s'appliquer face à des acteurs puissants, et, corrélativement, le rôle assigné aux médias.

Enfin, ce travail pose la question des publics. À qui s'adressent ces articles ? Quelle est la réception effective des récits médiatiques sur les violences lointaines ? Dans un monde saturé d'images et d'informations, où les tragédies internationales se succèdent sans toujours mobiliser durablement l'attention, le défi est immense. Comme le rappelle Ricoeur²⁶⁸, la mémoire collective n'est jamais donnée : elle se construit, se travaille, se fragilise. Les médias participent de cette construction, mais ils en dépendent aussi : sans public réceptif, sans relais politique, sans mobilisation internationale, leur narration du crime risque de rester lettre morte.

En définitive, cette étude permet de mieux comprendre la place stratégique des médias dans les dynamiques géopolitiques contemporaines. Elle montre que le journalisme n'est pas un simple miroir du réel, mais un acteur actif de la production des significations, des perceptions et des récits globaux. Elle invite, enfin, à réfléchir aux conditions dans lesquelles cette production peut, ou non, peser sur le cours des choses et à interroger, en creux, les responsabilités partagées des journalistes, des institutions, des lecteurs, et des États face aux violences de masse qui continuent, aujourd'hui encore, de déchirer le monde.

²⁶⁵ Assmann, A. (2008). Transformations between history and memory. *Social Research*, 75(1), 49–72.

²⁶⁶ Economy, E. C. (2018). *The third revolution: Xi Jinping and the new Chinese state*. Oxford University press.

²⁶⁷ UN Human Rights Office. (2022). "Assessment of human rights concerns in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region, People's Republic of China." <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/assessment-human-rights-concerns-xinjiang-uyghur-autonomous-region-peoples> (consulté le 04 avril 2024)

²⁶⁸ Ricoeur, P. (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Seuil.

Les références :

Livres :

En Arabe :

- شمامي، آ. (2024). جرائم إبادة الجنس البشري.

En français :

- Bardin, L. (2007). L'analyse de contenu (13^e éd.). Presses Universitaires de France.
- Bardin, L. (2013). L'analyse de contenu (14^e éd.). Presses Universitaires de France.
- Bourdieu, P. (1996). Sur la télévision. Liber-Raisons d'agir.
- Cabestan, J.-P. (2018). La Chine dans le monde. CNRS Éditions.
- Charaudeau, D. (1997). Le discours d'information médiatique.
- Charaudeau, P. (2011). Les médias et l'information : L'impossible transparence du discours. Éditions Sciences Humaines.
- Haitiwaji, G., & Morgat, R. (2021). Rescapée du goulag chinois. Éditions des Équateurs.
- Marthoz, J.-P. (2017). Journalisme international et droits de l'homme. De Boeck Supérieur.
- Ricoeur, P. (2000). La mémoire, l'histoire, l'oubli. Seuil.
- Sémelin, J. (2005). Purifier et détruire.
- Weber, M. (1922). Économie et société.

En anglais :

- Assmann, A. (2011). Cultural memory and Western civilization: Functions, media, archives. Cambridge University Press.
- Bovingdon, G. (2010). The Uyghurs: Strangers in their own land. Columbia University Press.
- Brady, A.-M. (2008). Marketing dictatorship: Propaganda and thought work in contemporary China. Rowman & Littlefield.
- Byler, D. (2021). In the camps: China's high-tech penal colony. Columbia Global Reports.
- Clarke, M. (2011). Xinjiang and China's rise in Central Asia – A history. Routledge.
- Goffman, E. (1974). Frame analysis: An essay on the organization of experience. Harper & Row.
- Hallin, D., & Mancini, P. (2004). Comparing media systems.
- Herman, E. S., & Chomsky, N. (1988). Manufacturing consent: The political economy of the mass media. Pantheon Books.
- Krippendorff, K. (2004). Content analysis: An introduction to its methodology (2nd ed.). Sage Publications.

- Krippendorff, K. (2013). Content analysis: An introduction to its methodology. Sage Publications.
- Lemkin, R. (1944). Axis rule in occupied Europe.
- Millward, J. A. (2019). Eurasian crossroads: A history of Xinjiang (2nd ed.). Columbia University Press.
- O'Brian, S. (2021). Genocide and international law: The case of Xinjiang. Cambridge University Press.
- Roberts, S. (2020). The war on the Uyghurs: China's internal campaign against a Muslim minority. Princeton University Press.
- Schudson, M. (2003). The sociology of news. W.W. Norton & Company.
- Tuchman, G. (1978). Making news: A study in the construction of reality.
- Zuboff, S. (2020). The age of surveillance capitalism. PublicAffairs.

Articles scientifiques et chapitres :

En anglais :

- Abidin, C. (2021). TikTok and the 'algorithmic anxiety' of affective publics. In K. N. B. T. Richardson (Ed.), *TikTok cultures in the United States* (pp. 193–208). Routledge.
- Assmann, A. (2008). Transformations between history and memory. *Social Research*, 75(1), 49–72.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51–58. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x>
- Reese, S. D. (2001). Framing public life: A bridging model for media research. *Journal of Communication*, 51(1), 105–125.
- Ristovska, S. (2021). *Seeing human rights: Video activism as a proxy profession*. MIT Press.
- Sautman, B., & Yan, H. (2021). The Xinjiang genocide determination as agenda. *Critical Asian Studies*, 53(4), 551–577. <https://doi.org/10.1080/14672715.2021.1974855>
- Tufekci, Z. (2015). Algorithmic harms beyond Facebook and Google: Emergent challenges of computational agency. *Colorado Technology Law Journal*, 13(203), 203–218. <https://ctlj.colorado.edu/?p=1330>
- Zenz, A. (2018). “Thoroughly reforming them toward a healthy heart attitude”: China's political re-education campaign in Xinjiang. *Central Asian Survey*, 38(1), 102–128. <https://doi.org/10.1080/02634937.2018.1507997>
- Zenz, A. (2019). Beyond the camps: Beijing's long-term scheme of coercive labor, poverty alleviation and social control in Xinjiang. *Journal of Political Risk*, 7(12), 1–25.
- Zenz, A. (2019). Beyond the camps: China's long-term re-education program in Xinjiang. *Journal of Contemporary China*, 28(117), 675–693. <https://doi.org/10.1080/10670564.2019.1661301>

Rapports institutionnels et ONG :

- Amnesty International. (2021). *“Like we were enemies in a war”: China’s mass internment, torture, and persecution of Muslims in Xinjiang*. Amnesty International. <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/4137/2021/en/>
- Australian Strategic Policy Institute (ASPI). (2020). *Uyghurs for sale: ‘Re-education’, forced labour and surveillance beyond Xinjiang*. <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>
- Human Rights Watch. (2021). *Break their lineage, break their roots: China’s crimes against humanity targeting Uyghurs and other Turkic Muslims*. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org>
- Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR). (2022). *Assessment of human rights concerns in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region, People’s Republic of China*. United Nations. <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/assessment-human-rights-concerns-xinjiang-uyghur-autonomous-region>
- United Nations. (1948). *Convention on the prevention and punishment of the crime of genocide*.
- Uyghur Tribunal. (2021). *Judgment and findings of the tribunal*.
- U.S. Department of State. (2021). *Determination of the Secretary of State on atrocity crimes in Xinjiang*. <https://www.state.gov>

Articles de presse et médias :

En français :

- France 24. (2021). Inside China’s Uyghur camps: Propaganda tours and reality. <https://www.france24.com>

En anglais :

- BBC News. (2021, February 2). China’s treatment of Uighurs amounts to torture, says rights group. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55873305>
- The Guardian. (2020). China’s treatment of Uyghurs: Global backlash and propaganda efforts. <https://www.theguardian.com>
- The New York Times. (2019, November 16). ‘Absolutely no mercy’: Leaked files expose how China organized mass detentions of Muslims. <https://www.nytimes.com>

Documents légaux et institutionnels :

En français :

- CPI. (1998). *Statut de Rome*.
- ONU. (1992). *Déclaration sur les droits des minorités*.
- Parlement européen. (2020, 17 décembre). *Résolution du Parlement européen sur le travail forcé et la situation des Ouïghours dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang*.

En anglais :

- U.S. Department of State. (2021). *Determination of the Secretary of State on atrocity crimes in Xinjiang*.

Les annexes

Liste de l'échantillon des articles choisis :

Articles janvier 2021 :

INTERNATIONAL • CHINE

Enquête vidéo : ce que les réseaux sociaux chinois révèlent des camps d'internement et du travail forcé des Ouïgours

VIDÉO | Malgré la censure et les dénégations de Pékin, l'analyse des réseaux sociaux chinois par « Le Monde » expose la politique de répression menée contre les musulmans ouïgours, au Xinjiang.

Par Service vidéo du Monde

Publié le 06 janvier 2021 à 06h00, modifié le 17 mars 2021 à 16h28 • Lecture 1 min.

Près de 400 camps d'internement, plus d'un million de détenus et des centaines de milliers de travailleurs forcés... Depuis 2018, l'ampleur de la persécution des Ouïgours en Chine émerge progressivement. Mais selon le gouvernement chinois, ces camps d'internement seraient des « *centres de formation professionnelle* » et les transferts de travailleurs forcés ne constitueraient que des « *programmes de lutte contre la pauvreté* ».

Menée entre novembre et décembre 2020, l'enquête vidéo du *Monde* révèle des images et des documents qui montrent une réalité éloignée du discours officiel de Pékin.

Malgré la censure, les réseaux sociaux chinois laissent filtrer des témoignages de la politique répressive menée contre les minorités musulmanes au Xinjiang. Une fois authentifiés et recoupés avec des vues satellites et des documents officiels, ces éléments constituent de nouvelles preuves d'un système concentrationnaire élaboré par le régime chinois et de l'enrôlement de Ouïgours dans des programmes de travail forcé, dont bénéficiaient encore début 2020 des dizaines d'entreprises internationales, parmi lesquelles Amazon, Nike ou Zara.

Sources

Cette enquête n'aurait pas été possible sans le travail de plusieurs chercheurs et enquêteurs indépendants.

Sources générales :

Rapports d'Adrian Zenz sur le travail forcé au Xinjiang : <https://bit.ly/35ady4D> ; <https://bit.ly/3aQTTdr>

Liste et coordonnées GPS des camps d'internement connus dans le Xinjiang : <https://bit.ly/3aPhI5h>

Rapport de l'ASPI sur le travail forcé des Ouïgours : <https://bit.ly/3nXXSIX>

Travail en sources ouvertes de Timothy Grose sur le Web chinois : <https://bit.ly/3rEhVyo>
Sources spécifiques :

Chiffres du Parquet populaire du Xinjiang sur les arrestations annuelles pour crimes :
<https://bit.ly/3pBUBQ3>

Article de l'agenda de presse officielle chinoise sur la politique nationale « Aide au Xinjiang »
:

<https://bit.ly/3rC0ApM>

Article de presse locale montrant des photos de la police de Kargilik : <https://bit.ly/2JvQKEI>

Article annonçant l'arrivée de 1 847 travailleurs migrants dans la préfecture de Bayingol :
<https://bit.ly/3ht0AUu>

Article annonçant l'arrivée de 450 travailleurs migrants dans le district de Lopnur :

<https://bit.ly/2WRSBqe>

Document officiel du gouvernement du Xinjiang sur la « bataille contre la pauvreté » :
<https://bit.ly/35abkSP>

Chiffres du bureau national des statistiques chinois sur la production de coton au Xinjiang :
<https://bit.ly/2JvRXvK>

Sur la production mondiale de coton : <https://bit.ly/3hqU7t2>

Document officiel du gouvernement du Xinjiang sur les quotas de travailleurs dans l'industrie du textile et des vêtements : <https://bit.ly/3hr9YYt>

Document officiel du gouvernement du Xinjiang sur les « signes de radicalisation religieuse »
: <https://bit.ly/KIe1ni>

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

« J'étais morte de l'intérieur » : une Oüïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne

Gulbahar Haitiwaji, qui vivait en France, a été attirée au Xinjiang pour signer des documents. Elle passera deux ans de détention, de lavage de cerveau, dans le froid et la faim, avant d'être libérée grâce aux pressions de sa famille et au Quai d'Orsay.

Propos recueillis par Harold Thibault

Publié le 19 janvier 2021 à 03h24, modifié le 19 janvier 2021 à 18h14 • Lecture 6 min.

Article

réservé

aux

abonné



Gulbahar Haitiwaji à son domicile de Boulogne-Billancourt le 18 janvier 2021. ED

« *Ce n'est pas possible de faire une procuration, vous devez vous déplacer à Karamay* », avait répondu celui qui se présentait comme un employé du service comptabilité de la compagnie pétrolière pour laquelle la Ouïgoure Gulbahar Haitiwaji a longtemps travaillé, dans le nord du Xinjiang, avant de quitter la région peu après son époux, lassé des discriminations et des avantages donnés à la majorité chinoise, les Han.

Quelques jours plus tôt, le même homme l'avait déjà appelée pour lui demander de se rendre en Chine afin de signer des documents administratifs concernant sa retraite anticipée. Cela faisait dix ans que M^{me} Haitiwaji vivait en France. Mais, si son mari et ses filles avaient le statut de réfugiés politiques, elle avait préféré conserver son passeport chinois, pour se garder la possibilité d'aller voir sa famille, sa mère vieillissante.

En ce mois de novembre 2016, M^{me} Haitiwaji, après avoir hésité, prit un billet d'avion pour la Chine.

Après tout, elle ne s'était jamais intéressée à la politique, qu'irait-on lui reprocher. Surtout, les Ouïgours subissaient déjà la répression, mais il n'était pas encore question de ces camps d'endoctrinement par lesquels sont depuis passés au moins un million de membres de cette minorité musulmane et turcophone, selon les travaux de chercheurs et d'ONG. Et pour cause, la politique d'internement de masse des Ouïgours et autres minorités musulmanes du Xinjiang ne faisait que commencer.

Lire aussi | [En Chine, les Ouïgours internés dans des camps envoyés à l'usine pour du travail forcé](#)

En deux ans de détention, de lavage de cerveau, dans le froid et la faim, elle allait voir se déployer le système concentrationnaire ciblant sa communauté, pour éradiquer sa religion, l'islam, sa pensée, sa culture et sa langue, avant d'être libérée grâce aux pressions de sa famille et aux efforts du Quai d'Orsay. Elle en fait un récit détaillé avec la journaliste Rozenn Morgat, du *Figaro*, dans *Rescapée du goulag chinois* (Editions des Equateurs, 200 pages, 18 euros).

« Votre fille est une terroriste ! »



Gulbahar Haitiwaji, à son domicile, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le 18 janvier. ED ALCOCK / MYOP POUR « LE MONDE »

Son témoignage confirme l'effort de Pékin pour contraindre les Ouïgours vivant à l'étranger à rentrer pour les interner. « *Gulbahar est entrée dans ces camps sans savoir ce que c'était, et elle a vu ce système se construire autour d'elle* », relève la coautrice, Rozenn Morgat.

Le 30 novembre 2016, M^{me} Haitiwaji est donc dans les locaux du groupe pétrolier au Xinjiang pour signer la paperasse, lorsque les policiers l'arrêtent et l'emmènent au poste, où commencent les interrogatoires. L'un d'eux brandit bientôt une photo de sa fille aînée, Gulhumar, à une manifestation organisée par l'Association des Ouïgours de France, place du Trocadéro. « *Votre fille est une terroriste !* », lance-t-il.

C'est le début de deux années de transferts, pieds et poings enchaînés, cagoule sur la tête, d'un centre de détention à l'autre. D'abord la maison d'arrêt, avec au mur le règlement intérieur : « *Il est interdit de parler ouïgour ; il est interdit de prier ; il est interdit d'entamer une grève de la faim...* » On fait ses besoins dans un seau en plastique, devant les autres. La cellule 202 passe en deux mois de neuf à une trentaine de détenues. Gulbahar Haitiwaji nie être une terroriste, cela agace son interrogateur. En conséquence, elle est enchaînée à son lit vingt jours durant, du 1^{er} au 20 avril 2017. C'est en prison qu'elle entend parler de ces nouveaux « centres de formation professionnelle », et elle se réjouit d'être sélectionnée pour l'« école » plutôt que pour la prison longue durée.

Lire aussi | [En Chine, des barbelés le long de la « route de la soie »](#)

Elle déchante vite. « *Droite ! Gauche ! Repos !* » Il y a une quarantaine de femmes en habit de détenu bleu dans la pièce où elle subit d'abord une sorte d'entraînement physique. Le camp de Baijintan, trois bâtiments « *de la taille de petits aéroports* » en lisière du désert, est protégé par des palissades surmontées de barbelés. Les fenêtres recouvertes de rideaux métalliques, les détenus ne voient plus la lumière du jour, que ces néons. Sous la lumière aveuglante du camp, sa vue baisse. Ils n'ont pour repas qu'une bouillie infâme. L'odeur de peinture fraîche lui laisse penser que le camp vient de sortir de terre. Il se remplit rapidement au fil de l'année 2017, avec seize cellules de douze personnes environ, soit presque 200 prisonnières. La nuit, on entend les hurlements de femmes qui délirent ou implorent le pardon pour leurs crimes. Les caméras de sécurité suivent les détenues dans leurs mouvements.

« Merci à notre grand pays. Merci à notre Parti. Merci à notre cher président Xi Jinping », doivent répéter les détenues du lever jusqu'au coucher.

Les séances d'endoctrinement, dans un premier temps, sont menées par une Ouïgoure. « *Merci à notre grand pays. Merci à notre Parti. Merci à notre cher président Xi Jinping* », doivent répéter les détenues du lever jusqu'au coucher. Sa mémoire à court terme, constate Gulbahar Haitiwaji, lui permet de recracher la propagande sur la grandeur du Parti communiste chinois (PCC) et d'éviter ainsi les humiliations publiques distribuées par la « professeure », mais elle l'éloigne aussi de ses souvenirs. Les visages de sa famille se floutent, à passer onze heures par jour à chanter les louanges du régime.

Etranges vaccinations

A la table de son salon, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), elle raconte le moment où un garde de camp montre à son groupe de détenues un mur blanc : « *De quelle couleur est-il ?* », demande le maton. « *Blanc* », répondent-elles. « *Non, ça c'est noir. C'est moi qui décide la couleur que vous devez percevoir* », leur intime le garde.

Puis interviennent ces étranges vaccinations, il y a un document pour donner son accord, mais il est bien impossible de refuser de le signer. M^{me} Haitiwaji a déjà la cinquantaine, mais beaucoup de codétenues plus jeunes lui confient ne plus avoir leurs règles depuis ces injections. Elles se demandent si elles sont stérilisées de force. Elle est transférée vers un autre camp, bien plus grand, avec peut-être 500 détenues, tandis que la campagne d'internement des Ouïgours ne cesse de gagner de l'ampleur.

Lire aussi | [La Chine reconnaît plus d'un million de « formations » par an au Xinjiang](#)

« *La vie et la mort n'avaient pas le même sens dans les camps*, décrit Gulbahar Haitiwaji. *Cent fois j'ai cru, lorsque le pas des gardes nous réveillait la nuit, qu'ils venaient me fusiller. Lorsqu'une main passait violemment une tondeuse sur mon crâne, et que d'autres mains arrachaient les touffes de cheveux qui tombaient sur mes épaules, j'ai fermé mes yeux brouillés par les larmes, pensant que mon heure était venue.* » Ses sentiments aussi s'estompent, « *j'étais déjà morte de l'intérieur* ».

Libérée face aux pressions de la France

A côté d'elle durant les séances d'endoctrinement, une femme, la soixantaine, ferme les yeux, d'épuisement ou de peur. Un garde lui colle une claque. « *Tu crois que je ne te vois pas prier ?* » On la sort brutalement de la « classe » et elle revient une heure plus tard, après avoir rédigé son autocritique qu'elle lit devant les autres, blême.

Le 23 novembre 2018, M^{me} Haitiwaji est jugée en moins de dix minutes, condamnée à sept ans de détention

Le 23 novembre 2018, M^{me} Haitiwaji est jugée en moins de dix minutes, condamnée à sept ans de détention. Son dossier semble presque aussi maigre qu'elle l'était devenue, elle : le juge qui avait pour mission de la condamner l'interrogera avant tout sur des modifications administratives du *hukou*, sorte de livret de famille, plutôt que sur un quelconque crime.

Elle sera libérée face aux pressions de la France, mais reste hantée par ces années noires. Elle se réveille la nuit, saisie par l'angoisse, le cœur battant à cent à l'heure comme sur le point d'exploser. Elle a beaucoup réfléchi avant de mettre son nom sur l'ouvrage, mais a conclu que c'était son rôle de parler, puisqu'elle a eu la chance d'en réchapper. « *Ils veulent nous faire disparaître, dit-elle, c'est un génocide culturel, une assimilation totale, mais il y a chez les gens une résistance, on ne supprime pas ainsi toute une culture.* »

Lire aussi | [Ouïgours : l'asservissement d'un peuple](#)

Harold Thibault

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÛIGOURS

Les Etats-Unis accusent la Chine de commettre un « génocide » contre les Oûigours, Pékin dénonce des « mensonges absurdes »

Le secrétaire d'Etat américain sortant, Mike Pompeo, a aussi évoqué des « crimes contre l'humanité » commis par les autorités chinoises contre cette minorité musulmane.

Le Monde avec AFP

Publié le 20 janvier 2021 à 11h11, modifié le 20 janvier 2021 à 11h54 • Lecture 2 min.



Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, le 10 novembre 2020. JACQUELYN MARTIN / AP

La Chine a qualifié, mercredi 20 janvier, de « *mensonges absurdes et éhontés* » les accusations du secrétaire d'Etat américain sortant, Mike Pompeo, selon lesquelles Pékin « *commet un génocide* » contre les Oûigours, une minorité musulmane de la région du Xinjiang (nord-ouest). Cette terminologie « *n'est qu'un chiffon de papier à nos yeux* », a déclaré devant la presse la porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois.

Mardi, Mike Pompeo a déclaré que les Etats-Unis considéraient désormais que la Chine « *commet un génocide* » contre les Oûigours. « *Je pense que ce génocide est encore en cours et que nous assistons à une tentative systématique de détruire les Oûigours de la part du parti-Etat chinois* », a-t-il ajouté dans un communiqué. Il a aussi évoqué des « *crimes contre l'humanité* » perpétrés « *depuis au moins mars 2017* » par les autorités chinoises contre les Oûigours et « *d'autres membres de minorités ethniques et religieuses au Xinjiang* ».

Lire aussi | [« J'étais morte de l'intérieur » : une Ouïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne](#)

« *Les Etats-Unis appellent la République populaire de Chine à libérer immédiatement toutes les personnes détenues arbitrairement et à mettre fin à son système de camps d'internement et de détention, de résidences surveillées et de travail forcé* », a insisté Mike Pompeo.

Joe Biden, qui sera investi président mercredi à 18 heures (heure de Paris), avait, lui, estimé avant son élection, selon un communiqué publié en août, que la répression contre les Ouïgours constituait un

« *génocide perpétré par le gouvernement autoritaire de la Chine* ». Son futur secrétaire d'Etat, Antony Blinken, a dit mardi partager l'accusation de « *génocide* ».

« La pire tache de ce siècle »

Selon des experts étrangers, plus d'un million de Ouïgours sont ou ont été détenus dans des camps de rééducation politique du Xinjiang, région placée sous étroite surveillance policière. Pékin dément et affirme qu'il s'agit de centres de formation professionnelle, destinés à leur fournir un emploi et à les éloigner du terrorisme et du séparatisme islamistes après une série d'attentats meurtriers attribués à des Ouïgours. Un génocide consiste en la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux.

Lire aussi | [En Chine, les Ouïgours internés dans des camps envoyés à l'usine pour du travail forcé](#)

Des études d'instituts de recherche américains, basées sur des interprétations de documents officiels chinois, des témoignages et des extrapolations accusent par ailleurs la Chine de stérilisations et de travail forcé visant les Ouïgours.

Depuis deux ans, l'administration de Donald Trump accusait la Chine de mener une campagne de répression brutale dans la région du Xinjiang. Mike Pompeo avait estimé en mars 2020 qu'il s'agissait de « *la pire tache de ce siècle* » et avait déjà annoncé plusieurs salves de sanctions contre des responsables chinois.

Washington a aussi exhorté mardi la communauté internationale « *à se joindre aux Etats-Unis* » dans leur effort « *pour que les responsables de ces atrocités rendent des comptes* ». « *Si le Parti communiste chinois est autorisé à commettre un génocide et des crimes contre l'humanité contre son propre peuple, on ne peut qu'imaginer ce qu'il aura le courage de faire au monde libre dans un avenir pas si lointain* », a mis en garde celui qui vit ses dernières vingt-quatre heures en tant que chef de la diplomatie américaine.

Lire aussi | [Exilée en France, une Ouïgoure hantée par le souvenir des camps chinois](#)

Le Monde avec AFP



* SÉRIES

L'adaptation périlleuse d'un monument de SF

chinoise en série Netflix

Par Elisa Thévenet

Publié le 31 janvier 2021 à 00h31, modifié le 20 mars 2024 à 10h23 Lecture 8 min.

Article réservé aux abonnés

ENQUÊTE | « Le Problème à trois corps », un space opera apocalyptique, doit être adapté en série. Sa trame, son contexte culturel et les propos polémiques de son auteur sur les Ouïgours compliquent la tâche.

« Venez ! Je vous aiderai à conquérir ce monde. Notre civilisation est incapable de résoudre ses propres problèmes. Nous avons besoin de votre intervention. » 1969, région de Mongolie-Intérieure, en Chine : Ye Wenjie, astrophysicienne pectée de rancœur, vient de communiquer la position de la Terre à l'immensité de l'Univers.

Traumatisée par l'exécution publique de son père pendant la Révolution culturelle (la décennie de chaos, de répression et de dénonciations imposée par Mao Zedong entre 1966 et 1976, année de sa mort), elle jubile désormais. Au bout du fil interstellaire, Trisolaris, un astre habité par une civilisation au bord de l'effondrement gravitationnel.

Quarante ans plus tard, alors qu'une série de suicides ébranle la communauté scientifique terrienne, à 4,3 années-lumière de là, les Trisolarians embarquent pour un voyage spatial de plus de quatre siècles. Leur objectif : envahir la Terre.

Lire aussi | [« La science-fiction aborde des enjeux planétaires » : entretien avec trois maîtres de la SF](#)

Space opera apocalyptique à grand succès (avec au moins vingt millions d'exemplaires vendus en Chine et des millions ailleurs dans le monde), *Le Problème à trois corps* est une trilogie signée par le chef de file de la sciencefiction (SF) chinoise, Liu Cixin. Lue par Barack Obama, recommandée par le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, l'ambitieuse saga a démocratisé en quelques années l'imaginaire spéculatif de l'empire du Milieu.

Le premier tome, paru en 2006 en Chine et sorti en France chez Actes Sud en 2016, a remporté le prestigieux prix Hugo en 2015 : pour la première fois, cette distinction allait à un écrivain chinois. Et, le 1^{er} septembre 2020, on apprenait que les romans étaient en cours d'adaptation pour devenir une série Netflix.

Un space opera très ambitieux

Depuis la fin des années 1990 et le retour de la SF dans les librairies chinoises – après la vague d'épuration de Deng Xiaoping – numéro un chinois de 1978 à 1992 – pour contrer l'influence de l'Occident –, Liu Cixin incarne le renouveau de la SF sinophone, aux côtés de Han Song et Wang Jiankang.

La recette de son succès : une hard-science néoclassique, saupoudrée d'un *sense of wonder* (ce vertige émerveillé propre à la SF) très vieille école. A l'origine de son épopée interstellaire, un papier de recherche sur l'énigmatique problème de mécanique orbitale des « trois corps » : quand trois corps célestes interagissent gravitationnellement, aucune modélisation ne permet de prédire leurs mouvements.

Fasciné par ce casse-tête mathématique, l'esprit de Liu Cixin brode : et si ces trois corps célestes étaient en réalité trois soleils, comment une civilisation extraterrestre se développerait pour survivre dans un système aussi chaotique ?

Lire aussi | [La science-fiction, entre science et fiction](#)

S'ensuivent un premier chapitre publié en 2006 dans la revue chinoise *Kehuan Shijie* (« *Le Monde de la science-fiction* ») et trois épais tomes. Composée de 2 000 pages, son œuvre conjugue astrophysique et passé maoïste, écologie et métaphysique pour un voyage cosmique qui renouvelle le motif de la rencontre avec une civilisation extraterrestre. Peu à peu, le roman pose la question, centrale en science-fiction, du comportement qu'adopterait l'humanité en cas de contact avec des êtres venus d'ailleurs, d'un point de vue politique, social et scientifique. Il y répond de manière quasi définitive d'un point de vue terrien.

Détail de la couverture de « La Forêt sombre », aux éditions Babel. LIN YI'AN / BABEL / « LE MONDE »

« *La trilogie de Liu Cixin est le récit de science-fiction le plus ambitieux que nous ayons jamais lu, embarquant ses lecteurs dans un voyage des années 1960 jusqu'à la fin des temps, du monde vivant sur notre Planète bleue jusqu'aux confins de l'Univers* », ont déclaré dans un communiqué de presse David Benioff et D. B. Weiss, à la tête du projet titanesque d'adaptation de Netflix. Le duo est surtout connu jusqu'ici pour avoir mené le portage de la saga littéraire de G. R. R. Martin, *Game of Thrones*, sur la chaîne HBO.

« *C'est ma série américaine préférée* », s'enthousiasme en retour Liu Cixin dans une interview par e-mail accordée au *Monde*. L'écrivain sera consultant, aux côtés de son traducteur, l'auteur primé Ken Liu, pour conseiller les équipes chargées d'adapter son texte.

La science avant tout

Les défis sont de taille. En dix ans, les tentatives d'adapter la trilogie se sont multipliées : série animée, jeux vidéo, longs-métrages... Mais aucune n'a abouti en raison de la complexité du projet. « *J'ai participé il y a quelques années à une adaptation [un projet inabouti du studio shanghaien Yoozoo] et j'ai été profondément impressionné par la difficulté de transposer le roman sur grand écran* », rapporte Liu Cixin au *Monde*. Il espère : « *Une série télé a plus de marge de manœuvre, plus de place pour l'adaptation.* »

L'ambition de la narration – qui débute à la fin des années 1960 et s'étend jusqu'à la mort thermique de l'Univers, quelque 18 milliards d'années plus tard – rend la tâche pour le moins ardue. « *C'est l'histoire qui embarque les individus et non les individus qui font l'histoire* » dans l'œuvre, résume Gwennaël Gaffric, le traducteur français des trois romans.

Lire aussi | Dans la fiction postapocalyptique, le « monde d'après » n'est presque jamais solidaire, pacifique et collectif

Influencé par les grandes fresques russes qui ont irrigué la littérature chinoise dans les années 1950, Liu Cixin n'accorde qu'une place secondaire à ses personnages, ballottés par les grands bouleversements du monde. Béquilles narratives, ils soutiennent avant tout ses concepts scientifiques, véritables héros de ses univers, tandis que les ellipses se comptent parfois en milliers d'années, et que l'esthétique, grandiose, renoue avec celles du space opera et de l'exploration spatiale.

Pour autant, apôtre de la hard-science, Liu Cixin défend une SF

conceptuellement rigoureuse. « *Je n'ai pas commencé à écrire par amour de la littérature. Je l'ai fait par amour de la science* », résumait l'ingénieur dans une interview au New Yorker en 2019. Distorsion spatiale, théorie des supercodes, mécanique quantique, supernovæ, matière noire : *Le Problème à trois corps* est un traité de physique déguisé en roman. De quoi donner du fil à retordre aux scénaristes et au département effets spéciaux.

« Nouveau héros du soft power »

Mais plus que la mise en image des concepts scientifiques, ce sont surtout les écarts culturels qui inquiètent l'écrivain chinois. « *Si j'ai vraiment une crainte, c'est que Le Problème à trois corps a été écrit pour un public chinois, sans savoir qu'il serait publié en anglais, encore moins adapté pour des spectateurs occidentaux. De très nombreux éléments sont propres à la culture chinoise* », estime Liu Cixin.

« *En ce moment, la science-fiction occidentale se concentre sur les discriminations raciales et de genre, les oppressions de classe et la manière dont la technologie aliène les hommes. De son côté, la science-fiction chinoise s'intéresse plus aux progrès technologiques et comment l'humanité peut survivre à l'Univers* », prolonge l'auteur. Des propos tenus dans un pays, où, cependant, évoquer la répression des minorités ethniques ou l'usage des nouvelles technologies pour la surveillance politique est impossible publiquement.

L'écrivain Liu Cixin, en 2014. LIN YI'AN / ACTES SUD / « LE MONDE »

Tout ce contexte n'a pas échappé aux internautes, étonnés de voir deux hommes blancs, David Benioff et D. B. Weiss, prendre les rênes d'une série 100 % chinoise. Le duo travaillera toutefois avec le producteur sino-américain Alexander Woo (*True Blood*), et main dans la main avec Yoozoo, le studio qui détient les droits de la trilogie. Son fondateur, Lin Qi, avait fortement participé à ce que *Le Problème à trois corps* soit racheté par Netflix. Il était convaincu que l'œuvre avait le potentiel de devenir un phénomène comparable à *Star Wars*, écrit le *New York Times* dans son article relatant la mort de Lin Qi survenue à la fin de décembre 2020 par empoisonnement, pour des motifs encore inexpliqués.

Lire aussi | [« Les interrogations installées dans le registre de la science-fiction posent la question du changement social »](#)

A l'heure où la Chine consolide son statut de superpuissance spatiale – en décembre 2020 elle est devenue le troisième pays à rapporter des échantillons lunaires sur Terre –, Liu Cixin fait figure d'atout politique pour le régime du président Xi Jinping. « *C'est le nouveau héros du soft power chinois* », résume Gwennaël Gaffric, maître de conférences en langue et littérature chinoises à l'université Jean-Moulin-Lyon-III.

L'écrivain compare, de son côté, la période que traverse actuellement son pays aux années 1930-1960 qui ont accompagné l'essor au Royaume-Uni et aux Etats-Unis de l'âge d'or de la SF, avec des auteurs comme Isaac Asimov, Arthur C. Clarke ou Leigh Brackett. Traduite en plus de vingt langues, l'œuvre de Liu fascine ainsi à l'étranger. « *Elle vient combler un manque. Elle répond à une curiosité : "Qu'est-ce que la Chine a à dire de l'avenir ?" Mais attention, la voix de Liu Cixin n'est pas la voix de la Chine* », met en garde l'universitaire.

Propos polémiques sur les Ouïgours

Les positions publiques de Liu Cixin – perçu par certains comme un cheval de Troie de la politique extérieure chinoise – ont toutefois suscité de vives critiques. Aux Etats-Unis,

l'annonce du projet d'adaptation de Netflix a fait grincer des dents : cinq sénateurs républicains se sont fendus d'une lettre au spécialiste du streaming pour demander l'arrêt du projet, dans un contexte de vives tensions entre leur pays et la Chine.

Ils citent en ce sens l'interview accordée au New Yorker en juin 2019, dans laquelle Liu Cixin justifie les exactions perpétrées par le gouvernement chinois contre les Ouïgours : « *Vous préféreriez qu'ils découpent les gens dans les gares ou les écoles avec des attaques terroristes ? (...) Le gouvernement est plutôt en train d'aider leur économie et d'essayer de les sortir de la pauvreté* », déclarait l'écrivain.

Des propos qui épousent la ligne officielle du gouvernement chinois et minimisent fortement le traitement de la minorité ouïgoure par les autorités. On compte, en Chine, près de 400 camps d'internement de Ouïgours, qui rassemblent plus d'un million de détenus et des centaines de milliers de travailleurs forcés. « *Nous sommes inquiets de la décision de Netflix de travailler avec un individu qui relaie la dangereuse propagande du Parti communiste chinois* », a regretté la sénatrice Marsha Blackburn.

Voir aussi | Enquête vidéo : ce que les réseaux sociaux chinois révèlent des camps d'internement et du travail forcé des Ouïgours

Netflix s'est, depuis, désolidarisé des propos de Liu Cixin dans les colonnes du site spécialisé Deadline, sans remettre en question le projet d'adaptation du *Problème à trois corps*. Le vice-président de Netflix chargé des affaires publiques, laconique, a répondu aux critiques en expliquant que « *M. Liu est l'auteur du livre, pas le créateur de la série* » – tout en réaffirmant être « *contre* » le mauvais traitement de la minorité ouïgoure.

Absent du territoire chinois, Netflix revendique une indépendance totale vis-à-vis du régime local. Mais les enjeux sont élevés. Avec plus de 658 millions de dollars (542 millions d'euros) de recettes au box-office en Chine, l'adaptation d'une autre œuvre de Liu Cixin – la novella *[roman court ou nouvelle longue] Terre errante* – fait aussi rêver la plate-forme, qui en a acheté les droits de diffusion en 2020.

Démocratiser la science par la SF

Si Liu Cixin, auteur de huit romans et d'une trentaine de nouvelles, assure n'avoir jamais été censuré par le Parti communiste au pouvoir, l'éditeur chinois du *Problème à trois corps* a publié l'ouvrage en version originale en noyant les scènes liées à la Révolution culturelle au milieu du premier opus, pour ne pas risquer la censure. L'édition anglophone a, elle, rétabli l'ordre originel de la narration.

Le premier roman de Liu Cixin, *China 2185*, écrit quelques mois avant la répression du mouvement de la place Tiananmen, au printemps 1989, n'a, lui, jamais été officiellement publié. Première œuvre cyberpunk sinophone, elle raconte la révolte d'une génération en mal de démocratie contre une cyberRépublique née de la conscience virtuelle de Mao.

Et si Liu Cixin considère que son succès « *s'explique aussi par le développement rapide de la Chine dans son processus de modernisation* », l'écrivain constate que « *dans l'histoire littéraire de la Chine, la science-fiction chinoise a été constamment instrumentalisée* ».

Dernièrement, l'Etat-Parti a notamment fait de la promotion de la science et des technologies par des médias populaires l'un des objectifs du plan quinquennal qui courait de 2016 à 2020. Dans ce contexte, les textes de Liu Cixin ont été étudiés à l'école et à l'université pour forger des vocations scientifiques. En 2020, le Parti communiste a franchi une nouvelle étape et annoncé des aides pour financer les films de science-fiction qui « *approfondiront et appliqueront la pensée de Xi Jinping* ».

Lire aussi | [En Chine, Xi Jinping pose les jalons pour l'après 2022](#)

Des manœuvres qui pourront rappeler aux lecteurs attentifs certains passages du *Problème à trois corps* : l'organisation Terre-Trisolaris, une secte favorable à l'arrivée des extraterrestres, finance des blockbusters de SF pour convaincre de nouveaux adeptes.

Elisa Thévenet

Articles février 2021 :

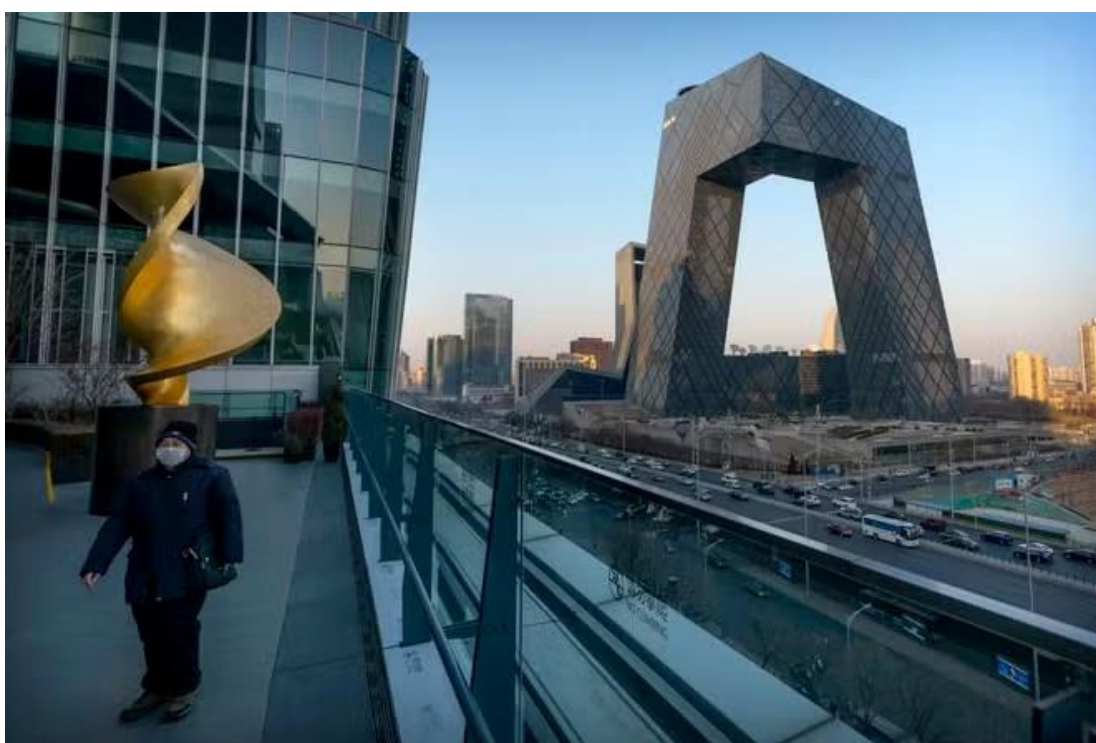
INTERNATIONAL • CHINE

Jugée assujettie au Parti communiste chinois, la chaîne CGTN perd sa licence au Royaume-Uni

Le droit d'émettre avait été accordé, par le régulateur britannique, à une société qui « n'exer[çait] pas de responsabilité éditoriale sur le contenu diffusé par CGTN ».

Le Monde avec AFP

Publié le 04 février 2021 à 14h53, modifié le 05 février 2021 à 11h29 • Lecture 2 min.



Les locaux de la chaîne étatique chinoise CCTV et sa branche internationale, CGTN, à Pékin, en février 2021. MARK SCHIEFELBEIN / AP

La chaîne publique chinoise d'information en anglais CGTN a perdu, jeudi 4 février, sa licence au Royaume-Uni après que le régulateur britannique des médias a jugé qu'elle était assujettie au Parti communiste chinois. Le droit d'émettre avait été accordé à la société Star China Media Limited, qui, en réalité, « *n'exer[çait] pas de responsabilité éditoriale sur le contenu diffusé par CGTN* », estime le régulateur dans un communiqué.

Une demande de transfert de cette licence à l'entité contrôlant réellement la chaîne n'était pas possible, car elle « *est contrôlée par le Parti communiste chinois* », est-il précisé. « *Nous avons donné beaucoup de temps à CGTN pour se conformer aux règles* », qui interdisent notamment au détenteur d'une licence d'être contrôlé par un organe politique, a détaillé l'Ofcom, le

régulateur des médias au Royaume-Uni. « *Ces efforts sont maintenant épuisés* », a-t-il ajouté, estimant dès lors « *opportun de révoquer la licence accordée à CGTN pour diffuser au Royaume-Uni* ».

Lire aussi | [Comment la Chine impose sa propagande sur les réseaux sociaux en France](#)

Cette décision risque de crisper davantage les relations entre le Royaume-Uni et la Chine, déjà mises à mal par la condamnation, par Londres, de la loi controversée sur la sécurité chinoise à Hongkong et la répression des mouvements prodémocratie.

Déjà épinglée à plusieurs reprises par le régulateur

Dans ce contexte déjà tendu, le Royaume-Uni a aussi dénoncé la « *barbarie* » de Pékin envers les Ouïgours et annoncé, début janvier, des mesures pour empêcher les marchandises, liées au travail forcé présumé de cette minorité musulmane de la région du Xinjiang, d'arriver jusqu'aux consommateurs britanniques. Les autorités chinoises avaient immédiatement dénoncé une « *attaque purement politique* », demandant aux Britanniques de « *cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine* ».

Le régulateur britannique des médias a, par ailleurs, dit qu'il statuerait « *bientôt* » sur une procédure de sanction visant la chaîne CGTN, pour sa couverture jugée partielle, injuste et contraire au respect de la vie privée. En juillet, le régulateur avait déjà épinglé la chaîne étatique pour le traitement infligé à un ex-détenu britannique, le journaliste Peter Humphrey, lors de la couverture de son arrestation en Chine. Peter Humphrey, qui travaillait en Chine pour le compte d'un géant pharmaceutique, avait été arrêté puis condamné, en août 2014, à deux ans de prison pour violation des lois chinoises sur la vie privée. Libéré, il a été expulsé en 2015.

Lire aussi | [Corruption en Chine : le grand déballage commence autour de l'affaire Glaxo Smith Kline](#)

Peter Humphrey s'était plaint auprès de l'Ofcom, qui avait jugé sa plainte « *fondée* », de « *traitement injuste* » et d'« *atteinte à la vie privée* » après la diffusion, en août 2013 et en juillet 2014, de deux programmes d'information par la chaîne qui s'appelait alors CCTV News, où il était présenté notamment comme un « *suspect* » qui était passé aux aveux. En mai 2020 également, l'Ofcom avait mis en cause CGTN pour partialité, lors de la couverture des manifestations prodémocratie à Hongkong en 2019.

Pékin dénonce « une oppression politique »

après le retrait de sa chaîne CGTN au RoyaumeUni

Une « oppression » et une « manipulation » politique. C'est par ces mots que la Chine a dénoncé, vendredi 5 février, le retrait de la licence de sa chaîne étatique China Global Television Network (CGTN) au RoyaumeUni.

« D'un côté, le Royaume-Uni se vante de sa liberté de la presse, mais de l'autre il méprise les faits et bloque les émissions de CGTN », a tempêté Wang Wenbin, porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois. « C'est un exemple flagrant de deux poids, deux mesures et d'oppression politique », a-t-il ajouté, appelant Londres à « cesser immédiatement cette manipulation politique et à rectifier ses erreurs ». « La Chine se réserve le droit de prendre les décisions nécessaires pour sauvegarder les droits et intérêts légitimes des médias chinois », a encore averti M. Wang.

Lire aussi | [Comment la Chine impose sa propagande sur les réseaux sociaux en France](#)

Sans faire référence directement à cette affaire, la diplomatie chinoise s'en était également prise, jeudi soir, à la BBC, accusant la chaîne britannique d'avoir fait preuve d'un « parti pris idéologique » fin janvier dans une vidéo traitant du coronavirus en Chine et exigeant des excuses.

Le Monde avec AFP

INTERNATIONAL • LES 100 PREMIERS JOURS DU PRÉSIDENT BIDEN

Lors de son premier entretien avec Xi Jinping, Joe Biden met l'accent sur les questions sensibles

Le président américain a notamment fait part au dirigeant chinois, durant cette discussion téléphonique, de ses « préoccupations » au sujet de la répression à Hongkong et des atteintes aux droits de l'homme au Xinjiang.

Par Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant)

Publié le 11 février 2021 à 11h21 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Le président chinois Xi Jinping serre la main de Joe Biden, alors vice-président américain, à l'intérieur du Grand Hall du peuple, à Pékin, le 4 décembre 2013. POOL NEW/REUTERS

Le président américain Joe Biden a eu son premier entretien téléphonique avec le président chinois Xi Jinping, mercredi 10 février dans la soirée, heure de Washington, soit jeudi matin heure de Pékin. A la veille du Nouvel An lunaire du 12 février, le président américain a présenté ses vœux au peuple chinois. Il a surtout, d'après la Maison Blanche, affirmé que ses priorités étaient de « *protéger la sécurité, la prospérité, la santé et le mode de vie du peuple américain, et de maintenir la [région] indopacifique libre et ouverte* ».

Toujours selon la Maison Blanche, il a souligné « *ses préoccupations fondamentales au sujet des pratiques économiques coercitives et injustes, la répression à Hongkong, les atteintes aux droits de l'homme au Xinjiang et les actions de plus en plus autoritaires [menées] dans la région, y compris à l'égard de Taïwan* ». Elle précise que les deux présidents ont eu un échange

de vues sur l'épidémie de Covid-19 et les défis partagés que sont la sécurité sanitaire, le changement climatique et la prévention de la prolifération des armements. Le communiqué de la Maison Blanche se termine par un engagement du président américain à mettre en avant « *les intérêts du peuple américain et ceux de*

[ses] alliés ».

Lire aussi | [Etats-Unis : Joe Biden veut renouer avec une diplomatie fondée sur les « alliances » et les « valeurs »](#)

La communication des autorités chinoises sur cet entretien est, elle, beaucoup plus laconique. L'agence de presse Chine nouvelle se contente d'indiquer qu'à l'occasion du Nouvel An lunaire chinois, « *Joe Biden a présenté ses vœux au peuple chinois* » et que « *Xi Jinping a une nouvelle fois félicité Biden* », et « *souhaité aux peuples chinois et américain une heureuse année du bœuf* ».

Pas de changement fondamental

Depuis son arrivée à la Maison Blanche fin janvier, Joe Biden s'était entretenu avec les alliés traditionnels des Etats-Unis ainsi qu'avec le président russe Vladimir Poutine, mais pas encore avec son homologue chinois. Ce n'est que samedi 6 février que le secrétaire d'Etat Antony Blinken a eu un long échange téléphonique avec Yang Jiechi, le directeur du bureau de la Commission des affaires étrangères du comité central du PCC et à ce titre véritable chef de la diplomatie chinoise, ouvrant la voie à l'entretien des deux chefs d'Etat.

L'accent mis par Joe Biden dès son premier entretien sur les questions les plus sensibles confirme que celui-ci n'entend pas fondamentalement changer la politique américaine à l'égard de Pékin. Dans les jours précédant cet appel, le président américain avait parlé d'« *une extrême compétition avec la Chine* ». Il avait alors qualifié le pays de « *plus sérieux compétiteur* », mais pas d'ennemi.

Lire aussi | [« Entre la Chine et les Etats-Unis, la guerre technologique a toutes les chances de se poursuivre »](#)

Mercredi, avant l'échange téléphonique, le président américain s'était rendu au Pentagone, où il avait annoncé la création d'une task force sur la Chine – celle-ci dispose de quatre mois pour faire des recommandations sur la stratégie à adopter vis-à-vis de Pékin. Au début du mois de février, deux porte-avions américains et les flottes qui les accompagnent, le Theodore Roosevelt et le Nimitz, avaient également procédé à une série d'exercices militaires conjoints en mer de Chine du Sud. C'était la première fois depuis juillet 2020 que les Etats-Unis envoyaient simultanément deux porte-avions dans la région.

« Tourner la page »

Depuis l'élection de Joe Biden, la Chine a, à plusieurs reprises, exprimé son souhait de revenir à des relations plus « normales » avec Washington. Yang Jiechi mais aussi Le Yucheng, le vice-ministre des affaires étrangères chinois, et Cui Tiankai, ambassadeur chinois à Washington, se sont exprimés devant des responsables américains pour affirmer leur souhait de « *tourner la page* » Trump. Mais tous trois ont fait porter l'entière responsabilité de la dégradation des relations bilatérales sur l'administration américaine.

Newsletter abonnés

« International »

L'essentiel de l'actualité internationale de la semaine

[S'inscrire](#)

Le 2 février, Yang Jiechi a répété, lors d'une vidéoconférence avec Washington, que le plus important à ses yeux était que « *la Chine [soit] vue comme elle est* ». Pour lui, le pays « *n'exporte jamais son modèle de développement, ni ne recherche la confrontation idéologique* ».

Mercredi 10 février, au cours d'une cérémonie au grand palais du Peuple au cours de laquelle il a présenté ses vœux à ses compatriotes, Xi Jinping a, quant à lui, passé l'année en revue et a jugé que

« *les faits ont une fois de plus prouvé que le système du socialisme aux caractéristiques chinoises fait preuve d'une vitalité et d'une créativité incomparables* ». Selon lui, le Parti communiste chinois – qui célèbre cette année son centenaire – « *est dans la fleur de l'âge grâce au large soutien des 1,4 milliard de Chinois. (...) Le Parti restera invincible aussi longtemps qu'il sera à l'avant-garde, qu'il mènera la charge pour surmonter les difficultés et les défis et qu'il prendra racine parmi le peuple* ».

Lire aussi | [Les crises de 2020 ont renforcé le pouvoir de Xi Jinping](#)

Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant)

ÉCONOMIE • MÉDIAS

L'interdiction de la BBC en Chine, symptôme du durcissement des relations entre Londres et Pékin

La décision chinoise intervient en représailles de la révocation par le régulateur britannique du droit de diffusion de la télévision internationale chinoise CGTN.

Par Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante)

Publié le 12 février 2021 à 10h30, modifié le 12 février 2021 à 13h13 • Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés



Dans les bureaux de la BBC, à Pékin, le 12 février 2021. NOEL CELIS / AFP

L'autorité de régulation de l'audiovisuel chinois a annoncé, jeudi 11 février, avoir interdit la diffusion de BBC World News, estimant que la chaîne de télévision britannique a enfreint le principe selon lequel « les informations doivent être véridiques et justes » et « ne [doivent pas porter] préjudice aux intérêts nationaux de la Chine ».

La BBC s'est dite « *déçue* » de la décision chinoise, alors qu'elle « *est la chaîne de diffusion d'informations internationales [en continu] la plus fiable et rend compte de manière équilibrée, impartiale, sans peur ni favoritisme* ». Le gouvernement britannique a fermement réagi. Dominic Raab, le ministre des affaires étrangères, a condamné une « *atteinte inacceptable à la liberté de la presse* » : « *La Chine a un des dispositifs de restriction des libertés des médias et d'Internet parmi les plus durs au monde, et cette décision ne va qu'abîmer davantage sa réputation aux yeux du monde.* »

La chaîne internationale était sans concession vis-à-vis du pouvoir chinois. Le 2 février, un reportage révélait ainsi des faits de viols et de tortures sur les femmes ouïgoures dans des camps d'internement du Xinjiang. Le documentaire « *54 Days* », diffusé fin janvier, revenait sur les

dissimulations des officiels et des scientifiques chinois aux premiers jours de la pandémie de Covid-19.

Un effet limité

Cette interdiction intervient après la révocation, le 4 février, par l'Ofcom, le régulateur indépendant des médias britanniques, du droit de diffuser au Royaume-Uni de la chaîne de télévision chinoise CGTN, au motif qu'elle n'était pas indépendante. Et pour cause : elle était, depuis 2018, sous la tutelle directe du département de la propagande du Parti communiste chinois, comme l'attestent de nombreux documents officiels chinois.

L'effet concret de l'interdiction par la Chine de la BBC est limité : les foyers chinois ordinaires ne la recevaient pas, et elle était seulement visible dans les hôtels internationaux. Son site était déjà bloqué en Chine depuis plusieurs années. De même que l'annonce, vendredi 12 février par Radio Television Hong Kong (RTHK) – financée par le gouvernement hongkongais –, de la suspension de la diffusion de la chaîne BBC à Hongkong : celle-ci n'était déjà plus diffusée que sur quelques plages nocturnes depuis 2017.

Un front supplémentaire entre Londres et Pékin

La décision chinoise constitue un front supplémentaire entre Londres et Pékin, alors que le Royaume-Uni apparaît de plus en plus en phase avec la politique sans concession des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine. En 2020, le gouvernement britannique a fait adopter par son Parlement une loi interdisant l'utilisation des équipements du géant chinois des télécommunications Huawei dans ses futurs réseaux mobiles 5G, dès septembre 2021.

Londres a défié Pékin en annonçant, à l'été 2020, garantir aux dizaines de milliers de Hongkongais détenteurs d'un titre de « Britannique d'outre-mer » (un visa pour le Royaume-Uni), une « voie d'accès » à la nationalité britannique.

Après avoir été le « *meilleur partenaire* » de la Chine, du temps de l'ex-premier ministre David Cameron – pour des raisons commerciales –, le parti conservateur britannique a pris, ces derniers mois, des positions de plus en plus dures vis-à-vis de Pékin, dénonçant, par exemple, avec constance, la présence jugée trop importante et dangereuse pour la sécurité du pays et la liberté d'enseignement des étudiants chinois dans les universités du pays. Début janvier, une partie des députés conservateurs ont même tenté d'imposer, en vain, à la Chambre des communes, un amendement « génocide », visant à donner à la justice britannique le pouvoir de statuer si un pays étranger est génocidaire ou pas – un texte dirigé implicitement contre le traitement par la Chine des Ouïgours.

Lire aussi | [Répression des Ouïgours : les députés américains appellent à sanctionner Pékin](#)

Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante)

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

La question du sort des Oüïgours s'invite au Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Les ministres des affaires étrangères français et britannique ont dénoncé les violations des droits de l'homme au Xinjiang.

Par Brice Pedroletti

Publié le 25 février 2021 à 14h38 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Une manifestation en soutien aux Oüïgours, à Washington D.C., le 19 février 2021. LEAH MILLIS / REUTERS

Dans son énumération de « *la série de régressions considérables pour les droits de l'homme* » constatées durant l'année écoulée, le ministre français des affaires étrangères a directement fait référence aux Oüïgours, la minorité turcique du Grand-Ouest chinois, devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, mercredi 24 février : « *De la région chinoise du Xinjiang nous parviennent des témoignages et des documents concordants qui font état de pratiques injustifiables à l'encontre des Oüïgours et d'un système de surveillance et de répression institutionnalisé à grande échelle* », a déclaré Jean-Yves Le Drian par visioconférence.

La mention du sort des Oüïgours par la diplomatie française n'est pas entièrement nouvelle, mais aucun mot n'avait été prononcé sur le sujet par le ministre en 2020. Surtout, elle intervient alors que la France, élue en octobre pour trois ans (2021-2023) au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, y côtoie... la Chine. Et, accessoirement, la Russie. La veille, Dominic

Raab, le ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, avait ouvert le feu, en dénonçant des « abus extrêmes et étendus » au Xinjiang, qui « comprennent la torture, le travail forcé et la stérilisation forcée des femmes » et « ont lieu à une échelle industrielle ».

Lire aussi | [En Chine, les Ouïgours internés dans des camps envoyés à l'usine pour du travail forcé](#)

Lundi, le Parlement canadien a, lui, adopté à l'unanimité une motion non contraignante assimilant le traitement réservé par la Chine à sa minorité ouïgoure à « un génocide ». Selon les enquêtes d'ONG et de chercheurs, entre 1 et 3 millions de Ouïgours et Kazakhs subissent ou ont subi une forme d'internement forcé depuis 2016 dans des camps que la Chine présente comme des « centres de formation professionnelle ».

Discours de déni

La question ouïgoure est-elle en train de devenir incontournable dans les relations de l'Occident avec la Chine ? Pékin, dont l'élection au Conseil des droits de l'homme, en octobre 2020, a provoqué une onde de choc, fait tout pour préempter les critiques. Lors de son allocution, qui a eu lieu lundi 22 février, le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, avait déroulé le discours de déni chinois : les « mesures de déradicalisation [au Xinjiang] ont été prises dans le respect de la loi », a-t-il dit, balayant les accusations de « génocide, de travail forcé et d'oppression religieuse », qualifiées d'« affirmations sensationnelles [qui] sont ancrées dans l'ignorance, les préjugés et un battage politique totalement calomnieux ».

Lire aussi | [La Chine reconnaît plus d'un million de « formations » par an au Xinjiang](#)

M. Wang a assuré que la Chine était prête à accueillir la haut-commissaire aux droits de l'homme, Michèle Bachelet. Or, Pékin impose toutes sortes de conditions à ce voyage demandé de longue date, faisant craindre une mise en scène, à l'image des « stagiaires » ouïgours « chantant et dansant » présentés à des centaines de diplomates et journalistes de pays amis invités sur place, ces deux dernières années, par la Chine.

Sur le Xinjiang, la diplomatie chinoise est sur le qui-vive : les instructions sont de riposter, en contreattaquant systématiquement. L'ambassade de Chine en France a ainsi publié le 23 février, [sur son site](#), une déclaration de son porte-parole dénonçant les « faux reportages du Monde et du Figaro » au sujet de Gulbahar Haitiwaji, une Ouïgoure résidant en France et coautrice du livre *Rescapée du goulag chinois* (Equateurs, 200 pages, 18 euros) : « Les scènes de "torture" décrites par Gulbahar Haitiwaji sont vraiment hors d'imagination. On les trouverait plutôt dans des œuvres littéraires et

cinématographiques occidentales. En réalité, elle n'a fait que répéter la narration commandée et jouer les scénarios fournis par les forces antichinoises », y lit-on.

« Tactique d'intimidation »

Son livre est pourtant un témoignage implacable de la machine à broyer les êtres mise en place au Xinjiang. Elle y avait été arrêtée en 2016, au prétexte que sa fille, de nationalité française, avait participé à une manifestation à Paris pour défendre la cause ouïgoure, avant d’être renvoyée à Paris après trois ans de détention, suite à d’intenses pressions françaises.

Jointe par *Le Monde*, Gulbahar Haitiwaji dit ne se sentir « *ni touchée ni affectée* » par la logorrhée au vitriol de la représentation chinoise en France : « *Cela montre à quel point la Chine ne sait pas comment se défendre. C’est une tactique d’intimidation. Tout est nié en bloc. Je m’y attendais. Or, je ne suis pas la seule à avoir parlé, il y a d’autres témoins, c’est cela qui compte, pour que les gens prennent conscience de ce qui se passe là-bas.* »

Lire aussi | [« J’étais morte de l’intérieur » : une Ouïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne](#)

A Pékin, les porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois ne cessent d’accuser les quelques rescapés ayant pu sortir de Chine, comme M^{me} Haitiwaji, d’être des « *acteurs* » ou des « *actrices* ». Pour cela, ils renvoient à un pseudo-reportage officiel, mis en ligne sur YouTube, montrant la sœur et des proches de Sayragul Sauytbay – une Kazakhe de Chine, et [l’une des premières à avoir témoigné, en 2018](#) – l’accusant d’avoir inventé son travail dans un camp et d’avoir fui la Chine pour échapper à ses dettes.

Des témoignages dont on ne peut que soupçonner qu’ils sont bien, eux, mis en scène, comme le sont toutes les confessions de prisonniers politiques – ou comme le furent, il y a quelques années, les « interviews » au Xinjiang des enfants de [Rebiya Kadeer, l’ancienne présidente du Congrès mondial des Ouïgours](#), l’organisation politique de la diaspora, dénonçant leur mère.

Lire aussi | [Kazakhs et Ouïgours dans l’enfer du goulag chinois](#)

Brice Pedroletti

Articles mars 2021 :

DÉBATS • CHINE

« Huawei est une arme stratégique de l'Etat chinois pour réprimer les Ouïgours »

TRIBUNE

Adrian Zenz

Anthropologue et sinologue

La région du Xinjiang, où Pékin réprime cette communauté turcophone, est utilisée comme un laboratoire de l'Etat policier du XXI^e siècle avec la collaboration de l'entreprise chinoise de télécommunication, dénonce l'anthropologue et sinologue Adrian Zenz, dans une tribune au « Monde ».

Publié le 04 mars 2021 à 17h00, modifié le 05 mars 2021 à 07h01 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Le logo de Huawei, à Shanghai, en Chine, le 23 février. ALY SONG / REUTERS

Tribune. Pour avoir outrepassé les cent vingt secondes autorisées lors de son passage aux toilettes, Gulzira Auelhan reçoit des électrochocs à la tête. Oui, à la tête, car, selon ses gardiens, ces chocs laisseraient plus de traces sur d'autres parties de son corps. L'histoire horrifiante de M^{me} Auelhan ne remonte pas à la terrible époque de la Révolution culturelle mais date bien de

2018, il y a à peine trois ans. Gulzira est une femme kazakhe du Xinjiang, cette région du nord-ouest de la Chine où près d'1,8 millions de personnes de minorités turcophones et à majorité musulmanes (principalement des Ouïgours) sont internées dans des camps de rééducation.

Le Xinjiang est le laboratoire sans précédent de la répression chinoise. Cette expérimentation à grande échelle est, entre autres, rendue possible par Huawei.

Lire aussi | [L'intense lobbying du géant chinois Huawei auprès des décideurs politiques français](#)

Par deux fois, l'entreprise de télécommunication a nié et démenti toute collaboration et participation à la répression du Xinjiang. La première fois, John Suffolk, responsable mondial de la cybersécurité et de la protection de la vie privée chez Huawei, expliquait que l'entreprise n'entretenait que des relations commerciales et que les autorités de sécurité de l'Etat chinois n'étaient pas des clients directs. La seconde, le vice-président de Huawei au Canada déclarait : « *Nous vendons notre technologie au monde entier. Nous n'avons pas connaissance de l'usage de nos clients.* »

Lire aussi | [Enquête vidéo : ce que les réseaux sociaux chinois révèlent des camps d'internement et du travail forcé des Ouïgours](#)

Les preuves sont pourtant indéniables : à deux reprises donc, Huawei a ouvertement menti. De nouveaux documents permettent d'en attester.

Des villes entières sous surveillance

En 2014, le président Xi Jinping a proclamé une « guerre contre le terrorisme » dans le Xinjiang. La même année a débuté la mise en place d'un état de surveillance numérique généralisée, dans laquelle Huawei a joué un rôle crucial. Et l'entreprise a reçu une récompense bien particulière de la part du chef du ministère de la sécurité publique du Xinjiang : la fourniture des systèmes de surveillance de villes entières lui était confiée. Déjà, à l'époque, toutes les données des réseaux urbains de caméras de surveillance pouvaient être stockées dans le *cloud* grâce aux technologies de Huawei.

Parmi ces villes sous surveillance figurait déjà Kashgar, berceau de la culture ouïgoure où plus de 90 % des habitants sont issus de ce peuple turcophone. En août 2017, au point culminant de la campagne d'internement des ces musulmans chinois, un représentant du gouvernement de la ville décrivait la collaboration des autorités avec Huawei comme « *très étroite* ». Une coopération qui s'étend à plusieurs domaines et sous la forme, entre autres, d'un partenariat avec les forces de police. Un ancien ingénieur de Huawei revendique souvent dans son CV son rôle, au nom de l'entreprise, entre juillet 2017 et septembre 2018, dans un « projet de vidéosurveillance policière ».

Lire aussi | [Comment la Chine tente d'effacer les minorités musulmanes](#)

Une brochure de Huawei publiée en novembre 2017 constitue une preuve particulièrement accablante de la commercialisation par l'entreprise de produits spécifiquement consacrés aux forces de police. Au fil d'une liste d'exemples concrets d'utilisation de ses technologies, Huawei met en évidence la modernité du système de surveillance de la ville de Kashgar, dont l'utilisation « *garantie l'unité des groupes ethniques* ». La particularité des systèmes de surveillance de Kashgar se matérialise dans leur capacité à exploiter, pour « la lutte antiterroriste », des volumes importants de données issues d'appareils vidéo mobiles. Ils permettent également aux centres de commande de police d'éditer et de visualiser les données de surveillance, à l'aide de l'intelligence artificielle.

Accord avec les autorités du Xinjiang

Ce système était donc prêt à utilisation dès 2017, année où la campagne d'internement de masse était inaugurée dans le Xinjiang. Il y a donc une très forte probabilité pour que la technologie de Huawei ait été directement mise au service de l'identification des personnes ouïgoures et contribua ensuite à leur internement.

Mais Huawei ne se contente pas d'installer des solutions de sécurité et de surveillance dans le Xinjiang. Cette région est un laboratoire expérimental pour l'Etat policier du XXI^e siècle auquel Huawei collabore étroitement. Afin de permettre ce saut d'innovation dans le domaine de la sécurité intérieure, le gouvernement du Xinjiang a sollicité Huawei dans le cadre d'un programme de coopération de recherche.

Lire aussi | [« J'étais morte de l'intérieur » : une Ouïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne](#)

En mai 2018, alors que de nombreux camps de détention se sont considérablement élargis lors d'une deuxième vague d'arrestations, Huawei a signé un « accord de coopération stratégique » avec le ministère de la sécurité publique du Xinjiang. Cette initiative a été saluée dans un communiqué de presse du gouvernement comme « *une part importante de la stratégie de sécurité intérieure du plan quinquennal (2015 à 2020)* » de la région.

Cheval de Troie

Fan Lixin, directeur adjoint du ministère et signataire du contrat, a décrit Huawei comme un « *leader mondial dans des domaines tels que le big data ou le cloud computing* ». Cette collaboration a permis la création d'un laboratoire de recherche qui développe, conjointement avec les autorités policières, des technologies pour la sécurité intérieure du Xinjiang. Le laboratoire est présenté comme un élément d'un « *parc industriel pour les systèmes de sécurité intelligents* ».

Puis, en décembre 2018, Huawei a signé un accord de coopération sur la « stratégie de numérisation complète » avec les autorités de sécurité publique d'Urumqi, capitale de la région. Il s'agissait de développer le *cloud computing* vidéo, des big data et l'intelligence artificielle

appliquée à la sécurité publique. Domaines qui jouent un rôle central dans la surveillance ciblée et l'internement des minorités.

Lire aussi | [2020, l'année où Huawei a mis un genou à terre](#)

Il est donc évident que Huawei est une arme stratégique de l'Etat chinois pour réprimer les Ouïgours, et probablement un cheval de Troie majeur menaçant la sécurité des télécommunications ailleurs dans le monde. Doit-on le laisser agir en toute impunité ?

A l'heure où certaines stars, comme le footballeur Antoine Griezmann, se sont désengagées de leurs contrats publicitaires avec Huawei et où de plus en plus de gouvernements prennent position contre les crimes contre l'humanité commis dans le Xinjiang, il est urgent de s'interroger sur nos relations avec cette entreprise.

Lire aussi | [Antoine Griezmann rompt son contrat avec Huawei, accusé de participer à la surveillance des Ouïgours](#)

¶ Adrian Zenz est anthropologue, sinologue et chercheur à la Fondation commémorative des victimes du communisme à Washington.

Adrian Zenz (Anthropologue et sinologue)

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

Aux Etats-Unis, l'accusation de génocide des Oüïgours à l'encontre de la Chine se renforce

Un rapport d'experts affirme que les politiques répressives menées par les autorités du Xinjiang contre la population ouïgoure violent la convention sur le génocide de l'ONU de 1948.

Par Brice Pedroletti

Publié le 11 mars 2021 à 15h45 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Lors d'une manifestation de soutien aux Oüïgours, afin d'encourager la qualification de « génocide » par la communauté internationale, le 19 février 2021 devant l'ambassade du Canada à Washington. LEAH MILLIS / REUTERS

Alors que la nouvelle administration américaine a confirmé mardi 9 mars, par le truchement du porte-parole du département d'Etat, Ned Price, vouloir maintenir la désignation adoptée à l'encontre de la Chine, dans les derniers jours de l'administration Trump, de « génocide » et de « crime contre l'humanité » dans son traitement des minorités turciques du Xinjiang, en premier lieu les Oüïgours, un rapport d'experts américains publié le même jour accuse Pékin d'avoir violé au moins quatre des clauses de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide de l'ONU.

La Chine a signé cette convention juste avant la prise de pouvoir des communistes en 1949, puis l'a ratifiée en 1983, avec, comme réserve, le fait qu'elle ne reconnaît pas la Cour internationale de justice désignée dans le texte pour statuer à son sujet. Or, le rapport, auxquels

ont contribué plusieurs experts reconnus du Xinjiang, tels Sean Roberts, Michael Clarke, Darren Byler, Adrian Zenz et Joanne Smith Finley, dresse un réquisitoire sans appel contre les politiques chinoises dans cette province du Grand Ouest.

Méthodes de « destruction » recensées au Xinjiang

Alors que la question ouïgoure est peu soutenue dans le monde musulman, il est notable que le centre de recherche qui le publie, le Newline Institute For Strategy and Policy, créé en 2019 et consacré au Moyen-Orient, soit dirigé par un entrepreneur américain d'origine irakienne, Ahmed Alwani, par ailleurs président de l'université privée Fairfax et vice-président de l'International Institute of Islamic Thought, qui se veut une plate-forme pour les chercheurs et intellectuels musulmans dans les domaines des sciences sociales.

Le rapport du Newline Institute estime qu'en dehors du « *meurtre de membres du groupe* », la première clause de l'article 2 de la Convention, les quatre autres actes mentionnés, s'ils ont été « *commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux* », sont chacun suffisant pour tenir la Chine responsable d'avoir dérogé à ses engagements. En l'occurrence : « *l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, l'imposition de mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe, et le transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe* ». En outre, insistent les experts, « *les tentatives de la Chine de justifier ses politiques au Xinjiang comme une guerre contre l'extrémisme, le terrorisme ou le séparatisme, n'exonèrent pas l'État de sa responsabilité dans le génocide* ».

Les méthodes possibles de « destruction », dans la jurisprudence existante, notent les auteurs, ont inclus « *la privation de nourriture, de soins médicaux, d'abri ou de vêtements, ainsi que le manque d'hygiène, l'expulsion systématique des foyers, ou l'épuisement résultant d'un travail ou d'un effort physique excessif* ». Ce type d'abus a été largement recensé au Xinjiang depuis 2016, avec la mise en œuvre, sous la férule du secrétaire général du parti de la région autonome, Chen Quanguo, d'une politique d'internement de masse, qui a conduit à l'arrestation de centaines de milliers de Ouïgours soumis à diverses formes de détention, dont des « centres de formation professionnelle » possédant tous les attributs de prisons.

Internement, transfert d'enfants, stérilisation

Les auteurs se réfèrent, dans leur démonstration, aux multiples travaux de chercheurs et d'ONG, aux témoignages de dizaines de rescapés, aux données officielles chinoises de source ouverte, ainsi qu'aux documents chinois internes révélés après plusieurs fuites massives, dont celle dite des « China Cables » de novembre 2019, ainsi que la « Karakax List » de février 2020.

Lire aussi | [« China Cables » : révélations sur le fonctionnement des camps d'internement des Ouïgours](#)

Le « *transfert d'enfants* » est une conséquence directe des internements : un programme du ministère de l'Éducation révèle par exemple qu'entre 2017 et 2019, le nombre d'enfants séparés de leur famille et placés dans des internats publics dans la région a augmenté de 76,9 %, passant de 497 800 à 880 500.

De même, la campagne d'internement de masse, associée à un contrôle des naissances strict et à des efforts de stérilisation forcée, a eu pour effet de réduire drastiquement les naissances à partir de 2018 : selon la « Karakax List », qui compile des documents en provenance d'un district de Hotan, dans le

sud du Xinjiang, les deux raisons les plus citées pour la détention (en préventive ou en prison) ou l'internement (en « centres ») sont « *les violations de la politique de natalité* » et « *les personnes qui n'inspirent pas confiance nées dans les années 1980, 1990 ou 2000* » – autant d'hommes et de femmes, qui une fois internés, n'ont plus eu la possibilité de faire des enfants.

Lire aussi | [Répression des Ouïgours : à Karakash, la mécanique de l'arbitraire chinois](#)

Nombre de déclarations officielles chinoises, dans la presse ou des documents internes, rappellent les auteurs, ont clairement signalé les intentions des autorités : il s'agit de cibler une partie de la population atteinte d'un « virus » [de l'extrémisme et du séparatisme], et « *d'éradiquer dans leur pensée une tumeur maligne* » par la rééducation. « *Le recours aux métaphores de la maladie, du cancer, ou du poison auxquelles sont assimilés les Ouïgours en tant que groupe les stigmatise en tant que tels et les déshumanise en tant qu'objets à détruire* », souligne le rapport.

Des discours internes prononcés par le président chinois Xi Jinping avant le lancement de la campagne, et rendus publics par le New York Times en 2019, sont aux aussi révélateurs. « *Les armes de la dictature démocratique populaire doivent être brandies sans aucune hésitation*, avait-il exhorté devant les cadres régionaux. *Vous ne devez montrer absolument aucune pitié* ». Le numéro un du Xinjiang, Chen Quanguo, avait ordonné, de son côté, de lancer une « *offensive fracassante, pour annihiler [l'ennemi]* », et de « *rafler tous ceux qui doivent être raflés* ».

Lire aussi | [Kazakhs et Ouïgours dans l'enfer du goulag chinois](#)

Brice Pedroletti

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OUIĞOURS

L'ambassadeur de Chine en France convoqué par le Quai d'Orsay après des propos insultants

La France juge inacceptables certains propos tenus récemment par l'ambassade envers un chercheur et des parlementaires français. L'Union européenne a sanctionné, lundi, Pékin pour atteinte aux droits de l'homme envers les Ouïgours.

Le Monde avec AFP et Reuters

Publié le 22 mars 2021 à 20h13, modifié le 22 mars 2021 à 21h04 • Lecture 1 min.

L'ambassade de Chine avait traité, vendredi 19 mars, dans un tweet un chercheur français de « *petite frappe* ». Et voilà Lu Shaye, l'ambassadeur de Chine en France, convoqué au Quai d'Orsay. Cette réaction intervient au terme d'une journée de frictions entre Pékin et les puissances occidentales sur le dossier ouïgour.

L'Union européenne, suivie par le Canada, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, a adopté, lundi, des sanctions contre plusieurs dirigeants chinois du Xinjiang, région du nord-ouest de la Chine où cette minorité musulmane est durement réprimée. En représailles, Pékin a pris des mesures contre dix responsables européens, dont l'eurodéputé Raphaël Glucksmann.

Lire aussi | [« J'étais morte de l'intérieur » : une Ouïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne](#)

Le ministère français des affaires étrangères a dénoncé, lundi 22 mars, les « *propos inacceptables* » de l'ambassade de Chine envers un chercheur et des parlementaires français. Vendredi 19 mars, un tweet de l'ambassade de Chine à Paris qualifiait de « *petite frappe* » Antoine Bondaz, un membre de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) travaillant notamment sur Taïwan.

« *Les insultes contre des chercheurs indépendants et la polémique avec des élus de la République sont inadmissibles et n'ont aucune place dans les relations que l'ambassade de Chine est chargée de contribuer à développer entre la France et la Chine* », a déclaré la porte-parole de la diplomatie française, jugeant aussi « *inacceptables* » les sanctions décidées par Pékin. « *Ce n'est pas en s'en prenant à la liberté académique, à la liberté d'expression et aux libertés démocratiques fondamentales, que la Chine répondra aux préoccupations légitimes de l'Union européenne* », a déclaré, dans un communiqué, le ministère.

Lu Shaye avait déjà été convoqué par le ministère des affaires étrangères en avril 2020 suite à des écrits jugés « *déplacés* » sur le site Internet de l'ambassade de Chine en France.

Le Monde avec AFP et Reuters

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

Ouïgours : les « sanctions ciblées » de l'Union européenne provoquent une riposte chinoise

La Chine somme les Européens d'« arrêter de faire la leçon aux autres et d'intervenir dans leurs affaires intérieures ».

Par Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant) et Jean-

Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)

Publié le 23 mars 2021 à 11h22, modifié le 23 mars 2021 à 16h31 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, annonce la prise de « sanctions ciblées » pour des violations des droits humains dans divers pays, dont la Chine, lundi 22 mars 2021 à Bruxelles. ARIS OIKONOMOU / POOL VIA AP

L'Europe s'attaque à la Chine. Recourant massivement au nouvel outil des « sanctions ciblées » pour des violations des droits humains qu'elle a mis au point en décembre 2020, l'Union européenne (UE) a en effet adopté, lundi 22 mars, à Bruxelles, une série de mesures visant sept pays, en partie coordonnée avec les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne, dont la Chine. Une première depuis 1989 et la répression du mouvement de la place Tiananmen, qui avait entraîné un embargo européen sur les ventes d'armes.

Cette fois les sanctions (gel des avoirs financiers et interdiction de voyager) décrétées à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept visent la répression de la

minorité musulmane ouïgoure dans le territoire autonome du Xinjiang. Quatre responsables chinois sont ciblés, en plus du Bureau de la sécurité publique du corps de production et de construction du Xinjiang. Il s'agit de Zhu Hailun, secrétaire général adjoint de la province jusqu'à sa récente démission, le 5 février, de Wang Mingshan et Wang Junzheng, deux dirigeants actuels, et de Chen Mingguo, directeur du Bureau de la sécurité publique. Ce dernier est décrit comme l'auteur de détentions arbitraires et de traitements dégradants, ainsi que d'atteintes à la liberté religieuse des Ouïgours et d'autres minorités musulmanes.

Lire aussi | [Aux Etats-Unis, l'accusation de génocide des Ouïgours à l'encontre de la Chine se renforce](#)

Les sanctions européennes épargnent, il faut le noter, Chen Quanguo, secrétaire du Parti communiste chinois au Xinjiang depuis août 2016 et membre du Bureau politique depuis 2017. Il est pourtant considéré comme le principal artisan de la politique mise en œuvre au Xinjiang.

Contre-sanctions et menaces

De quoi déclencher la colère des autorités chinoises, qui ont rapidement convoqué le représentant de l'UE à Pékin, Nicolas Chapuis. Dans un communiqué, le ministère chinois des affaires étrangères a rapporté mardi, que le numéro deux de sa diplomatie, Qin Gang, lui avait signifié que l'UE devait reconnaître la gravité de son erreur et la corriger avant d'endommager davantage les relations avec la Chine. La réaction de Pékin marque surtout une nouvelle escalade : même si l'Union n'a, en fait, sanctionné que quatre exécutants, la Chine a répliqué en visant quatre organisations et dix personnes, toutes en pointe sur le dossier du Xinjiang. Aux yeux des dirigeants chinois, elles ont

« gravement porté atteinte à la souveraineté et aux intérêts chinois et malicieusement répandu des mensonges et de la désinformation ».

Sur cette liste, se trouvent cinq élus du Parlement européen – Reinhard Bütikofer, Michael Gahler, Raphaël Glucksmann, Ilhan Kyuchyuk et Miriam Lexmann –, la députée lituanienne Dovile Sakaliene, l'élus néerlandais Sjoerd Sjoerdsma, le belge Samuel Cogolati – il a déposé une proposition pour que son pays reconnaisse comme génocide le sort réservé aux Ouïgours –, l'universitaire allemand Adrian Zenz – auteur de révélations sur la répression – et son collègue suédois Björn Jerdén. Parmi ces dix personnes, cinq sont membres de l'IPAC, l'Alliance interparlementaire sur la Chine, créée en juin 2020.

Font également partie de la liste le Comité politique et de sécurité de l'Union européenne, à savoir les ambassadeurs des Etats membres chargés de la politique étrangère et de la défense, le sous-comité aux droits humains du Parlement européen, la fondation allemande Mercator, qui est le plus important centre de réflexion européen sur la Chine, et la fondation danoise Alliance des démocraties, fondée par l'ancien secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen. Ces personnes et ces organisations ne pourront plus entrer en Chine continentale, à Hongkong et Macao, ni y réaliser des affaires.

Pékin assortit ses sanctions de menaces : l'UE « *doit arrêter de faire la leçon aux autres sur les droits humains et d'intervenir dans leurs affaires intérieures. Elle doit arrêter la pratique hypocrite des doubles standards et cesser de continuer à faire fausse route. Sinon, la Chine mettra résolument en œuvre d'autres réactions* ».

Pour le haut représentant européen Josep Borrell, les contre-sanctions « *regrettables et inacceptables* » de Pékin « *ne changeront rien à la détermination de l'UE à défendre les droits humains* ». Selon le diplomate, « *la Chine ne répond à aucune des préoccupations de l'Union et se voile la face* ».

A Paris, l'ambassadeur de Chine, Lu Shaye, a été convoqué au Quai d'Orsay, comme son collègue en poste aux Pays-Bas l'était par le gouvernement néerlandais. Les autorités françaises ont dénoncé les mesures « *inacceptables* » adoptées par Pékin et les « *insultes* » proférées récemment contre le chercheur Antoine Bondaz, qualifié de « *petite frappe* » par l'ambassadeur sur son compte Twitter.

Lire aussi | [L'ambassadeur de Chine en France convoqué par le Quai d'Orsay après des propos insultants](#)

Moscou soutient Pékin

Ce contentieux est intervenu le jour même où Sergueï Lavrov, le ministre russe des affaires étrangères, commençait en Chine un voyage de 48 heures. Lors d'une rencontre avec les médias chinois, il a indiqué que les sanctions américaines étaient « *imprudentes* » et a appelé Pékin à coopérer davantage avec la Russie dans les domaines scientifique et technologique. Il a également réitéré la demande russe à la Chine de participer à la promotion de monnaies qui pourraient se substituer au dollar dans les échanges internationaux.

Les Européens, pendant ce temps, lançaient un message à Moscou, trois jours avant la tenue d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui doit notamment « *évaluer* » la relation stratégique avec la Russie. Le nouveau mécanisme de sanctions avait été utilisé une première fois, il y a un mois, pour viser quatre hauts responsables impliqués dans les procès intentés à l'opposant Alexeï Navalny. Il a servi, cette fois, à désigner deux dirigeants, Ayoub Vakhaevitch et Abuzayed Vismouradov, qui participent à la répression en Tchétchénie.



Un membre de la communauté ouïgoure en Turquie lors d'une manifestation contre la Chine, à Istanbul, le vendredi 26 février 2021. OMER KUSCU / AP

Pas de quoi améliorer la relation entre l'UE et Moscou qui est « *à un point bas* », indiquait, lundi, le président du Conseil européen, Charles Michel. L'ancien premier ministre belge a eu un entretien téléphonique avec Vladimir Poutine et la conversation a débouché sur le constat que des désaccords subsistent « *dans de nombreux domaines* » : les droits humains, la situation en Ukraine, les cyberattaques ou le sort de M. Navalny.

La Corée du Nord, la Libye, l'Erythrée et le Soudan du Sud font également partie des pays qui ont tous été visés, lundi, par des « sanctions ciblées ». S'agissant de la Birmanie, le chef de la junte, le général Min Aung Hlaing, neuf responsables de l'armée et le président de la commission électorale figurent aussi, désormais, sur la liste noire européenne.

Interrogé sur le fait que la répression exercée en Turquie aurait pourtant, elle aussi, mérité un examen, un diplomate éludait, lundi soir. « *Ce que nous avons décidé n'est qu'un premier pas. Il pourra y avoir d'autres désignations.* » Jeudi et vendredi, lors d'un nouveau sommet, les dirigeants européens se pencheront sur cet autre dossier difficile que représente la relation avec Ankara.

Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant) et Jean-Pierre

Stroobants (Bruxelles, bureau européen)

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

Persécution des Oüïgours : la Chine prend de nouvelles sanctions contre des personnalités américaines et canadiennes

Des annonces qui surviennent à la suite des sanctions imposées en début de semaine par ces pays face au traitement de sa minorité ouïgoure.

Le Monde avec AFP

Publié le 27 mars 2021 à 22h32, modifié le 28 mars 2021 à 11h56 • Lecture 2 min.

Les représailles chinoises contre les pays occidentaux se poursuivent. La Chine a annoncé, samedi 27 mars, des sanctions contre trois personnalités et une entité du Canada et des Etats-Unis. Des annonces qui surviennent à la suite des sanctions imposées en début de semaine par ces pays face au traitement de sa minorité ouïgoure.

Deux membres de la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale, Gayle Manchin et Tony Perkins, ainsi que le député canadien Michael Chong et une commission parlementaire canadienne sur les droits de l'homme sont interdits d'entrée en Chine continentale, à Hongkong et à Macao, a fait savoir le ministère des affaires étrangères chinois.

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a dénoncé des sanctions « *sans fondement* », dans un communiqué. « *Les tentatives de Pékin d'intimider et de faire taire ceux qui défendent les droits de l'homme et les libertés fondamentales ne font que contribuer à l'attention internationale croissante sur le génocide et les crimes contre l'humanité qui sont en cours au Xinjiang* », ajoute-t-il.

« *Les sanctions de la Chine sont une attaque envers la liberté d'expression, la transparence et la démocratie* », a réagi, de son côté, le premier ministre canadien, Justin Trudeau, dans un tweet. « *Le Canada est solidaire de ses parlementaires contre ces mesures inacceptables et continuera de défendre les droits de la personne avec ses partenaires internationaux* », a-t-il ajouté.



Justin Trudeau 
@JustinTrudeau · [Follow](#)



Les sanctions de la Chine sont une attaque envers la liberté d'expression, la transparence et la démocratie. Le Canada est solidaire de ses parlementaires contre ces mesures inacceptables et continuera de défendre les droits de la personne avec ses partenaires internationaux.



Marc Garneau 
@MarcGarneau

Le gouvernement du Canada est aux côtés des parlementaires ciblés par des sanctions inacceptables de la Chine. Nous allons continuer de travailler avec nos partenaires pour défendre les droits humains, la démocratie et la liberté d'expression.

Déclaration :

7:21 PM · Mar 27, 2021



 **472**

 **Reply**

 **Copy link**

[Read 47 replies](#)

« Nous devons nous unir pour rappeler à ceux qui violent les droits de la personne et les droits démocratiques que le monde est aux aguets », a insisté de son côté le chef de la diplomatie canadienne, Marc Garneau, qui juge lui aussi « inacceptables » les sanctions chinoises.

Lire aussi | [Appels au boycottage en Chine contre les marques qui refusent l'utilisation du coton du Xinjiang, lié au travail forcé des Ouïgours](#)

Le député canadien visé, le conservateur Michael Chong, a réagi sur Twitter, affirmant considérer la sanction chinoise comme une « *distinction honorifique* ». « *Nous avons le devoir de demander des comptes à la Chine pour sa répression à Hongkong et son génocide des Ouïgours. Nous qui vivons librement dans des démocraties, sous un Etat de droit, devons être la voix de ceux qui n'en ont pas* », a ajouté M. Chong.

« *Nous sommes solidaires avec le Canada, le Royaume-Uni, l'UE et d'autres partenaires et alliés dans le monde, a également déclaré M. Blinken, en appelant la République populaire de Chine à mettre fin aux violations des droits de l'homme et aux abus à l'encontre des Ouïgours majoritairement musulmans et de membres d'autres groupes ethniques et religieux minoritaires au Xinjiang et à libérer les personnes détenues arbitrairement.* »



Michael Chong  
@MichaelChongM P · [Follow](#)



Les sanctions imposées aux députés visent à museler la liberté d'expression et le débat au cœur de notre démocratie: au Parlement.

Nous ne serons pas réduits au silence.

Nous continuerons à dénoncer les violations du droit international à Hong Kong et lors du génocide ouïghour.



Marc Garneau  @MarcGarneau

Le gouvernement du Canada est aux cotés des parlementaires ciblés par des sanctions inacceptables de la Chine. Nous allons continuer de travailler avec nos partenaires pour défendre les droits humains, la démocratie et la liberté d'expression.

Déclaration :

8:02 PM · Mar 27, 2021



294



Reply



Copy link

[Read 24 replies](#)

« Manipulation politique », selon la Chine

Selon le ministère des affaires étrangères chinois, les Etats-Unis et le Canada imposent des sanctions « *sur la base de rumeurs et de désinformation* ».

Les responsables sanctionnés, à qui il est également interdit de faire des affaires avec des citoyens et des institutions chinoises, « *doivent cesser toute manipulation politique sur les questions liées au Xinjiang, cesser de se mêler des affaires intérieures de la Chine de quelque façon que ce soit* », a réagi le ministère.

« *Sinon, ils se brûleront les doigts* », prévient le communiqué du ministère des affaires étrangères.

Lire aussi | [Ouïgours : les « sanctions ciblées » de l'Union européenne provoquent une riposte chinoise](#)

L'Union européenne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Canada ont annoncé lundi des sanctions coordonnées contre des dirigeants passés ou actuels de la région du Xinjiang, où Pékin impose depuis quelques années une surveillance policière drastique. La Chine a immédiatement riposté avec des sanctions contre des personnalités européennes et britanniques.

Selon des études publiées par des instituts américain et australien, rejetées par Pékin, au moins un million de Ouïgours ont été internés dans des « *camps* » au Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, et certains soumis à du « *travail forcé* », notamment dans des champs de coton. Washington estime que la répression de cette minorité musulmane constitue un « *génocide* ».

Lire aussi | [« Ouïgours » : la première fois que « Le Monde » l'a écrit](#)

Le Monde avec AFP

Articles avril 2021 :

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÛIGOURS

Un documentaire de la chaîne d'Etat chinoise justifie la condamnation à mort de responsables ouïgours

Le documentaire, diffusé le 2 avril par CCTV, s'inscrit dans une campagne pour légitimer la politique répressive menée par la Chine au Xinjiang, dans un contexte international tendu.

Par Simon Leplâtre (Shanghai, correspondance) Publié le 08 avril 2021 à 11h56 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Le 31 août 2018, une femme passe devant un bâtiment présenté comme une école, dans la préfecture de Kashgar, au Xinjiang, dans l'ouest de la Chine. Pékin a déclaré avoir condamné à mort deux anciens responsables de la région, y compris l'ancien chef du département de l'éducation, pour séparatisme et corruption. NG HAN GUAN / AP

La Chine a lancé une nouvelle campagne de propagande pour justifier sa politique répressive au Xinjiang. Dans un contexte international tendu, notamment à la suite des sanctions contre plusieurs responsables chinois adoptées par l'Union européenne fin mars, la chaîne de télévision d'Etat CCTV a diffusé, le 2 avril, un documentaire intitulé *La Guerre dans l'ombre : les défis de la lutte contre le terrorisme dans le Xinjiang*, également diffusé en français par la division internationale de la chaîne, CGTN.

Lire aussi | [Ouïgours : les « sanctions ciblées » de l'Union européenne provoquent une riposte chinoise](#)

Ce dernier opus d'une série de quatre documentaires sur le terrorisme au Xinjiang tente de démontrer les liens de certains responsables locaux avec des organisations terroristes internationales et l'influence des officiels ouïgours « à deux visages », autrement dit, les traîtres qui opéreraient dans l'ombre, tout en occupant des postes à responsabilité.

D'après le documentaire, un ancien chef de la police locale et un ex-responsable du bureau de l'éducation du Xinjiang ont été condamnés à la peine capitale et trois autres responsables de l'éducation à la prison à perpétuité. Ces derniers sont accusés d'avoir participé à l'élaboration de manuels scolaires qui « *peuvent estomper et ébranler le sens de l'identité nationale* ».

Mardi 6 avril, le gouvernement du Xinjiang a confirmé la condamnation à mort des deux officiels, assortie d'un sursis de deux ans – une peine généralement commuée en prison à vie. Ces anciens responsables ont été arrêtés entre 2017 et 2019, au début d'une vaste campagne de répression au Xinjiang qui a vu l'internement en camps de « *rééducation* » de plus d'un million de Ouïgours, Kazakhs et autres membres de minorités musulmanes. Après avoir nié l'existence de ces camps, la Chine les présente désormais comme des « *centres de formation professionnelle* ».

Justifier la politique menée au Xinjiang

La Chine a répondu aux sanctions de l'Union européenne et [des Etats-Unis](#), du Canada et du [Royaume-Uni](#), fin mars, en sanctionnant à son tour des dizaines de personnalités politiques, chercheurs et instituts de ces pays. Dans la foulée, une grande campagne de boycottage a été lancée contre des marques de prêt-à-porter occidentales qui avaient mis fin à leur approvisionnement en coton du Xinjiang, [sur fond d'accusation de travail forcé des Ouïgours dans l'industrie textile](#).

Depuis, les médias d'Etat ont redoublé d'efforts pour justifier la politique menée dans la région autonome de l'Ouest chinois depuis 2017. L'objectif est notamment de démontrer un lien entre les nombreux attentats perpétrés par des Ouïgours et une mouvance terroriste internationale, le Mouvement islamiste du Turkestan oriental (MITO). Son existence est aujourd'hui contestée : Washington a retiré le MITO de sa liste d'organisations terroristes en 2020, faute de preuve que le mouvement continue d'exister.

Lire aussi | [Controverse autour d'un article de propagande de la télévision d'Etat chinoise sur les Ouïgours](#)

CGTN s'est ainsi, par exemple, rendu au domicile d'un Ouïgour vivant en exil, pour contrer un reportage de la chaîne américaine CNN qui montrait la fille de cet homme en larmes, parce que ses parents lui manquent, sa mère étant détenue depuis 2017. Le documentaire vaut à la chaîne sa première plainte devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel, après que la chaîne d'Etat

chinoise, expulsée du Royaume-Uni en février dernier, s'est installée dans l'Hexagone pour diffuser en Europe début mars.

Les chaînes en langue étrangère de CGTN ont aussi mis en avant des blogueurs étrangers qui récusent les « fake news » des médias occidentaux sur le Xinjiang. Enfin, une comédie musicale intitulée *Les Ailes des chants*, qui met en scène des membres des différentes minorités ouïgoure et kazakhe et de la majorité han, chantant et dansant sur fond de paysages grandioses, est sortie dans les salles de cinéma chinoises le 28 mars.

Pas assez d'éducation patriotique

La Guerre dans l'ombre s'inscrit dans cette campagne en insistant sur le problème des « cadres à double visage ». Le principal accusé est Shirzat Bawudun, ancien chef de la police d'un district, accusé d'avoir utilisé sa position pour avoir notamment organisé l'envoi de jeunes Ouïgours en Egypte, auprès de membres du MITO. Comme les principaux protagonistes, il reconnaît les crimes dont il est accusé dans ce documentaire, posant la question de l'implication de CGTN dans l'obtention de confessions forcées.

Un chapitre complet est par ailleurs consacré à la question des manuels scolaires, dont certaines éditions datant de 2003 et 2009 seraient « pleines de sang, de violence, de terrorisme et de séparatisme ». Mais les exemples fournis se limitent à un insigne du Turkestan oriental sur une photo historique et à une légende racontant le sacrifice de sept soldates ouïgoures face à des militaires chinois. Ces manuels seraient également problématiques car ne contenant pas assez d'éducation patriotique : les nouvelles éditions s'ouvrent avec le drapeau chinois et la déclaration « *Nous sommes chinois* ».

« *Les manuels scolaires passent par plusieurs étapes de vérification et de censure, mais malgré cela, ils ont estimé que ces manuels contenaient beaucoup trop d'histoires ouïgoures de héros ouïgours* », pointe Dilnur Reyhan, chercheuse franco-ouïgoure, spécialiste de l'identité ouïgoure à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). Les nouveaux manuels contiennent essentiellement des textes chinois traduits en ouïgour moderne, aux dépens de la littérature ouïgoure originale, déplore sur Twitter James Millward, historien et spécialiste du Xinjiang.

Lire aussi | [« J'étais morte de l'intérieur » : une Ouïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne](#)

Les intellectuels, entrepreneurs et responsables politiques ont été nombreux à subir l'accusation de « double visage » depuis 2017. « *Ce n'est pas nouveau dans la Chine communiste : pendant les dix ans de la Révolution culturelle, la première cible, c'était les intellectuels. Le savoir et la culture sont des éléments qui menacent un régime totalitaire*, analyse Dilnur Reyhan, qui a créé l'Institut ouïgour d'Europe, pour tenter de préserver sa culture. *Ils ont utilisé l'élite ouïgoure pour participer à la gestion coloniale chinoise jusqu'à une époque, mais aujourd'hui, ils n'ont plus aucune utilité : la Chine peut lancer sa répression sans le service après-vente. C'est vraiment choquant qu'ils puissent annoncer des condamnations à mort sur de tels*

prétextes, sans s'inquiéter des retombées internationales. Cela démontre l'excès de confiance du régime. »

Simon Leplâtre (Shanghai, correspondance)

DÉBATS • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

Il faut « responsabiliser les entreprises dont les chaînes de valeurs sont associées à des violations de droits humains et de l'environnement »

TRIBUNE

Pierre-Samuel Guedj

Président de l'agence de conseil Affectio Mutandi

Après le drame du Rana Plaza, au Bangladesh, celui des Oüïgours en Chine fera-t-il basculer l'Europe dans la vigilance, se demandent les experts en responsabilité sociale d'entreprise, Pierre-Samuel Guedj et Yann Queinnec, dans une tribune au « Monde ».

Publié le 21 avril 2021 à 18h30, modifié le 22 avril 2021 à 08h16 | Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. Huit ans quasiment jour pour jour après le drame du [Rana Plaza](#) qui fit 1 135 victimes le 24 avril 2013, c'est encore le secteur textile qui est en première ligne sur les enjeux de droits humains.

Lundi 11 avril les associations Sherpa, Ethique sur l'étiquette, l'Institut ouïgour d'Europe et une victime ouïgoure ont annoncé le dépôt d'une plainte auprès du tribunal judiciaire de Paris, contre plusieurs entreprises du secteur pour recel de travail forcé et crime contre l'humanité. Des bases légales pénales inédites qui, articulées avec la notion de devoir de vigilance, font peser sur les marques visées une quasi-présomption de responsabilité.

Pression juridique et réputationnelle

Elles doivent se préparer à une charge de la preuve très lourde pour convaincre les juges et l'opinion du sérieux de leurs dispositifs de prévention et d'atténuation des risques de violations de droits humains.

Lire aussi | [Effondrement du Rana Plaza : Cinq ans après le drame, le devoir de vigilance des patrons du prêt-à-porter](#)

Cette pression juridique et réputationnelle vise aujourd'hui les marques Zara, Bershka, Pull and Bear et Massimo Dutti appartenant au groupe Inditex, les marques Sandro, Maje, Claudie Pierlot et De Fursac, détenues par SMCP, ainsi qu'Uniqlo. Les organisations non gouvernementales (ONG) annoncent d'ores et déjà que la plainte sera progressivement élargie à d'autres marques ainsi qu'à des enseignes de distribution.

A l'heure où le pouvoir chinois montre de manière explicite sa volonté d'imposer ses valeurs au monde, l'existence même de cette initiative montre que cela ne dissuade pas les organisations de la société civile d'agir.

Lire aussi | [Effondrement du Rana Plaza : Un an après la « loi Rana Plaza », « la grande majorité des entreprises ont commencé à identifier les risques »](#)

Elle envoie aussi un message fort aux marques internationales, comme Tommy Hilfiger, Calvin Klein, Abercrombie & Fitch ou The North Face qui ont ces derniers jours retiré leurs engagements sous la pression du gouvernement chinois, Hugo Boss allant jusqu'à annoncer fièrement poursuivre ses achats de coton provenant de la province du Xinjiang.

Boycottage

Une volte-face qui les expose à une nouvelle vague de boycottages dans le sillage de la campagne portée depuis 2020 notamment par le député européen (S & D) Raphaël Glucksmann, présent à la conférence de presse annonçant le dépôt de plainte.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Cette initiative judiciaire illustre aussi un alignement d'intérêts avec les autorités européennes dont les récentes sanctions visant plusieurs dignitaires chinois sont inédites, plus de trente ans après les mesures d'embargo qui avaient suivi la répression du mouvement de la place Tiananmen.

Tommy Hilfiger, Calvin Klein, Abercrombie & Fitch ou The North Face ont retiré leurs engagements sous la pression du gouvernement chinois, Hugo Boss allant jusqu'à annoncer fièrement poursuivre ses achats de coton provenant du Xinjiang

Cette plainte et les enjeux qu'elle porte dépasse largement le secteur textile. Elle s'inscrit dans une campagne de plaidoyer pour la création d'un devoir de vigilance environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) à l'échelle européenne. Sujet plus que jamais à l'ordre du jour depuis l'adoption par le parlement européen le 10 mars d'un projet de directive dont la Commission s'est saisie. Il s'agit de doter l'Europe d'armes juridiques visant y compris les entreprises étrangères vendant des biens et services sur son marché.

Lire aussi | [Travail forcé des Ouïgours : une plainte déposée en France contre quatre multinationales de l'habillement](#)

La plainte déposée en France est d'ailleurs soutenue par l'European Center for Constitutional and Human Rights ([ECCHR](#)), organisation basée à Berlin, ce qui montre la capacité des ONG de se coordonner à l'échelle pertinente, l'Europe. Nous sommes donc devant un agenda partagé tant par les ONG que par les autorités européennes ! Responsabiliser les entreprises dont les chaînes de valeurs sont associées à des violations de droits humains et de l'environnement, garantir aux victimes l'accès à la justice, c'est dans le même temps lutter contre la concurrence sociale et environnementale déloyale.

Potentiel de mobilisation

En annonçant des répliques judiciaires dans d'autres Etats membres, notamment l'Allemagne et les Pays-bas, qui sont autant de marchés, cette action illustre aussi la pression juridique, sociétale et réputationnelle grandissante, qui pèse sur toutes les entreprises dont les chaînes de valeurs exposent à des impacts sociaux et environnementaux graves.

Les dirigeants d'entreprises qui n'ont pas encore saisi le potentiel de mobilisation d'une société civile de plus en plus affûtée doivent ouvrir les yeux. Cette initiative judiciaire doit donc alerter tous les secteurs. Les plaintes coordonnées pan-européennes sont devant nous, avant même que le droit européen s'harmonise en la matière !

Lire aussi | [« Agir pour les Ouïgours, c'est une manière de nous définir en tant que monde »](#)

Les impacts sociaux et environnementaux de la culture du soja latino-américain importé par l'industrie agroalimentaire, ou ceux liés à l'extraction en Afrique de minerais nécessaires aux produits IT (Internet des objets) du quotidien et à la transition énergétique, sont des exemples parmi d'autres de filières particulièrement exposées qui doivent se préparer à un travail sérieux de démonstration.

En 2013, le drame du Rana Plaza avait accéléré l'adoption en France de la loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre. En 2021 ce sont sans doute les violations de droits humains dont est victime la communauté ouïgoure qui accéléreront celle d'un devoir de vigilance européen.

Des moyens adaptés

Dans ce contexte, la France a un rôle moteur plus qu'émblématique à jouer. Elle fut à l'origine de l'obligation de reporting extra-financier au niveau européen, nombre de ses élus et experts sont à la manœuvre pour l'adoption d'un texte sur le devoir de vigilance raisonnable, et actifs aux côtés de la Commission pour porter les enjeux d'économie sociale et solidaire (ESS) qui sont l'avenir de l'économie. Sans compter que la France présidera l'Union européenne au premier semestre 2022...

Lire aussi | [Chine : « Les Etats européens doivent arrêter de sacrifier le respect des droits humains au bénéfice de quelques multinationales »](#)

D'ici là, cette plainte doit inciter les dirigeants d'entreprises à réfléchir à deux fois avant d'adopter une raison d'être sans la doter des moyens adaptés pour tenir ses engagements et à respecter les termes d'un nouvel article 1833 du code civil issu de la loi Pacte (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) de 2019 qui, dans le sillage du devoir de vigilance, impose à toute société de prendre en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité !

Quant aux consommateurs et influenceurs du monde de la mode, cette action en justice devrait les rappeler aussi à leur responsabilité dans leurs pratiques d'achats et leurs posts sur les réseaux

sociaux. Le prochain anniversaire du drame du Rana Plaza ne manquera pas de rappeler la part sombre du statut de « fashion victim »...

¶ L'agence de conseil Affectio Mutandi est spécialisée en stratégies sociétale, normative et réputationnelle sur les enjeux ESG.

Lire aussi | [Retrouvez nos tribunes sur « l'objet social de l'entreprise »](#)

Pierre-Samuel Guedj (Président de l'agence de conseil Affectio Mutandi)

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÛIGOURS

Le député belge qui défie Pékin sur le sort des Oûigours du Xinjiang

Samuel Cogolati a déposé, en février, une proposition de loi au Parlement fédéral pour qualifier de « génocide » le sort réservé aux Oûigours en Chine.

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, correspondant)

Publié le 23 avril 2021 à 11h11, modifié le 13 mai 2021 à 18h20 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Son pays aurait pu être le premier au monde à définir le sort réservé aux Oûigours de Chine comme un génocide. Mais la lenteur de ses procédures parlementaires, la difficulté pour y former un gouvernement, ainsi, sans doute, que la prudence généralisée face à une telle décision et ses possibles conséquences, ont un peu douché les espoirs des défenseurs belges des droits humains. Le Canada, le Pays-Bas et la Grande-Bretagne l'ont, eux, déjà votée.

Qu'importe. Samuel Cogolati restera au moins comme le premier parlementaire de la planète à avoir imaginé et rédigé une proposition en ce sens. Elle sera débattue par la Chambre des députés belge, en mai, avec des auditions d'exilés chinois, d'une rescapée des camps et d'experts en droit international. Le jour où il a déposé officiellement sa proposition de loi, en février, « *la présidente de la Chambre et les dirigeants de tous les groupes politiques de l'Assemblée ont reçu, dans l'heure, une demande chinoise pour que le texte ne soit pas examiné* », confie-t-il, encore ébahi.

Lire aussi | [Comprendre la répression des Oûigours de Chine en cinq questions](#)

La proposition a-t-elle une chance de passer la rampe ? Le gouvernement du libéral Alexander De Croo n'a pas encore pris position, mais l'élú du parti vert francophone Ecolo est confiant : « *La Chine a sousestimé l'importance des valeurs dans nos démocraties*, dit-il. *Et puis, arrêtons de nous imaginer en David face à Goliath. En tout cas, si nous ne faisons rien, les choses ne feront que s'aggraver.* »

Sanctionné par la Chine

A 32 ans, M. Cogolati, petit-fils d'immigrés italiens, docteur en droit de l'Université flamande de Louvain après des passages par Harvard et le King's College de Londres, est devenu une célébrité mondiale pour une autre raison. Le 22 mars, il a découvert qu'il figurait sur la liste de dix personnalités et quatre entités contre lesquelles des mesures sont prises par Pékin, en réponse à la décision européenne de sanctionner quatre responsables de la répression de la minorité musulmane. Avec, notamment, les eurodéputés Raphaël Glucksmann et Reinhard Bütikofer, il était désigné pour avoir porté de « *graves atteintes à la souveraineté et aux intérêts chinois* » et avoir répandu « *des mensonges et des fausses informations malveillantes* ».

Lire aussi | Ouïgours : les « sanctions ciblées » de l'Union européenne provoquent une riposte chinoise

Fermement convié à « *corriger son erreur* », le jeune député wallon, élu pour la première fois, en mai 2019, convenait, sur Twitter, avoir eu « *froid dans le dos* » en apprenant que lui et sa famille seraient interdits de séjour en Chine, à Macao et à Hongkong et de tout échange avec des personnalités ou des entités chinoises. Aujourd'hui, il sourit : « *Je ne comptais pas aller en vacances à Pékin, et je n'y possède aucun intérêt.* » Pas question, en tout cas, d'arrêter son combat : « *Le devoir d'un parlementaire est de protéger la démocratie et les droits humains.* »

Spécialiste du droit pénal international, intéressé jusque-là par les dossiers du Rwanda, de la Bosnie ou de l'Irak, il découvre la question des Ouïgours au lendemain de son élection. Une femme a été arrêtée devant l'ambassade belge à Pékin, où elle tentait de se réfugier avec ses quatre enfants. Son mari, en exil à Gand, contacte le député, qui va interpellé le ministre des affaires étrangères de l'époque, Didier Reynders – aujourd'hui commissaire européen à la justice – et conclure que la diplomatie belge s'est montrée couarde. La femme est, depuis, assignée à résidence au Xinjiang, et son mari ne veut pas parler aux journalistes, par crainte de représailles contre sa famille.

« Responsabilité morale et légale »

Le militantisme du député écologiste va, en tout cas, attirer l'attention des autorités chinoises. Elles ont déjà remarqué ses liens avec les Tibétains en exil et sa proximité avec le dalaï-lama, qui l'a convié à sa fête d'anniversaire en 2020. Huy, la ville du député, compte un centre tibétain, l'un des plus grands d'Europe, que Tenzin Gyatso, l'actuel chef spirituel du Tibet, a visité à plusieurs reprises.

Lire aussi | Ouïgours : l'asservissement d'un peuple

Même sanctionné par Pékin, M. Cogolati, « *petit parlementaire* » comme il se définit, cible désormais le traité d'investissement Union européenne-Chine, controversé, ardemment débattu durant sept années, mais finalement conclu en décembre 2020. « *Ce texte ne comporte pas une seule référence aux droits humains ou à l'interdiction du travail forcé ! En admettant cela, l'Europe perd toute crédibilité.* » Il demandera donc à son gouvernement – dont Ecolo est membre – de refuser d'approuver ce texte.

« *Une condition sine qua non* », dit-il.

A propos de la notion de « génocide », il rappelle que la Chine a signé la Convention des Nations unies de 1948. « *Un texte qui vise à punir, mais aussi à prévenir. C'est donc notre responsabilité morale et légale de ne pas rester les bras croisés face au sort des Ouïgours.* » Pour l'heure, seule la gauche radicale du Parti du travail de Belgique, ancienne fraction belge du mouvement communiste prochinois, refuse officiellement de montrer Pékin du doigt. M. Cogolati espère convaincre tous les autres que l'idée selon laquelle les autorités chinoises tenteraient de se

préservé est fausse : « *Il n'y a pas un million de terroristes à enfermer, et on parle bien de viols, de tortures, de meurtres.* »

Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, correspondant)

INTERNATIONAL

Les exilés ouïgours en Turquie dans la peur d'être victimes du rapprochement avec la Chine

Les musulmans turcophones ayant fui la répression chinoise redoutent de voir Ankara ratifier un traité d'extradition avec Pékin.

Par Marie Jégo (Istanbul, correspondante)

Publié le 28 avril 2021 à 02h41, modifié le 28 avril 2021 à 14h18 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Selacettin Bura, 14 ans, dont le visage a été couvert pour protéger sa vie privée, au pensionnat d'Oku Uygur, près d'Istanbul, le 19 avril 2021. NICOLE TUNG POUR « LE MONDE »

Selacettin Bura, un jeune Ouïgour de 14 ans exilé en Turquie, n'a pas revu ses parents depuis cinq ans.

Il se souvient de ce jour de 2016 où il a quitté le foyer familial dans la région « autonome » du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, pour ce qu'il pensait être un voyage limité dans le temps. Ses deux frères aînés voulaient étudier dans une école coranique, « *chose interdite chez nous* », explique le jeune garçon. Le trio est parti pour l'Egypte. Il était surtout grand temps de fuir la répression infligée par les autorités chinoises à la communauté ouïgoure, turcophone et musulmane.

La vie quotidienne était devenue un enfer, Selacettin le voyait bien. Sa mère ne voulait plus l'envoyer à l'école, refusait de le laisser jouer dans la rue avec les autres gamins. La famille vivait avec la peur au ventre, la peur des rafles, des dénonciations, des arrestations.

L'installation au Caire ne va pas durer. En 2017, il faut à nouveau partir. Un accord d'extradition vient d'être signé entre la Chine et l'Égypte, les Ouïgours ne se sentent plus en sécurité. La fratrie décide de gagner la Turquie, où vit la plus grosse diaspora ouïgoure, forte d'environ 50 000 personnes, organisée en réseaux d'entraide, associations, confréries, et bien tolérée par les autorités turques, qui ne sont pas avares de permis de séjour.



Des élèves jouent au volley-ball dans une cour du pensionnat Oku Uygun Bilgi, près d'Istanbul, le 19 avril 2021. NICOLE TUNG POUR « LE MONDE »

Entre-temps, la répression s'est accentuée au Xinjiang où, d'après les témoignages et les images satellites rassemblés par les experts, plus d'un million de membres de la communauté ouïgoure sont détenus dans des camps. Ceux qui sont en liberté vivent sous la loupe des services, qui les traquent via leurs portables surtout. « *Depuis que nous sommes en Turquie, nous n'avons plus aucune nouvelle* », soupire Selacettin.

Lire aussi : Ouïgours : l'asservissement d'un peuple

Hasan Abdulrahim, 16 ans, est lui arrivé en 2016 en Turquie avec son père pour fuir la répression du régime chinois. Après l'avoir confié à un ami proche, le père est reparti chercher la mère et les autres enfants restés en Chine dans l'attente du renouvellement de leurs passeports. « *Il n'est jamais revenu*, murmure l'adolescent aux yeux tristes. *Je n'ai jamais plus*

entendu parler de lui. Pareil pour ma mère, mes frères et mes sœurs. J'ignore ce qui leur est arrivé. Ils me manquent terriblement. »

« Donner un cadre »

Chaque famille ouïgoure de Turquie a au moins un de ses membres détenu dans un camp en Chine. Comme Selacettin et Hasan, dix-huit autres jeunes Ouïgours hébergés au foyer Oku Uygur Bilig, un bâtiment flambant neuf situé dans le quartier de Selimpasa, à Silivri, à 80 kilomètres d'Istanbul, sont sans nouvelles de leurs parents depuis des années.



Des étudiants nouvellement arrivés au pensionnat d'Oku Uygur Bilig, près d'Istanbul, le 19 avril 2021. NICOLE TUNG POUR « LE MONDE »

« Sont-ils vivants, sont-ils morts ? Les enfants ne le savent pas. C'est douloureux. Au foyer, nous essayons de leur donner un cadre pour qu'ils se reconstruisent », explique Abdulrahman Taymaz, qui enseigne la théologie aux pensionnaires. Le théologien, exilé en Turquie depuis sept ans et demi, dit ne pas savoir quoi répondre quand les jeunes lui demandent s'ils reverront un jour leurs parents. Lui-même, parti de Chine après un séjour en prison, est sans nouvelles des siens. *« Mon père est décédé en 2018, je l'ai appris en 2020 seulement. »*

Ouvert depuis 2017 avec l'autorisation de l'Etat turc, le foyer ouïgour de Silivri compte en tout 150 pensionnaires, filles et garçons, encadrés par vingt éducateurs, un directeur et un cuisinier. Le financement est assuré par des dons de la diaspora.



Un homme prie dans la mosquée de l'internat d'Oku Uygur Bilig, dans le quartier de Selimpasa, près d'Istanbul, le 19 avril 2021. NICOLE TUNG POUR « LE MONDE »

En journée, les jeunes sont scolarisés dans des écoles publiques turques des environs. Après les cours, actuellement stoppés en raison de la pandémie, ils rentrent au foyer où leur sont proposées des initiations au Coran, à l'anglais, à la musique traditionnelle, et des activités sportives. « *La vie en collectivité nous aide moralement* », estime Abdul Celil, 16 ans, sans nouvelles de sa famille depuis 2016. Lui aussi est passé par l'Égypte avant d'arriver en Turquie. Ses parents sont repartis en Chine chercher les autres membres de la fratrie. Ils n'ont plus donné de nouvelles depuis. L'histoire se répète.

Endoctrinement acharné

Entre 2015 et 2016, une brève libéralisation par Pékin de sa politique d'attribution des passeports a permis à de nombreux Ouïgours de quitter la Chine. Certains y sont ensuite revenus dans le but de faire sortir d'autres membres de la famille ou de régler des affaires commerciales. Le plus souvent, la police les attendait à l'arrivée.

Au nom de la lutte contre le terrorisme et le séparatisme, Pékin mène une politique de répression systématique à l'égard des Ouïgours, surveillés, internés massivement dans des camps de rééducation politique, empêchés de parler leur langue et de prier.

Dans les camps, les prisonniers sont soumis à un endoctrinement acharné, destiné à leur faire oublier leur religion et à forcer leur loyauté vis-à-vis du régime. A l'extérieur, les restrictions imposées par le gouvernement chinois sur la nourriture halal, les vêtements islamiques, la pratique religieuse ne font que renforcer l'attachement des Ouïgours à l'islam, exprimé avec force en diaspora.

La dépendance au vaccin chinois

Jusqu'ici, la Turquie était un havre de paix pour la communauté ouïgoure, qui se sentait soutenue au plus haut niveau. M. Erdogan, alors premier ministre, n'avait-il pas accusé Pékin, en 2009, de commettre une « *sorte de génocide* » contre les Ouïgours ? Mais depuis, le discours officiel a changé. Le numéro un turc, qui recherche les investissements chinois comme alternative aux capitaux occidentaux, a fait passer au second plan ce qui était jusqu'ici son principal cheval de bataille, la défense des musulmans sunnites opprimés.



A gauche : une salle de classe vide dans l'internat d'Oku Uyгур, près d'Istanbul, le 19 avril 2021. Avec la pandémie de coronavirus, les classes n'ont pas pu fonctionner à pleine capacité. A droite : des livres en ouïgour et en turc dans le hall de l'internat d'Oku Uyгур. NICOLE TUNG POUR « LE MONDE »

La dépendance turque au vaccin chinois contre le Covid-19, dont les arrivages ont ralenti ces derniers temps, renforce l'inquiétude des Ouïgours. D'aucuns soupçonnent la Chine d'avoir conditionné les livraisons du CoronaVac à la ratification du traité d'extradition signé en 2017 avec la Turquie. Le Parlement chinois l'a ratifié, le Parlement turc, pas encore.

Déjà, plusieurs Ouïgours ont été renvoyés ces dernières années par Ankara vers des pays tiers comme le Kazakhstan, le Tadjikistan ou encore Dubaï, d'où ils ont ensuite été expulsés vers la Chine. Mehmet Okatan, avocat à Istanbul, s'occupe du cas de quinze Ouïgours menacés d'être renvoyés. « *En général, les autorités chinoises donnent des listes de noms aux Turcs, qui arrêtent les personnes et les placent dans des centres de rétention. Quand les prévenus ont les moyens et l'information nécessaires, ils contactent les avocats, c'est leur seule chance de s'en sortir.* »

Lire aussi | [En Turquie, le traité d'extradition entre Pékin et Ankara inquiète la communauté ouïgoure](#)

L'une de ses clientes, une mère de famille ouïgoure accusée par Pékin d'extrémisme islamiste, vient tout juste d'être relaxée par un tribunal d'Istanbul. « *Si le Parlement turc ratifie l'accord, ça sera un coup terrible* », craint l'avocat.

Autre inquiétude, les rassemblements organisés ces deux derniers mois par la communauté aux abords des représentations diplomatiques chinoises, à Istanbul et à Ankara, ont été interdits pour

cause de pandémie galopante – le pays compte plus de 60 000 nouveaux cas de Covid-19 par jour.



Medine Nazimi, 38 ans, originaire du Turkestan oriental (Xinjiang), ici à Istanbul, le 20 avril 2021. NICOLE TUNG POUR « LE MONDE »

Medine Nazimi est déçue. Brandir la photo de sa sœur dont elle est sans nouvelles, crier des slogans sous les fenêtres du consulat de Chine à Tarabiya, sur les bords du Bosphore, était son seul exutoire.

Où aller désormais pour faire entendre la voix des disparus ?



Une photo de Mevlüde Hilal, 35 ans, avec sa fille alors âgée d'un an, montrée par sa sœur Medine Nazimi, à Istanbul, le 20 avril 2021. NICOLE TUNG POUR « LE MONDE »

Ouïgoure naturalisée turque, la trentenaire a perdu la trace de sa sœur, Mevlüde Hilal, rentrée au Xinjiang en 2017 pour rendre visite à leur mère malade. « *Le droit le plus élémentaire nous est refusé, celui de vivre en famille. Nous sommes pourchassés partout. Il faut que les pays occidentaux soient plus fermes, il faut qu'ils nous défendent* », dit-elle en refoulant ses larmes.

Lire aussi | [Exilée en France, une Ouïgoure hantée par le souvenir des camps chinois](#)

Marie Jégo (Istanbul, correspondante)

Articles mai 2021 :

INTERNATIONAL • UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne « suspend » l'accord sur les investissements avec la Chine

L'environnement politique entre l'UE et la Chine n'est « pas propice », estime la Commission.

Par Virginie Malingre (Bruxelles, bureau européen)

Publié le 05 mai 2021 à 11h11, modifié le 05 mai 2021 à 15h28 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Le vice-président de la Commission européenne Valdis Dombrovskis à Bruxelles (Belgique), le 16 mars 2021. YVES HERMAN / REUTERS

A sa manière, un brin laconique, le vice-président de la Commission européenne (CE) Valdis Dombrovskis a annoncé, mardi 4 mai, la suspension de l'accord sur les investissements entre la Chine et l'Union européenne (UE). « *Dans la situation actuelle, avec les sanctions de l'UE contre la Chine et les contre-sanctions chinoises, y compris contre des membres du Parlement européen, l'environnement n'est pas propice à la ratification de l'accord* », a-t-il expliqué à l'Agence France-Presse. Avant de poursuivre : « *Nous avons, pour le moment (...), suspendu certains efforts de sensibilisation politique du côté de la Commission.* »

L'accord entre la CE et Pékin a été conclu dans la précipitation, le 30 décembre 2020, après sept ans de négociations. Entre le travail forcé des Ouïgours, au Xinjiang, et la répression à

Hongkong, le terrain géopolitique était déjà compliqué. Mais la chancelière allemande, Angela Merkel, tenait à avancer sur ce dossier, alors que Berlin occupait la présidence tournante du Conseil de l'UE jusqu'à la fin 2020, et qu'en ces temps de crise et de Brexit l'industrie allemande a plus besoin que jamais de débouchés.

Lire aussi | [L'UE accepte un accord d'investissements avec la Chine malgré des engagements limités sur le travail forcé](#)

Le texte couvre différents secteurs et prévoit que la Chine lève, plus ou moins selon les cas, les contraintes qu'elle impose aux investisseurs étrangers, comme l'obligation de créer une joint-venture ou de transférer des technologies. Il précise également que les groupes publics chinois traitent les entreprises européennes – auxquelles ils vendent leurs services – de manière non discriminatoire. Mais les spécialistes du sujet jugent largement insuffisants, d'un point de vue légal, les mécanismes de mise en œuvre de ces engagements. Par ailleurs, rien n'est prévu sur la protection des investissements et le règlement des différends entre Etat et investisseurs, un sujet qui fait l'objet d'une autre négociation entre Bruxelles et Pékin.

Hostilité et scepticisme

Il était d'ores et déjà évident, quand l'accord UE-Chine a été conclu il y a quatre mois, que sa ratification n'irait pas de soi. En ce qui concerne les Etats membres, certes consultés tout au long du processus, encore fallait-il qu'ils soient en mesure d'en assumer le résultat face à des opinions publiques parfois rétives. D'autant que certains d'entre eux, comme les Pays-Bas, l'Autriche, l'Italie et la Hongrie, avaient exprimé des réserves sur sa portée réelle, quand d'autres craignaient que sa conclusion envoie un mauvais signal à l'administration Biden, avec laquelle Bruxelles espérait relancer la relation transatlantique.

Lire aussi | [Les eurodéputés restent sceptiques sur le traité entre l'Union européenne et la Chine](#)

Quant aux eurodéputés, ils étaient loin d'être acquis à sa cause. Hormis chez les eurodéputés allemands et les conservateurs du Groupe du parti populaire européen (PPE), ce traité suscitait des réactions qui allaient de la franche hostilité, chez les écologistes ou les représentants de la gauche radicale, à un scepticisme assumé. Y compris parmi les libéraux de Renew Europe, traditionnellement favorables à ce type d'accord. Même les élus français issus de la majorité présidentielle n'étaient pas convaincus.

Ces dernières semaines, les tensions avec la Chine se sont accrues. Le 22 mars, l'UE avait imposé des sanctions – interdictions de visas et gels d'avoirs – contre quatre responsables chinois ayant violé les droits des Ouïgours. Pékin avait répliqué dans la foulée, avec des sanctions contre quatre entités et dix responsables européens, interdits de séjour en Chine continentale, à Hongkong et à Macao, et de faire des affaires avec le pays. [Les eurodéputés français Raphaël Glucksmann et allemand Reinhard Bütikofer](#), président de la délégation pour les relations avec la Chine du Parlement européen, figuraient sur la liste. Tout comme le comité

politique et de sécurité du Conseil 2de l'UE et la souscommission aux droits de l'homme du Parlement européen.

Lire aussi | [Comprendre la répression des Ouïgours de Chine en cinq questions](#)

Accord « probablement mort »

« Le Parlement devait se prononcer sur un gel de l'accord dans quinze jours. On sentait bien qu'on allait gagner ce vote. La Commission prend donc les devants », s'est félicité M. Glucksmann, dans un tweet, mardi soir, qui évoque « une immense victoire ». « L'accord était déjà mal engagé avant les sanctions, il est probablement mort », juge Philippe Lamberts, le président du groupe Les Verts au Parlement, qui a, lui aussi, dès le début, combattu le traité.

A la Commission, on réfute cette interprétation, arguant qu'il s'agit d'un simple délai. *« Il y a toujours une asymétrie dans les relations »* entre l'UE et la Chine, a souligné M. Dombrovskis, mardi. *« Cet accord nous aiderait à résoudre cette asymétrie. »*

Les Vingt-Sept discutent actuellement d'une révision de la politique commerciale de l'UE, afin, notamment, qu'à l'heure du Green Deal européen, elle prenne mieux en compte la lutte contre le réchauffement climatique. *« Certains Etats membres, dont l'Allemagne, voudraient ajouter dans les conclusions une phrase qui dirait, en gros, que l'on ne peut pas tout demander à la politique commerciale »,* explique un diplomate. Les débats ne sont pas terminés.

Lire notre entretien avec Alice Ekman : [« La Chine devient plus que jamais une puissance clivante »](#)

Virginie Malingre (Bruxelles, bureau européen)



INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

Au Xinjiang, un ramadan sous étroit contrôle pour les Oüïgours

Par Simon Leplâtre (Kachkar, Xinjiang, envoyé spécial)

Publié le 15 mai 2021 à 06h15, modifié le 15 mai 2021 à 10h21 Lecture 8 min.

Article réservé aux abonnés

REPORTAGE | La menace répressive semble avoir été intériorisée par les habitants de la région de l'Ouest de la Chine, où rares sont ceux qui admettent pratiquer le jeûne du ramadan

Fin de la prière de l'Aïd-el-Fitr, un peu avant 10 heures, jeudi 13 mai, quatre musiciens postés sur le portail de la mosquée d'Id Kah, principal lieu saint de Kachgar, la grande ville du Xinjiang du Sud, battent des tambours. Un zurna, cousin lointain et sonore du hautbois, retentit et la foule envahit la place tandis qu'une centaine d'hommes, sortant de la mosquée, dansent en de grandes rondes... Un peu plus tard, des enfants et des touristes Han, l'ethnie majoritaire en Chine, se joignent aux danseurs ouïgours. Les caméras des médias d'Etat se régalaient face à ces scènes de liesse. Le porte-parole du ministre des affaires étrangères, Zhao Lijian, n'a d'ailleurs pas manqué de publier une de ces vidéos sur Twitter, commentant : « *La population locale de groupes ethniques variés a dansé pour célébrer la fête de la fin du jeûne.* »



Devant la mosquée Id Kah le jour de l'Aïd el-Fitr, une foule de Ouïgours danse pour célébrer la fin du ramadan, à Kachgar, le 13 mai 2021. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

Au grand bazar, une Ouïgour dans un magasin de robes, à Kachgar, le 9 mai 2021. La période qui précède l'Aïd el-Fitr est traditionnellement une période d'achats de nouveaux vêtements. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

Lire aussi | [« Ouïgours » : la première fois que « Le Monde » l'a écrit](#)

A voir ces danses et l'atmosphère de fête qui règne dans le centre de Kachgar, on croirait presque que la vie est revenue à la normale, après des années de répression. Les hommes, rasés de frais, portent chemises blanches et costumes sombres, complétés pour les plus âgés par la doppa, un petit couvrechef carré, tandis que les robes des femmes scintillent de couleurs et de paillettes. Mais quelques indices trahissent un événement contrôlé de près. A 7 heures du matin, des dizaines d'hommes en civil contrôlaient l'accès à la place d'Id Kah. La veille, on avait vu une petite troupe d'une cinquantaine d'hommes traverser le centre historique, vers la place de la mosquée. Le dernier, un Ouïgour d'une trentaine d'années, nous avait confié : « *Je ne sais pas ce qui se passe, mais le chef nous a fait venir.* »

Une heure plus tard, ils étaient rejoints par des dizaines d'autres, les musiciens se postaient au sommet du portail et les recrues se mettaient en branle sans conviction : en pleine après-midi, sous un soleil de plomb, et alors que le ramadan n'était pas terminé, ils répétaient la danse qui aurait lieu le lendemain. « *C'est vraiment un spectacle : normalement, personne n'a besoin de répéter, tout le monde sait comment danser sama, la danse de l'Aïd* », réagit Abduweli Ayup, linguiste et ancien résident de Kachgar, à qui *Le Monde* a soumis ces images. « *Cela n'a pas l'air naturel du tout, on dirait une répétition à l'école, avant une visite d'officiels* », soupire cet intellectuel exilé en Norvège après quinze mois de détention au Xinjiang en 2014.

Lire aussi | [Le linguiste Abduweli Ayup, témoin de la pression de la Chine sur les Ouïgours à l'étranger](#)

« Centres de formation professionnelle »

La fête de l'Aïd est à l'image du Xinjiang de 2021 : plus présentable, mais laissant un arrière-goût de simulacre. La pression sécuritaire est beaucoup moins lourde que quelques années auparavant, au cœur de la campagne de répression lancée en 2014, à la suite d'une série d'attentats sanglants commis par des extrémistes ouïgours à travers la Chine, et renforcée en 2017, avec la généralisation d'un système de camps où ont été internés plus d'un million de Ouïgours, Kazakhs et autres membres de minorités musulmanes de la région autonome. D'abord appelés « *camps de rééducation* » dans des documents officiels, ils sont présentés comme des « *centres de formation professionnelle* » en 2018, quand la Chine reconnaît leur existence. Avoir dépassé le planning familial, visité la Mecque ou fait le ramadan, même des années plus tôt, avoir un proche à l'étranger ou une application interdite comme WhatsApp sont parmi les motifs les plus courants d'internement.

Des Ouïgours se rendent à la mosquée Id Kah pour la prière de l'Aïd el-Fitr, sous l'œil d'un agent de sécurité, à Kachgar, le 13 mai 2021. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

Devant la mosquée Id Kah, lors de la prière de l'Aïd el-Fitr, à Kachgar, le 10 septembre 2010. Une foule massive se pressait alors. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

« *Ce sont des centres de formation technique, pour apprendre des savoir-faire et la loi. Parce que, s'ils sont extrémistes, ils ne connaissent pas la loi, mais après leur formation, ils sauront par exemple que tuer des gens, c'est illégal*, explique, imperturbable, Li Xue, employée de la propagande de la ville d'Aksu, qui nous accueille dès l'aéroport. *Certains n'ont pas de culture, ils ne savent pas lire un seul sinogramme, ils ne savent pas ce qui est bien ou mal* », ajoute cette fonctionnaire. Fin 2019, le gouverneur de la région autonome, Shohrat Zakir, avait affirmé que tous les « étudiants » avaient été diplômés de ces centres. Mais beaucoup n'ont pas retrouvé leur liberté, d'après leurs proches en exil à l'étranger. Des milliers ont été condamnés à de lourdes peines de prison tandis que beaucoup sont désormais pris dans un système de travail forcé.

D'après le gouvernement, aucun attentat n'a plus été commis depuis 2017. La présence policière est beaucoup moins visible aujourd'hui : nombre de checkpoints ont été abandonnés.

Dans le centre de Kachgar, des scanners à bagages dans un souterrain sont recouverts d'un drap noir. Dans la vieille ville, quelques jours avant l'Aïd, trois policiers, veste antipoignard sur le dos et bouclier au pied, se cachent derrière un tableau d'information pour déguster des tranches de melon. Les hommes en âge de travailler, quasi invisibles en 2018, sont revenus dans les rues de Kachgar.

La police réalise, avec des scanners connectés, un contrôle des passagers arrivant en gare de Yarkand, le 10 mai 2021. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

Lire aussi (2018) : [Chine : prison à ciel ouvert pour les Ouïgours au Xinjiang](#)

Mais la menace semble avoir été intériorisée : lorsque nous demandons à des Ouïgours s'ils observent le jeûne du ramadan, les visages se figent.

« Aujourd'hui, on est dans la République populaire de Chine : Ouïgours, Han, il n'y a pas de différence, on mange n'importe quand », récite anxieusement une jeune Ouïgoure, peau blanchie au talc et longs cheveux noirs, dans une supérette de Yarkand, au sud-est de Kachgar. Dans le train lent qui relie la ville à Kachgar, une étudiante reconnaît qu'elle n'a pas le droit de jeûner pendant le ramadan à l'université d'Urumqi. La plupart des personnes interrogées esquivent les questions.

Une boulangère prépare un étal de biscuits qui seront consommés pour célébrer l'Aïd el-Fitr, à Kachgar, le 12 mai 2021. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

Barbier en plein air, à Kachgar, le 12 mai 2021. Avant l'Aïd el-Fitr les hommes sont traditionnellement rasés de frais. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

A Urumqi, Aksu, Yarkand, Kachgar, les restaurants sont ouverts et ne semblent pas moins fréquentés le jour qu'après le coucher du soleil. Dans les rues commerçantes, les passants s'arrêtent à toute heure pour déguster des chaussons à la viande, des brochettes de mouton, des tripes, de la pastèque ou du melon. Hormis pour la grande prière de l'Aïd, les mosquées restent quasi vides lors de la cérémonie du soir. Idem dans un village à une centaine de kilomètres de Kachgar, où une source raconte que les habitants se contentent de fêter l'Aïd en faisant ripaille, mais n'osent pas aller prier, de peur d'être identifiés comme religieux.

Certaines traditions ont disparu : *« Habituellement, pour l'Aïd, les restaurants étaient bondés lors de l'Iftar. Le soir, des tables étaient installées devant les mosquées et les restaurants avec de l'eau, des fruits, du yaourt, offerts pour les pauvres ou ceux qui ne peuvent pas rentrer chez eux manger »,* raconte Shayida Ali, qui a quitté Kachgar en 2014 pour aller étudier aux Etats-Unis. Elle n'est jamais revenue : son père, entrepreneur, aurait été envoyé en camp de rééducation en mai 2017, apprend-elle alors auprès d'amis. Depuis, elle est sans nouvelle de lui, ses proches ayant coupé toute communication avec elle.

Lieux de culte pris pour cible

Les lieux sacrés sont aussi directement visés : à Aksu, au pied des montagnes enneigées de Tian Shan, qui séparent la Chine du Kirghizistan, un vaste cimetière a été rasé entre 2015 et 2019, a découvert, grâce à des images satellites, l'Agence France-Presse. Il était notamment connu pour accueillir les restes de Lutpulla Mutellip, célèbre poète et rebelle indépendantiste, exécuté en 1945 par le régime du Kuomintang. Un « parc du bonheur » a été construit à la place, avec des statues de pandas, un canal artificiel, une grande pagode et le yin et le yang, symbole taoïste.

Un parc construit sur un cimetière ouïgour, dans le centre d'Aksu, le 11 mai 2021. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

Ce matin de mai, la plupart des visiteurs sont des Han habitant les immeubles alentour. Cinq personnes âgées assises à l'ombre, immigrées quarante ans plus tôt depuis le Henan, une province à plus de 3 000 kilomètres à l'est, sont ravies de cette rénovation : « *Avant, c'était un cimetière, on avait de la terre jusqu'aux genoux* », se souvient une dame aux cheveux permanentés et larges lunettes de soleil. Difficile de demander leurs avis à quelques jeunes femmes ouïgoures en tenue de bureau, car des agents en civil nous suivent de près.

En bordure de la ville, une mosquée semble avoir été reconstruite, plus petite, et un important dôme a été supprimé. Un grand bâtiment crème s'élève à sa place : d'après un gardien, il s'agit d'une école de formation pour imams qui doit ouvrir prochainement, symbole du contrôle de l'Etat sur la religion. Après d'importantes destructions pendant la Révolution culturelle, des milliers de mosquées avaient été construites à partir des années 1980 en Chine, financées à la fois par les communautés locales et des fonds étrangers. Les pays du Golfe, notamment, exportaient aussi parfois des prédicateurs d'un islam plus rigoriste.

Dans le vieux Kachgar, devant une mosquée fermée dont les minarets ont été coupés, sous l'œil d'une caméra de surveillance, le 12 mai 2021. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

La veille de l'Aïd el-Fitr, une femme dépoussière une tombe, à Kachgar, le 12 mai 2021. Le jour de l'Aïd est une fête familiale qui inclut généralement une visite au cimetière. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

A Kachgar, dans la vieille ville, presque entièrement reconstruite depuis 2010, beaucoup de petites mosquées ont été décapitées de leurs minarets, fermées ou transformées en boutiques, en un bar (aujourd'hui fermé) et même, pour l'une d'entre elles, en toilettes publiques, où les bassins aux ablutions sont devenus... des urinoirs. D'après un rapport de l'Australian Strategic Policy Institute, 16 000 mosquées, soit les deux tiers du total, auraient été détruites (8 500) ou endommagées au Xinjiang depuis 2017. Même chose pour les cimetières, sanctuaires ou lieux de pèlerinage. « *L'effacement délibéré des éléments tangibles de la culture ouïgoure et islamique indigène au Xinjiang semble être une politique centralisée, mise en place localement, dont le but ultime est la "sinisation" des cultures indigènes et, finalement, la*

"transformation" complète de la pensée et du comportement de la communauté ouïgoure », analyse le rapport.

Lire aussi | [Au Xinjiang, une purge féroce et systématique de l'élite ouïgoure a commencé dès 2016](#)

Le contrôle de la société est plus palpable dans les villages. A proximité de l'aéroport de Kachgar, les portes des maisons sont garnies de plaques « *famille civilisée* », « *famille pacifique* » ou d'une plaque rose « *Jolie cour* », qui liste sur un ton paternaliste : « *Quatre bons points : bonne pensée, bonne tradition familiale, bonnes études, bonne unité ; trois beautés : belle personne, belle maison, belle cour ; une hygiène : toilettes propres.* » A deux pas d'une mosquée barrée par une banderole « *Aimer le Parti, aimer le pays* », un vieil homme nous invite à boire le thé. Sur son mur, une affiche du président Xi Jinping sur fond rouge et un calendrier 2019 avec ce slogan qu'on retrouve un peu partout : « *Toutes les minorités ethniques doivent être unies comme les grains de grenade.* » Une minute après, une femme coupe court à cet échange pourtant sans parole.

Dans une maison de thé, à Yarkand, le 10 mai 2021. Un antique poste de télévision diffuse un vieux film chinois doublé en ouïgour. Le jeûne du Ramadan est peu observé. Il est interdit par les autorités pour certaines catégories de la population. GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

Plus facile d'obtenir une parole libre loin de la région autonome. A Shanghai, nous croisons un étudiant de la minorité kazakhe, originaire de Yili, dans le nord-ouest du Xinjiang. « *Je ne fais pas le ramadan*, témoigne ce jeune homme fin. *Jeûner toute la journée, c'est pénible. Je pense que neuf jeunes de mon âge sur dix ne le font pas non plus* », explique-t-il. Il a quitté la région un an et demi plus tôt et n'a pas l'intention d'y retourner de sitôt. « *Là-bas, on n'est libres de rien : la police est partout, ils t'arrêtent et te fouillent sans cesse.* » Son origine ethnique, mentionnée sur sa carte d'identité, lui vaut encore des visites occasionnelles de la police à Shanghai : « *Mais, ici, je peux faire ce que je veux. Cette conversation, on n'aurait jamais pu l'avoir au Xinjiang.* »

Simon Leplâtre

Kachkar, Xinjiang, envoyé spécial

INTERNATIONAL • CHINE

Au Xinjiang, une « formatrice » dans l'enfer d'un camp de rééducation

Sayragul Sauytbay, qui s'est enfuie au Kazakhstan avant d'obtenir l'asile en Suède, décrit de l'intérieur la persécution que fait subir Pékin aux Ouïgours et aux Kazakhs de la région autonome, dans l'ouest de la Chine.

Propos recueillis par Brice Pedroletti

Publié le 22 mai 2021 à 04h50, modifié le 22 mai 2021 à 17h40 • Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés



Sayragul Sauytbay à Paris, le 10 mai 2021. JULIEN DANIEL / MYOP POUR « LE MONDE »

C'est un univers de rafles au milieu de la nuit, de cagoules noires enfoncées sur la tête, d'êtres humains blessés dans leur âme et leur corps, enrôlés dans une mécanique de la peur et de l'autoincrimination aux ressorts presque burlesques s'ils n'étaient tragiques.

Sayragul Sauytbay, 44 ans, directrice d'école du Xinjiang, d'ethnie kazakhe, cadre du Parti communiste chinois (PCC), fut pendant cinq mois chargée de « former » des détenus kazakhs et ouïgours d'un camp d'internement secret du district de Mongolküre (« Zhaosu » en chinois), à l'ouest du Xinjiang, non loin de la frontière du Kazakhstan, entre novembre 2017 et mars 2018.

Elle dit revivre ce cauchemar à épisodes réguliers : « *Je dors encore très peu la nuit, trois ou quatre heures, je vois parfois en rêve les visages de ceux qui sont dans le camp, ils tendent leurs mains vers moi et je n'arrive jamais à les tirer de là* », explique-t-elle au Monde lors d'un passage à Paris, le 10 mai, pour présenter la version française du livre qu'elle a coécrit avec la journaliste allemande Alexandra Cavelius (*Condamnée à l'exil : Témoignage d'une rescapée de l'enfer des camps chinois*. Editions Hugo Publishing, 19,95 euros).

Lire aussi : [Au Xinjiang, en Chine, sur la trace des Ouïgours disparus](#)

Médecin reconvertie dans l'éducation, Sayragul Sauytbay dirige cinq écoles maternelles à Mongolküre quand le contexte déjà très répressif du Xinjiang, où Pékin a déclaré la « guerre au terrorisme » en 2014 à la suite d'une vague d'attentats, s'aggrave un peu plus après la nomination d'un nouveau secrétaire du parti, Chen Quanguo, en août 2016. Elle est Kazakhe, la deuxième ethnie musulmane et turcophone (1,5 million de personnes) de la région « autonome », après les Ouïgours (11,5 millions). Sa famille a, depuis plusieurs années, le projet d'émigrer au Kazakhstan, mais seuls son mari, qui a quitté la fonction publique, et ses deux enfants, obtiennent un passeport et partent. Elle reste bloquée, en attente du sien – comme tous les fonctionnaires.

Ne jamais rien révéler

Un soir de novembre 2016, elle est convoquée avec 200 autres cadres kazakhs et ouïgours du parti à une grande réunion, où leur est présenté par des officiels hans (ethnie chinoise dominante) le projet de « *déradicalisation* » des « *autochtones dont la tête est polluée par des idées nauséabondes et perfides* ». Le moyen ? Des centres de « *transformation par l'éducation* », l'expression qui désigne en Chine la rééducation.

2Lire aussi | [« China Cables » : révélations sur le fonctionnement des camps d'internement des Ouïgours](#)

Très vite, Sayragul doit accomplir toutes sortes de missions, comme contrôler les appartements des cent personnes qu'elle a sous sa responsabilité, en notant sur des formulaires les objets et livres religieux, et tout ce qui est lié à un pays étranger. Une autre fois, on lui ordonne d'identifier lesquels de ses employés ont un jour donné de l'argent pour construire une mosquée – une pratique courante dans les années 1990 et 2000. Elle ne le sait pas encore, mais toutes ces informations alimentent la base de données qui va justifier, plus tard, les internements.

Le Xinjiang est alors en pleine « sécurisation » : des checkpoints et des postes de police poussent partout, chacun participe jour et nuit à des exercices d'autodéfense face aux « terroristes ». Un soir de mars 2017, elle est cueillie chez elle par des policiers. Ils lui passent une cagoule noire sur la tête et l'emmènent pour un interrogatoire. On la cuisine sur son mari parti au Kazakhstan. La journée, elle retourne au travail, une épreuve qu'elle subit à intervalles réguliers pendant des mois.



Sayragul Sauytbay, à Paris, le 10 mai 2021. JULIEN DANIEL / MYOP POUR « LE MONDE »

Puis, en novembre 2017, les policiers lui donnent rendez-vous à minuit, au centre de Mongolküre : elle est de nouveau emmenée, cagoule sur la tête, vers une destination inconnue. A 3 heures du matin, un haut gradé lui annonce qu'elle se trouve dans un centre de rééducation, et qu'elle doit travailler comme « *formatrice* ». On lui fait signer une promesse de ne jamais rien révéler, sans quoi elle sera « *condamnée à mort* ».

Une petite cellule, ainsi qu'une tenue militaire, lui sont attribuées. Tout est contrôlé par des hommes en armes et treillis. Les officiers gradés « *portent des cagoules noires à la manière de cambrioleurs... Même parmi les employés chinois, on devine la crainte qu'inspirent ces hommes armés, chaussés de grosses bottes militaires à lacets. Pour douze agents chinois, je compte un autochtone, mais toujours à un poste subalterne* », décrit-elle.

« Les cadavres doivent disparaître »

Il y a des caméras partout. Quand, à 7 heures du matin, elle est menée dans sa classe, c'est le choc : flanquée de deux gardes armés, elle fait face à 56 « élèves », « *yeux cernés de bleus, mains mutilées, taches sombres sur la peau, vêtements maculés de crasse et de sang* ». Il y a des intellectuels, des cadres, des agriculteurs, 60 % d'hommes. Elle doit leur enseigner le chinois, expliquer les coutumes des hans, leurs mariages, leurs funérailles – c'en est surréaliste : « *Ces visages tristes et blêmes sont tendus vers moi, crâne rasé, errant douloureusement entre la vie et la mort, et me voilà droite comme un piquet, leur apprenant à féliciter des jeunes mariés chinois...* »

La totalité de ses cours sont étroitement contrôlés et validés par les gardes et ses supérieurs. Quand son visage trahit qu'elle a reconnu dans l'assemblée une connaissance, elle sera punie. Puis torturée pour avoir aidé une vieille femme kazakhe en détresse.

Régulièrement, elle et d'autres formateurs sont convoqués, tard le soir, pour lire des circulaires secrètes qui sont ensuite détruites. L'une d'elles spécifie que « *les cadavres des prisonniers morts dans les camps doivent disparaître sans laisser de trace* ». On lui fait aussi lire les extraits d'un plan en trois phases. La première, 2014-2025, indique qu'au Xinjiang, « *auront lieu l'assimilation de ceux qui se montrent volontaires et l'élimination des autres* » et que le plan décidé par Pékin a d'abord visé les territoires du sud ouïgour du Xinjiang en 2014, puis a été étendu à la moitié nord, plus kazakhe, à partir de 2016.

La deuxième phase, 2025-2035, prévoit une « *prise de pouvoir progressive au Kirghizistan, au Kazakhstan et dans les pays voisins de la Chine grâce aux “nouvelles routes de la soie” et à des investissements massifs* ». La troisième, 2035-2055, étend le « *rêve chinois* » à l'Europe. « *Je devais apprendre ce plan, et le transmettre aux élèves dans un langage simple. Il parlait en détail des routes de la soie. Le but, c'était de leur faire comprendre que cela ne sert à rien de résister, que quoi qu'il arrive, la Chine va dominer le monde, qu'il est illusoire de défendre une identité kazakhe ou ouïgoure* », nous explique-t-elle.

Arrêtée et brutalisée par la police kazakhe

Le camp, où elle estime le nombre de détenus à 2 500 – plus de la moitié kazakhs – est un théâtre grandiloquent et détraqué à la gloire d'une Chine toute-puissante, du PCC et de son numéro un, Xi Jinping, auquel il faut sans cesse professer son « *amour* » et souhaiter la « *vie éternelle* » – un trait concordant dans les récits de la demi-douzaine de rescapés auxquels *Le Monde* a eu accès depuis 2018.

L'événement qui a le plus traumatisé Sayragul Sauytbay, raconté en détail dans le livre, est le viol d'une jeune femme par des hommes encagoulés, dans une salle où sont menés environ 200 détenus et employés. Elle a une vingtaine d'années, doit confesser le « *crime* » d'avoir envoyé un SMS à une amie pour lui souhaiter une « *fête religieuse* » quelques années auparavant. Tous ceux qui, dans l'assemblée, s'indignent, crient, sont emmenés. Sayragul a compris qu'il s'agit d'un test : extirper ceux qui ne sont pas entièrement soumis.

Lire aussi | [Kazakhs et Ouïgours dans l'enfer du goulag chinois](#)

En mars 2018, le camp la renvoie soudainement à son travail. Quelques jours après, ses supérieurs lui demandent de démissionner. Les policiers la cueillent de nouveau chez elle et la préviennent que si elle ne trouve pas le moyen de faire revenir son mari, ce sera à son tour d'être rééduquée.

Dans le temps qu'il lui reste, Sayragul réussit à s'évader, guidée par un incroyable instinct de survie et le désir farouche de retrouver les siens au Kazakhstan. Elle obtient, moyennant un pot-de-vin, un laissez-passer pour la zone franche de Khorgos, entre le Xinjiang et le Kazakhstan. Puis passe en douce la frontière kazakhe. Elle rejoint les siens, mais est vite arrêtée et brutalisée par la police kazakhe.

Il s'en faut de peu pour qu'elle ne soit renvoyée directement en Chine, comme le prévoient les accords de police entre les deux pays. Emprisonnée et jugée à l'été 2018, elle livre alors un premier témoignage qui fait mouche dans ce pays autoritaire d'Asie centrale, où des centaines de citoyens n'ont plus de nouvelles de leurs proches de l'autre côté de la frontière, car il confirme de l'intérieur nombre des informations qui circulent sur les camps. En quelques mois, sous pression de l'opinion publique kazakhe et d'une ONG de réfugiés Kazakhs de Chine, Atazhurt, s'ouvre une brèche : plusieurs centaines de détenus ouïgours et kazakhs qui ont de la famille au Kazakhstan sont relâchés vers ce pays, où plusieurs d'entre eux révèlent les sévices qu'ils ont subis – avant qu'Astana ne change d'attitude en emprisonnant Serikjan Bilash, le fondateur d'Atazhurt, aujourd'hui exilé.

Lire aussi | [« China Cables » : Tursunay Ziavdun, Ouïgoure, internée pendant onze mois](#)

Sayragul, son mari et ses deux enfants, sont harcelés et intimidés par de mystérieux hommes de main. Jusqu'à ce qu'ils quittent le Kazakhstan pour la Suède, qui leur offre l'asile politique en juin 2019. A travers ses contacts au Kazakhstan, l'ex-directrice d'école entend que les autorités chinoises s'efforcent désormais de donner le change au Xinjiang : « *On apprend qu'il y a de nouveau des fêtes religieuses, des mariages, moins de sécurité. Certains camps sont*

reconvertis. Mais d'autres camps souterrains seraient construits, nous dit-elle. Je pense qu'ils préparent le Xinjiang à des visites de délégations étrangères. »

Brice Pedroletti

Articles juin 2021 :

INTERNATIONAL • ÉTATS-UNIS

Joe Biden allonge la liste noire des entreprises chinoises interdites d'investissements américains, Pékin réplique

Cette liste, qui mentionnait 31 sociétés accusées de soutenir des activités militaires de Pékin, avait été mise en place par Donald Trump en novembre 2020. Elle en compte désormais 59, dont de grands noms, comme le fabricant de téléphones Huawei ou le géant pétrolier Cnooc.

Le Monde avec AFP2

Publié le 04 juin 2021 à 00h44, modifié le 04 juin 2021 à 11h27 • Lecture 3 min.



Joe Biden à la Maison Blanche, à Washington, mercredi 2 juin 2021. CARLOS BARRIA / REUTERS

La Chine est l'un des rares sujets sur lesquels la politique de Joe Biden s'inscrit, depuis son arrivée à la Maison Blanche, dans la continuité de celle de Donald Trump, qui avait lancé une véritable offensive contre Pékin.

Le président américain a emboîté le pas à son prédécesseur en allongeant, jeudi 3 juin, une liste noire d'entreprises chinoises accusées de soutenir les activités militaires de Pékin, lesquelles ne peuvent désormais plus bénéficier d'investissements américains.

Le président démocrate a amendé le décret de son prédécesseur, publié en novembre 2020, pour y inclure les entreprises impliquées dans la fabrication et le déploiement de la technologie de

surveillance, susceptible d'être utilisée non seulement en Chine, contre la minorité musulmane des Ouïgours et les dissidents, mais aussi dans le monde entier.

« *Ce décret autorise les Etats-Unis à interdire – de manière ciblée et circonscrite – les investissements américains dans des entreprises chinoises qui portent atteinte à la sécurité ou aux valeurs démocratiques des Etats-Unis et de nos alliés* », a résumé la Maison Blanche dans un communiqué.

« *La Chine prendra les mesures nécessaires pour défendre résolument les droits et les intérêts légitimes des entreprises chinoises* », a réagi devant la presse le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Wang Wenbin, vendredi. Interrogé à propos de ces mesures, il a estimé qu'elles « *violent les lois du marché* » et « *causent du tort non seulement aux droits et intérêts légitimes des entreprises chinoises, mais aussi aux intérêts des investisseurs du monde entier, y compris les investisseurs américains* ».

Lire aussi | [L'ère Trump a marqué le début du découplage sino-américain](#)

Date butoir du 2 août pour céder participations et intérêts financiers

Washington précise que cette liste vise également les entreprises utilisant « *des technologies de surveillance chinoise hors de Chine, ainsi que leur développement ou leur utilisation pour faciliter la répression ou les violations graves des droits humains* », en référence aux Ouïgours notamment.

La liste noire mise en place par Donald Trump le 12 novembre comptait initialement 31 entreprises, considérées comme approvisionnant ou soutenant le complexe militaire et de sécurité chinois. Elle en comporte désormais 59.

Lire aussi | [Les Ouïgours, victimes de travail forcé dans les champs de coton en Chine, selon un rapport](#)

Les Américains – individus et entreprises – détenant des participations et autres intérêts financiers dans ces sociétés ont jusqu'au 2 août pour les céder. Cette liste inclut de grands groupes de la construction, des télécoms ou des technologies, comme le fabricant de téléphones Huawei, le géant pétrolier Cnooc, China Railway Construction, China Mobile, China Telecom, ou encore la société de vidéosurveillance Hikvision.

L'administration Biden explique vouloir « *consolider et renforcer* » le décret signé par Donald Trump « *pour interdire les investissements américains dans le complexe militaro-industriel de la République populaire de Chine* ». Il s'agit également de « *veiller à ce que les investissements américains ne soutiennent pas les entreprises chinoises qui portent atteinte à la sécurité ou aux valeurs des Etats-Unis et de nos alliés* », détaille la Maison Blanche.

Lire aussi | [« Critiqué de toute part, Huawei réaffirme sa stratégie offensive »](#)

« Des mesures néfastes », selon Pékin

Interrogée sur le sujet jeudi, avant la publication du décret, la Chine avait dénoncé l'interdiction « *politique* » décidée par les Etats-Unis sous l'ère Donald Trump, qui « *ne tient absolument pas compte* » de la réalité des entreprises concernées.

« *Les Etats-Unis devraient respecter la primauté du droit* » et « *cesser de prendre des mesures néfastes pour le marché financier mondial* », a souligné Wang Wenbin, un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères. « *La Chine prendra les mesures nécessaires pour protéger avec vigueur les droits et intérêts légitimes des entreprises chinoises* », a-t-il promis lors d'un point presse régulier.

Si Joe Biden se montre, lui aussi, ferme avec la Chine, l'actuel locataire de la Maison Blanche veut, à la différence de son prédécesseur, user du canal diplomatique en faisant front commun contre la Chine avec les partenaires internationaux des Etats-Unis.

Le sujet fait aussi consensus au Capitole, à Washington. Les sénateurs républicains Tom Cotton et Marco Rubio, associés aux démocrates Gary Peters et Mark Kelly, ont publié une lettre commune en début de semaine, réclamant à l'administration la publication d'une nouvelle liste.

« *Le gouvernement américain doit continuer à agir avec détermination pour bloquer la prédation du Parti communiste chinois contre notre base industrielle* », exhorte le texte.

Sous l'ère Trump, le bras de fer commercial entre les deux premières puissances mondiales s'est traduit par des droits de douane supplémentaires réciproques portant sur des centaines de milliards de dollars de marchandises, qui ont pesé sur l'économie mondiale. Pékin et Washington avaient toutefois signé un accord commercial, une trêve décidée en janvier 2020, juste avant que le monde soit paralysé par l'épidémie de Covid-19.

Lire aussi | [« Nous demandons aux chercheurs de ne pas participer aux activités du centre de recherche Huawei à Paris »](#)

Le Monde avec AFP

- TIKTOK

Joe Biden annule les mesures prises par Donald Trump contre les plates-formes TikTok et WeChat

Le président des Etats-Unis demande qu'une vaste enquête soit menée sur les risques posés par les applications détenues par certaines puissances étrangères.

Le Monde avec AFP

Publié le 09 juin 2021 à 18h02, modifié le 10 juin 2021 à 07h47 • Lecture 3 min.



Les applications TikTok et WeChat sur l'écran d'un smartphone à Pékin, en Chine, le 7 août 2020. MARK SCHIEFELBEIN / AP

Joe Biden a annoncé mercredi 9 juin qu'il avait révoqué et remplacé les décrets interdisant les platesformes TikTok, WeChat et huit autres applications, pris par son prédécesseur, Donald Trump. A la place, le président des Etats-Unis demande qu'une vaste enquête soit menée sur les risques posés par les applications détenues par certaines puissances étrangères.

Le nouveau décret vise à identifier toutes les « *applications logicielles connectées qui peuvent présenter un risque inacceptable pour la sécurité nationale des Etats-Unis et le peuple américain* », y compris « *les applications détenues, contrôlées ou gérées par des personnes qui soutiennent les activités militaires ou de renseignement d'un autre pays, ou sont impliquées dans des cyberactivités malveillantes, ou impliquent des applications qui collectent des données personnelles sensibles* ».

Lire aussi | [TikTok interdit aux Etats-Unis ? Les réponses à vos questions](#)

Le président des Etats-Unis demande au département du commerce et à d'autres agences fédérales d'élaborer des directives « *pour protéger les données personnelles sensibles... y compris les informations personnellement identifiables et les informations génétiques* » contre les abus. Il laisse quatre mois à son administration pour lui fournir un rapport détaillé et formuler des recommandations.

Donald Trump affirmait que les applications appartenant à des Chinois posaient des risques pour la sécurité nationale, notamment en matière de collecte de données, et avait cherché à forcer la vente de TikTok à des investisseurs américains. L'administration Trump avait ainsi signé en 2020 des décrets destinés à bannir plusieurs applications chinoises, dont TikTok et WeChat, mais ces ordonnances ont été suspendues par des tribunaux à la fin de l'année 2020.

Belle bataille judiciaire

Il accusait WeChat, une plate-forme omniprésente dans la vie des Chinois via ses services de messagerie, de paiements à distance ou de réservations, et TikTok, une application de courtes vidéos particulièrement populaire chez les jeunes, de récolter des données confidentielles, avant de les partager avec Pékin. Ces sociétés ont toujours réfuté ces accusations d'espionnage.

Il s'en était suivi une bataille judiciaire. Fin décembre, l'administration Trump avait fait appel d'une décision de justice empêchant le ministère du commerce d'imposer à TikTok des restrictions, qui auraient abouti à l'interdiction du réseau social aux Etats-Unis. Mais en février, l'administration Biden avait demandé à la Cour d'appel de lui donner soixante jours pour étudier le dossier et se prononcer sur le maintien ou non de la requête formulée par le gouvernement Trump.

Le nouveau décret de Joe Biden révoque ceux signés par son prédécesseur en la matière, y compris l'ordonnance de janvier interdisant aux entreprises américaines toute transaction avec huit applications chinoises, dont Alipay, détenu par Ant Group.

Lire aussi | Le fondateur de TikTok se met en retrait alors que la Chine reprend en main les géants de la tech

Biden ne relâche pas la pression sur la Chine pour autant

La Maison Blanche n'a pas précisé si ce décret éteignait tous les recours. Selon un responsable de l'administration Biden interrogé par l'Agence France-Presse, TikTok continue néanmoins de faire l'objet d'un examen séparé « *par le biais du CFIUS* », l'agence dépendant du Trésor chargée de s'assurer que les investissements étrangers ne présentent pas de risque pour la sécurité nationale.

Ces décisions montrent que Joe Biden n'a pas l'intention de relâcher la pression vis-à-vis de la Chine. La semaine dernière, il avait allongé la liste des entités chinoises dans lesquelles il est interdit aux Américains d'investir.

Pour cela, il a amendé un décret de Donald Trump pour y inclure des entreprises chinoises impliquées dans des technologies de surveillance susceptibles d'être utilisées non seulement en Chine contre la minorité musulmane des Ouïgours et les dissidents, mais encore dans le monde entier.

Joe Biden s'est envolé mercredi 9 juin vers l'Europe pour son premier voyage à l'étranger en tant que président. Il doit rencontrer les dirigeants européens et de l'OTAN ainsi que le président russe, Vladimir Poutine. Depuis son arrivée à la Maison Blanche, il a clairement dit qu'il souhaitait obtenir le soutien des alliés des Etats-Unis contre Pékin, accusé de concurrence déloyale dans ses relations commerciales.

Lire aussi | [Joe Biden veut faire savoir « à Poutine et à la Chine que les Etats-Unis et l'Europe sont soudés »](#)

Le Monde avec AFP

INTERNATIONAL • CANADA

Nouvelle crise entre le Canada et la Chine sur les droits humains

La crise diplomatique entre Ottawa et Pékin se perpétue depuis l'arrestation, en décembre 2018, de la fille du fondateur du géant chinois des télécoms, Huawei.

Par Hélène Jouan (Montréal, correspondance)

Publié le 23 juin 2021 à 14h00, modifié le 23 juin 2021 à 21h07 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Au siège des Nations unies, à New York, le 20 mai 2021. ANGELA WEISS / AFP

A l'occasion de l'ouverture de sa 47^e session, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a été le théâtre, mardi 22 juin, d'une nouvelle passe d'armes entre le Canada et la Chine, deux pays en pleine crise diplomatique depuis l'arrestation à Vancouver, en décembre 2018, à la demande de la justice américaine, de Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei et fille du fondateur de l'entreprise chinoise de télécommunications.

L'ambassadrice du Canada auprès de l'ONU, Leslie Norton, a lu une déclaration signée par une quarantaine de pays, dont les États-Unis et la France, dénonçant l'état des droits de l'homme en Chine. « *Nous sommes gravement préoccupés par la situation des droits humains dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang*, a-t-elle déclaré. *Des rapports crédibles indiquent que plus d'un million de personnes ont été arbitrairement détenues au Xinjiang et qu'il existe une surveillance généralisée visant de manière disproportionnée les Ouïgours et les membres*

d'autres minorités, ainsi que des restrictions aux libertés fondamentales et à la culture ouïgoure. »

Lire aussi | [Le Canada « otage » de la diplomatie chinoise et du conflit sur Huawei](#)

Les pays signataires demandent à la Chine de donner « *un accès immédiat, significatif et sans entrave au Xinjiang aux observateurs indépendants, y compris à la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme [Michelle Bachelet]. Enfin, nous restons profondément préoccupés par la détérioration des libertés fondamentales à Hongkong dans le cadre de la loi sur la sécurité nationale, et par la situation des droits humains au Tibet* », a ajouté Leslie Norton.

Le « bilan ignoble » des Occidentaux

Cette déclaration conjointe étant attendue depuis plusieurs jours à Genève, où s'est tenue la réunion par visioconférence, Pékin avait pris soin de préparer sa réplique. Avant même que l'ambassadrice canadienne ne prenne la parole, le représentant de la Chine, Jiang Duan, appuyé par la Russie, la Biélorussie, la Corée du Nord, le Venezuela, l'Iran, la Syrie et le Sri Lanka, a dénoncé « *les graves violations des droits humains dont sont victimes les populations autochtones au Canada* ». La déclaration évoque la récente découverte des dépouilles de 215 enfants près de l'ancien pensionnat autochtone de Kamloops, en Colombie-Britannique. La Chine a réclamé une « *enquête impartiale sur tous les cas où des crimes ont été commis contre les populations autochtones, notamment contre les enfants, afin de traduire en justice les responsables et d'offrir une pleine réparation aux victimes* ».

Lire aussi | [Dialogue de sourds entre la Chine et le Canada](#)

Ce n'est pas la première fois que Pékin renvoie le Canada à sa propre histoire. Lorsque le premier ministre canadien, Justin Trudeau, s'était joint, fin mars, à ses alliés américains et européens pour imposer des sanctions à des responsables chinois soupçonnés d'être impliqués dans la persécution des Ouïgours, la porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Hua Chunying, avait déjà pris soin d'énumérer une série d'injustices historiques perpétrées par les pays occidentaux, dont le Canada, à l'encontre de leurs populations minoritaires. « *Ces pays qui tiennent à faire la leçon aux autres ont un bilan ignoble en matière de droits de la personne* », avait-elle déclaré. La Chine avait, en retour, prononcé des sanctions contre des personnalités américaines et canadiennes.

La politique « des trois C »

Le fait que la dénonciation des agissements chinois ait été portée au Conseil des droits de l'homme par l'ambassadrice canadienne, au risque de compromettre le sort des deux ressortissants canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor, emprisonnés en Chine depuis deux ans et demi, semble prouver qu'Ottawa a définitivement choisi le langage de la fermeté vis-à-vis de Pékin.

« Après avoir tenté de jouer l'apaisement sans obtenir de résultat, Justin Trudeau s'aligne désormais sur la ligne plus offensive défendue à Washington par le président Biden, estime Guy Saint-Jacques, ancien ambassadeur du Canada en Chine jusqu'en 2016. Une ligne politique dite "des trois C" : confrontation sur les comportements déviants de la Chine, compétition notamment dans le domaine de la haute technologie, et coopération en matière de santé publique ou de changement climatique. »

Lire aussi | La Chine tisse sa toile commerciale à travers le monde

C'est le « C » de la confrontation qui a été avancé à Genève. Le récent record des exportations de biens canadiens vers la Chine – en augmentation de 32 % sur les quatre premiers mois de l'année, selon un rapport établi par la direction économique de l'ambassade du Canada en Chine – est venu conforter Ottawa dans l'idée que Pékin restait un adversaire vulnérable, économiquement et commercialement parlant.

Lire aussi | 2020, l'année où Huawei a mis un genou à terre

Alors que les « deux Michael » attendent toujours le verdict de leurs procès, expéditifs, tenus les 19 et 22 mars en Chine, les nouvelles audiences prévues pour celui de Meng Wanzhou, en vue de son extradition vers les États-Unis, reprendront le 3 août à Vancouver (Colombie-Britannique). Le bras de fer judiciaire pourrait durer des années, selon plusieurs observateurs. Malgré la nouvelle pression politique dont vient d'user le Canada, rien ne semble augurer d'un règlement rapide de la crise ouverte entre les deux pays. L'agenda politique du dirigeant chinois, Xi Jinping – notamment sa réélection au poste de secrétaire général du Parti communiste chinois, en octobre 2022 –, ne laisse entrevoir, de sa part, aucun geste d'apaisement dans l'immédiat.

Hélène Jouan (Montréal, correspondance)

Articles juillet 2021 :

SOCIÉTÉ • POLICE ET JUSTICE

Enquête en France contre quatre géants du textile, soupçonnés d'avoir profité du travail forcé des Ouïgours

Cette enquête du Parquet national antiterroriste fait suite à la plainte déposée par des ONG qui vise Uniqlo France, le groupe japonais Fast Retailing, Inditex (qui détient Zara, Bershka, Massimo Dutti), SMCP (Sandro, Maje, De Fursac...) et Skechers.

Le Monde avec AFP

Publié le 01 juillet 2021 à 14h39, modifié le 01 juillet 2021 à 20h21 • Lecture 3 min.

Le Parquet national antiterroriste (PNAT) a ouvert fin juin une enquête pour « recel de crimes contre 2l'humanité » visant quatre géants du textile, dont Inditex et Uniqlo, accusés d'avoir profité du travail forcé de Ouïgours en Chine, selon une source judiciaire, jeudi 1^{er} juillet, confirmant une information de *Mediapart*.

Cette enquête, confiée au pôle « crimes contre l'humanité » du PNAT, fait suite à la plainte déposée début avril par des ONG visant Uniqlo France (qui s'était engagé, en 2020, à boycotter le coton du Xinjiang), le groupe japonais Fast Retailing, Inditex (qui détient les marques Zara, Bershka, Massimo Dutti), SMCP (Sandro, Maje, De Fursac...) et le chausseur de sport Skechers. Elle a été déposée à Paris par l'association anticorruption Sherpa, le collectif Ethique sur l'étiquette, l'Institut ouïghour d'Europe, ainsi que par une Ouïgoure ayant été internée dans la province du Xinjiang (nord-ouest de la Chine).

Lire aussi | [Travail forcé des Ouïgours en Chine : une plainte déposée en France contre Nike, des influenceurs se mobilisent](#)

« Créer un risque judiciaire et une responsabilisation »

« *C'est une première, cette enquête va nécessairement créer un risque judiciaire et une responsabilisation supplémentaire pour tous ceux qui, en toute impunité, pensaient pouvoir importer en France, pour s'enrichir, des ressources et des produits au prix des larmes et du sang* », s'est félicité M^e William Bourdon, l'avocat des plaignants.

Pour Sandra Cossart, directrice de Sherpa, l'ouverture de cette enquête « *témoigne de l'implication potentielle des acteurs économiques dans la commission des crimes les plus graves afin d'augmenter leurs marges bénéficiaires* ». « Il importe néanmoins de ne pas se limiter aux quelques acteurs ciblés ici :

un système de dispositions légales rend possible chaque jour ces pratiques », a également déploré M^{me} Cossart. De son côté, SMCP a réagi par voie de communiqué et « *réfuté avec la*

plus grande fermeté ces accusations », exprimant son vœu de « coopérer pleinement à l'enquête pour démontrer que celles-ci sont fausses ».

Le groupe Inditex, lui aussi visé, a fait savoir que « *des contrôles de traçabilité rigoureux [avaient été] menés au sein du groupe* », et qu'ils avaient « *permis de vérifier que les allégations provenant de cette plainte [étaient] infondées* ». Le groupe assure appliquer « *une tolérance zéro à l'égard de toute forme de travail forcé* » et avoir établi « *des procédures pour garantir que cette pratique n'existe pas dans [sa] chaîne d'approvisionnement* ».

Lire aussi | [« J'étais morte de l'intérieur » : une Ouïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne](#)

« Génocide »

Les associations, qui avaient annoncé d'autres plaintes en Europe, s'inscrivent dans un train d'initiatives lancées dans le monde par les défenseurs des droits humains en faveur des Ouïgours. Le sort de cette minorité, principalement musulmane, de langue turcique et qui représente un peu moins de la moitié des 25 millions d'habitants du Xinjiang, est l'objet d'une confrontation de plus en plus vive entre l'Occident et la Chine.

Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, évoquent un « *génocide* » et des ONG accusent Pékin d'avoir interné depuis 2017 plus d'un million d'entre eux dans des centres de rééducation politique. Le régime communiste dément ce chiffre et assure qu'il s'agit de « *centres de formation professionnelle* » destinés à éloigner les Ouïgours de l'islamisme et du séparatisme, après une série d'attentats qui leur ont été attribués. Plusieurs entreprises de prêt-à-porter comme le Japonais Uniqlo, le Suédois H&M, l'Américain Nike ou l'Allemand Adidas, s'étaient engagées l'an passé à boycotter le coton du Xinjiang, et sont en retour visées par des appels au boycott en Chine.

Lire aussi | [Au Xinjiang, un ramadan sous étroit contrôle pour les Ouïgours](#)

La plainte, déposée pour « *recel de crime de réduction en servitude aggravée* », « *recel de crime de traite des êtres humains en bande organisée* » ou « *recel de crime de génocide et de crime contre l'humanité* », s'appuie principalement sur un rapport publié en mars 2020 par l'ONG Australian Strategic Policy Institute pour étayer les soupçons de commercialisation de vêtements ou de chaussures fabriqués en totalité, ou en partie, dans des usines où des Ouïgours sont soumis au travail forcé. Les associations estiment aussi que les sociétés visées ne justifient pas d'efforts suffisants pour s'assurer que leurs sous-traitants ne sont pas impliqués dans les persécutions des Ouïgours.

Le Monde avec AFP

INTERNATIONAL • HONGKONG

Réfugiés au Royaume-Uni, les activistes hongkongais poursuivent leur lutte

Plusieurs figures de la protestation issues de l'ex-colonie britannique multiplient les initiatives afin d'internationaliser leur cause.

Par Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante) Publié le 02 juillet 2021 à 10h08 • Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés



Simon Cheng, 30 ans, militant de Hongkong, vit en exil au Royaume-Uni depuis novembre 2019. Il a été arrêté par les autorités chinoises en août 2019 à son retour d'un voyage d'affaires à Shenzhen. Ici à Londres, le 27 juin 2021. LAURA EL-TANTAWY POUR "LE MONDE"

Ils se sont déjà réunis le 12 juin, au cœur de Londres, juste en face de Hyde Park, se sont retrouvés devant le 10 Downing Street le 23 juin, puis à Picadilly Circus le 27 juin pour rendre hommage à l'*Apple Daily* (le quotidien hongkongais contraint de fermer), et ils avaient encore rendez-vous le 1^{er} juillet sous les fenêtres de l'ambassade de Chine. Malgré l'exil, les militants hongkongais n'ont pas abandonné le combat pour la démocratie et le Royaume-Uni – ex-pouvoir colonisateur jusqu'en 1997 – devient peu à peu leur base arrière.

Lire aussi | [Le Royaume-Uni terre d'exil des Hongkongais : « Plutôt jeunes, avec des enfants, diplômés. Leur destination première est Londres »](#)

Nathan Law, Finn Lau, Honcques Laus ou Simon Cheng : ces figures du mouvement de protestation de 2019 contre le projet de loi d'extradition du gouvernement de Hongkong

multiplient les initiatives, avec le souci d'internationaliser au maximum leur cause. Finn Lau est un habitué de la lutte à distance : ce géomètre de formation était à Londres, en juin 2019, pour des raisons professionnelles.

« *Sur place, j'ai rejoint une manifestation en soutien à Hongkong, il y avait bien 2 000 personnes. Je me suis dit qu'on pourrait rassembler cette énergie.* » Il crée deux plates-formes sous un nom d'emprunt : HK Liberty et Stand with Hongkong, pour coordonner des campagnes ou organiser des manifestations à distance. La plupart du temps, avec des slogans en anglais, pas en cantonais, « *pour internationaliser notre cause* ».

Appel à des sanctions

Fin 2019, Finn rentre à Hongkong, est arrêté début 2020 mais rapidement relâché – la police le prend pour un simple manifestant. Il s'empresse de reprendre un vol pour Londres, cette fois sans retour. Depuis, il a quitté la société qui l'employait « *pour [se] consacrer à l'activisme* ». Il réclame du gouvernement britannique « *des sanctions individuelles contre les dignitaires chinois* » et le boycottage des Jeux olympiques d'hiver à Pékin en 2022 : « *Les pays occidentaux devraient refuser d'envoyer leurs équipes nationales, ce qui n'empêcherait pas les sportifs de participer sur une base individuelle s'ils le veulent.* »

« Nous encourageons nos compatriotes à s'intégrer au maximum, à participer aux élections locales, nous devons faire entendre notre voix », Simon Cheng

Lui aussi sous le coup d'un mandat d'arrêt hongkongais, Simon Cheng a cofondé Hongkongers in Britain. Une association soucieuse « *de créer une communauté au Royaume-Uni portant les valeurs d'Etat de droit et de démocratie. Nous encourageons nos compatriotes à s'intégrer au maximum, à participer aux élections locales, nous devons faire entendre notre voix* ». Il alerte sur les traités d'extradition passés entre la Chine et d'autres pays du monde et « *sur la propagande du Parti communiste chinois au Royaume-Uni* ». Très actif sur les réseaux sociaux, mais réfugié trop loin de Londres pour participer aux manifestations, Honcques Laus, 19 ans, réclame lui aussi « *davantage de sanctions contre les dirigeants chinois* ».

Lire aussi | [En un an, la loi sur la sécurité nationale a bâillonné Hongkong, autrefois l'une des villes les plus libres du monde](#)

Ils ont commencé à rapprocher leur lutte de celle des associations dénonçant le génocide des Ouïgours et disposent du précieux relais de lobbys britanniques, comme Hong Kong Watch, confodé par le journaliste Benedict Rogers, qui est de toutes les manifestations prodémocratie londoniennes. Le terrain politique est plutôt favorable : le parti conservateur au pouvoir a adopté ces dernières années une position dure à l'égard de la Chine.

Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante)

DÉBATS • CHINE

Ma Jian : « Tous les Chinois ont été mentalement incarcérés par le Parti communiste »

TRIBUNE

Ma Jian Ecrivain

L'écrivain chinois en exil dénonce, dans une tribune au « Monde », la décrépitude des valeurs morales de son pays natal. Celles-ci, dit-il, sont mises à mal par la volonté de puissance et de contrôle total de la population par le PCC et son leader, Xi Jinping.

Publié le 24 juillet 2021 à 17h00, modifié le 25 juillet 2021 à 07h02 | Lecture 8 min.

Article réservé aux abonnés



Devant une fresque murale en l'honneur des dirigeants chinois, dont l'actuel président Xi Jinping, à Lhasa (Tibet), le 1er juin 2021. MARK SCHIEFELBEIN / AP

Tribune. Il y a quelques années, alors que je me trouvais à Taïwan pour participer à un festival littéraire, j'allai à un marché de nuit en quête de *tangyuan* – ces boulettes de riz gluant qui se mangent traditionnellement au dernier jour des festivités du Nouvel An chinois. J'avais récemment dû m'exiler de Chine continentale, et j'espérais que ces *tangyuan* étancheraient ma soif de revoir mon pays.

Au terme de longues recherches, je trouvai un petit stand de raviolis chinois et demandai à la vieille tenancière si elle avait des *tangyuan*. Elle me répondit qu'elle les avait tous vendus, mais que si j'achetais un sac de *tangyuan* surgelés au supermarché qui se trouvait de l'autre côté de

la rue, elle pouvait me les faire cuire sur son réchaud. C'est ce que je fis. Elle me les servit dans un grand bol, me tendit une cuillère et m'invita à m'asseoir à l'une des tables bancales. Puis elle refusa catégoriquement que je la paye. En savourant ces boulettes de riz translucides et bouillantes, farcies de pâte de sésame noir sucré, je me suis senti près de chez moi, bien plus que depuis des années.

Lire aussi | Taïwan, île sous pression continue de la Chine

Ce n'étaient pas les boulettes de riz en soi, ni les souvenirs qu'elles évoquaient, qui me donnaient cette impression. C'était la gentillesse de cette vieille femme qui ne me connaissait pas. Cette bonté m'a frappé comme étant toute chinoise. Elle était empreinte de ce que nous appelons le *renqing* : cette émotion, ce sentiment qui pousse une personne à faire une faveur à une autre, simplement parce qu'elle le peut, sans en attendre aucune récompense.

De tels sentiments unifiaient la société chinoise traditionnelle. Ils s'enracinent dans les valeurs confucéennes de bienveillance, de droiture et de bienséance. Et en leur cœur se trouve l'idée que, pour mener une bonne vie, il faut traiter les autres avec compassion ; que tout être humain est potentiellement bon, mérite le respect et la dignité. Près de cinq siècles avant la naissance du Christ, Confucius définit sa règle d'or : « *Quand tu sors de chez toi, traite chaque inconnu comme si tu recevais un invité d'honneur. Ne fais pas aux autres ce que tu n'aimerais pas qu'on te fasse.* »

L'utopie, un cauchemar déshumanisant

Or, en Chine, ces valeurs ancestrales ont été passées à tabac par soixante-dix ans de règne du Parti communiste chinois. Depuis l'époque de Mao, le PCC s'accroche au pouvoir par la violence, la propagande et le mensonge, considérant les citoyens comme d'ineptes pions qu'il peut aveugler en leur promettant un utopique futur, tout en les confinant dans un infernal présent.

Comme il est aisé pour un tyran, armé de perfidie et de malveillance, de berner les humains. A 13 ans, après avoir survécu à la grande famine causée par l'insensé Grand Bond en avant de Mao, quand mes frères et sœurs et moi-même en avons été réduits à manger du dentifrice et l'écorce des arbres pour tromper la faim, je brûlais de rejoindre le parti de Mao. Et quand il a lancé sa Grande Révolution culturelle prolétarienne, j'ai été outré que l'origine sociale de mon grand-père, qui était mort dans une prison communiste, m'empêchât d'intégrer les gardes rouges.

Le plus grand espoir de ma génération était que, après avoir purgé la Chine de ses éléments bourgeois, nous pourrions aller en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis libérer les populations du joug de l'oppression capitaliste et les accueillir au sein de la grande famille révolutionnaire.

Lire aussi | En Chine, les défis d'un parti communiste centenaire

Puis, peu à peu, à mesure que j'assistais à de terribles scènes de violence collective, je commençai à voir cette marche vers l'utopie pour ce qu'elle était : un cauchemar déshumanisant

qui divisait les gens en classes et les montait les uns contre les autres dans une lutte sans fin, les gens de droite contre les gens de gauche, les voisins contre leurs voisins. Les valeurs séculaires que sont la loyauté familiale et le respect des aînés ont volé en éclats alors que l'on encourageait les fils à trahir leurs pères et les filles leurs mères. Aucune autre pensée que celle de Mao Zedong n'était permise. Quiconque, même par inadvertance, s'écarterait un tant soit peu de l'orthodoxie du parti était étiqueté « ennemi de classe » et détruit.

Le PCC a muté

Selon les estimations, au moins 45 millions de personnes sont mortes dans la grande famine de Mao. Des millions de plus ont été tuées ou persécutées lors de sa Révolution culturelle. Au cours des quarante années qui se sont écoulées depuis la mort de Mao, on a interdit aux Chinois de se pencher sur leur passé traumatique et de contester les injustices du présent. Tel un virus malin et obstiné, le PCC a muté.

D'autres régimes communistes sont tombés, mais le PCC, lui, est toujours là, il continue de nier la liberté de pensée et de réécrire l'histoire, tout en embrassant, avec de plus en plus de ferveur, le capitalisme que Mao s'acharnait à éliminer. Le Parti communiste a desserré la bride qu'il avait lui-même placée sur l'économie, et les Chinois sont devenus riches.

Alors qu'il continue de déblatérer son jargon marxiste-léniniste, le parti est obsédé par le pouvoir et les manières de s'y accrocher. Il continue de voir les Chinois comme d'ineptes pions qu'il peut manipuler ou écraser à sa guise. Il continue de leur raconter que la vie matérielle est la seule chose qui vaille et que le bonheur se trouve dans le rêve chinois de richesse et de gloire nationale tel que l'a forgé l'actuel leader du parti, Xi Jinping.

Lire aussi | Xi Jinping, ultime tête pensante du destin chinois

Par moments, parfois pendant quelques jours voire quelques semaines au cours des sombres décennies de l'histoire récente de la Chine, une main a poussé de côté la botte, et le visage a pu de nouveau respirer. En 1989, il a respiré avec espoir et joie pendant les protestations de la place Tiananmen, quand des millions de personnes de tout le pays se sont rassemblées pour la liberté et la démocratie. En 2008, il a respiré quand 303 dissidents chinois ont signé la Charte 08, qui demandait la fin du parti unique et affirmait que la liberté et les droits humains sont des valeurs universelles qui doivent être partagées par toute l'humanité.

A Hongkong, le visage a respiré avec défiance pendant que la population se battait vaillamment pour défendre le peu de libertés qu'il lui restait. Et en 2020, en Chine continentale, le visage a respiré l'espace de quelques heures seulement, quand, après que le docteur Li Wenliang a été réprimandé pour avoir sonné l'alarme à propos du Covid-19 et qu'il en est mort, les médias sociaux chinois ont été submergés de ce courageux hashtag : #Jeveuxlalibertédeparole.

Lire aussi | [Le docteur Li Wenliang, martyr du coronavirus qui ébranle le système chinois](#)

Chaque fois que des journalistes citoyens comme Fang Bin postent des enquêtes indépendantes sur les médias sociaux, que des militants des droits civiques comme Xu Zhiyong appellent ouvertement à des réformes politiques, que des dissidents comme Gao Yu mettent en lumière les activités secrètes de l'Etat oppresseur, le visage humain respire et proclame : sans liberté d'expression, nous sommes tous réduits à l'état d'esclaves.

Mais, chaque fois, la botte du PCC s'abat de nouveau sur le visage. En 1989, il a envoyé les tanks écraser les manifestants désarmés de Tiananmen. En 2009, il a emprisonné le leader du mouvement de protestation Liu Xiaobo, coauteur de la Charte 08, puis il l'a empêché de récupérer le prix Nobel de la paix qu'il a reçu l'année suivante et, en 2017, il l'a humilié jusque dans la mort en orchestrant ses funérailles et en forçant sa famille à disperser ses cendres, sans cérémonie, dans la mer.

Fang Bin a disparu, Xu Zhiyong est en prison, Gao Yu et d'innombrables autres dissidents comme Ding Zilin, qui persistent courageusement à arracher le massacre de la place Tiananmen à l'amnésie imposée par l'Etat, sont placés sous une extrême surveillance. A Hongkong, le parti a violé la Déclaration conjointe sino-britannique, tabassé des protestataires et arrêté ses principaux détracteurs. Au Tibet, des décennies d'oppression du PCC ont poussé 156 Tibétains à s'immoler par le feu.

Contre les Ouïgours, les pires atrocités

En vérité, tout le monde en Chine est otage. Certains sont plus riches que d'autres, certains sont plus conscients que d'autres des barreaux de prison qui les entourent, mais tous les Chinois ont été mentalement incarcérés par le PCC. Tous ont été privés du droit humain le plus fondamental : la liberté de pensée. En son absence, l'être humain ne se respecte plus, il n'est plus capable de respecter autrui ni de ressentir de la compassion pour lui. La Chine a beau être riche, ces soixante-dix années de règne du PCC ont jeté le pays dans un abîme moral toujours plus profond.

Lire aussi | « Il est temps de comprendre que la dictature chinoise représente une menace pour la paix dans le monde »

On ne peut établir de hiérarchie de la misère, juger que la mort ou la persécution d'une personne ou d'un peuple est pire que celle d'autres personnes ou d'autres peuples. Mais l'horreur de la situation actuelle au Xinjiang semble appartenir à une catégorie à part.

Les images de détenus ouïgours, les mains enchaînées et les yeux bandés, la tête rasée et inclinée, que l'on entasse dans des trains ; les images de camps d'internement installés à la va-vite, hérissés de miradors, enclos de barbelés et de murs élevés ; celles de prisonniers forcés à sourire et à chanter devant les équipes d'inspection étrangères, les yeux embués de désespoir ; les récits de tortures, de viols, de stérilisations forcées et d'endoctrinement racontés par les rares Ouïgours qui ont réussi à s'enfuir.

Ces images et ces histoires rappellent les pires atrocités du XX^e siècle. Au nom de la « lutte contre le terrorisme », un peuple et une culture sont en train d'être exterminés. Déterminé à anéantir tout ce qu'il perçoit comme une menace pour son pouvoir, le PCC abat ainsi sa botte sur tout un groupe ethnique, dans le but de faire disparaître le peuple ouïgour tout entier.

Il est effroyable que, pour sauver quelques accords commerciaux crasseux avec la Chine, les dirigeants politiques des démocraties occidentales ne fassent guère plus qu'accorder l'asile à quelques citoyens hongkongais et exprimer leur « inquiétude » à propos des violations des droits humains par la Chine.

Alors que l'économie chinoise croît, et que les valeurs du PCC se propagent au-delà des frontières du pays, la liberté d'expression, les valeurs progressistes et le *renqing* – cette propension essentielle à la gentillesse et à la compassion – sont de plus en plus menacés. A moins que les dirigeants occidentaux ne défendent, non plus avec une politique de la canonnière et des discours creux mais avec un engagement sans faille, les valeurs de la liberté et de la fraternité, chères aux Lumières, et de la raison.

Celles-ci devraient former les fondations de tout pays civilisé.

Lire aussi | Le cauchemar chinois selon Ma Jian

¶ Ma Jian est un écrivain chinois en exil. Il est notamment l'auteur de « Beijing Coma » (Flammarion, 2008) et de « La Route sombre » (Flammarion, 2014).

¶ Traduit du chinois vers l'anglais par Flora Drew, puis de l'anglais au français par Valentine Morizot.

Ma Jian (Ecrivain)

Articles août 2021 :

INTERNATIONAL • AFGHANISTAN

Après la prise de Kaboul par les talibans, la crainte d'une onde de choc régionale

Les fondamentalistes musulmans ont tenté de rassurer depuis plusieurs mois en répétant qu'ils n'étaient intéressés que par l'Afghanistan. Mais leur retour au pouvoir peut représenter une menace pour les pays voisins.

Par Jacques Follorou

Publié le 17 août 2021 à 06h15, modifié le 17 août 2021 à 10h18 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Le photographe de l'Agence France-Presse Noorullah Shirzada, avec son bébé, à l'intérieur de la « zone verte » de Kaboul, attendant d'être évacué, le 16 août 2021. ANDREW QUILTY / AGENCE VU POUR " LE MONDE"

Le retour des talibans, dimanche 15 août, à la tête de l'Afghanistan qu'ils ont dirigé de 1996 à 2001 pèsera plus lourdement sur le monde que leur premier passage. La chute de Kaboul et la crainte, selon certains diplomates, « *de voir s'installer un régime théocratique dur, à l'iranienne* » ouvrent une nouvelle page d'incertitude. Plus présentable sur la scène internationale et adossé aux puissances régionales, dont la Chine, le régime taliban pourrait demeurer un refuge du terrorisme international et inspirer nombre de mouvements islamistes radicaux désireux de renverser des régimes au pouvoir.

Lire aussi | [Afghanistan : au lendemain de la chute de Kaboul, la peur et la panique d'une population qui cherche à fuir](#)

Les talibans de 2021 ne sont plus les étudiants en religion venus des campagnes et ne connaissant rien du monde. Ils ont vaincu la première puissance mondiale, les Etats-Unis, et l'OTAN. Ils sont devenus une force politique reçue dans plusieurs capitales du monde et qui a même conclu un accord avec les Etats-Unis de Donald Trump en 2020. Ils ont développé une stratégie militaire complexe sur le long terme, « *sans doute inspirée par leurs mentors pakistanais* », confiait au *Monde*, en mai, un haut gradé de l'OTAN à Kaboul. Et ils ont su exprimer, souvent en anglais, une pensée qui faisait dire en 2018 à certains militaires britanniques déployés en Afghanistan « *qu'ils comptaient sans doute dans leurs rangs des Afghano-Pakistanaïes diplômés d'Oxford ou de Cambridge* ».

Entre 1996 et 2001, seuls trois pays, le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, avaient reconnu le gouvernement taliban. Cette fois-ci, de grandes capitales régionales

pourraient légitimer les nouveaux maîtres de Kaboul et leur donner une surface diplomatique et politique internationale. Ainsi, Pékin, Moscou, Téhéran et Doha ont déjà évoqué l'après-victoire des talibans lors de rencontres officielles, entre 2018 et 2021, lorsque ces puissances, sous le couvert de missions de bons offices pour mettre fin à la guerre afghane, négociaient les conditions de leur partenariat avec les futurs chefs de l'Afghanistan.

Souci de formalisme et prudence

Deux jours après l'entrée des talibans à Kaboul, ces capitales semblaient attendre d'en savoir un peu plus sur les contours de l'administration intérimaire en cours de formation. Un souci de formalisme mais aussi une prudence quant aux soubresauts internes au mouvement taliban. Les pays occidentaux ont indiqué, fin juillet et début août, qu'il n'y aurait pas de reconnaissance si les talibans prenaient Kaboul par la force.



Des Afghans tentent d'entrer dans les ambassades de Kaboul pour atteindre la « zone verte » et être évacués, le 16 août 2021. ANDREW QUILTY / AGENCE VU POUR " LE MONDE"

Même les Etats-Unis œuvrent pour que les talibans offrent au monde leur meilleur visage. Une certaine crainte a émergé au sein du département d'Etat américain, dimanche, lorsqu'il a réalisé que les commandants talibans qui venaient de prendre le palais présidentiel à Kaboul appartenaient à la commission militaire du mouvement, qui se place sur une ligne radicale. Par crainte de les voir prendre le pas sur les plus modérés, Zalmay Khalilzad, envoyé spécial américain pour l'Afghanistan, tentait, lundi, à Doha, selon nos informations, de convaincre le mollah Baradar, chef de la commission politique et de la délégation talibane, de se rendre le plus vite possible à Kaboul pour prendre la direction des opérations.

Lire aussi | [Afghanistan : Ashraf Ghani, un président victime de son déni de réalité](#)

Si les talibans ont montré une maîtrise tactique et opérationnelle avant d'arriver à Kaboul, ils paraissent moins à l'aise dans la capitale. Ils contrôlent les lieux stratégiques, mais ne savent pas quoi décider, faute de consignes. Ainsi interdisaient-ils, lundi, à tous les employés de l'ONU rassemblés dans une grande base à la sortie de Kaboul de sortir de leur enclave.

Le mouvement taliban a tenté de rassurer la communauté internationale et les pays de la région en répétant qu'il n'était intéressé que par l'Afghanistan et souhaitait dialoguer avec le monde entier. Dès lundi, les autorités chinoises ont précisé qu'elles respecteraient « *la souveraineté du gouvernement taliban* » et qu'elles noueraient de proches relations politiques et commerciales. « *En contrepartie de cet adoubement, selon un diplomate occidental à Kaboul, les talibans se sont engagés à ne jamais soulever la question des Ouïgours musulmans opprimés par la Chine.* »

En 2019, pourtant, le commandant des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, le général

Scott Miller, avait déclaré que parmi « *des traces de la présence d'Al-Qaida sur le territoire afghan contrôlé par les talibans* » figuraient trois groupes djihadistes d'Asie centrale, la Katiba Imam AlBukhari (KIB), l'Islamic Jihad Union (IJU) et le Turkistan Islamic Party (TIP), comprenant surtout des combattants d'origine ouzbèke et des Ouïgours. Pour sa part, l'ambassadeur américain à Kaboul, Ross Wilson, glissait en mai au *Monde* que « *l'Iran jouait lui aussi avec le feu en soutenant militairement des groupes talibans dans la province du Helmand, dans le Sud [proche de la République islamique]* ». Par ailleurs, l'Iran chiite pourrait s'inquiéter de l'émergence d'un Etat sunnite. Ce qui explique la prudence des diplomates de Téhéran, qui n'ont pas pris de position officielle depuis l'arrivée des talibans au pouvoir.

Écouter aussi | [Comment les talibans ont repris l'Afghanistan](#)

Le Pakistan peut craindre un retour de bâton

Le Pakistan, l'allié historique des talibans, peut aussi craindre un retour de bâton, même si leur présence à Kaboul apporte par ailleurs une garantie jugée majeure pour les intérêts d'Islamabad, en sécurisant sa frontière occidentale de toute influence indienne, son ennemi stratégique. Les talibans afghans peuvent en effet inspirer leurs homologues pakistanais, également issus de l'ethnie pachtoune et des zones tribales pakistanaïses, frontalières avec l'Afghanistan. Ayant été chassés de cette zone après avoir lancé, en 2007, le djihad contre l'armée pakistanaise, ils ont pour beaucoup trouvé refuge sur le sol afghan et prêté main-forte aux combats.

Lire aussi | [Le Tadjikistan redoute l'« infiltration » de talibans sur son territoire](#)

De même, certains pays d'Asie centrale qui jouxtent la frontière nord de l'Afghanistan, notamment l'Ouzbékistan, ont hébergé ces dernières années des rencontres officielles en

présence des dignitaires talibans en faveur de la paix. Or, les rangs insurgés afghans comptent de nombreux membres du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO). Ex-légion d'Oussama Ben Laden, le MIO avait rallié, un temps, l'organisation Etat islamique après une longue association dans les zones tribales pakistanaises avec les talibans afghans et Al-Qaida. Puis, il avait fui vers l'Afghanistan après l'intervention de l'armée pakistanaise et rejoint les talibans.

Michael Barry, dans son ouvrage de référence, *Le Royaume de l'insolence, l'Afghanistan 1504-2011* (Flammarion, 2002), souligne « *le destin d'un pays jaloux de son indépendance, et jouet, de tout temps, de puissances extérieures* ». Il faudra veiller à ce que ce jouet ne fasse pas perdre la tête à toute la région.

Jacques Follorou

INTERNATIONAL • ÉTATS-UNIS

Nicholas Burns devient ambassadeur des Etats-Unis en
Chine

Sa nomination, au moment où les deux puissances s'opposent sur la situation en Afghanistan, à Hongkong ou l'origine de la pandémie de Covid-19, doit encore être validée par le Sénat.

Le Monde avec AFP

Publié le 21 août 2021 à 02h36, modifié le 21 août 2021 à 10h32 • Lecture 2 min.



Nicholas Burns, lors d'une rencontre à la chambre de commerce et d'industrie de New Delhi, en Inde, le 18 août 2009. RAVEENDRAN / AFP

Le poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Chine est l'un des plus délicats, en raison des relations houleuses qu'entretiennent les deux pays depuis quelques années. Le président américain, Joe Biden, a désigné à ce poste Nicholas Burns, a annoncé vendredi 20 août la Maison Blanche.

Nicholas Burns, 65 ans, est un diplomate aguerri. Il a été représentant américain auprès de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) entre 2001 et 2005, ambassadeur en Grèce de 1997 à 2001, porte-parole du département d'Etat entre 1995 et 1997, et spécialiste de l'URSS, puis de la Russie, au sein du conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche sous George W. H. Bush et Bill Clinton (1990-1995).

Lire aussi | [La Chine veut exploiter l'échec des Etats-Unis en Afghanistan](#)

Il a également été secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires politiques entre 2005 et 2008, travaillant alors « *avec le gouvernement chinois sur des questions aussi diverses que l'Afghanistan, les sanctions de l'ONU contre l'Iran, la Corée du Nord et la politique américaine dans la région indopacifique* », selon un communiqué de la Maison Blanche.

De nombreux sujets de désaccords

Sa nomination survient alors que les Etats-Unis organisent, après le retour au pouvoir des talibans, une opération massive d'évacuation de civils d'Afghanistan, dont la Chine partage 76 km de frontière. Pékin considère l'instabilité chez son voisin comme une menace pour la sécurité de sa région frontalière du Xinjiang (nord-ouest). Ce territoire a longtemps été frappé par des attentats attribués à des séparatistes ou des islamistes de l'ethnie musulmane Ouïgour et les autorités chinoises y imposent depuis quelques années une surveillance policière draconienne.

Lire aussi | [Le Sénat des Etats-Unis vote un plan de politique industrielle pour contrer la Chine](#)

Les deux superpuissances sont aussi à couteaux tirés sur la situation à Hongkong, à Taïwan, sur les droits humains, le commerce, les technologies ou l'origine de la pandémie due au coronavirus.

M. Biden n'a jusqu'à présent guère dévié de la politique de confrontation choisie par son prédécesseur, Donald Trump. Et, en juillet, la Chine a nommé à Washington Qin Gang, un ambassadeur connu pour ses postures agressives envers les pays occidentaux.

Lire aussi | [Cyberattaques : solennelle mise en garde des Occidentaux à la Chine](#)

Rahm Emanuel nommé ambassadeur au Japon



Rahm Emanuel, alors maire de Chicago, le 14 janvier 2013. SAUL LOEB / AFP

Le président des Etats-Unis a, par ailleurs, désigné Rahm Emanuel, ancien directeur de cabinet du président Barack Obama (2009-2010) comme ambassadeur au Japon, principal allié régional de Washington.

A 61 ans, M. Emanuel a été maire de Chicago, la troisième ville des Etats-Unis, entre 2011 et 2019. Mais il avait vu sa popularité chuter à mesure que se multipliaient les fusillades dans la mégapole du nord du pays, avant de renoncer à un troisième mandat en 2018.

Ces deux nominations doivent être validées par le Sénat, où les démocrates, qui ne possèdent qu'une mince majorité, font face à l'obstruction des républicains sur les votes des ambassadeurs désignés.

Le Monde avec AFP

Articles septembre 2021 :

INTERNATIONAL • UNION EUROPÉENNE

Industrie, défense, environnement, travail forcé : Ursula von der Leyen veut renforcer l'autonomie de l'UE

La présidente de la Commission européenne a annoncé, mercredi, l'organisation par la France d'un sommet sur la défense européenne en 2022.

Le Monde avec AFP

Publié le 15 septembre 2021 à 12h52, modifié le 15 septembre 2021 à 13h34

• Lecture 3 min.



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors de son discours sur l'état de l'UE, à Strasbourg, le 15 septembre 2021. YVES HERMAN / AFP

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a dévoilé, mercredi 15 septembre, ses chantiers prioritaires, appelant à renforcer l'autonomie industrielle de l'Union européenne (UE) tout en accélérant la construction d'une « *Union de la défense* ».

Alors que le retrait chaotique d'Afghanistan par l'armée américaine a relancé la réflexion sur l'autonomie militaire des Vingt-Sept, « *c'est d'une UE de la défense dont nous avons besoin* », a martelé M^{me} von der Leyen devant les eurodéputés réunis à Strasbourg.

« Le moment est venu pour l'UE de passer à la vitesse supérieure » pour se « défendre contre les cyberattaques, agir là où l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord] et l'ONU [Organisations des Nations unies] ne sont pas présents et gérer les crises à temps », a plaidé la chef de l'exécutif européen, à l'occasion de son second discours annuel sur l'état de l'Union.

Lire aussi | [Josep Borrell : « Une Europe de la défense plus forte est dans l'intérêt de l'OTAN »](#)

Sommet sur la défense européenne

Un sommet y sera consacré sous présidence française de l'UE au premier semestre 2022, a-t-elle annoncé, alors que le projet de création d'une force européenne de réaction rapide de

5 000 militaires, en discussion depuis plusieurs mois, est loin de faire l'unanimité. *« Vous pouvez disposer des forces les plus avancées du monde, mais si vous n'êtes jamais prêts à les utiliser, à quoi servent-elles ? »*, a taclé Ursula von der Leyen, dénonçant un *« manque de volonté politique »*.

Pour soutenir les Afghans, elle a promis une aide humanitaire supplémentaire de 100 millions d'euros. L'UE avait déjà quadruplé cette aide pour 2021, à plus de 200 millions d'euros. Bruxelles veut également muscler ses outils pour mieux affronter de futures crises sanitaires en engageant d'ici à 2027 un investissement européen de 50 milliards d'euros.

Surtout, la Commission entend profiter du colossal plan de relance qu'elle pilote pour construire une économie européenne plus verte et plus numérique, tout en confortant l'autonomie industrielle du continent.

Lire aussi | [Plan de relance européen : l'argent va enfin pouvoir arriver dans les caisses des Etats membres](#)

Ursula von der Leyen a de nouveau appelé à doper la production européenne de semi-conducteurs, technologie cruciale pour laquelle l'UE reste dépendante de l'Asie. *« C'est une question de souveraineté »*, a-t-elle observé.

Lire aussi | [Bruxelles planche sur sa stratégie industrielle](#)

Reprise économique et souci environnemental

Bruxelles veut s'appuyer sur son ambitieux Pacte vert et les objectifs européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre, pour concilier reprise économique et souci environnemental.

« L'Europe ne peut pas tout faire toute seule. De grandes puissances économiques, Etats-Unis ou Japon, se sont fixé des objectifs de neutralité climatique pour 2050 ou peu après », à l'instar de l'UE, mais « ces objectifs doivent être soutenus par des plans concrets » d'ici à la COP26 de Glasgow en novembre, a néanmoins prévenu M^{me} von der Leyen.

L'accord de Paris prévoyait que la communauté internationale apporte 100 milliards de dollars (84 milliards d'euros) par an jusqu'en 2025 pour financer « *l'action climatique* » des pays les plus vulnérables. Mais si l'UE donne 25 milliards de dollars annuels, « *le trou béant laissé par d'autres met l'objectif mondial hors de portée* », a-t-elle lancé, promettant de renforcer la contribution européenne de 4 milliards par an jusqu'en 2027.

Décryptage : [L'accord de Paris sur le climat, qui fête ses cinq ans, a-t-il tenu ses promesses ?](#)

Lutte contre les violences faites aux femmes

La chef de l'exécutif européen a également mis en avant son souci de justice sociale, de soutien à la jeunesse – notamment avec un nouveau programme d'échanges transfrontaliers –, et aux femmes, avec l'annonce d'une proposition de loi pour lutter contre les violences faites aux femmes.

« *Nous devons réfléchir à la manière dont la crise a changé la face de notre économie, du creusement de la dette aux répercussions inégales sur les différents secteurs, en passant par les nouveaux modes de travail* », a-t-elle aussi observé, annonçant le lancement d'un débat dans les prochaines semaines sur la « *gouvernance économique* ».

Face à une reprise encore précaire, l'UE « *ne répètera pas l'erreur* » commise après la dernière crise financière, quand un retour précipité à la rigueur budgétaire avait provoqué une rechute du continent dans la récession, a-t-elle promis.

Alors que la Commission a engagé un bras de fer avec la Pologne et la Hongrie sur le respect de l'Etat de droit, qui pourrait conditionner les versements du plan de relance, M^{me} von der Leyen a simplement noté « *l'évolution préoccupante de certains Etats* », sans les nommer, précisant que « *le dialogue ne suffit pas* ».

Interdire les produits issus du travail forcé

La Commission européenne va également proposer que soit interdite dans l'UE la vente de produits issus du travail forcé, a annoncé M^{me} von der Leyen ; ce qui pourrait concerner la production chinoise impliquant la minorité musulmane ouïghoure.

« *Vingt-cinq millions de personnes dans le monde sont menacées de travail forcé ou y sont contraintes. Nous n'accepterons jamais qu'elles soient contraintes de fabriquer des produits pour que ces produits soient ensuite proposés à la vente ici, en Europe* », a-t-elle déclaré. « *Nous proposerons donc d'interdire sur notre marché les produits qui ont été fabriqués au moyen du travail forcé. Les droits de l'homme ne sont à vendre à aucun prix* », a-t-elle ajouté.

Lire aussi | [Travail forcé des Ouïgours : en portant plainte contre des géants du textile, des associations espèrent l'émergence d'une jurisprudence](#)

Le Monde avec AFP

INTERNATIONAL • CHINE

Pékin demande aux talibans d'« éradiquer les organisations terroristes » en Afghanistan

La Chine n'a pas fermé son ambassade à Kaboul et s'est engagée à fournir au pays un peu plus de 26 millions d'euros de nourriture et de vaccins anti-Covid-19.

Par Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant)

Publié le 18 septembre 2021 à 12h22 • Lecture 2 min.

2Article réservé aux abonnés



Le fondateur des talibans, le mollah Baradar, et le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, lors de leur rencontre à Tianjin (Chine), le 28 juillet 2021 LI RAN / AP

Les ennemis de mes ennemis sont-ils mes amis ? Vue de Chine, l'équation afghane n'est pas si simple. Si Pékin ne manque pas une occasion de dénoncer l'intervention américaine en Afghanistan – « *Nous ne devons jamais autoriser quelque interférence extérieure dans les affaires intérieures d'un pays dans notre région sous quelque prétexte que ce soit* », a déclaré Xi Jinping, vendredi 17 septembre lors de son discours par Vidéo au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai organisé au Tadjikistan –, il n'a pas donné un blanc-seing aux talibans.

Le président chinois leur a enjoint d'« *éradiquer les organisations terroristes du territoire afghan* ». Il a également demandé aux membres de l'Organisation de coopération de Shanghai de lancer des actions déterminées contre les « *terroristes* », y compris l'« *East Turkistan Islamic Movement [ETIM]* ». Selon Pékin, l'ETIM foment des attaques au Xinjiang et s'entraînerait en

Afghanistan. En réalité, ce groupuscule formé de combattants ouïgours partis en Afghanistan, a bien existé à la fin des années 1990 et au début des années 2000, mais son dernier avatar est connu sous un autre nom, le TIP (Parti islamique du Turkestan), et est allié à Al-Qaïda.

Lire aussi | [La Chine affirme que les talibans sont « une force politique et militaire cruciale en Afghanistan »](#)

Les déclarations des talibans sur le sujet n'ont qu'à moitié rassuré Pékin. Selon le quotidien chinois *Global Times*, Suhail Shaheen, porte-parole des talibans au Qatar, aurait récemment déclaré que « *de nombreux* » membres de l'Etim auraient quitté l'Afghanistan. Sans plus de précisions. Où sont-ils allés ? Combien sont restés en Afghanistan ? Mystère.

« La Chine est notre plus important partenaire »

Malgré tout, la Chine, qui n'a pas fermé son ambassade à Kaboul, communique avec les talibans et s'est même engagée, le 8 septembre, à lui fournir pour 200 millions de yuans (un peu plus de 26 millions d'euros) de nourriture et de vaccins anti-Covid-19. « *Nous espérons que, durant la période du gouvernement intérimaire, le nouveau régime afghan écouterait les opinions de tous les groupes et factions ethniques en Afghanistan et répondrait aux espoirs de son peuple et de la communauté internationale* », a déclaré un porte-parole du gouvernement chinois, le 8 septembre, après l'annonce du gouvernement intérimaire, qui ne comporte que des hommes et essentiellement des Pachtoues.

Lire aussi | [La Chine veut exploiter l'échec des Etats-Unis en Afghanistan](#)

Début septembre, les talibans avaient multiplié les déclarations en faveur d'un partenariat accru entre la Chine et l'Afghanistan. « *La Chine est un partenaire fiable de l'Afghanistan. Les talibans veulent continuer à promouvoir des relations amicales entre l'Afghanistan et la Chine et n'autoriseront jamais aucune force à utiliser le territoire afghan pour menacer les intérêts chinois* », avait déclaré Abdul Salam Hanafi, vice-directeur du bureau des talibans au Qatar, dans un entretien avec un représentant du ministère des affaires étrangères chinois.

Lire aussi | [« Les dirigeants chinois voient l'Afghanistan comme un signe d'affaiblissement des Etats-Unis »](#)

Dans le quotidien italien *La Repubblica*, Zabihullah Mujahid, porte-parole des talibans, était même allé plus loin le 2 septembre : « *La Chine est notre plus important partenaire et représente une occasion fondamentale et extraordinaire pour nous, parce qu'elle est prête à investir et à reconstruire notre pays.* » Selon lui, les talibans « *attachent une grande importance à la "Belt and Road Initiative" [« nouvelles routes de la soie »]. Nous possédons de riches mines de cuivre, qui, grâce à la Chine, vont être modernisées. Finalement, la Chine représente notre ticket pour [entrer sur] les marchés autour du monde* ».

Lire aussi | [Les talibans font face à l'assèchement des flux financiers internationaux](#)

Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant)

Articles octobre 2021 :

DÉBATS • CHINE

En Chine, la religion fait de la résistance

Deux ouvrages, « Le Renouveau éclatant du spirituel en Chine » et « Chine et terres d’islam », analysent respectivement le succès du religieux dans l’empire du Milieu malgré la répression, et les relations intérieures et extérieures de la puissance communiste avec l’islam.

Par Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant)

Publié le 15 octobre 2021 à 05h00, modifié le 15 octobre 2021 à 07h21 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Livres. De par son ampleur et sa sensibilité, la religion en Chine est l’un des sujets les plus complexes à aborder. Deux livres parfaitement complémentaires publiés ces jours-ci relèvent, chacun à sa manière, le défi.

Dans *Le Renouveau éclatant du spirituel en Chine*, Claude Meyer montre que malgré la répression dont la religion est l’objet, le nombre de croyants ne cesse d’augmenter dans l’empire du Milieu. L’auteur les évalue à environ 350 millions. Une estimation reconnaît-il, à la fois parce que ce nombre intègre le confucianisme, qui n’est pas une religion à proprement parler, parce que de nombreux Chinois pratiquent un mélange de bouddhisme, de taoïsme et de religions populaires, mais aussi parce que nombre d’églises chrétiennes sont clandestines.

Lire aussi | [En Chine, la résistance des taoïstes pour que survive leur religion](#)

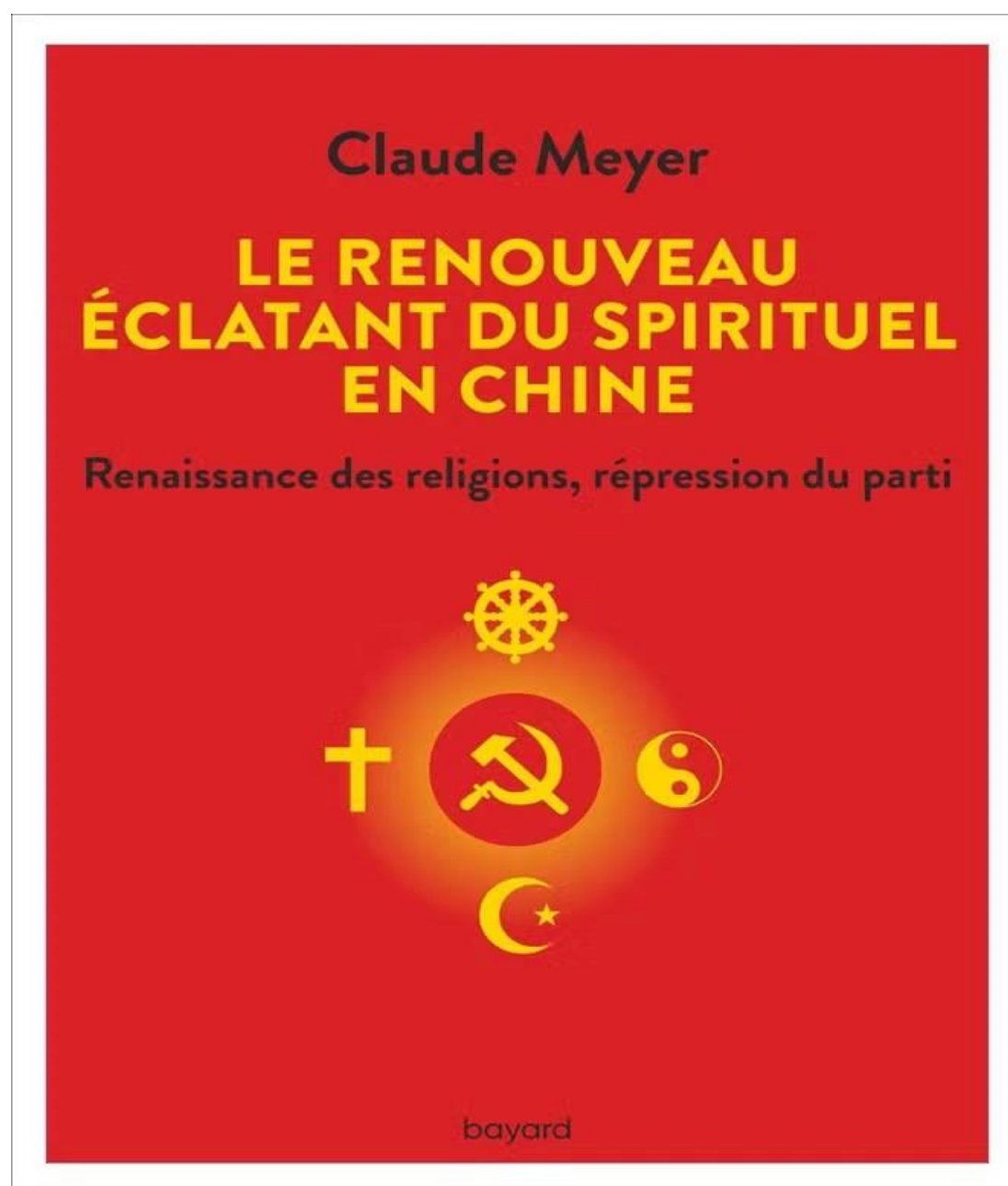
Néanmoins, selon l’auteur, le renouveau religieux est évident – même les autorités en conviennent –, et la religion qui connaît la plus forte croissance est le protestantisme. « *A l’horizon 2030, la Chine communiste sera probablement le premier pays chrétien au monde.* »

Affaires religieuses sous contrôle du PCC

Pour tous ceux qui s’intéressent à l’histoire des religions, mais aussi au sort que leur réserve la Chine de Xi Jinping, le livre de Claude Meyer est précieux. Il décrit très précisément les textes qui encadrent les pratiques religieuses et les contraintes auxquelles les croyants sont soumis. « *La Constitution garantit la liberté de croyance mais non la liberté de culte et de pratique religieuse, distinction contraire au principe même d’une pleine liberté religieuse* », note-t-il. Dans ce domaine comme dans tant d’autres, Xi Jinping se montre plus répressif que ses prédécesseurs. De manière significative, le Bureau des affaires religieuses qui dépendait du gouvernement est passé en 2018 sous le contrôle direct du Parti communiste.

Lire aussi | « Si trente ans de maoïsme ne sont pas venus à bout de la religion, j’imagine mal Xi Jinping y parvenir »

Ancien séminariste jésuite, Claude Meyer revient sur l’accord conclu cette année-là entre le Vatican et Pékin, qui était supposé mettre un terme au conflit de légitimité sur la nomination des évêques. Selon lui, cet accord est sans doute plus avantageux pour Pékin que pour Rome car il risque d’accroître la répression sur les catholiques clandestins. « *On peut se demander si certains au Vatican ne font pas preuve d’angélisme* », note l’auteur qui, lui-même, a été expulsé de Chine vers Paris à l’automne 2019, alors qu’il s’apprêtait à poursuivre son enquête à Hongkong.



« Le Renouveau éclatant du spirituel en Chine », de Claude Meyer Bayard, 320 pages, 21,90 € (en librairie le 13 octobre)

Une histoire de la moitié du monde

Si Claude Meyer s'intéresse à l'islam, ce n'est manifestement pas le cœur de son propos. La répression des Ouïgours au Xinjiang n'y est d'ailleurs traitée que dans une annexe de dix pages. D'où l'intérêt du second livre, *Chine et terres d'islam* d'Emmanuel Lincot. Cet essai d'histoire globale est ambitieux. Son sous-titre n'est rien moins que « Un millénaire de géopolitique ». Et comme la Chine (1,4 milliard de personnes) et le monde musulman (1,8 milliard) représentent près de la moitié de l'humanité, le sociologue propose tout simplement une histoire de la moitié du monde.

Un temps archéologue en Syrie, puis employé de l'ambassade de France à Pékin, guide conférencier en Asie centrale... Emmanuel Lincot est un brillant touche-à-tout. Son livre est d'une érudition confondante. Il a l'immense mérite de remettre l'histoire du Xinjiang en perspective, à la fois historique – les Ouïgours ont été longtemps bouddhistes, voire chrétiens, avant de se convertir à l'islam au Moyen Âge – et géographique, au cœur des anciennes et des nouvelles routes de la soie et de l'Asie centrale. Cet « *Occident de la Chine* » est riche de matières premières mais aussi de dangers. « *Pour les Han, le danger vient à la fois de l'ouest et nord* », écrit l'auteur. Les Mandchous, barbares d'Asie venus du nord, n'occuperont-ils pas la Chine de 1644 à 1911 ? Pour les empereurs d'hier et leurs héritiers actuels, « *tous les malheurs de la Chine viennent de négligences pouvant être fatales à sa stabilité* ».

Emmanuel Lincot montre parfaitement comment les routes de la soie constituent, pour la Chine, un moyen de développer cette Asie centrale, notamment les infrastructures de communication, dans un « big game » auquel participent la Russie, l'Inde, la Turquie et l'Iran. En ce sens, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en 2001 et dont la vocation est à la fois économique et sécuritaire, a sans doute plus d'importance que les Occidentaux – qui en sont exclus – ne le pensent.

C'est « *la plus importante représentation internationale après l'ONU* », estime même l'auteur. Si Pékin n'a pas que des amis dans la région, la Chine réussit l'exploit de dialoguer et de commercer avec tout le monde, notamment l'Iran, Israël et l'Arabie saoudite.

Divorce entre l'Occident et la Chine

Pour l'auteur, le monde occidental et le monde musulman ont divorcé après les attentats de 2001, et l'Occident a divorcé d'avec la Chine en 2020, lors de l'épidémie du Covid-19. Résultat : l'Occident, qui ne partage ni les valeurs islamiques ni les valeurs confucéennes, est seul. Une alliance entre la Chine et le monde musulman est loin d'être acquise et Emmanuel Lincot se garde bien de la prédire. Mais les relations entre ces deux mondes seront déterminantes pour l'avenir de la planète et, dans ce monde aussi morcelé qu'interconnecté, son livre constitue une excellente boussole.

EMMANUEL LINCOT

CHINE

ET TERRES D'ISLAM

Un millénaire de géopolitique



« Chine et terres d'Islam » d'Emmanuel Lincot, PUF, 348 pages, 23 €

¶ « Le Renouveau éclatant du spirituel en Chine », de Claude Meyer, Bayard, 320 pages, 21,90 € (en librairie le 13 octobre) ; « Chine et terres d'islam » d'Emmanuel Lincot, PUF, 348 pages, 23 €

Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant)

INTERNATIONAL • LITUANIE

La Lituanie tient tête à la Chine et s'écarte des « routes de la soie »

Vilnius multiplie ses prises de position contre Pékin, alors que ses deux voisins baltes, traditionnellement unis, restent prudents.

Par Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale)

Publié le 21 octobre 2021 à 11h01 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

De « 17+1 », ils sont passés à « 16+1 » : en mai, Vilnius a claqué la porte du groupe lancé par Pékin en 2012, et composé jusque-là de 17 pays d'Europe centrale et des Balkans, dont 11 membres de l'Union européenne (UE). Deux mois plus tôt, le ministre des affaires étrangères lituanien, Gabrielius Landsbergis, avait estimé que ce format – qui s'inscrit dans les « nouvelles routes de la soie » – « *n'était pas utile pour l'Europe* », qu'il ne faisait que « *diviser* ».

Depuis, Vilnius multiplie les prises de position, considérées comme des provocations par Pékin. En mai, son Parlement a condamné le « *génocide ouïgour* » dans le Xinjiang. En août, un bureau de représentation de Taïwan a ouvert dans la capitale lituanienne, suscitant une crise diplomatique : la Chine, qui ne tolère que les « bureaux de représentation de Taipei », a rappelé son ambassadeur et renvoyé celui de la Lituanie.



Le ministre lituanien des affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis, est accueilli par son homologue britannique, Liz Truss, à Sevenoaks (Royaume-Uni), le 11 octobre 2021. HOLLIE ADAMS / AFP

Pour le moment, ni l'Estonie ni la Lettonie ne suivent, même si les deux Etats baltes ont eux aussi boudé le dernier sommet du « 17+1 » le 9 février, se faisant représenter par des ministres à cette réunion virtuelle, à laquelle participait le président chinois, Xi Jinping. « *Nous préférons utiliser le format EU 27+1 et nous adresser à la Chine via les politiques communes européennes* », a fait savoir la porte-parole de Kaja Kallas, la première ministre estonienne.

Lire aussi | [Pékin veut punir la Lituanie pour sa relation privilégiée avec Taïwan](#)

« Nous n'avons vu que le bâton »

A l'origine de cette frilosité partagée : une déception née de promesses non tenues. Si les pays baltes ont rejoint le forum de coopération sino-européen, « *c'était pour des motifs purement économiques* », rappelle Una Aleksandra Berzina-Cerenkova, chercheuse à l'Institut letton des affaires internationales. Pékin leur avait fait miroiter des investissements et un accès privilégié à son marché.

Mais « *la carotte est restée imaginaire, et nous n'avons vu que le bâton* », résume Frank Juris. Le chercheur au Centre international de défense et sécurité à Tallinn explique : « *Les promesses économiques ne se sont pas matérialisées. Par contre, la Chine a réussi à accroître son influence et à affecter l'unité de l'UE.* » L'ironie, précise-t-il, est qu'en l'absence de retombées économiques, les Etats baltes sont restés très peu dépendants de la Chine. Les sanctions imposées par Pékin, à la suite de l'ouverture de la représentation de Taïwan, ont eu donc peu d'effet sur l'économie lituanienne.

Lire aussi | [En Lituanie, le ministère de la défense recommande de jeter les téléphones chinois](#)

Selon M^{me} Berzina-Cerenkova, la réaction de Vilnius est à analyser dans un contexte national, qui a vu « *le réveil d'un fort sentiment antichinois* » après une série d'incidents ayant suscité l'indignation de l'opinion publique. En août 2019, d'abord, des employés de l'ambassade de Chine sont repérés dans une contre-manifestation, organisée à Vilnius, en marge d'un mouvement de soutien à Hongkong.

Quelques mois plus tard, une vidéo circule sur Internet. Elle montre une touriste chinoise arrachant une croix favorable aux militants prodémocratie hongkongais, sur la « Colline des croix », un lieu de pèlerinage dans le nord de la Lituanie.

Riga et Tallinn en retrait

C'est dans ce contexte que l'opposition de centre-droit remporte les élections législatives en octobre 2020. Dans l'accord de coalition, la nouvelle majorité s'engage à « *défendre ceux qui se battent pour la liberté, de la Biéloroussie à Taïwan* ». Petit-fils de Vytautas Landsbergis – un des leaders du mouvement d'indépendance de la Lituanie –, l'actuel chef de la diplomatie veut mener « *une politique basée sur les valeurs* ». Le gouvernement, fort du « *soutien implicite des Etats-Unis* », selon M^{me} Berzina-Cerenkova, y voit aussi « *une manière de se positionner sur la scène internationale, en tant qu'ennemi du communisme et du totalitarisme* ».

Alors que les trois Etats baltes sont habituellement alignés, Riga et Tallinn restent en retrait. « *Il est évident que la Lituanie espérait qu'une vague de pays l'imiterait, mais le fait que cela ne se soit pas produit ne signifie pas qu'il y ait un fossé entre les trois Etats* », assure la chercheuse. L'Estonie et la Lettonie ont juste choisi des positions « *plus proches de celle de Bruxelles, tandis que la Lituanie a opté pour une ligne plus radicale* ».

Lire aussi | [Blocage persistant sur l'accession des Balkans occidentaux à l'Union européenne](#)

Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale)

INTERNATIONAL • CHINE

A Rome, en marge du G20, une internationale parlementaire contre Pékin

Créée en 2020, l'Alliance interparlementaire sur la Chine a tenu sa première réunion, vendredi, dans la capitale italienne, en marge du G20. Ces élus de tous bords et originaires de 21 pays veulent faire prendre conscience de la menace chinoise.

Par Nathalie Guibert (Rome, envoyée spéciale)

Publié le 30 octobre 2021 à 04h39, modifié le 30 octobre 2021 à 14h10 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



La première réunion de l'IPAC, emmenée par l'ancien leader conservateur britannique Iain Duncan Smith, à Rome, le 29 octobre 2021. IPAC GLOBAL / YOUTUBE

Elle n'a manqué aucun des sujets qui déclenchent les foudres de Pékin. Les libertés bafouées à Hongkong, dont est venu parler l'ancien leader étudiant Nathan Law. Le Tibet occupé, représenté par le président de l'administration centrale en exil, Penpa Tsering. La persécution des musulmans ouïgours en Chine, évoquée par la musicienne et militante Rahima Mahmut. Les menaces contre la démocratie Taïwan enfin, rappelées avec clarté en visioconférence par son ministre des affaires étrangères, Joseph Wu.

Pour sa première réunion, vendredi 29 octobre, à Rome, l'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC) a frappé fort. Ce réseau de quelque 200 députés et sénateurs de tous bords et de nombreux pays est né en 2020, le 4 juin, jour anniversaire de la répression de Tiananmen.

Lire aussi | [Un groupe de parlementaires occidentaux attaque la Chine sur la stérilisation des Ouïgoures](#)

Vendredi, l'IPAC a reçu l'appui du ministre taïwanais Joseph Wu, dont la présence à Bruxelles, non confirmée, a provoqué l'emballement inquiet des chancelleries. *« L'IPAC va dans la bonne direction, at-il déclaré. De même, l'Union européenne [UE] s'est engagée à renforcer ses liens politiques avec Taïwan, ce qui est une étape historique. La Commission européenne a aussi montré son soutien. Il faut continuer. »*

Lire aussi | [Autour de Taïwan, la Chine multiplie les démonstrations de sa force aérienne](#)

Le représentant de Taipei a rappelé les incursions militaires records de l'armée chinoise dans la zone de défense de l'île cette année, les pressions politiques incessantes. *« La Chine est en train d'essayer de détruire la démocratie. Taïwan est en première ligne. Nous ne devons pas laisser faire. J'incite les parlementaires à venir. »* Avec lui, cette semaine, deux autres ministres et des chefs d'entreprises taïwanais ont été reçus en République tchèque. M. Wu a souligné que son gouvernement encourageait les investissements en Europe, a fortiori depuis le gel de l'accord commercial UE-Chine, dont le sort est plombé par les sanctions prises par la Chine à l'encontre de parlementaires européens, en réponse à celles décidées par l'UE en soutien aux Ouïgours. *« Ce faisant, la Chine n'a fait que renforcer notre détermination sur les droits de l'homme »*, note le député belge Samuel Cogolati, visé par Pékin.

Lire aussi | [Ouïgours : les « sanctions ciblées » de l'Union européenne provoquent une riposte chinoise](#)

« Aux Parlements d'agir »

L'IPAC profitait du G20, réuni ce week-end dans la capitale italienne, même si elle reste lucide sur sa capacité à y être entendue, comme l'a souligné le conservateur britannique Iain Duncan Smith. Cette figure du Brexit, artisan de la campagne de Boris Johnson en 2019, regrette de voir la Chine *« traitée comme une nation normale dans l'enceinte du G20, bien qu'elle pratique à grande échelle des violations des droits humains »*. Et d'ajouter, à l'adresse des chefs d'Etat : *« Ce n'est pas parce que vous ne voulez pas en parler que ces problèmes vont disparaître ! »*



A l'occasion du premier sommet de l'IPAC, des militants manifestent devant le bâtiment de l'ambassade de Chine à Rome, le 27 octobre 2021. ANDREAS SOLARO / AFP



Rahima Mahmut, militante ouïghoure, et Nathan Law, président du parti politique hongkongais Demosisto, se tiennent autour d'une statue commémorant le massacre de la place Tiananmen. Ici devant l'ambassade de Chine à Rome, le 27 octobre 2021. ANDREAS SOLARO / AFP

La jeune alliance interpartisane a de quoi hérissier le régime communiste de Xi Jinping. De zélés agents de Pékin ont tenté de torpiller la réunion de Rome, au moyen de faux mails attribués au coordonnateur de l'IPAC, indiquant aux membres que le rendez-vous était annulé ou reporté. Avec 21 pays représentés, des Etats-Unis au Japon, de l'Australie au Danemark, de la Belgique à la Malaisie, l'IPAC se considère comme un groupe capable de peser. « *Notre réunion est un message d'unité* », se réjouit Lucy Akello, députée du Forum pour le changement démocratique en Ouganda. Vendredi, il a été annoncé que l'Inde rejoignait le réseau, avec quatre élus.

« *L'IPAC éclaire la réalité du danger posé par la Chine. Nos sociétés ont les mains liées et nos gouvernements défendent leurs intérêts économiques. Aux Parlements d'agir. Le régime chinois ne supporte pas la délibération démocratique* », estime Pavel Fischer, élu indépendant, président de la commission des affaires étrangères du Sénat tchèque. L'alliance a l'avantage de rassembler « *de très gros joueurs et de tout petits comme la Lituanie. C'est notre force*, estime Dovile Sakaliene, députée du

Parti social-démocrate à Vilnius. *Nous pouvons produire un travail cohérent. C'est ainsi que notre*

Parlement a voté une résolution dénonçant le génocide des Ouïgours. »

Une campagne contre les accords d'extradition

Le Royaume-Uni compte une trentaine d'élus membres. Son premier ministre, Boris Johnson, « *n'a pas d'idées précises sur la Chine, comme sur beaucoup d'autres sujets*, estime Iain Duncan Smith, *mais la décision de Boris sur le nucléaire [la mise à l'écart des investisseurs chinois dans les futurs projets nucléaires civils] est bonne. Notre rôle est de renforcer la prise de conscience du gouvernement. C'est à ça que nous servons.* »

André Gattolin, sénateur français La République en marche (LRM), abonde : « *Nous échangeons beaucoup, nous poussons des décisions. Nous venons de le faire avec notre mission sénatoriale sur les ingérences étatiques étrangères à l'université, sujet partagé avec mes collègues australiens, tchèques ou britanniques.* »

Vendredi, l'IPAC a annoncé lancer une campagne contre les accords d'extradition signés par une soixantaine d'Etats avec la Chine, qui peut ainsi poursuivre des opposants à l'étranger. L'alliance avait en outre invité l'Américain Bill Browder, promoteur du système de sanctions « Magnitski », établi contre le régime du président russe, Vladimir Poutine, après la mort d'un opposant. Les parlementaires réunis à Rome comptent sur lui pour convaincre d'autres Etats de sévir contre des dirigeants chinois.

Lire aussi | [L'affaire Magnitski en Russie : des relents de guerre froide](#)

Nathalie Guibert (Rome, envoyée spéciale)

Articles novembre 2021 :

INTERNATIONAL • CHINE

Emma Reilly, une lanceuse d'alerte seule contre les Nations unies

Cette ancienne « agente des droits de l'homme » à l'ONU reproche à sa hiérarchie d'avoir cédé aux pressions de la Chine en livrant par avance les noms d'opposants appelés à s'exprimer devant les instances internationales.

Par Harold Thibault

Publié le 09 novembre 2021 à 02h36, modifié le 09 novembre 2021 à 16h19

• Lecture 10 min.

Article réservé aux abonnés



L'ancienne agente des droits de l'homme pour les Nations unies Emma Reilly, chez elle, à Paris, le 29 octobre 2021. ED ALCOCK / MYOP POUR « LE MONDE »

Emma Reilly ne se fait aucune illusion sur ce qui l'attend. Les derniers échanges avec son employeur, l'organisation des Nations unies (ONU), et les courriers qui listent ses interactions « *sans autorisation* » avec la presse trahissent l'imminence de son licenciement. Voilà deux ans qu'on ne lui confie plus aucune mission. Depuis début septembre, cette Irlandaise de 42 ans, rousse aux grands yeux bleus derrière ses lunettes à monture noire, n'a plus accès à ses courriels professionnels. C'est le prix à payer pour avoir dénoncé les passe-droits que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU (CDH) a accordés à la Chine sous la pression.

Il y a une dizaine d'années, pourtant, décrocher cet emploi d'« agent des droits de l'homme » au sein de l'institution genevoise l'avait comblée de fierté. Après des études de mathématiques et de droit, un passage dans une ONG contre la torture au Danemark, puis dans une autre en Tunisie, elle intègre en janvier 2012 l'immense Palais des nations. Son job : aider à organiser les interventions lors des trois réunions annuelles du CDH.

Sous le plafond aux couleurs pétantes de l'hémicycle, les pays défendent leurs progrès en matière de droits fondamentaux, tandis que d'autres Etats et la société civile leur font des recommandations. Sauf qu'au-delà de l'apparence paisible des lieux, au bord du lac Léman, se livrent des luttes acharnées, notamment entre les régimes autoritaires et leurs dissidents.

Une demande de « faveur »

Emma Reilly est en fonctions depuis tout juste un an lorsque, à l'approche de la session de mars 2013, arrive dans sa boîte mail, et dans celles de ses collègues, un message étonnant d'un diplomate de la représentation chinoise à Genève, qui lui demande de lui faire une « *faveur* » en confirmant l'information selon laquelle des « *séparatistes antigouvernementaux chinois* » prévoient de s'accréditer pour assister au Conseil des droits de l'homme. A l'en croire, ceux-ci pourraient représenter une menace pour les Nations unies et la délégation chinoise. Suivent treize noms qu'il faudrait selon lui vérifier, parmi lesquels les Ouïgours en exil les plus connus, Rebiya Kadeer et Dolkun Isa, ainsi que l'avocat des droits de l'homme aveugle qui vient alors de fuir la Chine, Chen Guangcheng, et un ancien leader du mouvement de Tiananmen en 1989, Wang Dan.

La jeune Irlandaise évoque le sujet en interne, et préconise de procéder comme face aux pressions de diplomates turcs obsédés par la venue d'opposants kurdes : demander des précisions sur la réalité de la menace et, au final, se garder de confirmer la venue de ces personnes à Genève.

Son supérieur, le Français Eric Tistounet, chef de la branche du Conseil au sein du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, n'est pas de cet avis. Pour lui, le mieux est de « *repousser*

de quelques jours » la confirmation, tout en constatant, dans des e-mails internes dont *Le Monde* a eu connaissance, que « *cela ne servira à rien et exacerbera la méfiance des Chinois à notre égard* ». La Chine devra donc attendre jusqu'aux tout derniers jours avant l'ouverture de la session, mais elle obtiendra bien les noms demandés.

« Pratique usuelle »

Troublée par cette faveur accordée à Pékin, Emma Reilly remonte les boucles de courriels dont elle a été en copie sur l'année écoulée, et découvre que pareille « faveur » n'a rien d'inédit. Ainsi tombe-telle sur un échange daté de septembre 2012, dans lequel un diplomate chinois évoque une « *pratique usuelle* » de confirmation des noms de personnes accréditées. En retour, une collègue de Reilly répond au diplomate : « *A la suite de votre demande, veuillez noter que Dolkun Isa et He Geng ont été accrédités.* » He Geng est l'épouse exilée en Californie d'un avocat dissident, Gao Zhisheng, à l'époque détenu dans une prison d'une région reculée du Grand Ouest chinois.

En interne, on se justifie en expliquant que c'est la venue à Genève d'un dissident – ou d'un de ses proches – qui, en elle-même, l'expose, ainsi que son entourage, au risque de représailles. Mais pour Emma Reilly, ces confirmations en amont ajoutent au danger. Car selon elle, des pays comme la Chine pratiquent la torture à « *vocation dissuasive* » afin d'empêcher des militants des droits de témoigner.

Rien ne permet d'établir qu'un dissident a été torturé du fait des confirmations onusiennes, mais Reilly y voit une démarche contraire à la mission du Conseil des droits de l'homme : « *Pourquoi l'ONU devrait-elle se rendre complice de cela ? C'est très grave.* »

Les droits humains selon Pékin

L'affaire est révélatrice de la pression croissante exercée par la Chine sur les institutions multilatérales. Pékin entend à la fois réduire les critiques au silence et remodeler en sa faveur les normes internationales, notamment la définition des droits humains : il voudrait que celle-ci ne porte plus sur des libertés comme celle de s'exprimer, mais sur des notions qui lui sont plus favorables, tel que le développement économique. En mars 2020, la Chine a même obtenu d'installer dans les couloirs du palais des Nations une exposition de photos d'Ouïgours heureux et patriotes, alors qu'un million de membres de cette minorité musulmane ont été envoyés en camp d'internement.

A Genève, des fonctionnaires onusiens perçoivent la présence régulière de la délégation chinoise dans les bureaux du secrétariat du Conseil des droits de l'homme comme une marque de pression particulièrement intense à l'approche de chacune des trois sessions annuelles. Ils racontent aussi s'être trouvés dans une « zone grise » que la Chine a su exploiter : depuis 2006, la liste intégrale des personnes accréditées n'est plus rendue publique en amont des réunions de l'Assemblée des droits de l'homme, ce que les cadres de l'ONU présentent comme une avancée.

Lire aussi (2019): [La Chine à l'assaut des Nations unies](#)

Beaucoup de pays s'en sont accommodés mais la Chine, elle, se montre pressante en coulisse. « *La menace perpétuelle des diplomates chinois, c'était de dire que si on n'aidait pas un peu, ils iraient directement en salle [de l'Assemblée] exiger un point d'ordre et un vote qui fasse que tous les noms accrédités soient publics*, explique l'un de ces fonctionnaires sous le couvert de l'anonymat. *Il y a un moment où il faut peser le pour et le contre.* » La Chine, estime-t-il, a les moyens de convaincre nombre de pays en développement dépendants d'elle du point de vue économique de voter dans son sillage, et donc de faire basculer les règles en sa faveur.

Ecartée de sa mission initiale

Au cours de l'année 2013, Emma Reilly se plaint à ses supérieurs, mais rien ne bouge. Elle s'ouvre alors à la délégation européenne à Genève. Pas encore à la presse. Les premières années qui suivent sa découverte, elle poursuit sa carrière. Elle est orientée vers d'autres postes au sein du HautCommissariat aux droits de l'homme : elle travaille sur les indicateurs de mesure du respect des droits, la prévention des conflits, est envoyée quelques mois en Guinée lorsque le virus Ebola y fait rage. Mais elle a le sentiment d'avoir été écartée de sa mission initiale et le conflit avec l'institution s'installe.

Son cas fait du bruit dans le milieu onusien. En février 2017, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme publie un communiqué de presse pour « *rejeter catégoriquement* » ses accusations de mise en danger d'activistes. Sans nier que des noms aient été divulgués par le passé, le communiqué précise que « *des mesures de précaution additionnelles* » ont été prises, dont une « *notification par l'ONU aux individus concernés* ».

Jugeant ce communiqué trompeur, Emma Reilly s'affranchit de son obligation de réserve et parle aux médias. De fait, rien ne dit que les « *individus concernés* » soient vraiment prévenus. Ainsi, le militant ouïgour Dolkun Isa est formel : à aucun moment les cadres de l'ONU n'ont pris soin de préciser à sa petite délégation qu'ils avaient confirmé sa venue au gouvernement chinois. Aucune des quatre personnes en question ne résidait en Chine mais trois d'entre elles y avaient de la famille directe, que Pékin aurait pu menacer. « *Il arrive que ma famille subisse des pressions quand je participe à des conférences*, précise Dolkun Isa. *Le gouvernement chinois tente de faire obstruction à n'importe quelle activité politique à laquelle je participe dès lors qu'il est au courant en avance.* » « *L'ONU n'avait pas à se mettre dans cette position* », insiste Emma Reilly, rencontrée dans la région parisienne, où elle réside en ce moment.

Une jeunesse nord-irlandaise

Le fait de grandir à Belfast dans les années 1980 explique en partie son parcours et sa soif de justice. Plus tard, à la prestigieuse université anglaise de Cambridge, quand les autres étudiants l'interrogent sur cette enfance nord-irlandaise, elle commence par répondre que la vie était normale, avant de réaliser qu'elle ne l'était pas, entre les alertes à la bombe et les fractures communautaires. Elle rentre chez elle pour les vacances alors que vient d'être signé, en avril 1998, l'accord du Vendredi saint qui met fin à trente ans de « troubles » sanglants. « *C'était*

génial, il y avait alors un optimisme qui m'a beaucoup portée », se souvient la lanceuse d'alerte, qui y voit une des sources de son engagement et de son obstination.

Au fil des années, son conflit avec sa hiérarchie s'enlisant, son cas a fini par remonter au plus haut niveau de l'ONU. Dans un courrier daté de 2018, la chef de cabinet du secrétaire général Antonio

Guterres, Maria Luiza Ribeiro Viotti, exhorte le haut-commissaire aux droits de l'homme d'alors, le Jordanien Zeid Ra'ad Al-Hussein, à « *résoudre informellement* » ce différend, à chercher avec l'Irlandaise la « *médiation* » et à lui « *trouver un poste approprié au plus vite* ». Or c'est plutôt le contraire qui se produit. Devant la justice interne à l'ONU, au terme de multiples procédures, la rupture est désormais totale. Depuis 2019, Emma Reilly a toujours son salaire mais plus de fonctions. Avec le temps, son discours à l'encontre des Nations unies s'est radicalisé : sur son compte Twitter, elle accuse ni plus ni moins l'organisation internationale de complicité de génocide, ce qui n'aide pas la relation.

Les responsables du Conseil des droits de l'homme n'ont jamais détaillé combien de fois des noms d'opposants ont été confirmés à la Chine – ou à d'autres pays. « *Ce que je peux dire, c'est que nous avons consacré un temps et des efforts considérables à examiner attentivement les traces disponibles – sur plus d'une décennie. Nous avons été clairs sur le fait que le recours limité à cette pratique, constaté dans un premier temps, a cessé en 2015, c'est-à-dire il y a six ans* », assure au *Monde* Rupert Colville, porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

« Tout ce que je demande, c'est une enquête réellement indépendante qui établisse combien de fois des noms

[de dissidents] ont été donnés à la Chine » – Emma Reilly

La difficulté réside dans le volume de documents à étudier, et certaines confirmations ont pu être orales, soutient un officiel, mais elle tient aussi au fait, d'après cette même source, que des « *classeurs ont été volés* ». Selon nos informations, la Chine a demandé confirmation des noms de dissidents en amont de six sessions du Conseil des droits de l'homme entre le cas soulevé par Reilly en mars 2013 et le mois d'octobre 2015. Un système d'enregistrement électronique des accréditations a par la suite été mis en place qui, d'après les officiels, ne permettrait plus de partager les noms.

Lire aussi | [La question du sort des Ouïgours s'invite au Conseil des droits de l'homme de l'ONU](#)

« *Tout ce que je demande, depuis le début, c'est une enquête réellement indépendante qui établisse combien de fois des noms ont été donnés à la Chine*, martèle M^{me} Reilly. *Dans quel autre système attendrait-on de l'organisation mise en cause qu'elle le dise d'elle-même ?* »

La lanceuse d'alerte a déjà reçu les lettres de son employeur l'accusant d'avoir commis une faute professionnelle en continuant à s'exprimer dans la presse et sur les réseaux sociaux malgré

un rappel à l'ordre en 2020. Mais rien n'y fait, elle persiste : « *Le plus choquant, après toutes ces années, c'est d'être la seule à dénoncer ces méthodes. Ce qui me désespère, c'est que beaucoup de gens s'en remettent à l'ONU, alors qu'en fait les Nations unies elles-mêmes confirmaient leur venue à la Chine.* »

Harold Thibault

INTERNATIONAL • CHINE

Après la disparition de Peng Shuai, les Etats-Unis, la France et l'ONU exigent des preuves de vie

Le patron de la WTA, qui gère le circuit professionnel de tennis féminin, a menacé de retirer les compétitions ayant lieu en Chine si Pékin ne tire pas l'affaire au clair.

Le Monde

Publié le 19 novembre 2021 à 06h16, modifié le 20 novembre 2021 à 06h09

• Lecture 4 min.



Peng Shuai à l'Open de tennis de Madrid, en mai 2018. SUSANA VERA / REUTERS

L'affaire Peng Shuai prend de l'ampleur. Le monde du tennis est sans nouvelles de la joueuse depuis que celle-ci a accusé, au début de novembre, un ancien haut responsable du régime communiste de l'avoir contrainte à un rapport sexuel. Face à ce silence persistant, l'Organisation des Nations unies (ONU) a demandé, vendredi 19 novembre, des preuves que la championne de tennis chinoise se portait bien.

Liz Throssell, une porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, a déclaré lors d'un point de presse à Genève : « *Il serait important d'avoir des preuves sur le lieu où elle se trouve et de savoir si elle va bien. Et nous demandons instamment qu'une enquête soit menée en toute transparence sur ces allégations d'agression sexuelle.* »

Jen Psaki, porte-parole de la Maison Blanche, a de son côté appelé Pékin à fournir une « *preuve vérifiable* » et « *indépendante* » concernant la sécurité de l'athlète et l'endroit où elle se trouve : « *Nous savons que [le gouvernement chinois] n'a aucune tolérance pour les personnes qui s'expriment, et des antécédents quand il s'agit de réduire au silence ceux qui le font.* » Jeudi, le président des Etats-Unis, Joe Biden, avait déclaré « *envisager* » un boycottage diplomatique des Jeux olympiques d'hiver, prévus en février à Pékin, pour protester contre les violations des droits humains en Chine.

La diplomatie française s'est, elle aussi, inquiétée du sort réservé à la joueuse de tennis. « Nous sommes préoccupés par l'absence d'informations sur la situation de Peng Shuai, qui inquiète la communauté internationale et les milieux sportifs », a rapporté le ministère des affaires étrangères dans un communiqué.

« Nous appelons les autorités chinoises à mettre en œuvre leurs engagements en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, notamment au titre de la loi nationale contre les violences domestiques entrée en vigueur en 2016. »

Steve Simon, le patron de la WTA, qui gère le circuit professionnel féminin de tennis, a de son côté menacé de retirer de Chine les compétitions si Pékin ne tire pas l'affaire au clair. « *Nous sommes tout à fait prêts à retirer [de Chine] nos activités et à faire face à toutes les complications qui en découlent* », at-il affirmé, jeudi, dans un entretien à la chaîne américaine CNN. « *Parce que ce sont [des accusations de viol et que c'est] plus important que les affaires* », a ajouté M. Simon.

Des doutes sur l'authenticité d'un courriel

Avant l'épidémie de Covid-19, la WTA organisait dix tournois chaque année en Chine (sur plus de soixante), notamment son Masters de fin de saison, le plus lucratif, à Shenzhen (sud du pays). Ces tournois étaient dotés au total de 30 millions de dollars (26,4 millions d'euros). Selon la revue américaine *Sports Illustrated*, la Chine représentait, avant la pandémie, un tiers des revenus de la WTA. Ce chiffre est cependant contesté par Steve Simon. Aujourd'hui, la WTA vit d'ores et déjà sans présence en Chine, par la force des choses : aucun tournoi n'y a eu lieu depuis deux ans pour cause de Covid-19 et les compétitions ne semblent pas près de revenir compte tenu des règles sanitaires strictes observées dans le pays.

Peng Shuai, âgée de 35 ans, a accusé sur les réseaux sociaux l'ancien vice-premier ministre chinois Zhang Gaoli – qui a été, de 2013 à 2018, l'un des sept hommes politiques les plus puissants de Chine – de l'avoir contrainte à une relation sexuelle il y a trois ans, avant d'en faire sa maîtresse. Cette accusation avait été brièvement postée le 2 novembre sur le compte officiel Weibo, équivalent chinois de Twitter, de la joueuse. La Chine avait très vite bloqué toute référence à ce message.

Lire aussi | [Après avoir accusé de viol un haut responsable, une joueuse de tennis chinoise disparaît](#)

Depuis, Zhang Gaoli n'a jamais réagi publiquement à ces accusations, et la chaîne d'Etat chinoise CGTN a dévoilé, mercredi, [sur Twitter](#), la capture d'écran d'un courriel attribué à Peng Shuai, que la joueuse aurait envoyé à la direction de la WTA, et qui dément les accusations d'agression sexuelle.

[Le contenu de ce message a soulevé des doutes quant à son authenticité](#) : des utilisateurs de Twitter ont relevé qu'un curseur était visible sur le message diffusé par CGTN, un phénomène inexplicable pour une capture d'écran. « *Je ne crois pas du tout que ce soit la vérité* », a commenté M. Simon sur CNN, qualifiant de « *mise en scène* » le courriel en question.

Lire aussi | [Chine : l'inquiétude grandit sur le sort de la joueuse de tennis Peng Shuai](#)

Un hashtag #WhereIsPengShuai

Interrogés à plusieurs reprises, les porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères ont dit tout ignorer de cette affaire qu'ils ont refusé de commenter, arguant qu'il ne s'agissait pas d'un dossier diplomatique.

Le mystère qui entoure le sort de la joueuse chinoise suscite de nombreuses réactions. Le hashtag #WhereIsPengShuai (« où est Peng Shuai ») fleurit sur les réseaux sociaux et a été repris par de nombreuses personnalités dont [la joueuse japonaise Naomi Osaka](#). L'Américaine Serena Williams a joint sa voix à cette mobilisation. « *Ça doit faire l'objet d'une enquête et nous ne devons pas rester silencieux* », a écrit la star du tennis mondial sur Twitter.

Les déclarations de la WTA pourraient lui valoir des représailles de la part des autorités chinoises.

C'est ce qu'il s'est produit pour la NBA, la ligue nord-américaine professionnelle de basket, ou pour la Premier League, le championnat de football anglais. La NBA avait perdu 200 millions de dollars (170,25 millions d'euros), lorsque Daryl Morey, alors manager général des Houston Rockets, avait tweeté en 2019 son soutien aux manifestants à Hongkong.

La plate-forme sport de Tencent, groupe technologique chinois, ne diffuse plus les matchs de NBA des Boston Celtics, depuis qu'un de ses basketteurs, Enes Kanter, a qualifié le président Xi Jinping de « *dictateur brutal* » et condamné la politique chinoise au Tibet.

La Premier League a aussi été touchée lorsque l'ancien milieu d'Arsenal, l'Allemand Mesut Ozil, a condamné le traitement réservé aux Ouïgours, une ethnie musulmane du nord-ouest de la Chine.

Le Monde

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

Un blogueur chinois sur les traces des camps de rééducation du Xinjiang

Guanguan a diffusé une vidéo de vingt minutes dans laquelle il identifie plus d'une quinzaine de lieux de détention où sont internés des Oüïgours dans la région autonome du nord-ouest de la Chine.

Par Simon Leplâtre (Shanghai, correspondance)

Publié le 25 novembre 2021 à 18h25, modifié le 26 novembre 2021 à 15h01 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

C'est une vidéo simple, mais efficace : Guanguan, comme se fait appeler ce youtubeur chinois, se filme au Xinjiang, sur les traces des camps de rééducation dont il a entendu parler dans les médias occidentaux. D'après les décomptes d'ONG et de chercheurs, plus d'un million de membres de la minorité musulmane des Oüïgours ont été internés depuis 2017 dans des « *camps de rééducation* », bientôt renommés « *centres de formation professionnelle* ». En 2020, il décide d'aller voir lui-même : « *A cause des restrictions du gouvernement chinois, il est très difficile pour les journalistes étrangers de mener des reportages et des interviews au Xinjiang. Alors je me suis dit : les journalistes étrangers ne peuvent pas y aller, mais moi, je peux !* », explique le blogueur, la trentaine, cheveux longs, dans un segment introductif.

Dans les faits, contrairement au Tibet, les journalistes étrangers ont la possibilité de se rendre au Xinjiang, mais il est effectivement difficile d'y mener des enquêtes sans être rapidement limité par la police. Guanguan, lui, peut se faire passer pour un touriste et parcourir la région autonome du nordouest de la Chine. Et voilà le « vloguer » (blogueur vidéo) en route, avec un objectif : se rendre sur les points GPS identifiés par des chercheurs, où se trouveraient des camps de rééducation, centres de détention ou prisons. Pour ce faire, Guanguan se fonde notamment sur les coordonnées GPS de 260 lieux de détention répertoriés par une enquête du média américain *Buzzfeed*, récompensé par le prix Pulitzer en 2021. Ces recherches mixent images satellites et informations collectées en ligne pour identifier ces lieux dont beaucoup n'apparaissent pas sur les cartes chinoises.

Lire aussi | [Au Xinjiang, un ramadan sous étroit contrôle pour les Oüïgours](#)

« Crimes contre l'humanité »

A Hami, ville connue pour ses melons située à l'ouest d'Urumqi, la capitale régionale, Guanguan est contrôlé en quittant l'autoroute, et s'étonne de voir un deuxième checkpoint sur une route de campagne. Mais la police, occupée à contrôler un camion, ne s'intéresse pas à son véhicule venu d'une autre province et conduit par un Han, l'ethnie majoritaire en Chine. Il s'arrête au bord d'un champ de coton en fleurs, à proximité d'un bâtiment gris qu'il filme grâce à un puissant zoom. Mais, sans s'en approcher, il ne peut en confirmer la nature.

Plus loin, il dépasse un camp de désintoxication forcée pour toxicomanes, avec barreaux aux fenêtres et fils de fer barbelés, puis le Centre de détention n° 13, selon la plaque métallique à l'entrée du bâtiment. Le lendemain, dans le Comté autonome kazakh de Mori, Guanguan filme un centre de détention, entouré de hauts murs et de miradors, et un « *centre d'éducation et de formation professionnelle agricole* ». Les murs d'enceinte sont aussi surmontés de barbelés.

Lire aussi | [Répression des Ouïgours : à Karakash, la mécanique de l'arbitraire chinois](#)

A Urumqi, il visite un quartier du sud où sont installés plusieurs sites hautement sécurisés, dont les murs s'étendent sur des centaines de mètres. Au sommet de l'un d'eux, on peut lire le slogan « *Réforme par le travail, réforme culturelle* ». A Dabancheng, une petite ville située entre la capitale régionale et Turpan, le blogueur s'approche d'un grand centre de détention. Pour le filmer sans attirer l'attention, il rampe au sommet d'une colline, révélant deux murs d'enceinte, des miradors qui protègent des grands bâtiments blancs aux fenêtres grillagées. A Korla, il découvre un autre centre, situé derrière un camp militaire. En tout, il explore plus d'une quinzaine de sites.

En fin de vidéo, face caméra depuis un bureau, Guanguan évoque aussi la question du travail forcé, dont il a entendu parler auprès de Han vivant au Xinjiang, et conclut : « *Lors du mouvement anti-loi d'extradition de Hongkong, le gouvernement et la police n'ont pas hésité à frapper les manifestants sous les yeux de nombreux médias étrangers, alors on peut à peine imaginer les persécutions contre les Ouïgours, loin des regards. Personne ne peut accepter d'être réduit en esclavage, ni de voir d'autres gens traités en esclaves. Que le gouvernement et le PCC puissent être dissous au plus vite et quitter le pouvoir, pour mettre fin à ces crimes contre l'humanité.* »

Lire aussi | [Xi Jinping consolide son pouvoir](#)

Conscient des risques

Guanguan prend des risques particulièrement importants pour rapporter ces preuves du système de camps par lesquels seraient passés plus de 10 % des onze millions de Ouïgours, au nom de la lutte contre le terrorisme. En Chine, même les journalistes encartés ne se risquent pas à couvrir les sujets les plus sensibles. En tant que simple citoyen, dénoncer cette situation expose ce blogueur à la prison pour diffusion de secrets d'Etat. Il en est conscient : « *Pendant tout ce voyage, je n'ai jamais fait de vidéo explicative face caméra sur place, pour des raisons de sûreté*, explique-t-il. *Parce que, si mes vidéos étaient découvertes lors d'un contrôle, expliquant que derrière moi, se trouve tel ou tel camp de concentration, je risquerais de m'y retrouver moi-même détenu* ».

D'autres citoyens chinois ont déjà été arrêtés pour avoir tenté de dénoncer la situation : le site religieux Bitter Winter basé en Italie, qui avait notamment obtenu des images filmées à l'intérieur d'un camp, affirme que 22 de ses contributeurs, membres de communautés

religieuses eux-mêmes, ont été arrêtés au Xinjiang, et 45 dans toute la Chine, entre août et décembre 2018.

Le photographe Lu Guang, double lauréat du prix World Press, a aussi disparu en 2018 après un reportage au Xinjiang. Il aurait été détenu puis assigné à résidence, et n'a pas publié une seule photo depuis lors. D'autres ont contribué à faire la lumière sur la situation depuis l'étranger, comme Shawn Zhang, étudiant au Canada à l'époque, l'un des premiers à géolocaliser les camps grâce à des informations disponibles en ligne. Il n'est jamais rentré en Chine. Guanguan semble prendre cette direction : dans sa dernière vidéo, publiée le 19 novembre, il revient sur ses projets récents depuis un parc, à l'étranger. Il se trouve désormais à New York. En sécurité, mais en exil.

Écouter aussi | [Ouïgours : un siècle de persécution](#)

Simon Leplâtre (Shanghai, correspondance)

Articles décembre 2021 :

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

Des documents confirment le rôle de Xi Jinping dans la répression au Xinjiang

De nouvelles informations parvenues à un groupe de défense de la minorité musulmane ouïgoure apportent de nouvelles preuves de l'implication du président chinois dans les détentions de masse et la politique de stérilisation forcée

Par Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant)

Publié le 01 décembre 2021 à 10h34 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Une photo du président chinois Xi Jinping à un carrefour à Hotan, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, en Chine, le 30 avril 2021. THOMAS PETER / REUTERS

De nouveaux documents rendus publics, lundi 29 novembre, confirment l'implication directe du président chinois, Xi Jinping, dans l'organisation de la répression de la minorité musulmane ouïgoure au Xinjiang, qualifiée de « *génocide* » par plusieurs Parlements occidentaux – notamment européens.

Ces documents ont été dévoilés par Adrian Zenz, un anthropologue allemand qui réside aux Etats-Unis où il travaille pour un think tank pour les « victimes du communisme ». Ils incluent des révélations émanant d'une source inconnue qui a transmis les informations au « tribunal

ouïgour », une instance indépendante et informelle composé d'experts et d'avocats basée à Londres. Ces derniers ont à leur tour transmis les documents à Adrian Zenz pour expertise.

Lire aussi | [Ouïgours : les « sanctions ciblées » de l'Union européenne provoquent une riposte chinoise](#)

Ces 317 pages de documents consistent surtout, selon M. Zenz, en l'apport de précisions aux révélations majeures faites en novembre 2019 par le *New York Times* (les « Xinjiang Papers »). Pour M. Zenz, c'est la première fois que des documents classés top secret, émanant d'un chef d'Etat chinois, sont rendus publics. En novembre 2019, le Consortium international des journalistes d'investigation, dont *Le Monde* fait partie, avait publié d'autres fuites sur le Xinjiang, les « China Cables ».

Internements de masse

Selon l'analyse détaillée des 317 pages qu'Adrian Zenz a réalisée pour le tribunal et qu'il a soumise à deux autres experts avant publication, *« le matériel apporte des preuves substantielles établissant un lien entre de nombreux aspects de la répression de Pékin au Xinjiang et des déclarations et des demandes faites par des membres du gouvernement central en 2014, incluant des internements de masse dans des camps de rééducation, la réduction de la pauvreté à travers des transferts de travail forcé, une “optimisation” de la distribution de la population par ethnies en augmentant la part de la population Han, la criminalisation de pratiques religieuses habituelles, l'obligation faite à des centaines de milliers de fonctionnaires han de “devenir membre de la famille” de la population ethnique, la mise en place de l'éducation en chinois dans des internats centralisés »...*

Lire aussi | [« J'étais morte de l'intérieur » : une Ouïgoure rescapée des camps de rééducation en Chine témoigne](#)

Ces documents datent d'avril 2014 à mai 2018. Comparant l'extrémisme religieux à une « *drogue psychédélique puissante* », Xi Jinping donne l'ordre en 2014 d'« *arrêter ceux qui doivent être arrêtés et de condamner ceux qui doivent être condamnés* ». De même, les documents montrent que près de trois millions de travailleurs ouïgours ruraux ont été transférés dans des industries de main-d'œuvre afin d'échapper à l'oisiveté et de ne pas être « *facilement exploités par des malfaisants* ». Si ces industries peuvent se situer au Xinjiang, il n'est pas exclu qu'elles le soient aussi dans le reste du pays. « *Xi lui-même a appelé à ce que les citoyens [ouïgours] du Xinjiang se rendent dans l'est de la Chine pour étudier, travailler et habiter* », écrit M. Zenz.

Lire aussi | [« China Cables » : de la lutte contre le terrorisme à l'internement de masse des Ouïgours](#)

Un des points les plus contestés à l'étranger est la stérilisation forcée de femmes ouïgoures. Sur ce point, Xi Jinping aurait personnellement donné l'ordre d'abolir le privilège accordé jusqu'à aux Ouïgours, comme aux autres minorités ethniques du pays, de ne pas être soumis à la

politique de l'enfant unique. Selon Adrian Zenz, sa demande d'avoir « *la même politique pour tous les groupes ethniques* » est un euphémisme qui a conduit, entre autres, à des stérilisations forcées.

Raisons politiques et économiques

Toujours selon l'anthropologue, c'est au nom de cette politique que la commission de la santé du Xinjiang s'est fixé comme objectif, en 2019, de réduire le nombre de naissances dans le sud de la province, là où résident la plupart des Ouïgours, « *d'au moins 4 pour 1 000* », ainsi que de fournir une opération de contrôle des naissances gratuite incluant « *des politiques de stérilisation des femmes* ». Une directive de décembre 2017 émise par Pékin indique que « *la politique de contrôle des naissances identique pour chaque groupe ethnique* » a comme objectif de « *mettre en œuvre une croissance de la population égale pour chaque groupe ethnique* ».

Si la stabilité du Xinjiang est importante pour Pékin, c'est évidemment pour des raisons politiques mais aussi économiques. Le Xinjiang constitue en effet un maillon essentiel des « nouvelles routes de la soie » lancées par le président chinois en 2013. Constatant que la violence au Xinjiang a déjà touché d'autres provinces, notamment avec un attentat au couteau à la gare de Kunming (Yunnan) qui a fait 31 morts le 1^{er} mars 2014, Xi Jinping propose, fin mai 2014, « *une période de traitements douloureux* ».

Quelques paragraphes plus loin, le numéro un chinois prend étonnamment modèle sur les programmes mis en place par les Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, où l'Etat avait mobilisé les citoyens pour dénoncer toute activité suspecte : « *Si on lançait une telle guerre du peuple* », affirme-t-il, « *nous, communistes, serions les meilleurs* ».

Lire aussi : [Ouïgours : l'asservissement d'un peuple](#)

Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant)

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

Plus de 70 journalistes ouïgours détenus en Chine, selon Reporters sans frontières

L'association de défense de la liberté de la presse estime qu'au moins 127 journalistes sont en détention dans l'ensemble du pays.

Le Monde avec AFP

Publié le 07 décembre 2021 à 16h20, modifié le 07 décembre 2021 à 18h26

• Lecture 2 min.

Pas moins de 71 journalistes ouïgours, professionnels ou non, sont en détention en Chine dans le cadre de la répression de cette ethnie musulmane au Xinjiang, dans le nord-ouest du pays, affirme Reporters sans frontières (RSF), mardi 7 décembre.

Dans un rapport intitulé « Le Grand Bond en arrière du journalisme en Chine », l'association de défense de la liberté de la presse dénonce « *une campagne de répression sans précédent menée par le régime chinois au cours des dernières années contre le journalisme et le droit à l'information dans le monde entier* ». Selon RSF, au moins 127 journalistes sont en détention dans l'ensemble du pays.

Lire aussi | [Au Xinjiang, une « formatrice » dans l'enfer d'un camp de rééducation](#)

Les Ouïgours sont les plus nombreux parmi eux, alors que le président chinois, Xi Jinping, a engagé ces dernières années une remise au pas du Xinjiang, à la suite d'attentats attribués à des islamistes ou des séparatistes de cette ethnie.

Plus d'un million de Ouïgours ont ainsi été enfermés dans des centres de rééducation politique, selon des associations de défense des droits humains. Pékin conteste ce chiffre et parle de centres de formation professionnelle destinés à éloigner les « stagiaires » de la radicalisation.

« Black-out sur l'information »

Le régime communiste a imposé « *un black-out sur l'information* » au Xinjiang en empêchant de facto les reportages indépendants sur le terrain, estime de l'étranger la journaliste ouïghoure Gulchehra Hoja, citée dans le rapport.

Parmi les auteurs ouïgours en détention figure l'intellectuel Ilham Tohti, lauréat du prix Sakharov 2019 du Parlement européen, et qui tenait un site Internet recensant des problèmes rencontrés par sa minorité. Gulmira Imin, administratrice d'un autre site Internet, est pour sa part emprisonnée depuis 2009.

Lire aussi | [Un blogueur chinois sur les traces des camps de rééducation du Xinjiang](#)

M. Xi a « *brutalement mis fin* » aux espoirs d'amélioration de la liberté de la presse en Chine, a estimé le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire. L'an dernier, dix-huit reporters

étrangers ont dû quitter le pays et une journaliste australienne travaillant pour la télévision chinoise, Cheng Lei, a été arrêtée.

Au moins dix journalistes, professionnels ou non, ont été arrêtés parce qu'ils avaient couvert, au début de 2020, l'imposition de la quarantaine dans la ville de Wuhan, dans le centre du pays, où le Covid-19 a été initialement découvert. L'une d'entre eux, Zhang Zhan, a été condamnée à quatre ans de prison. Selon ses proches, les jours de cette « *journaliste citoyenne* », qui observe une grève de la faim, sont comptés.

Le Monde avec AFP

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

La Chine est responsable d'un « génocide » des Oüïgours, selon des experts réunis à Londres

Dans un rapport de 63 pages, un groupe d'avocats et d'experts des droits humains a estimé que la Chine était responsable de « crimes contre l'humanité », « au-delà de tout doute raisonnable ». Le Monde avec AFP

Publié le 10 décembre 2021 à 08h59, modifié le 11 décembre 2021 à 00h00

• Lecture 3 min.



Une caméra de surveillance donnant sur une rue est photographiée à côté d'un drapeau chinois flottant à proximité, à Pékin, en Chine, le 25 novembre 2021. CARLOS GARCIA RAWLINS / REUTERS

Après plusieurs mois d'enquête, un groupe d'avocats et d'experts des droits humains réunis à Londres a conclu, jeudi 9 décembre, que la façon dont la Chine traite les Oüïgours relève du génocide. La conclusion de ce rapport a déclenché la colère de Pékin, qui dénonce « *une farce politique* » fondée sur de « *faux témoignages* ».

Les neuf membres du « Tribunal ouïgour », ainsi nommé malgré l'absence de toute autorité judiciaire et dénoncé par Pékin comme n'ayant « *aucune légitimité* », ont écouté de nombreux témoignages et examiné les preuves apportées par des chercheurs indépendants et des associations sur le traitement qui est infligé aux Oüïgours par l'Etat chinois.

Dans un rapport de 63 pages, les experts ont conclu qu'il n'y avait aucune preuve de massacre de la minorité musulmane ouïgoure, mais que « *les éléments d'un génocide intentionnel* » tels

que définis par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de l'Organisation des Nations unies (ONU) étaient pourtant « établis ».

Lire aussi | [Des parlementaires français veulent débattre des crimes contre l'humanité sur les Ouïgours](#)

« Emprisonnements, actes de tortures, viols »

« *La République populaire de Chine a commis un génocide en imposant des mesures de prévention des naissances destinées à détruire une partie importante des Ouïgours du Xinjiang* », ont précisé les experts, estimant que le président chinois, Xi Jinping, et d'autres hauts cadres en « *portent la responsabilité première* ».

Les ablations de l'utérus, les avortements et la pose forcée de stérilet à des femmes ouïgoures par l'Etat chinois « *se traduiront par un nombre de naissances nettement inférieur à ce qu'il aurait pu être dans les années à venir* » et une « *destruction partielle des Ouïgours* ».

Les neuf experts ont aussi estimé la Chine responsable « *au-delà de tout doute raisonnable* » de « *crimes contre l'humanité* », citant des « *emprisonnements, actes de tortures, viols, violences sexuelles, stérilisations forcées et autres actes inhumains* ».

Lire aussi | [Travail forcé des Ouïgours : en portant plainte contre des géants du textile, des associations espèrent l'émergence d'une jurisprudence](#)

Au moins un million de Ouïgours incarcérés

Selon des organisations de défense des droits humains, au moins un million de Ouïgours et d'autres minorités turcophones, principalement musulmanes, sont incarcérés dans des camps au Xinjiang. Outre la stérilisation forcée des femmes, la Chine y est accusée d'imposer le travail forcé. Pékin conteste et affirme qu'il s'agit de centres de formation professionnelle destinés à les éloigner du terrorisme et du séparatisme, après de nombreux attentats meurtriers commis contre des civils par des Ouïgours.

« *Le prétendu "verdict final" de cette machine à fabriquer des mensonges est une farce politique* », a réagi dans un communiqué le ministère des affaires étrangères chinois, accusant « *des forces antichinoises en Occident* » d'avoir « *payé des menteurs, fait courir des rumeurs et présenté de faux témoignages* » comme « *outil politique pour salir la Chine* ».

Lire aussi | [Un blogueur chinois sur les traces des camps de rééducation du Xinjiang](#)

« La première démonstration publique fondée sur des preuves »

Les Etats-Unis ont imposé, vendredi, des sanctions contre deux dirigeants chinois accusés de « *violations graves des droits humains* » à l'encontre des Ouïgours. Erken Tuniyaz, président de la région autonome du Xinjiang (nord-ouest), et son prédécesseur Shohrat Zakir, sont visés pour la détention de « *plus d'un million d'Ouïghours et de membres d'autres minorités ethniques majoritairement musulmanes* », a annoncé le ministère du Trésor américain.

Les Etats-Unis ont déjà affirmé que le traitement des Ouïgours relevait du « *génocide* » et ont annoncé un boycottage diplomatique des prochains Jeux olympiques d'hiver, qui se tiendront du 4 au 20 février 2022 à Pékin, avec plusieurs autres pays occidentaux. Le premier ministre Boris Johnson a déclaré, mercredi, que le Royaume-Uni se joindrait à ce boycottage, une décision qui risque de distendre un peu plus les liens entre Londres et Pékin.

Les sources de tensions sont nombreuses entre les deux pays, entre respect des droits humains au

Xinjiang, recul des libertés dans l'ex-colonie britannique d'Hongkong et exclusion du géant chinois Huawei des infrastructures 5G britanniques. Mais le gouvernement britannique n'a jusqu'à présent pas qualifié le traitement des Ouïgours par la Chine de « *génocide* », arguant que c'était à la justice de trancher cette question.

Les neuf experts réunis à Londres estiment que leur rapport constitue « *la première démonstration publique fondée sur des preuves* » d'une telle pratique. Le « Tribunal ouïgour » n'est affilié à aucun gouvernement et la Chine a refusé toute participation. Pékin a en revanche pris des sanctions contre l'organisation et son président, Geoffrey Nice.

L'ONU a jugé vendredi « *profondément troublantes* » les conclusions de ce rapport, ajoutant qu'une enquête onusienne devait aussi être publiée. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme « *finalise sa propre évaluation des informations disponibles sur les allégations de violations graves des droits humains* ».

Lire aussi | [Xi Jinping et Joe Biden tentent d'organiser leurs divergences](#)

Le Monde avec AFP

INTERNATIONAL • DIPLOMATIE

L'appel au boycottage diplomatique des JO de Pékin épouse une géopolitique attendue

Partie des Etats-Unis, l'initiative a rallié l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et le Royaume-Uni. Pour l'heure, l'Europe tergiverse et l'Asie écarte l'idée.

Par Nathalie Guibert, Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante), Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale), Philippe

Mesmer (Tokyo, correspondance), Isabelle

Dellerba (Sydney, correspondance), Hélène

Jouan (Montréal, correspondance), Piotr

Smolar (Washington, correspondant) et Jean-Pierre

Stroobants (Bruxelles, bureau européen)

Publié le 10 décembre 2021 à 12h56, modifié le 10 décembre 2021 à 15h55 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Manifestation devant le consulat chinois, à Los Angeles, pour appeler au boycottage des JO de Pékin, le 3 novembre. FREDERIC J. BROWN / AFP

Qui assistera à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques (JO) d'hiver ayant lieu, du 4 au 20 février 2022, à Pékin ? Les sportifs, d'abord – la campagne #nobeijing2022, animée par les ONG de défense des droits humains mobilisées pour le Tibet, les Ouïgours du Xinjiang et

Hongkong, n'a pas abouti à un front du refus. Des responsables politiques ensuite, mais lesquels ? Vladimir Poutine, le président russe, a annoncé sa venue. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, aussi. Pour l'heure, l'appel à un boycottage diplomatique des Jeux, parti des Etats-Unis, le 6 décembre, épouse une géopolitique restreinte et attendue. Joe Biden a entraîné ses plus proches partenaires de l'alliance du renseignement Five Eyes (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Royaume-Uni), tandis que les Européens discutent et qu'en Asie l'idée est écartée.

Jeudi 9 décembre, la France a semblé hésiter. Le ministre de l'éducation et des sports, Jean-Michel

Blanquer, a affirmé que Paris n'appuierait pas le boycottage, mais son entourage l'a aussitôt corrigé : « *Sur le sujet diplomatique, c'est Jean-Yves Le Drian [ministre des affaires étrangères] qui dialogue actuellement pour trouver une position commune au niveau européen.* » Plus tard, dans la journée, lors de sa présentation de la présidence française de l'Union européenne (UE), Emmanuel Macron a fait part de sa conviction personnelle : « *Il faut raison garder* », car le boycottage politique est, selon lui, « *une mesure toute petite et symbolique* ». Le chef de l'Etat a renvoyé à « *une décision dans les prochaines semaines, en lien avec les Européens et le Comité international olympique* », avec l'idée de « *protéger tous les athlètes* ».

Lire aussi | [JO de Pékin 2022 : « Le boycottage diplomatique, c'est le premier étage de la fusée »](#)

Les Etats-Unis ont annoncé le boycottage politique des Jeux de Pékin en ouverture d'une semaine diplomatique intense où Joe Biden s'est entretenu avec Vladimir Poutine, avant d'animer le sommet pour la démocratie. Le message était clair : Washington souhaite dialoguer avec Pékin sur des sujets de possibles convergences (le nucléaire iranien ou le climat), mais ne manifesterait aucune faiblesse. La porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, a justifié cette décision par « *le génocide et les crimes contre l'humanité en cours au Xinjiang et les autres violations des droits de l'homme* ». Avant d'ajouter : « *Nous ne participerons pas à la fanfare des Jeux.* »

La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont été les premiers pays à emboîter le pas. Le premier ministre conservateur australien, Scott Morrison, a surpris en s'exprimant mercredi, avant d'autres pays comme le Canada ou le Royaume-Uni, exposant une fois de plus Canberra à la vindicte chinoise. L'opposition travailliste a toutefois soutenu une décision qui n'a étonné personne, en raison de la dégradation, depuis 2017, de la relation sino-australienne.

Décision pas facile

Tandis que Pékin reproche à Canberra d'avoir légiféré contre les ingérences étrangères, exclu les équipementiers chinois Huawei et ZTE du marché australien de la 5G, ou encore d'avoir réclamé une [enquête internationale sur les origines de la pandémie de Covid-19](#), l'Australie dénonce les représailles économiques que lui a infligées son principal partenaire commercial ces vingt derniers mois. Deux Australiens, Yang Hengjun et Cheng Lei, étant détenus dans la

République populaire sous des accusations d'espionnage, Canberra met en garde ses ressortissants contre les « *risques de détention arbitraire* » dans le pays.

De son côté, le premier ministre britannique, Boris Johnson, a confirmé, mercredi, que le Royaume-Uni n'enverrait aucun ministre ni officiel à Pékin. « *Toutes mes félicitations à l'Alliance interparlementaire sur la Chine* [IPAC, un club de parlementaires occidentaux opposé au régime chinois] *qui a fait campagne pour ce boycottage. J'espère que de nombreux pays vont suivre* », s'est réjoui le député Iain Duncan Smith, ex-chef de file du Parti conservateur, une des voix les plus opposées au régime chinois à Westminster. Le gouvernement conservateur à Londres a changé radicalement de ton il y a dix-huit mois, avec l'intensification de la répression chinoise à Hongkong. Mais M. Johnson reste sur une ligne ambiguë et a, jusqu'à présent, refusé de soutenir toute reconnaissance d'un génocide des Ouïgours.

Lire aussi | [Entre la crise sanitaire et les appels au boycott, les JO d'hiver de Pékin 2022 dans le brouillard](#)

Au Canada, la Chambre des communes a déjà adopté, au début de l'année, une motion sur cette reconnaissance d'un génocide. Mercredi, le premier ministre, Justin Trudeau, a annoncé qu'il n'enverrait aucun représentant aux Jeux. Quoique jugée tardive par certains, cette décision est appuyée par l'ensemble de la classe politique en raison des graves contentieux du pays avec la Chine. Meng Wanzhou, ancienne directrice financière de Huawei, en résidence surveillée depuis 2018 à Vancouver et menacée d'extradition vers les Etats-Unis, a pu rentrer chez elle, en septembre, tandis que deux Canadiens, Michael Savor et Michael Kovrig, revenaient au Canada après plus de mille jours de détention en Chine. Mais l'embellie a été de courte durée. Ancien ambassadeur en Chine, Guy Saint-Jacques estime qu'Ottawa n'avait d'autre choix que de suivre les Etats-Unis.

Le débat se poursuit en Europe, hormis en Lituanie, engagée dans un bras de fer avec Pékin sur Taïwan. A Bruxelles, le fait que la France ait dévoilé sa position avant une réunion des ministres des affaires étrangères lundi, est jugé « *contre-productive* » par plusieurs représentations à l'UE.

En Allemagne, où la nouvelle coalition s'installe, la ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, a évoqué l'agression sexuelle et la disparition de la joueuse de tennis chinoise Peng Shuai pour appeler à « *une réponse commune* » des Européens. La décision ne sera pas facile. « *La Chine est prête à consolider et à approfondir la confiance politique mutuelle, à élargir les échanges et la coopération dans divers domaines avec l'Allemagne* », a déclaré, de son côté, le président chinois, Xi Jinping, mercredi.

La question est posée aux Pays-Bas, pionniers du boycottage, qu'ils ont été les premiers à pratiquer en 1956 aux JO d'été de Melbourne, pour protester contre la présence de la Russie venant d'envahir la Hongrie. Déposée il y a huit jours, une motion proboycottage a été rejetée de justesse, jeudi. Le roi Willem-Alexander a, en tout cas, déjà annulé sa participation,

officiellement en raison de la pandémie. En 2014, sa présence, un verre à la main, au côté de Vladimir Poutine, à Sotchi, avait créé la polémique.

Lire aussi | [Le boycottage de compétitions, une « arme » de moins en moins utilisée par les sportifs](#)

L'idée n'attire guère en Asie

Dans le nord du continent, la Norvège « *n'a pas pour tradition de pratiquer un boycottage diplomatique lors d'événements sportifs* », avait fait savoir la ministre de la culture, Anette

Trettebergstuen, au Parlement, le 26 novembre. *Il est naturel pour une grande nation de sports d'hiver comme la Norvège d'être présente sur place pour soutenir [ses] athlètes* ». Depuis, le Parti libéral a présenté aux députés une motion proposant « *qu'aucun représentant officiel de la Norvège n'assiste aux JO et aux Jeux paralympiques à Pékin* ». Le vote n'a pas encore eu lieu.

Même attente en Suède où, mercredi, la première ministre, Magdalena Andersson, a renvoyé à une discussion « *au sein du gouvernement* ». Au Danemark, à droite comme à gauche, plusieurs partis appellent au boycottage diplomatique, mais le gouvernement, dirigé par la sociale-démocrate Mette Frederiksen, n'a pas encore pris de décision.

Lire aussi | [« L'affaire Peng Shuai illustre les paradoxes du “modèle chinois” »](#)

En Asie, l'idée n'attire guère. « *La Chine a pleinement soutenu l'organisation des JO de Tokyo cet été* », menacés par le Covid, a opportunément rappelé, jeudi, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Wang Wenbin. Poussé par une frange du Parti libéral démocrate (PLD au pouvoir) à suivre l'allié américain, le gouvernement de Fumio Kishida reste flou sur ses choix, promettant d'« *évaluer la situation avec prudence* ». 2022 correspond au 50^e anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et la Chine. « *Le Japon voit dans les Jeux d'hiver de Pékin une célébration de la paix* », a déclaré, le 7 décembre, le ministre des affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi. La situation rappelle celle de 2014, quand le premier ministre, Shinzo Abe, avait participé à la cérémonie d'ouverture des JO de Sotchi, car le renforcement des liens avec Moscou était une priorité, alors qu'aucun dirigeant occidental n'avait fait le déplacement.

La Corée du Sud a pour sa part réitéré son soutien de principe aux JO de 2022. Le président Moon Jaein espérait qu'ils permettent un sommet entre la Chine, les Etats-Unis et les deux Corées. Cet espoir envolé, il continuerait de plaider pour une rencontre à cette occasion avec le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un.

Jeudi, Pékin s'est contenté de réagir aux seules annonces britanniques et canadiennes. Wang Wenbin a usé des menaces habituelles : « *Ils paieront inévitablement le prix de ce mauvais coup.* »

Nathalie Guibert, Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante), Anne-

Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale), Philippe Mesmer (Tokyo, correspondance), Isabelle Dellerba (Sydney, correspondance), Hélène Jouan (Montréal, correspondance), Piotr Smolar (Washington, correspondant) et Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OÜÏGOURS

La justice marocaine autorise l'extradition d'un Ouïgour vers la Chine

Agé de 34 ans, ce père de trois enfants, établi en Turquie depuis 2012, avait été arrêté à son arrivée sur le sol marocain. La Chine en avait fait la demande, lui reprochant de faire partie d'une « organisation terroriste ».

Le Monde avec AFP

Publié le 16 décembre 2021 à 13h43 • Lecture 2 min.



Des manifestants réunis devant l'ambassade chinoise à Londres, le 9 décembre 2021.
ALBERTO PEZZALI / AP

La Cour de cassation marocaine a donné son aval à l'extradition d'un Chinois, membre de la minorité musulmane des Ouïgours, arrêté à son arrivée au Maroc en juillet et recherché par la Chine pour « des actes terroristes », a annoncé son avocat, jeudi 16 décembre. « *La justice a confirmé hier [mercredi] l'extradition de mon client. Nous n'avons pas encore les attendus du jugement pour savoir ce qui motive cette décision, mais c'est psychologiquement très dur pour lui* », a expliqué M^e Miloud Kandil.

Agé de 34 ans, ce père de trois enfants avait été arrêté le 19 juillet à son arrivée à l'aéroport de Casablanca en provenance de Turquie, sur demande de la Chine qui lui impute « *des actes terroristes commis en 2017* » et lui reproche de faire partie d'une « *organisation terroriste* ». L'informaticien, établi en Turquie depuis 2012 avec sa famille, réfute ces accusations et «

assure ne pas être retourné en Chine depuis 2012 », selon son avocat, qui a dit ignorer la date de son extradition.

A son arrivée au Maroc, cet homme ouïgour, qui détient la nationalité chinoise, faisait l'objet d'une notice rouge d'Interpol émise à la demande de Pékin. Mais l'organisation internationale de coopération policière a « *depuis annulé la notice rouge émise dans le cadre de l'affaire le concernant, en se fondant sur de nouvelles informations reçues par son secrétariat* », selon Amnesty International.

Lire aussi | [Les exilés ouïgours en Turquie dans la peur d'être victimes du rapprochement avec la Chine](#)

Génocide des Ouïgours, selon un groupe d'experts

Plus d'un million de Ouïgours sont ou ont été détenus dans des camps de rééducation politique dans la province chinoise du Xinjiang, estiment les experts étrangers. Après plusieurs mois d'enquête, un groupe d'avocats et d'experts des droits humains réunis à Londres a conclu la semaine dernière que la façon dont la Chine traite les Ouïgours relevait du génocide, déclenchant la colère de Pékin.

Amnesty considère que le Chinois arrêté au Maroc « *court un risque grave d'être placé en détention arbitraire et torturé s'il est transféré de force vers la Chine* ». « Selon le principe de non-refoulement, nul ne doit être renvoyé vers un pays où il courrait un risque réel d'être torturé ou soumis à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou à d'autres graves atteintes aux droits humains », a écrit Amnesty dans un communiqué après son arrestation, en juillet. La demande d'extradition est motivée par « *le travail qu'il a effectué par le passé pour des organisations ouïgoures* », selon l'organisation de défense des droits humains.

Lire aussi : [Les « sanctions ciblées » de l'Union européenne provoquent une riposte chinoise](#)

Le sort des Ouïgours, minorité principalement musulmane qui représente un peu moins de la moitié des 25 millions d'habitants du Xinjiang, est dénoncé dans le monde entier par les défenseurs des droits humains et fait l'objet d'une confrontation de plus en plus vive entre l'Occident et la Chine.

Le Monde avec AFP

Liste des tableaux

N°	Titre	Page
1	Les articles du mois de janvier	P80
2	Les articles du mois de février	P81
3	Les articles du mois mars	P82
4	Les articles du mois avril	P83
5	Les articles du mois de mai	P84
6	Les articles du mois de juin	P85
7	Les articles du mois de juillet	P86
8	Les articles du mois d'aout	P87
9	Les articles du mois de septembre	P87
10	Les articles du mois d'octobre	P88
11	Les articles du mois de novembre	P89
12	Les articles du mois de décembre	P90
13	Répartition temporelle des publications	P93
14	Type d'articles	P93
15	Fréquence du mot génocide	P95
16	Hiérarchie de l'information et titrage	P96
17	Nombre et type de sources	P98
18	Longueur moyenne des articles	P98
19	Tonalité des articles	P99
20	Les acteurs représentés dans les articles	P105
21	Statistiques issus de l'échantillanant des sources	P107
22	Répartitions des champs lexicaux dominant	P109

Table des matières

Introduction.....	1
Aspect Méthodologique	4
Liste des principaux sigles et abréviations	11
Première partie : Cadre théorique et contexte du traitement médiatique	13
Chapitre I : Réalité et controverses autour des violations des droits de ouighours en Chine.....	15
1.1. Condamnation international et preuves documentées.....	15
➤ Témoignages et preuves documentant des violations massives des droits humains :	16
➤ Camps de concentration, travail forcé, coercition stérilisations, destruction du patrimoine culturel Ouighours :	19
➤ Enquêtes des ONG, rapports de l'ONU et études d'experts indépendants :	20
1.2. La position officielle de la Chine :	21
➤ Démenti officiel des accusations et justification de la politique (terrorisme) et de lutte contre le séparatisme	23
➤ Le rôle de la « déradicalisation » et des politiques de « formation professionnelle » :	24
➤ Stratégies de communication et gestion de l'information.....	26
1.3. Les entraves rencontrées dans la quête de la vérité :	28
➤ Surveillance et restrictions sur les chercheurs et journalistes étrangers :	29
➤ Intimidation des dissidents, harcèlement des témoins et représailles contre les familles exilées	30
➤ Certification de la situation des Ouïghours à l'échelle internationale : désaccord sur la qualification (génocide ou oppression)	31
Chapitre 2 : Le traitement médiatique des violations des droits des Ouïghours : analyse des récits et des dynamiques d'information	35
2.1. La couverture médiatique de violations des droits des Ouïghours : un enjeu complexe	35
➤ Les premières révélations et leur impact à l'échelle mondiale :	35
➤ Les obstacles à l'accès à l'information : l'opacité des autorités chinoises et la restriction des sources	44
➤ La montée en puissance des témoignages et des enquêtes indépendantes dans les médias internationaux :	47
2.2. Récits médiatiques et cadrage : la manière dont les événements sont présentés. ..	51

➤ Les variations dans le traitement médiatique : de la dénonciation à la minimisation des faits :	51
➤ L'influence des relations diplomatiques sur le traitement médiatique des violations des droits humains :	54
➤ Les narratifs alternatifs : une alternative aux récits dominants dans la presse internationale :	59
2.3. Les responsabilités des médias : enjeux éthiques et défis journalistiques	63
➤ Le rôle des médias dans la construction de l'opinion publique : entre vérité et partialité :	63
➤ Les dilemmes éthiques dans la couverture des violations des droits humains : sécurité des sources et impact médiatique :	66
➤ Les limites de la couverture médiatique face aux enjeux géopolitiques et économiques :	71
Deuxième partie : Analyse empirique du traitement médiatique par Le monde	74
Chapitre 3 : Analyse de la couverture médiatique de Le Monde sur le génocide présumé des Ouïghours	79
3.1 Présentation du corpus d'étude :	79
➤ Sélection des articles publiée par le journal Le monde sur son site web entre janvier et décembre 2021 :	79
➤ Justification du choix de la période et du média	91
➤ Méthodologie d'analyse : approche qualitative et quantitative	91
3.2 Analyse du traitement journalistique :	101
➤ Étude du cadrage des articles (frames médiatiques dominants).....	101
➤ Analyse des sources utilisées : témoignages, rapport d'ONG, experts.....	107
➤ Lexique et champ sémantique associé au génocide présumé	109
3.3 Impacts et limites de la couverture médiatique	112
➤ Influence de la couverture de Le Monde sur l'opinion publique et les décideurs politiques	112
➤ Comparaison avec d'autres médias internationaux (CNN, Al Jazeera, Xinhua).....	112
➤ Limites et biais potentiels dans le traitement de l'information.....	112
Conclusion :	114
Les références :	117
Les annexes	121
Liste de l'échantillé des articles choisis :	122
Liste des tableaux.....	266

